

حزبان الوطن

Arts et Spectacles : U2

Le Monde

15, rue Falguieres, 75001 Paris Cedex 05

BOURSE



CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 16085 - 7 F

JEUDI 24 JUIN 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Alors que la France se dit prête à protéger les enclaves musulmanes

Les pourparlers sur la Bosnie ont repris en l'absence de M. Izetbegovic

Sursaut

DE l'intervention faite mardi 22 juin sur la Bosnie par François Mitterrand, on retiendra d'abord la tonalité : ce sursaut d'énergie, cette façon soudaine de parler clair et de mettre chacun devant ses responsabilités, qui ont été en extrême ou sommet de Copenhague de n'être qu'un de ces exercices rhétoriques affaiblissants par lesquels les Douze, derrière des affirmations de principes, s'efforcent vainement depuis deux ans de cacher leur impuissance, leurs divisions et leur mauvaise conscience envers l'ex-Yugoslavie.

Ce que M. Mitterrand a obtenu, ce ne sont encore que des mots : un engagement de la Communauté à prendre sa part directement à la création des zones de sécurité qu'elle réclame, engagement en principe collectif mais dont on a pu voir mardi le peu de zèle qu'il déclenche individuellement chez les États membres. Qui ira protéger les enclaves musulmanes ? Et quand ? Ces questions sont restées sans réponse au sommet de Copenhague. Une voix s'est cependant élevée, dans le cénacle communautaire, pour exprimer la honte qu'il y aurait pour l'Europe à s'en remettre, pour l'éducation, aux « volontaires » de Tunisie, du Pakistan, de Malaisie, voire... du malheureux Bangladesh !

ROMPANT d'autre part avec l'hypocrisie et les arrière-pensées dont lui-même n'a pas été innocent depuis le début de la crise yougoslave, M. Mitterrand a traité sans ménagement les beaux principes de nouveau affichés par les Douze dans leur communiqué en disant qu'ils étaient, soit déjà « privés de substance », soit susceptibles d'être bientôt démentis. La Bosnie restera-t-elle un État unitaire comme le proclament les Douze ? Ce sera aux diplomates d'y veiller, répond M. Mitterrand, qui, à l'évidence, n'est pas prêt à en jurer et n'y semble pas résolulement attaché. L'essentiel, dit-il, est que chaque communauté s'ait son dû.

Sans jamais en convenir, les Européens ont ravivé les ambitions de leur politique en Bosnie au rythme des conquêtes serbes. Restent ces enclaves musulmanes que la Communauté prétend protéger sans s'en donner les moyens. À part Gornje, elles ne sont déjà plus le véritable théâtre de la guerre, laquelle se livre maintenant en Bosnie centrale. Elles demeurent cependant le dernier carré de crédibilité pour l'Europe, le seul qui vaille pour M. Mitterrand, comme seule vult une politique humanitaire qui « illustre il y a un an par le voyage du chef de l'État à Sarajevo, mais qui - M. Izetbegovic l'avait bien compris - signifie aussi le non-engagement de la France dans le conflit lui-même.

Si M. Mitterrand a sorti mardi le « grand jeu », c'est aussi parce que les ambiguïtés de la politique européenne n'étaient plus défendables par le chancelier Kohl devant son opinion. L'Allemagne était en désolidarité de la Communauté pour rejoindre Washington et Ankara dans une position qui a la mérite d'une apparente cohérence (si nous ne défendons pas les Musulmans, laissons-les se défendre eux-mêmes), mais l'inconvénient du « simplisme ». Tant il est vrai qu'on ne sait pas ce que déclencherait une levée de l'embargo sur les armes, sauf à être militairement et fermement accompagnée.

Les pourparlers sur le plan serbo-croate de partage entre trois entités ethniques de la Bosnie-Herzégovine ont repris, mercredi 23 juin à Genève, en l'absence d'Alija Izetbegovic. Ce dernier, de plus en plus contesté au sein de la présidence collégiale à Sarajevo, a été remplacé « provisoirement » par Franjo Boras, un représentant de la communauté croate de Bosnie. A Paris, le Quai d'Orsay s'est dit prêt à redéployer les « casques bleus » français pour la protection des enclaves musulmanes.

Face à l'hostilité serbe

GRACAC
de notre envoyé spécial
« Vous êtes français ! Vous devriez vous exterminer. Vous êtes pire que les autres : vous nous avez trahis ! » A Kain, capitale de la « République serbe de Krajina » (RSK), autoproclamée en Croatie, l'accueil réservé aux Français par ce soldat serbe est relativement frais, mais significatif. Après l'offensive croate du 22 janvier 1993 - la première depuis le déploiement de quelque 10 000 « casques bleus » en Croatie et le cessez-le-feu serbo-croate de janvier 1992 - les Serbes de Krajina jurent que « le lien de Salomon » a été rompu, que l'amitié nouée avec les « poilus » d'Orient lors de la première guerre mondiale, scellée pendant la deuxième, a vécu. Car les « casques bleus » français déployés dans ce secteur et qui gardaient l'armement lourd des Serbes, en application des consignes des Nations unies, n'ont pas défendu les Serbes contre l'attaque surprise de janvier par les forces spéciales de Zagreb. Les Croates, qui espéraient, en quittant la Yougoslavie, rejoindre la Communauté européenne, ont été déçus par l'attitude réservée de la France à leur égard. Les Musulmans pensent que le « patrie des droits de l'homme » s'est assise sur ses beaux principes, que François Mitterrand, en se rendant à Sarajevo, a empêché une intervention militaire pour les sauver. Mais, pour les Serbes, les Français ont fait pire.

JEAN-BAPTISTE NAUDET
Lire la suite page 6

Après l'assassinat du sociologue M'Hamed Boukhobza

Le terrorisme suscite colère et crainte à Alger

L'assassinat de M'Hamed Boukhobza a causé, en Algérie, une très forte émotion, mêlée de colère et de crainte. Cet éminent sociologue a été tué, mardi 22 juin, à l'arme blanche, sous les yeux de sa fille. Il venait de remplacer, à la tête d'un institut de recherche gouvernemental, Djilali Lyabès, ancien ministre, lui-même assassiné en mars dernier. C'est le sixième intellectuel algérien victime de la vague de terrorisme imputée aux islamistes.



Lire l'article de CATHERINE SIMON page 3

La correction et la faute

par Bruna Frappat

QUELLE que soit la « correction » finalement apportée, à la demande de Simone Veil et de Pierre Méhaignerie, au projet de loi sur la maîtrise de l'immigration, la faute de l'amendement Mersaud mérite de passer à l'histoire des entorse aux principes républicains. Corriger ne répare pas l'effet psychologique dévastateur d'une disposition tout autant inaplicable que révélatrice d'un état d'esprit. L'amendement Mersaud, ou la tentation ségrégationniste...

Il s'agissait d'introduire dans la loi française l'autorisation donnée aux représentants de l'ordre, pour effectuer des contrôles d'identité, de s'appuyer sur « tout élément permettant de présumer la qualité d'étranger outre que toute appartenance raciale ». Cette formulation éblouissante mérite d'autant plus analyse et réflexion qu'elle a été adoptée par la représentation nationale à une écrasante majorité. Il ne s'agit pas d'un dérapage anodin ou d'une bêtise vite rattrapée.

Lire la suite page 8

POINT DE VUE

Le singulier aveuglement de M. Balladur

par Michel Rocard

Je n'ai pas le goût de l'opposition systématique. La gravité de la situation de notre pays me fait souhaiter le succès de quiconque le dirige. C'est à ce double titre que je me suis jusqu'ici abstenu d'un jugement d'ensemble. Mais quel gâchis en trois mois ! Au départ, une vague électorale sans précédent, une confiance exceptionnelle, une majorité renforcée du discrédit de l'opposition. A l'arrivée, des politiques cahotantes, qui font se demander qui domine, de l'amateur ou de l'ap-

prenti sorcier. Dans l'ordre économique, trois aspects résument ces trois mois : une tentative avortée de charger les gouvernements précédents, une erreur de diagnostic aggravée de traitements contradictoires, un fond de dogmatisme. Tous les économistes sérieux savaient, depuis la fin de l'automne au plus tard, que la France virait à la récession. Plutôt qu'opérer des coupes insupportables dans les dépenses publiques, Pierre Bérégovoy avait compris qu'il fallait laisser jouer les stabilisateurs économiques,

soutenant ainsi l'activité. Cette politique fut saluée partout pour son courage et sa clarté, et s'est traduite par le maintien de la stabilité du franc et de l'équilibre extérieur. Partout, sauf à droite en France, où l'on a prétendu imputer au gouvernement socialiste les dérèglements de l'économie mondiale. Au malade affaibli, les premières mesures allaient infliger des saignées supplémentaires. L'ombre de Daillois planait sur Maitignon. Penser que, dans une situation de sous-utilisation des capacités de production, l'allège-

ment unilatéral des charges des entreprises allait entraîner des emplois témoigne de naïveté ou d'aveuglement, deux synonymes de l'incompétence. Et qu'on ne me dise pas qu'il fallait cela pour rétablir la confiance des marchés internationaux. Celle-ci n'était ébranlée que par les incertitudes sur la politique qu'allait mener une droite divisée, ce que j'avais appelé la « surprise Séguin ».

Lire la suite page 9

► Ancien premier ministre, Michel Rocard est président de la direction nationale du PS.

De Gaulle à Londres

La reine-mère Elizabeth devait inaugurer mercredi 23 juin une statue du général de Gaulle érigée à Carlton Gardens. Le chef de la France libre avait établi là son quartier général, dans un immeuble mis à sa disposition par Winston Churchill. Un « lieu de mémoire » devant lequel se rassemblent chaque année, le 18 juin, les anciens compagnons, français et britanniques, d'exil et d'aventure du général. Ceux-ci se souviennent des relations parfois orageuses entre les deux chefs de guerre...

Lire page 12 l'article de notre correspondant à Londres LAURENT ZECCHINI

EDUCATION • CAMPUS

Des prêts aux étudiants

Un rapport remis au ministre de l'enseignement supérieur invite les collectivités locales - notamment les régions - à compléter les bourses allouées aux étudiants en développant les prêts sociaux. A charge pour elles d'en assurer les intérêts. Réservé aux étudiants de second cycle, ce bailleur d'oxygène permettrait de concentrer l'effort de l'État sur les premiers cycles. Le problème du financement des études se pose partout en Europe. Tous les gouvernements étendent et les dispositifs d'aide sociale mis en place sont frappés de plein fouet par la crise.

Lire les articles de MICHÈLE AULAGNON pages 13 et 14

Le sommaire complet se trouve page 24

Y A-T-IL
UNE VIE ACTIVE
APRÈS
LA VIE ACTIVE ?

UNE 3^{ème} VIE
PAR EXEMPLE.

PAGE 3

Transports à la peine

Face à la crise, Air France et la SNCF ont tardé à réagir

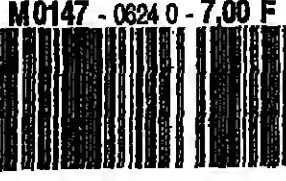
par Alain Faujas

Air France et la SNCF sont malades, et leurs troupes ont le moral baissé. Le gouvernement a découvert avec horreur que le déficit attendu en 1993 dans les chemins de fer était passé en quelques mois de 2,8 milliards de francs à 6 milliards et, depuis quelques jours - les approximations de la comptabilité de la SNCF aidant - que le chiffre définitif pourrait osciller entre 7 et 8 milliards ! Au cours des trois premiers mois de l'année, la SNCF est l'exploitant ferroviaire européen qui a vu reculer le plus (- 4,1 %) le nombre de ses voyageurs. Son endettement dépassait à la fin de l'année dernière 104 milliards de francs (ou 142 milliards, si l'on ajoute les 38 milliards du service annexe de

la dette). Son président, Jacques Fournier, subit une perte de crédibilité à l'extérieur de l'entreprise tout en raison de son ancrage à gauche que de son départ prévu en mai 1994 pour cause de limite d'âge. Dans l'esprit des hommes au pouvoir, la direction générale ne semble pas à la hauteur de la situation. Pour être moins critique, la situation d'Air France d'en est pas moins inquiétante. Après avoir perdu 3,2 milliards de francs en 1992, la compagnie nationale ne parviendra certainement pas, cette année, à réduire ses pertes de moitié comme elle l'espérait : au premier trimestre, son déficit d'exploitation se chiffrait déjà à 450 millions de francs.

Lire la suite et nos informations page 17

Ingénieurs d'Affaires
Réseaux locaux



A L'ÉTRANGER : 1 Mago, 8 DM ; Turquie, 850 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Grèce, 250 DR ; Italie, 1,20 \$; Japon, 2 400 ¥ ; Luxembourg, 45 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Espagne, 160 PTA ; Suède, 18 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

Maastricht

Un agenda pour l'Union européenne

par Laurent Cohen-Tanugi

La levée de l'hyphenisme danois et le vote positif des Communautés britanniques ouvrant désormais la voie à l'Union européenne, le moment est venu de dresser un premier bilan du chemin parcouru depuis l'initiative Mitterrand-Kohl d'avril 1990, qui en avait donné le coup d'envoi, avant de s'interroger sur les voies d'une relance de la construction européenne.

On se souvient que la négociation qui devait aboutir en décembre 1991 à la conclusion du traité de Maastricht, constituait la réponse de la Communauté européenne à la nouvelle donne géopolitique issue de la libération de l'Europe centrale et orientale, bien sûr, mais aussi de la désintégration de l'ex-URSS. La stratégie mise en œuvre par les Douze, sous l'impulsion de la France et de l'Allemagne, reposait à l'époque sur une triple analyse.

Premièrement, l'approfondissement rapide de l'intégration européenne par une union économique et monétaire et par une union politique était nécessaire pour contrebalancer les forces centrifuges engendrées par l'effondrement du communisme et ses répercussions diplomatiques, économiques, politiques et morales à l'Ouest.

Deuxièmement, cet approfondissement devait précéder l'élargissement de la Communauté à de nouveaux membres, sous peine d'aggraver les risques de dislocation et de dilution déjà présents en l'état.

Troisièmement, une Communauté européenne renforcée contribuerait plus efficacement à la transition de l'Europe centrale et orientale vers la démocratie et l'économie de marché, en constituant un pôle de stabilité sur un continent durablement perturbé.

Trois ans après, ce qu'on pourrait appeler la « stratégie de Maastricht » peut paraître, en première analyse, avoir échoué sur chacun de ces trois volets.

L'euro-scepticisme ambiant

Loin d'endiguer les forces centrifuges du nationalisme, du protectionisme et du repli sur soi, le processus de ratification du traité sur l'Union européenne a soumis les gouvernements et les populations des Douze à des tensions très fortes, alimentant les facteurs de division entre États membres. Souvent mal géré par les gouvernements, Maastricht a provoqué une crise politique spécifique, d'abord en France, puis en Allemagne, et la Commission - son moteur principal - sont sorties traumatisées, comme si le remède enlaidi à la crise créée par la chute du mur de Berlin avait été pire que le mal.

L'approfondissement devait précéder l'élargissement : depuis la décision prise en décembre 1992 par le conseil européen d'Edinbourg d'entamer immédiatement les négociations d'adhésion de l'Autriche, de la Suède et de la Finlande, les deux processus se sont, au mieux, concomités. Plus encore que les pressions conjuguées de la diplomatie anglo-américaine et de l'Allemagne, c'est la « crise de Maastricht » qui explique ce revirement. Dès lors que les Douze en étaient réduits à mettre ou exiger la volonté d'adhésion des pays de l'AELE pour vaincre la tiédeur de leurs propres opinions publiques à l'égard de l'Union européenne, comment retarder plus longtemps l'accession de ces pays ?

La première victime de cette accélération a été l'Espace économique européen, privé de raison d'être avant même d'exister, comme l'ont bien perçu les Suisses. Dans la course de vitesse entre approfondissement et élargissement qui occupera les prochaines années, l'avantage bénéficie d'autant plus au second que l'absence de vision commune entre les Douze sur ses délicate implications institutionnelles et politiques a été soigneusement ignorée. Combien de paradoxes : ce n'est pas l'Europe centrale et orientale - dont l'adhésion à la démocratie avait été à l'origine du débat approfondissement/élargissement - qui tirera profit de cette ouverture, mais des pays qui, pour être plus facilement intégrables, n'en avaient pas un besoin urgent.

Enfin, empêtrée dans ses difficultés internes, la Communauté n'a pu jouer à l'égard de l'autre Europe le rôle tutélaire que sa stratégie d'approfondissement était censée favoriser. Les accords dits

« européens » conclus fin 1991 entre la CEE et la Hongrie, la Pologne et l'ex-Tchécoslovaquie ne sont toujours pas ratifiés, alors même que s'accumulent les critiques sur leur caractère insuffisamment généreux, sinon franchement protectionniste, en matière commerciale. Au plan politique, les dirigeants de l'Est n'en fissent pas de revendiquer une perspective claire d'adhésion, assortie de conditions précises et d'un calendrier. Sous-estimant grandement la vulnérabilité actuelle de la construction européenne, ils continuent à attribuer le silence qui leur est opposé à l'égoïsme de l'Ouest, et évoquent les risques de dérive autoritaire et nationaliste qu'engendrerait le sentiment des nouvelles démocraties d'avoir été une nouvelle fois abandonnées par l'Europe.

Tout se serait donc passé comme si les adversaires de la stratégie d'approfondissement, puis de Maastricht, avaient eu raison dans leur refus de la monnaie unique et de ses contraintes, dans la priorité accordée à l'ouverture à l'Est, dans la revendication d'une pause dans l'intégration. Pourtant, l'évolution européenne de ces trois dernières années autorise sans doute une autre analyse, intégrant la perspective historique qui fait singulièrement défaut aux constats d'échec qui précèdent.

En germe, une vaste Europe minimum

Que la simple conclusion du traité sur l'Union européenne n'ait pas constitué le remède miracle à la secousse de 1989, nul n'a fait de s'en étonner. Mais d'autres certaines élitistes trop vite converties à l'euro-scepticisme ambiant. Destinée à permettre à la construction européenne d'affronter les turbulences durables de l'après-guerre froide, Maastricht ne pouvait qu'être un premier pas dans une démarche plus globale. Enfin, désormais acquies dans son principe, l'Union européenne devrait pouvoir se tourner davantage vers l'Europe centrale et orientale, à mesure de sa réalisation, à la stabilité à long terme du continent et du monde.

Cette analyse, qui sous-tend par exemple les travaux préparatoires du XI^e Plan, relative des débuts de la période actuelle en réintroduisant à juste titre la durée. Le bilan très négatif esquissé plus haut, exploité avec constance par les adversaires de l'intégration européenne, résulte en effet fondamentalement d'un effet de perspective historique : de même que la chute du communisme constitue une rupture historique, de même l'Union européenne est une œuvre de longue haleine, aujourd'hui à peine entamée.

Mais l'on aurait tort de s'imaginer pour autant que la construction européenne se trouve affaiblie des contraintes du court terme. Bien au contraire, tout porte à croire que les deux ou trois années qui viennent seront décisives pour son avenir.

L'horizon 1995-1996 représente en effet à la fois la date convenue pour la révision du traité de Maastricht et celle prévue pour l'accession de trois ou quatre nouveaux membres à l'Union européenne. Le enoite de cette révision et les conditions de cette accession, qui façonneront les traits de l'Europe future, dépendront très largement de la conduite de la politique européenne au cours de la période relativement brève qui nous sépare de cette date. Cette période sera en outre capitale pour arriver durablement l'Europe centrale et orientale à l'aventure euro-orientale, sous peine de dériver difficilement contrôlable.

Neutralisant les stratégies de l'approfondissement, le traumatisme de Maastricht a permis depuis un an à la diplomatie anglo-danoise de

dominer l'agenda européen par un discours séduisant et difficilement contestable sur l'ouverture - de la Communauté au reste du continent, et de ses marchés aux produits d'Europe centrale et orientale - et la démocratisation (sur les thèmes de la transparence, du contrôle de la bureaucratie bruxelloise et de la subsidiarité). Discours d'autant plus « porteur » qu'il véhicule une vision de l'Europe en phase avec l'état d'esprit des opinions publiques nationales de la quasi-totalité des États membres, conforme aux intérêts des États candidats du Nord et de l'Est, et dont s'accorderaient volontiers les États-Unis.

Ni la France ni l'Allemagne, accablées par leurs difficultés internes et divisées sur le dossier agricole du GATT, n'ont encore su apposer à ce discours, qui porte en germe une vaste Europe minimum, une vision alternative, tirant les leçons des bouleversements intervenus depuis dix-huit mois mais assurant la poursuite de la dynamique d'intégration. L'émergence de cette vision alternative, que la France se doit de favoriser, est tout l'enjeu des prochaines années.

De ce point de vue, la construction européenne se trouve confrontée à trois défis majeurs : assurer l'adhésion durable des peuples, désormais indispensables à son progrès ; concevoir un cadre institutionnel assurant la compatibilité entre approfondissement et élargissement ; favoriser l'intégration économique et politique de l'est du continent à l'Union européenne dans ce cadre nouveau, sans attendre le moment encore lointain d'une adhésion pleine et entière de ces pays.

La capacité de l'Europe à affronter ces défis dépend à l'évidence, d'abord, d'une amélioration de la situation économique mondiale et européenne, laquelle passe, sans doute, par la conclusion prochaine des négociations du GATT. C'est d'une telle amélioration que dépend, notamment, la réussite de l'Union économique et monétaire et une ouverture plus grande des marchés occidentaux à l'Est, s'entendant à une redéfinition de la politique commerciale internationale de la Communauté.

Sur le terrain politique, la réappropriation démocratique de la construction européenne par les nations, initiée par les débats de 1992, doit se poursuivre, sans compromettre pour autant le progrès de l'Europe politique. Le diplomate a, par ailleurs, un rôle majeur à jouer pour imaginer un nouveau cadre de sécurité collective en Europe et associer progressivement les nouvelles démocraties d'Europe centrale aux mécanismes de coopération politique de l'Union européenne. Le projet de conférence sur la stabilité en Europe évoqué par Edouard Balladur devrait répondre à cette double préoccupation. Pour le reste, il est probable que l'avenir de la construction européenne se jouera largement sur le terrain institutionnel.

Une indispensable réflexion institutionnelle

Préoccupés avant tout - à juste titre - de sauver Maastricht et le SME, les Douze ont en effet implicitement différé le chantier institutionnel jusqu'à la révision des traités, prévue pour 1996. Rien que trois années nous séparent encore de cette échéance, la nécessité d'une réflexion institutionnelle en amont et selon des méthodes originales s'impose pour plusieurs raisons :

- la remise en cause par les débats de ratification de 1992 des oppositions classiques entre les formes politiques et institutionnelles de la construction européenne (l'État-Unis d'Europe) contre « l'Europe des patries » ;

- la sensibilité des enjeux politiques liés aux réformes institutionnelles requises tant par l'élargissement que par l'approfondissement ;

- l'état de crise de la construction européenne et l'émergence d'un sentiment d'urgence dans l'opinion publique et une partie des classes politiques nationales, qui réduisent singulièrement la marge de manœuvre des gouvernements ;

- le besoin de clarification et de simplification du système institutionnel communautaire, en réponse (partielle) au procès en « déficit démocratique », que contrarie toutefois la complexité croissante des processus d'intégration ;

- la nécessité de tracer rapidement une perspective d'intégration

de l'Est européen dans le système communautaire sous des formes institutionnelles à définir.

Ces données exercent une pression nouvelle sur la construction européenne, l'obligeant à progresser désormais sous les contraintes parfois contradictoires de la diplomatie et de la démocratie, au lieu de nationalisme et de difficultés économiques. Elles appellent un changement de méthode pour préparer la prochaine révision des traités et la refonte des institutions européennes.

Les deux méthodes utilisées dans le passé - la conférence intergouvernementale et l'Assemblée constituante - incarnées par le Parlement européen - ont montré leurs limites, amplifiées par la crise actuelle. Les débats qui ont suivi la ratification de Maastricht sont en partie imputables à la confidentialité excessive des travaux des deux conférences intergouvernementales qui l'ont élaboré et aux limites inhérentes à la négociation diplomatique multipartite pour fonder un projet politique cohérent. La réduction des marges de manœuvre diplomatiques, le besoin d'une architecture épurée et d'un processus plus transparent interdisent la répétition de cette expérience.

L'expérience réussie du « comité Spaak »

Quant à la méthode constitutionnaliste du Parlement européen, trop teintée de fédéralisme classique, elle se trouve décalée aujourd'hui plus encore qu'autrefois par rapport aux réalités politiques nationales. Souvent évoquée, l'idée d'une « Constitution pour l'Europe » susciterait à présent de très fortes oppositions dans la plupart des États membres.

Il faut donc, pour éviter ces écueils, faire coexister, en les dissociant, la réflexion institutionnelle en smoot, le débat public et le processus de négociation/décision politico-diplomatique. L'expérience réussie du « comité Spaak », dont nous aurons l'occasion de parler dans le cadre de la CEE, le traité de Rome - souvent salué pour ses qualités conceptuelles et rédactionnelles - de même que le succès d'autres « comités de sages » dans des situations allant de la complexité intellectuelle et sociologique politique invitent à envisager aujourd'hui le recours à une méthode de ce type.

Un tel comité aurait pour mandat de mener une réflexion prospective sur la refonte des institutions et traités communautaires et sur l'aménagement de la gestion nationale des affaires européennes, rendus nécessaires par : la mise en œuvre du traité de Maastricht, les différents aspects du « déficit démocratique communautaire » et les perspectives d'élargissement de l'Union à moyen et long terme.

Cette dernière dimension l'amenait notamment à s'interroger sur l'architecture possible de la « Grande Europe » et sur le fonctionnement concret de cette Europe à géométrie variable déjà inscrite dans les faits.

Ce comité serait composé d'experts indépendants, au fait des réalités politiques et diplomatiques mais ne représentant ni les États membres ni les institutions communautaires. Leur nombre devrait être limité à douze au maximum si le principe d'une désignation par chaque État membre ne peut être évité. Quelques personnalités désignées par les États candidats à l'adhésion (AELE et Europe centrale) seraient associées à certaines des sessions du comité.

Contrairement à la pratique antérieure, les analyses et propositions de ce groupe de travail plurinational formeront l'objet d'un débat public dans la Communauté et au sein des États candidats à l'adhésion. C'est sur la base de ces travaux et de ce débat que s'engagerait enfin le processus diplomatique conduisant à la refonte des traités et à l'élargissement de l'Union.

A défaut de remède miracle à l'euro-scepticisme ambiant, pourrait être ainsi préparé dès à présent, à l'abri des préoccupations du court terme, des blocages politiques nationaux et des corporatismes institutionnels communautaires, le terrain d'une relance de la dynamique européenne, dans l'attente de temps meilleurs.

Laurent Cohen-Tanugi est avocat à l'Union européenne en danger, Fayard, 1992.

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Les étrangers dans la cité

Le débat sur l'accès à la nationalité française traduit à la fois le clivage entre les pays développés et les autres et le problème de l'intégration des citoyens dans la vie de la cité. La nouvelle législation plus sévère adoptée par les députés pourrait renforcer le sentiment d'exclusion ressenti par les couches les plus fragiles de la population.

L'Assemblée nationale vient d'adopter une nouvelle législation rendant plus difficile l'accès à la nationalité française. L'avenir dira les conséquences qu'auront ces mesures sur l'équilibre de la société française - et en particulier le fait qu'elles vont renforcer la fragilité d'une société particulièrement menacée de la population : les étrangers en situation irrégulière. Le débat sur la code de la nationalité va-t-il accentuer le sentiment d'exclusion de l'ensemble de l'immigration, en donnant de la France une image moins accueillante ? Ou la conduira-t-elle à s'organiser pour faire entendre sa voix par les moyens légaux (le vote, le via associative...) ?

L'exemple de l'immigration maghrébine qu'étudia Jocelyne Césari dans le numéro de *Politix* consacré aux « votes pas comme les autres », montre que les réactions au contexte politique de populations marginales peuvent prendre des formes variées. Ainsi la montée du Front national et le passage de la droite au pouvoir de 1986 à 1988 ont eu pour effet d'inciter les jeunes boursiers à s'inscrire davantage sur les listes électorales... et à voter massivement pour François Mitterrand à l'élection présidentielle. Ce vote de gauche n'avait pas de signification partisane, mais manifestait le rejet du candidat de droite qui leur paraissait menacer leur aspiration à être Français et leur sécurité.

Cette réaction montre que le débat sur l'immigration renforce la polarisation et la volonté d'intégration des populations qui en sont la cible. « Le contexte caractérisé par la montée des opinions xénophobes et la politisation du thème de l'immigration contribuerait à briser l'inertie politique caractérisant les nouvelles générations issues de l'immigration maghrébine, notamment lorsqu'elles sont en situation de marginalité et d'exclusion », avance Jocelyne Césari.

Cette volonté d'intégration est apparue de façon spectaculaire lors de la guerre du Golfe, comme l'observe Dominique Schnapper dans la *Revue française de science politique*. Cette épreuve, particulièrement douloureuse pour les musulmans vivant en France, n'a engendré de leur part aucune des réactions violentes que beaucoup craignaient. Par prudence, mais aussi par respect pour leur pays d'accueil, ils ont montré qu'ils avaient intégré les règles du jeu démocratique, en contrôlant la manifestation de leurs opinions et en acceptant de les exprimer dans les formes légales.

L'école « fabrique » de petits Français

Les événements du Golfe, montre Chentella Banayoun, n'ont pas non plus provoqué d'effacement entre des communautés qui auraient pu être antagonistes : celles des juifs, des Arabes et des pieds-noirs. Elle a même observé qu'ils auraient plutôt suscité un sentiment de complicité entre les juifs et les Arabes, qui ont pu craindre d'être les victimes communes de réactions racistes. La crise internationale a provoqué une réflexion sur les origines du conflit et sur la position particulière que les uns et les autres occupent dans la société française, favorisant la politisation et la construction de la citoyenneté.

L'adhésion à la nation française et la fidélité à la communauté d'origine : c'est une dialectique que connaît bien la communauté juive en France et qui naît d'un alimentant ses débats internes, surtout dans les périodes de tension, comme le montre la table-ronde publiée par les *Nouveaux Cahiers* sous le titre significatif : « La communauté juive est-elle menacée de

l'intérieur ? » Menacée, elle l'est doublement : d'une part, par la laïcisation croissante de la société française, qui fait que plus de 80 % des juifs se considèrent comme « agnostiques » et s'éloignent de plus en plus de la communauté ; à l'inverse, une petite minorité d'intégristes tend à s'imposer, donnant du judaïsme une image sectaire où la majorité ne se reconnaît pas.

Le constat selon lequel l'intégration est le résultat d'une démarche parsonnelle, d'une maturation politique, explique la particularité de l'accès à la nationalité dans les sociétés modernes. Plus que les autonomies familiales (droit du sang) ou géographiques (droit du sol), ce qui importe est l'adhésion à des valeurs et à une culture communes. D'où l'importance accordée, en France, à la langue et à la scolarisation. C'est l'école qui « fabrique » les petits Français, plus que les hasards de la naissance ou les subtilités administratives. Et l'on sait le rôle décisif qu'elle a joué dans l'intégration dans la société française des communautés juives d'Europe centrale ou d'Afrique du Nord.

Dans un numéro de *Philosophie politique* consacré à « l'étranger », Charles-Emile de Saint-Germain fait remonter à Hagel cette conception de la nationalité liée à la scolarisation familiale et scolaire. C'est l'école qui donne à l'enfant son identité de citoyen, sans distinction de race, de religion ou de culture et qui le fait accéder à l'universalité des droits de l'homme.

Les références historiques réunies dans ce numéro montrent à quel point l'octroi de la nationalité aux étrangers est intimement liée à l'organisation politique des sociétés et à la place du citoyen dans la vie de la cité. Claude Nicollet explique comment la signification de l'accès à la citoyenneté romaine a profondément changé de nature entre la République et l'Empire : les Romains l'ont accordée d'autant plus généreusement à tous les habitants des pays conquis que sa portée politique se vidait de sa substance dans un régime de moins en moins démocratique. Si tous les habitants de l'Empire ont fini par avoir le titre de citoyen, tous n'étaient pas les mêmes droits.

Le citoyen et l'ayant droit

Les sociétés modernes sont-elles à l'abri de cette dérive ? Ce n'est pas sûr. Dominique Schnapper remarque que, si la nationalité française est accordée plutôt généreusement, la distinction majeure, dans notre système d'Etat-providence, est moins entre les nationaux et les non-nationaux, qu'entre ceux qui ont accès à la protection sociale et les autres. « Le producteur et l'ayant droit risquent de remplacer le citoyen, écrit-elle. Dans la réalité sociale, la distinction significative devient moins celle qui sépare le national de l'étranger, que l'étranger en situation régulière de celui qui n'a pas obtenu le droit au séjour et au travail. »

Cette distinction met l'accent sur l'un des points qui obscurcit le débat sur l'immigration : au milieu des situations administratives de nature différente. Dans ce débat confus, se cachent en fait deux réalités distinctes : l'un qui exerce les pays développés et les avantages matériels qu'ils assurent sur les peuples des pays pauvres (en particulier ceux des anciennes colonies) et la participation de plein droit à la vie publique d'une nation (symbolisée par la controverse sur le droit de vote aux étrangers).

L'écart entre ces réalités économiques et politiques peuvent créer, au sein de la population d'un même pays, des clivages et des hiérarchies lourdes de menaces pour la paix sociale.

► *Politix*, n° 22, deuxième trimestre 1993. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 70 F.

► *Revue française de science politique*, vol. 43, n° 2, Avril. Presses de la Fondation nationale de science politique, 110 F.

► *Les Nouveaux Cahiers* n° 112, Printemps 1993, 45, rue La Bruyère, Paris (91), 55 F.

► *Philosophie politique*, n° 3 PUF, 175 F.

Stupeur, colère de A

ÉTRANGER

ALGÉRIE

Stupeur, colère et crainte après l'assassinat de M'Hamed Boukhobza

C'est à son domicile de la rue Krim Belkacem, en plein centre d'Alger, que M'Hamed Boukhobza, sociologue et universitaire de renom, membre du Conseil consultatif national - qui remplace l'Assemblée nationale dissoute - a été assassiné à l'arme blanche, mardi 22 juin, au début de la matinée. De bonne source, on affirme que quatre ou cinq hommes, dont un jeune habitant du quartier, connu de la victime et « recruté » pour déjouer sa méfiance, se seraient présentés peu après le départ de l'épouse de M. Boukhobza. Egorgé sous les yeux de sa fille, la sociologue a succombé à ses blessures avant que l'alerte ait pu être donnée.

ALGER

de notre correspondant

M'Hamed Boukhobza, cinquante-deux ans, que ses collègues décrivent comme un homme « discret », un « bûcheur infatigable » au tempérament

« plutôt austère », était peu connu du grand public, malgré les articles de presse et les nombreux ouvrages dont il était l'auteur. Intellectuel éclairé, il avait notamment publié un essai, *Octobre 88, évolution ou rupture ?*, évoquant les émeutes au temps du président Chadli et décrivant, sans complaisance, les travers du régime.

A la mort du professeur Djilali Lyabba, lui-même assassiné, ce mars dernier, M'Hamed Boukhobza avait été nommé directeur par intérim de l'Institut national des études de stratégie globale - équivalent algérien du CNRS français.

L'assassinat du meurtrier du sociologue, sixième intellectuel tué en l'espace de trois mois, a provoqué une stupeur immense à Alger. Dénonçant ce « crime odieux », perpétré avec une « rare sauvagerie », le gouvernement a fustigé la « logique destructrice », qui vise à « neutraliser l'intelligence, à déstabiliser l'Etat » et « menacer l'avenir de la nation ». Après l'assassinat, à la mi-mars, de M. Senbadri, Lyabba et Fillet, membres du CCN, après celui de l'écrivain Tahar Djaout, le 26 mai, puis du psychiatre Mahfoud Bouecheb, le 15 juin,

c'est avec une angoisse profonde que la communauté intellectuelle algérienne a accueilli la nouvelle. « A qui le tour ? », s'était interrogée la presse francophone au lendemain du meurtre de Mahfoud Bouecheb. La question reste d'une tragique actualité.

La haine des « laïco-communistes »

Plusieurs partis politiques de l'opposition, notamment le mouvement Ertabddi (ex-PACS, communiste) et le Rassemblement pour la culture et la démocratie, ont aussitôt condamné l'acte, qualifié de « lâche et barbare », tandis que les dirigeants syndicalistes de l'Union générale des travailleurs algériens évoquaient, avec autant de virulence que d'imprécision, la responsabilité de « la mafia politico-financière ».

Généralement attribués aux extrémistes musulmans, émeutes plus ou moins contrôlées du Front islamique du salut (FIS, dissous), ces meurtres en série ont été, jusqu'à ce jour, attribués à des responsables islamistes ou à des éléments du mouvement islamiste.

La récente arrestation de l'un des membres du commando, responsable présumé de l'assassinat de Tahar Djaout, et dont le témoignage a été diffusé à la télévision, a eu pour effet de dissiper les doutes. Les ravages criminels perpétrés depuis plus d'un an par ce que l'on appelle, ici, le Mouvement islamiste armé (MIA) constituent un des signes les plus évidents de la présence - et de la puissance - de l'otéisme musulman en Algérie.

Viscéralement hostile au projet démocratique, dont elle s'est sentie exclue lors de l'arrêt du processus électoral, en janvier 1992, la mouvance islamiste n'a jamais fait mystère de sa haine à l'égard de ceux qu'elle surnomme les « laïco-communistes ». Un terme que le premier ministre, Belaid Abdesslem, a récemment, et d'une manière à peine édulcorée, repris à son compte, en évoquant, avec un mépris ostensible, les « laïco-assimilationnistes ».

Ces appels du pied à l'écarter de l'ex-FIS se sont pas le seul fait du gouvernement. L'ancien parti unique, le FLN, de même que les groupes islamiques légaux comme le mouvement Hamas ont

un rôle nécessaire de ne pas « diaboliser » cette frange de la population.

En criant « Pouvoir assassiné », lors des obsèques de Tahar Djaout, les compagnons et les amis de l'écrivain, accusaient implicitement le régime de complaisance, voire de complicité avec les terroristes, auront crûment exprimé ce malaise. Il y a fort à parier que les prochaines cérémonies, notamment celles qui vont avoir lieu, le 29 juin, pour le premier anniversaire de l'assassinat du président Bouiaf, s'en feront également l'écho.

« Qui planifie ces crimes ? » s'interroge le quotidien indépendant *El Waton*, dans son édition de mercredi. « Qui a intérêt à ce que l'Algérie reste éternellement troublée ? », poursuit l'éditorial, qui note que ce nouvel attentat survient au moment même où le Haut Comité d'Etat (HCE) publie l'avant-projet d'une « plate-forme nationale » (le Monde du 23 juin) « qui offre un minimum de garanties pour sortir de la crise ».

CATHERINE SIMON

SOMALIE : recherché par l'ONU

Le général Aidid entend rester à Mogadiscio

Mohamed Farah Aidid, le chef de clan recherché par l'ONU pour le meurtre de 24 « casques bleus » pakistanais, a déclaré mardi 22 juin, à plusieurs radios et télévisions américaines, qu'il avait l'intention de rester à Mogadiscio. « Je ne suis pas inquiet, je crois que mon peuple me défendra », a-t-il dit au correspondant de la Voix de l'Amérique qui a reçu dans une maison privée de Mogadiscio.

Selon NBC, le chef de guerre a précisé qu'il disposait de quantités d'armes suffisantes pour se protéger et qu'il avait encore des armes lourdes dans son fief. Le représentant de M. Boutros-Ghali en Somalie a déclaré à Nairobi que l'ONU savait où il se cachait et l'interpellait en temps voulu afin de limiter les incidents. Des « casques bleus » tunisiens ont été la cible de tirs de mitrailleuses mardi, auxquels ils ont répondu, dans le quartier de l'université de Mogadiscio, a annoncé l'agence de presse italienne ANSA. D'autre part, les « casques bleus » italiens ont saisi et détruit mardi des armes appartenant aux partisans du chef de guerre Ali Mahdi, a annoncé le ministre italien de la défense, Fabio Fabbrì. — (AFP, Reuters)

TOGO : après cinq jours de discussions à Ouagadougou

Echec des pourparlers entre l'opposition et les partisans du président Eyadéma

Après cinq jours de négociations, au cours desquels les frères ennemis togolais - la délégation du Collectif de l'opposition démocratique (COD 2) et celle des partisans du général Eyadéma - se sont côtoyés dans les couloirs du grand hôtel sans vraiment se retrouver en tête-à-tête, la présidence du Burkina, qui joue le rôle de médiateur, a décidé, mardi 22 juin, « de suspendre la présente rencontre au vu des divergences persistantes ».

OUAGADOUGOU

correspondance

Malgré l'échec des pourparlers entre l'opposition et les partisans du président Eyadéma, les médiateurs burkinabés ont appelé « les deux parties à maintenir le dialogue afin de surmonter les derniers obstacles à un accord politique ». « Surmonter les derniers obstacles ? » En privé, les diplomates burkinabés reconnaissent que cela sera difficile, voire impossible, en raison du fossé qui sépare les deux camps.

Le Burkina avait tenté de rapprocher les points de vue en proposant un compromis, synthèse des positions des uns et des autres.

MALAWI

Accord sur la création d'un Conseil exécutif national

L'opposition et le gouvernement du Malawi sont parvenus, lundi 21 juin, à un accord pour la mise en place d'une sorte de gouvernement parallèle prenant le nom de Conseil exécutif national (NEC). L'opposition n'est donc pas parvenue - malgré sa victoire, la semaine dernière, au référendum sur le multipartisme - à obtenir immédiatement des pouvoirs ministériels. Pour l'instant, on compte de quatorze personnes, composé à part égale de membres du gouvernement et de l'opposition, a été mis en place pour préciser les pouvoirs du nouveau Conseil exécutif. En outre, un Conseil consultatif national a également été formé pour conseiller cette instance de gouvernement parallèle.

Enfin, un accord a été trouvé entre le président Banda et les responsables de l'opposition, pour une réunion du Parlement, la semaine prochaine, afin de modifier la Constitution et d'autoriser la formation de nouveaux partis politiques. Jusqu'au référendum du 14 juin, seul le Parti du Congrès malawite (MCP) avait pignon sur rue. — (AFP)

Accepté par les partisans du général Eyadéma, le document réaffirmait « le caractère apolitique des forces armées togolaises », prévoyait la mise en place d'une commission électorale nationale chargée « d'assurer la mise en place des documents et matériels électoraux », « de superviser le déroulement des opérations électorales » et de proclamer les résultats provisoires.

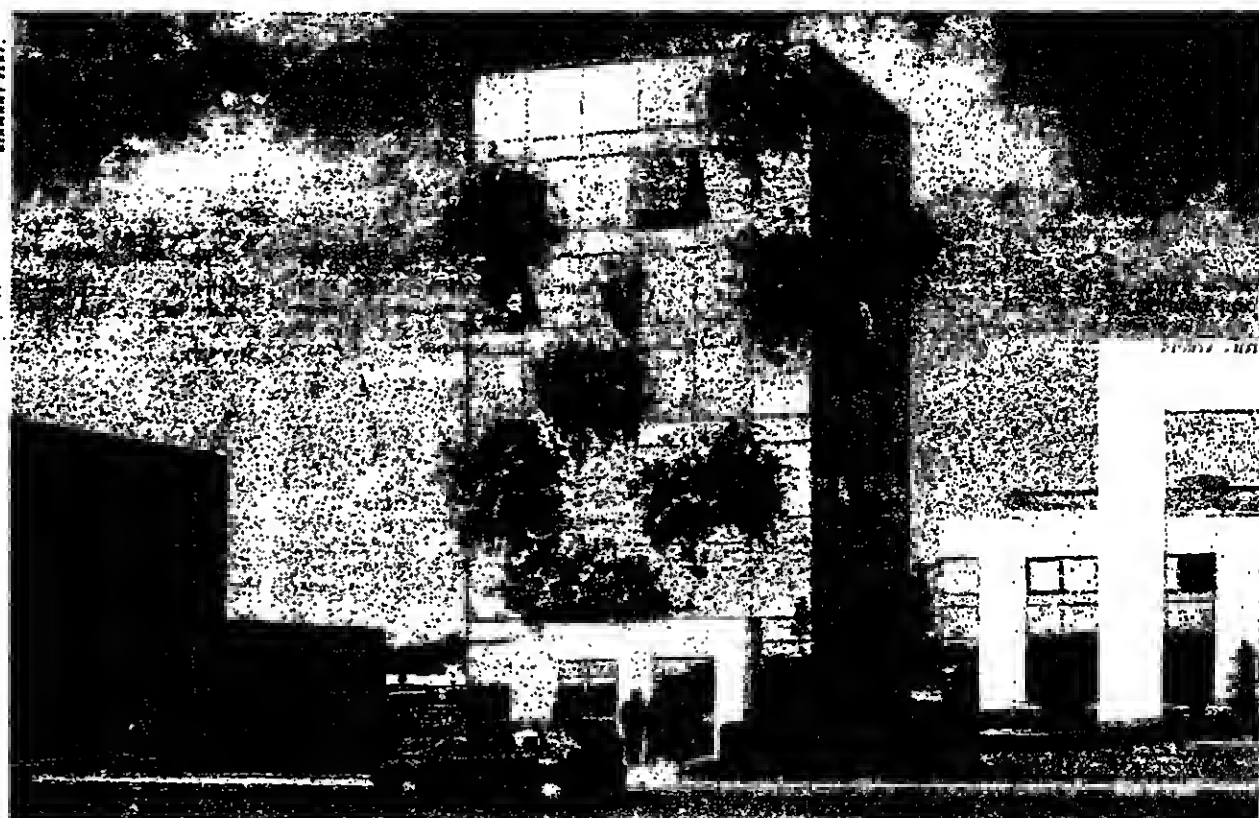
Ce texte retenait également deux des exigences de la mouvance présidentielle : l'utilisation d'un bulletin de vote individuel et l'organisation de l'élection présidentielle avant les législatives. La négociation a finalement échoué sur la question du rôle de la commission électorale nationale. « Ce que nous souhaitons, c'est que les conditions de la compétition électorale soient équitables », a déclaré le professeur Léopold Guinivi, président du Collectif de l'opposition démocratique, qui a rejeté toute participation dans l'organisation du scrutin de gouvernement « illégitime » du premier ministre, Joseph Koffigoh. « Confier les pleins pouvoirs à la commission électorale nationale, cela revient à désarmer le gouvernement de toute compétence en matière électorale », s'est insurgé un membre de la délégation présidentielle.

Dialogue de sourds

L'impatience était flagrante, et le président Blaise Compaoré a préféré mettre un terme à ce dialogue de sourds. Sa médiation a échoué, comme les précédentes, notamment celle de février, à Coton, lorsque la France et l'Allemagne, les deux anciennes puissances coloniales, avaient en vain essayé de réconcilier les Togolais. Cet échec devrait déboucher sur l'organisation rapide du scrutin présidentiel, avec trois candidats, le général Eyadéma et deux personnalités politiques de second plan.

Les partisans du président Eyadéma, visiblement soucieux de se refaire une virginité sur le plan international et de rompre leur isolement, ont précisé qu'ils avaient, « dans un souci de compromis, décidé d'adhérer au projet du Burkina, qui n'a été malheureusement rejeté par la délégation du COD 2 ». Après la suspension des négociations, l'opposition a, elle, tenu une « petite perche » à ses interlocuteurs, en soulignant que « les divergences sont discutées ultérieurement à Lomé, en présence du général Eyadéma, avec une participation internationale ». La branche radicale de l'opposition a pour sa part très rapidement tiré les conclusions : « La solution négociée n'est pas possible ; Eyadéma ne connaît que le langage de la violence », a averti Bassirou Ayea, coordinateur général du Mouvement du 3 octobre.

JEAN-KARIM FALL



PRÉPARER LA 3^{ème} VIE
ÇA VOUS CHANGE UNE ENTREPRISE.



Aujourd'hui, l'amélioration des conditions de vie, les progrès de la

science, l'accroissement de la longévité, font que les années d'après retraite représentent pour le plus grand nombre une vie à part entière : une 3^{ème} Vie après celle de l'enfant et celle de l'adulte.

Une vie d'autant plus active, d'autant plus protégée, qu'elle aura été préparée. L'Assurance Collective y contribue. Et parce que chacun peut épargner ou être assuré en profitant des économies que permet l'appartenance à un

groupe, l'entreprise est un lieu privilégié pour préparer l'avenir. C'est la

l'ambition de la CNP. Proposer des régimes de prévoyance et d'épargne adaptés au profil social et économique de chaque entreprise. Favoriser les relations de solidarité entre l'entreprise et ses salariés. Contribuer à l'amélioration de la qualité de la vie sociale, à l'épanouissement de toute l'entreprise. Si vous voulez en savoir plus sur la 3^{ème} Vie, appelez le : (1) 42.18.83.50. CNP, le leader de l'Assurance Collective.

CNP, VIVEZ BIEN ASSURÉ

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : les négociations constitutionnelles et l'abandon de la lutte armée

D'un accord « de principe » à un refus en pratique

Le Congrès panafricain (PAC), mouvement noir d'extrême gauche, a accepté, mardi 22 juin, le « principe » d'une suspension de sa lutte armée. Lors d'une conférence de presse, son secrétaire pour les affaires politiques, Jaki Seroka, a cependant précisé que cela ne signifiait pas une suspension immédiate des actions menées par sa branche armée, l'Armée de libération du peuple d'Azanie (APLA).

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Reprises depuis maintenant sept semaines, les négociations constitutionnelles sur l'avenir de l'Afrique du Sud réservent régulièrement des surprises. Mardi 22 juin, les négociateurs abordèrent le délicat problème de la violence avec, à l'ordre du jour, la ratification d'une déclaration par laquelle les signataires s'engagent à résoudre pacifiquement les conflits qui les déchirent, ainsi qu'à « cesser ou suspendre toute forme d'hostilités, de lutte armée ou de violence dans la poursuite de leurs objectifs politiques ».

Question délicate, bien faite pour diviser tout le monde : depuis 1990, le Congrès national africain (ANC) a suspendu toute lutte armée ; mais il refuse, pour le moment, de dissoudre sa branche militaire, ce qui lui attire les foudres du mouvement Inkatha de Mangosuthu Buthezi et de l'extrême droite ; cette dernière, qui a pris la défense des fermiers blancs attaqués, selon elle, par le Congrès panafricain (PAC) et son Armée de libération du peuple d'Azanie (APLA), est en train de lever une milice parmi les anciens combattants sud-africains d'Angola

et de Namibie ; quant au PAC qui, tout en participant aux négociations, poursuit officiellement la lutte armée, il ne consent à baisser les armes que si le gouvernement accepte une mutuelle cessation des hostilités ; une exigence qui, chez ce dernier, ne provoque qu'un haussement d'épaules.

Au terme d'une laborieuse journée de travail, la motion sur la violence était finalement soumise au vote. Seul le PAC refusait d'y souscrire, ce qui provoquait d'intenses discussions en coulisses. L'un des négociateurs du PAC, Jaki Seroka, a finalement rendu publique une déclaration écrite, dans laquelle il acceptait « en principe » le contenu de la motion, ce qui lui valait aussitôt les applaudissements de ses collègues. « Selon nous, expliquait-il, cette déclaration satisfait notre exigence d'une cessation mutuelle des hostilités entre le PAC et le régime. » On devait bientôt apprendre que la promesse du gouvernement de rendre immédiatement le matériel saisi lors de la rafle opérée le 25 mai dans les locaux de l'organisation (le Monde du 27 mai) avait grandement facilité le rapprochement des points de vue.

L'affaire était cependant loin d'être faite. Quelques instants plus tard, au cours d'une conférence de presse, le PAC mettait un bémol à ses déclarations antérieures. « La suspension de la lutte armée n'est pas à l'ordre du jour, affirmait le même Jaki Seroka ; notre déclaration de tout à l'heure n'était qu'une simple déclaration d'intention, suivie de cette volte-face inattendue, un représentant du gouvernement a estimé que le PAC manquait de « crédibilité ».

GEORGES MARION

Après avoir analysé, dans un premier article, les limites de la « grande fête démocratique » que devraient être les élections législatives du 25 juin (le Monde du 23 juin), notre envoyé spécial souligne le développement inégal de la société marocaine et les risques que cela comporte.

RABAT

de notre envoyé spécial

« Au Maroc, gouverner c'est pleurer », aimait à dire Lyautey. Deux années consécutives de sécheresse ont contrarié une croissance économique dont le monde rural — la moitié de la population marocaine — n'a guère profité. Ici et là, dans les campagnes, on a quand même vu le mouton lors de la récente fête du sacrifice. « De toutes manières, on n'aurait pas pu le nourrir », commente un « abâtard ». S'il arrive, aujourd'hui, à des enfants de décrocher l'eau au fond des puits, nombreux sont les paysans qui tentent de trouver leur salut en ville, désespérés d'être abandonnés à la fois de Dieu et des hommes.

« Nous avons toujours été gouvernés par des gens à la mentalité citadine », se plaint Mahjoubi Abardane, président du Mouvement national populaire (MNP). Le monde rural est marginalisé, il faut le faire entrer dans la vie économique. C'est la ville qui en vient, aujourd'hui, à nourrir la campagne. « La société marocaine est une société à développement inégal », reconnaît Habib El Malki, secrétaire général du Conseil national de la jeunesse et de l'avenir (CNJA), qui évoque la priorité désormais accordée au sauvetage des provinces du Nord, l'effort gouvernemental ayant porté jusqu'ici, pour des raisons de haute politique, sur les provinces sahariennes.

Ce « mal vivre » n'est pas l'apanage du monde rural. La politique d'austérité structurelle, qui a permis de rétablir les grands équilibres éco-

Fragilités marocaines

II. — Une société à deux vitesses

nomiques et dont Hassan II a admis qu'elle avait été « d'un coût social énorme », a creusé l'écart entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas, contraignant les classes moyennes à batailler dur pour maintenir leur train de vie. Deux sociétés cohabitent, chacune avec ses propres réseaux et ses propres valeurs. Mal logés, mal éduqués, mal soignés, mal transportés, les pauvres subissent les arrogances d'un petit monde de parvenus. Casablanca affiche un trop plein d'appartements de luxe, mis en vente à des prix quasiment parisiens, tandis qu'à sa périphérie, dans le bidonville des Carrières centrales — en voie de réorption, il est vrai, — femmes et enfants sont de corvée d'eau à la fontaine publique.

Concussion, corruption, népotisme, immoralité

« La société marocaine n'est pas, malgré tout, une société sous tension, assure une universitaire. Je ne perçois pas de très forte agressivité. Les marchés ne manquent de rien même si les prix laissent à désirer. D'une manière générale, comparés à nos voisins algériens, nous nous sentons relativement bien dans notre peau. » Par fatalisme ou par impuissance, les plus démunis ont choisi de prendre en quelque sorte la vie comme elle vient. « L'homme de la rue s'est habitué à donner un billet de 10 dirhams pour obtenir un extrait de naissance, car il sait que le petit fonctionnaire qui le lui réclame n'est pas beaucoup mieux loti que lui », raconte un avocat.

La complaisance s'achète à tous les niveaux du pouvoir et en toutes occasions, qu'il s'agisse de monnayer un bulletin de vote, le silence sur un trafic douteux, ou l'impunité pour un délit caractérisé. Concussion, corruption, népotisme, immoralité : la société marocaine est une société de privilèges où l'on se bat pour obtenir et conserver. Hassan II l'avouait

récentement, au cours de l'émission « 7 sur 7 », « les riches ne paient pas leurs impôts ». A preuve, les taxes indirectes assurent les deux tiers des recettes fiscales et le tiers des importations nourrit la contrebande.

Et que dire du trafic de cannabis contre lequel Hassan II avait déclaré, à l'automne dernier, une guerre sans merci. Passé le coup de semonce royal, les « dealers » se sont remis à écouler leurs stocks et les montagnards du Rif à réensemencer leurs champs. « Les barons de la drogue sont si bien infiltrés dans les rouages du pouvoir qu'ils me paraissent, aujourd'hui, beaucoup plus dangereux que les islamistes », souligne un observateur local.

« Ne nous berçons pas de naïves illusions », écrit récemment l'éditorialiste d'Al Bayane, le quotidien du Parti pour le progrès et le socialisme (PPS). La corruption est un cancer qui a gangrené la société marocaine dans ses profondeurs (...), et la fée de Cendrillon n'est pas nécessairement capable de transformer un magicien en honnête citoyen. » Il n'empêche que certains tentent de résister à ces mauvais vents. Une nouvelle génération de chefs d'entreprise s'efforce de tenir la dragée haute aux amateurs de pots-de-vin. Ancien doyen de la faculté de médecine de Casablanca, le ministre de la santé, qui pense pour un bagarreur, a entrepris avec succès un dépoussiérage en profondeur de son administration.

« Combler le déficit social »

Toute la classe politique est consciente des dangers de voir les inégalités sociales se creuser d'autant plus fortement que la démographie est encore mal maîtrisée. Un exemple parmi des milliers d'autres : Tachdrit, petit village du Haut-Atlas, compte soixante-dix familles de sept à onze enfants chacune, dont l'avenir, dit le narrateur, est déjà hypothéqué. Les chiffres sont là : plus de trois millions de gamins en âge d'être scolarisés ne le sont pas, quelque sept millions de personnes n'ont pas accès aux soins, le tiers des ménages citadins n'ont pas l'eau courante, le chômage, le taux de chômage urbain dépasse 17 %. Côté « d'ordre » de la médaille : à en croire Al Bayane, un ministre gagne cinquante fois plus qu'un ouvrier et sept fois plus qu'un professeur d'université.

Président du Rassemblement

national des indépendants (RNI) et beau-frère de Hassan II, Ahmed Osman appelle à un « dialogue social », à une « solidarité agissante » entre toutes les composantes de la société marocaine passant, selon lui, par une réforme de l'administration. De leur côté, l'Union socialiste des forces populaires (USFP) et le parti de l'istiglal, les deux principales formations de l'opposition, qui ont fait « programme commun », se proposent de « combler le déficit social ».

« C'est une relance d'un type nouveau qu'il faut engager, pas uniquement fondée sur l'investissement social. » Le CNJA a l'ambition de traiter le dossier-clef de la jeunesse sans emploi — chaque année, près de 60 000 diplômés et de 200 000 non-diplômés se présentent sur le marché du travail — « sur des bases sérieuses qui ne donnent pas prise à la démagogie ».

Si les collectivités locales ont réagi favorablement aux appels à l'aide du CNJA pour relever le défi du chômage des jeunes, le secteur public s'est, en revanche, montré plus réservé en raison d'une conjoncture économique assez morose. Les experts le disent : le pouvoir n'a pas les moyens financiers de ses ambitions, qui visent à jeter les bases d'une société moins injuste. Les syndicalistes s'en plaignent sans être en mesure de peser sur le cours des choses : « Nous sommes en pleine période de marasme social ».

La « société du tout-permis » a-t-elle encore de beaux jours devant elle ? Jusqu'ici, beaucoup de choses se savaient mais ne se disaient pas. « Aujourd'hui, constate une sociologue, il y a des frémissements : les gens commencent à redresser la tête, à parler. » Effectivement, ainsi bécoté qu'il ait été, le procès de Mohamed Mustapha Tabet, commissaire principal des renseignements généraux à Casablanca, condamné à mort, le 13 mars dernier, pour avoir violé au moins cinq cents femmes, a écorché certaines peurs, brisé certains tabous. La chute de cet intouchable sent-elle vraiment son kaddem ?

JACQUES DE BARRIN

Prochain article

III. — Les roses de Kalaat M'Gouna.

ASIE

JAPON

M. Hata, ancien ministre des finances, quitte le PLD

L'ex-ministre japonais des finances Tsutomu Hata et quarante-quatre membres du Parti libéral démocrate (PLD, conservateur) ont annoncé, mardi 22 juin, leur départ de leur formation d'origine pour former leur parti. M. Hata est le principal artisan de la motion de défiance votée le 18 juin contre le premier ministre Miyazawa. Des élections ont été convoquées pour le 18 juillet. La veille, dix députés du PLD avaient déjà créé un parti.

« Nous avons décidé de quitter le PLD pour tenter de réformer le système », a expliqué M. Hata. Il a justifié sa décision par l'incapacité de M. Miyazawa à faire passer dans les délais promis une réforme électorale visant à assurer une vie publique saine, depuis 1974, par des scandales à répétition. Selon la plupart des commentateurs politiques japonais, le PLD risque de perdre le monopole du pouvoir qu'il détient depuis 1955. Ils

voient alors M. Hata comme premier ministre, à la tête d'une coalition formée des dissidents du PLD et de la plupart des formations de l'actuelle opposition, dont la principale d'entre elles, le Parti socialiste.

Les chefs de la demi-douzaine de factions du PLD se sont réunis mardi et ont décidé de rassembler les rangs. « L'heure n'est plus à la ballade, entre nous », a déclaré M. Watanabe, ancien ministre des affaires étrangères. Le ministre de la défense, M. Nakayama, a, pour sa part, donné le ton de la campagne du PLD pour le 18 juillet : « Les socialistes, a-t-il dit, feront forcément partie de la coalition gouvernementale et le parti au pouvoir est assuré. Cela est très préoccupant pour notre politique de défense et nos accords de sécurité régionale. » Plus généralement, le PLD mettra l'accent sur l'expérience et l'irréalisme de ses adversaires. — (Reuters)

RECTIFICATIF

Dans l'annonce de la Commission des Communautés Européennes : « Réponse à la campagne publicitaire de l'Union des Industries Textiles » parue dans l'édition du Monde du 22 date 23 juin 1993 en page 6, il fallait lire (1^{er} paragraphe, 5^e ligne) : « Elle s'efforce même d'y remédier par le biais de ses politiques et lors des négociations internationales qu'elle mène — sous — mandat du Conseil des Ministres », et non pas — sans — mandat comme il a été indiqué par erreur.

A TRAVERS LE MONDE

ALLEMAGNE

L'engagement de la Bundeswehr en Somalie devant le Tribunal constitutionnel

Le Tribunal constitutionnel de Karlsruhe devait se prononcer, mercredi 23 juin, sur le recours en référé du groupe parlementaire SPD demandant le retrait du contingent allemand de « casques bleus » déployés en Somalie. Pour Hans Ulrich Klose, président du groupe, « la mission des soldats allemands, qui était initialement humanitaire, a été transformée depuis en mission militaire ». Cette interprétation est contestée par le ministre de la défense, Volker Rühe (CDU), qui estime que les vols humanitaires allemands eussent de la Bosnie sont « autrement plus dangereux ». Pour le ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel (FDP), le retrait des soldats allemands de Somalie serait « gravement dommageable » pour l'image de l'Allemagne à l'étranger, d'autant plus qu'elle souhaite obtenir « dans un futur proche » un siège au Conseil de sécurité de l'ONU.

La chancelière Kohl avait décidé, au mois d'avril dernier de déployer d'ici la fin du mois d'août 1 700 hommes en Somalie, dont les premiers éléments se trouvent dans la région de Belet à Huen, à 300 kilomètres au nord-ouest de Mogadiscio. — (AFP)

CANADA

L'utilisation de l'anglais est à nouveau autorisée dans l'affichage commercial au Québec

L'Assemblée nationale du Québec a adopté à la majorité une loi autorisant à nouveau l'utilisation de l'anglais dans l'affichage commercial au Québec, après une interdiction de seize ans. La loi 86, votée dans la nuit de jeudi à vendredi, modifie en profondeur la Charte de la langue française, mise en place par le gouvernement indépendantiste du Parti québécois en 1977 et qui visait notamment à

préserver le visage français du Québec en imposant l'usage quasi exclusif de cette langue dans l'affichage.

La loi permet désormais l'utilisation de l'anglais ou d'autres langues au côté du français dans l'affichage, à condition que la langue de Molière figure de façon nettement prédominante. Elle a été approuvée par 69 députés contre 27, après que le gouvernement eut suspendu les règles de l'Assemblée de façon à écarter le débat et assurer son adoption avant l'ajournement pour l'été de la session parlementaire. — (AFP)

ÉTATS-UNIS

L'épouse de l'ancien président Nixon est décédée

Patricia Nixon, l'épouse de l'ancien président américain Richard Nixon, est décédée, mardi 22 juin, des suites d'un cancer du poudon, à son domicile de Park Ridge, dans le New-Jersey, à l'âge de quatre-vingt ans. Le couple venait de fêter son 53^e anniversaire de mariage, entouré de leurs

filles Tricia Cox et Julie Eisenhower. Petite, mince et vive, la blonde « Pat » Nixon avait été une First Lady efficace et heureuse de vivre dans l'ombre de son mari. Elle fut son plus fidèle soutien, pendant les campagnes électorales, mais surtout pendant les douloureux moments de scandale du Watergate, qui avait conduit M. Nixon à démissionner en 1974. Le président Clinton a salué « le dignité dans laquelle elle avait tenu son rôle ». L'ancien président Ronald Reagan et son épouse Nancy ont, pour leur part, exprimé leur « vive reconnaissance à l'égard de l'ombre ». Patricia Nixon avait subi une attaque cardiaque en 1978, qui l'avait laissée un temps partiellement paralysée. Elle avait été opérée en 1987 d'un tumeur cancéreuse. Ses obsèques eurent lieu samedi dans la bibliothèque Nixon à Yorba Linda, en Californie. — (AFP, AP)

RWANDA

Création d'une mission d'observation de l'ONU

Dans une résolution (848) adoptée à l'unanimité, mardi 22 juin à

New-York, à l'initiative de la France, le Conseil de sécurité a décidé de créer une Mission d'observation des Nations unies Ouganda-Rwanda (MONUOR), de 81 observateurs militaires et 24 fonctionnaires, qui sera déployée du côté ougandais de la frontière pour vérifier qu'aucune assistance militaire ne parvient au Rwanda.

Le coût de la MONUOR a été estimé à 6,5 millions de dollars pour une période initiale de six mois. Le Conseil de sécurité a appelé le gouvernement rwandais et le Front patriotique rwandais (FPR, opposition armée) à « conclure rapidement un accord de paix global ». Cette résolution a été votée 48 heures avant la signature d'un accord de paix, jeudi à Arusha (Tanzanie), selon les autorités tanzaniennes. La France, qui maintient un contingent militaire au Rwanda, souhaiterait se désengager de ce pays. Des discussions parfois difficiles avec des représentants de l'OUA ont précédé l'adoption de la résolution 848. — (AFP)

EN BREF

■ ANGOLA : réouverture de l'ambassade américaine. — George Moose, secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires africaines, a officiellement rouvert l'ambassade des Etats-Unis à Luanda, mardi 22 juin, au lendemain de la signature d'un accord de normalisation des relations entre les deux pays (le Monde du 23 juin). D'autre part, la mission spéciale des Nations unies en Angola (UNAVEM) a annoncé mardi la suspension de l'acheminement de l'aide humanitaire aux victimes de la guerre civile. Selon un communiqué, cette décision a été prise à la demande du gouvernement, après que l'UNITA ait fait part de difficultés « techniques » l'empêchant d'assurer la sécurité des vols des avions de l'ONU à destination des provinces de Malanje (nord) et de Bie (centre), contrôlées par le gouvernement. — (AFP, Reuters)

■ CONGO : M. Milongo élu président de l'Assemblée nationale. — L'ancien premier ministre de transition, André Milongo, a été élu président de l'Assemblée nationale, mardi 22 juin, au cours d'une session inaugurale qui a été boycottée par la coalition de l'opposition. M. Milongo était le seul candidat. D'autre part, le président Pascal Lissouba a annoncé mardi qu'un nouveau premier ministre serait nommé prochainement, conformément à la Constitution. — (AFP)

■ ETHIOPIE : situation alarmante en Ogadessa. — Médecins sans frontières (MSF) a lancé un appel, mardi 22 juin, à Nairobi, en faveur des populations de l'Ogadessa, où la situation alimentaire est alarmante, selon l'organisation. Dans un communiqué, MSF cite notamment le cas du camp Gode, qui manque de ressources alimentaires, d'eau, et où 44 000 personnes souffrent de mauvaises conditions d'hygiène. — (AFP)

■ HAÏTI : l'ONU critique la décision de la Cour suprême américaine sur l'interception des réfugiés. — Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a critiqué, mardi 22 juin, comme

« contrôle aux traités internationaux », l'approbation par la Cour suprême des Etats-Unis de la politique américaine consistant à refouler les réfugiés haïtiens interceptés en mer, sans examiner leur demande d'asile politique (le Monde du 23 juin). Par ailleurs, les sanctions (embargo sur le pétrole et sur les armes notamment) décidées par le Conseil de sécurité de l'ONU contre le régime de Port-au-Prince sont entrées en vigueur mercredi. — (AFP)

■ MALI : retour de cent quarante-huit Touaregs réfugiés en Algérie. — L'agence algérienne de presse APS a annoncé, mardi 22 juin, que cent quarante-huit réfugiés touaregs maliens avaient quitté la veille, la région de Tamanrasset pour celles de Kidal et de Gao, dans le nord du Mali. Leur retour, initialement prévu le 6 juin mais reporté pour des raisons non précises, s'inscrit dans le cadre du Pacte national de paix, signé le 11 avril 1992 à Bamako par le gouvernement malien et la rébellion touarègue. — (AFP)

Les Douze sont pa leur mobilisation

دکتر احمد الوكيل

marocaines

DIPLOMATIE

An conseil européen de Copenhague

Les Douze sont parvenus à rendre crédible leur mobilisation contre la récession

Face à une récession dont ils ressentent les dangers pour leur cohésion, les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze, réunis les 21 et 22 juin à Copenhague, se sont efforcés de rassurer les rangs. Ils ont principalement porté leur attention, lit-on dans les conclusions de la présidence, sur les mesures visant à inverser l'évolution négative de la situation économique et sociale.

COPENHAGUE

de notre envoyé spécial

Les décisions concrètes annoncées lors de ce sommet sont limitées, mais une série de circonstances font que ce conseil européen devrait laisser une image plutôt positive, ce qui n'était certainement pas couru d'avance : le sursaut manifesté en extrême à propos de l'ex-Yugoslavie sous l'impulsion de François Mitterrand a réajusté psychologiquement sur l'ensemble du sommet. Par ailleurs, la baisse des taux d'intérêt dans plusieurs pays de la Communauté, et en particulier en France, témoigne à la fois de la

robustesse du système monétaire européen (SME) et du bien-fondé de la politique de stabilité des changes menée au niveau communautaire et que le traité de Maastricht entend poursuivre jusqu'à la mise en place d'une union économique et monétaire (UEM).

Pour favoriser la reprise de l'activité, les Douze ont retenu différentes dispositions visant à renforcer l'initiative européenne de croissance adoptée lors du conseil européen d'Edimbourg en décembre 1992 : le montant des prêts spéciaux accordés par la Banque européenne d'investissement (BEI) pour faciliter le financement de réseaux trans-européens (transports, télécommunications, énergie) ou renforcer la compétitivité des petites et moyennes entreprises passera de 3 à 5 milliards d'écus (1 écu = 6,5 F). Les PME pouvant bénéficier de bonifications d'intérêt si, à l'occasion des investissements ainsi opérés, elles créent des emplois.

Par ailleurs, toujours en vue de promouvoir des investissements, il a été entendu que les Etats membres pourraient tirer de façon anticipée sur les crédits auxquels ils ont droit au titre des fonds structurels. Il peut s'agir là d'une source de financement

appréciable puisque sur la période 1994-1999, le montant des crédits affectés par le budget européen aux fonds structurels s'élève à 160 milliards d'écus.

Soucieux de s'attaquer aux rigidités structurelles qui handicapaient la compétitivité des entreprises de la CEE, les Douze ont décidé d'adopter lors de leur prochain rendez-vous, en décembre à Bruxelles, un programme à moyen terme orienté vers la relance de l'activité et de l'emploi. Ils le feront en prenant appui sur le projet que leur a soumis Jacques Delors et qui s'est trouvé au centre de leurs délibérations. D'ici là, la Commission ainsi que les ministres des finances s'efforceront, chacun de son côté, de traduire en propositions opérationnelles les idées développées par M. Delors. A la demande des Britanniques, la phrase du projet de communiqué qui précisait que « la mise en œuvre de ce plan ne devra pas remettre en cause la protection sociale des citoyens » a été supprimée.

Pas de tension mais pas d'avancée sur le GATT

S'agissant du commerce international et de la tactique à suivre pour mener à terme l'Uruguay Round, les chefs d'Etat et de gouvernement ont adopté une attitude prudente, mettant l'accent sur ce qui les rassemble (l'accord au GATT devra être « global et équilibré », négocié avec l'ensemble des parties contractantes, et interdiction tout recours à des mesures unilatérales), mais évitant d'aborder de front les questions qui les divisent et en particulier celle opposant la France à ses partenaires, et qui a trait à l'opportunité de rouvrir le pré-acord agricole de « Blair House » conclu en novembre 1992 entre la Commission européenne et les Etats-Unis.

Cette question sensible demeure posée, faisant peser sur le climat communautaire une menace d'autant plus redoutable que, pour des raisons de politique intérieure, la liberté d'action du gouvernement Balladur demeure limitée. Il ne pourra sortir de la nasse et éviter une crise européenne, crise qu'une partie de la majorité semble appeler de ses vœux, qu'à la condition que les pays partenaires, voire les Etats-Unis, acceptent d'y mettre du leur. Une hypothèse optimiste.

Les principales décisions du sommet

Voici les principaux points de la déclaration finale adoptée mardi 22 juin par les douze chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté :

• **La relance de l'économie.** Pour la moyen terme, la conseil a « accueilli favorablement » les idées présentées par Jacques Delors dans son document intitulé « L'agenda du XXI^e siècle », sur l'investissement dans la recherche et les grands réseaux de communication, ainsi que sur la formation, l'allègement de la fiscalité sur le travail, et l'amélioration du marché du travail. Le conseil a invité la Commission à présenter un livre blanc sur la stratégie de la croissance, de la compétitivité et de l'emploi, qu'il examinera lors de sa réunion de décembre 1993.

Les ministres de l'économie et des finances sont également invités, conformément au calendrier de Maastricht pour l'union monétaire, à soumettre au conseil, sur proposition de la Commission, un projet d'orientation pour la politique économique en vue d'une « croissance durable, non inflationniste et respectueuse de l'environnement ».

Pour le court terme, le conseil a décidé d'accroître et d'amplifier des mesures déjà décidées antérieurement :

— augmentation de l'initiative de croissance, ce mécanisme financier décidé en décembre dernier à Edimbourg. Son montant passera de 5 à 8 milliards d'écus et sa durée sera prolongée au-delà de 1994. Sur l'augmentation de 3 milliards d'écus prévue, 2 milliards sont destinés aux réseaux de communication trans-européens et 1 milliard à des bonifications d'intérêt à accorder à des petites et moyennes entreprises, pouvant atteindre trois points, pour une durée de cinq ans.

— déblocage avant la fin juillet du programme de fonds structurels, c'est-à-dire les fonds de cohésion destinés à permettre le rattrapage des économies de la Grèce, de l'Espagne, du Portugal et de l'Irlande. Ce programme, prévu pour la période 1994-1999, porte sur un montant de 180 milliards d'écus, soit trois fois le volume du plan Marshall soutenu par la Communauté.

• **Taux d'intérêt.** Le conseil a affirmé « d'une importance primordiale de créer les conditions permettant une baisse rapide des taux d'intérêt en Europe (...) essentielle pour le redressement économique et la promotion des investissements ».

• **Charges sociales sur les revenus du travail.**

Le conseil affirme que des prélèvements plus bas sur le travail amélioreraient la compétitivité industrielle de l'Europe. Il préconise en compensation des mesures pour réduire la consommation des énergies fossiles. Une phrase du projet initial du communiqué, selon laquelle le plan de relance ne « devra pas remettre en cause la protection sociale des citoyens » a été rayée de la version définitive.

• **GATT.**

Les Douze préconisent la relance « du processus multilatéral des négociations, aussi vite que possible sur tous les sujets y compris l'agriculture, afin d'obtenir avant la fin de l'année un accord global, durable et équilibré ». Ils se prononcent pour un multilatéralisme « durable lequel le recours à des actions unilatérales soit évité » ce qui est une situation aux sanctions commerciales américaines.

• **Elargissement de la Communauté.**

Le conseil est « résolu à faire en sorte que le premier élargissement soit réalisé d'ici au 1^{er} janvier 1995 ». Il concerne l'Autriche, la Finlande, la Suède et la Norvège, avec lesquelles les négociations sont en cours.

A propos des pays de l'Est, le conseil déclare que « les pays associés de l'Europe centrale et orientale (la Pologne, la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie, la Roumanie et la Bulgarie) qui le désirent pourront devenir membres de l'Union européenne. L'adhésion aura lieu dès que les pays associés ont des mesures de remplir les obligations qui en découlent en satisfaisant aux conditions économiques et politiques requises ».

• **Le pacte sur la stabilité en Europe.**

Le conseil invite les ministres des affaires étrangères à examiner la proposition qui lui a été soumise par la France et à lui faire rapport lors de sa réunion de décembre 1993.

• **L'ex-Yugoslavie.**

Le conseil s'engage à répondre positivement « à la demande en hommes et en argent adressée par le secrétaire général des Nations unies » pour permettre la création de zones de sécurité. Il précise toutefois que les pays membres y répondront « dans la mesure de leurs possibilités ». Il rappelle son attachement aux principes de la conférence de Londres, notamment la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine et encourage les médiateurs à poursuivre leurs efforts en vue « d'un règlement juste, viable et acceptable pour les trois peuples constitués de la Bosnie-Herzégovine ».

EUROPE

TADJIKISTAN : après le retour au pouvoir des néo-communistes

La « normalisation » n'a pas mis fin à la guerre civile

La situation politique et militaire demeure très instable au Tadjikistan, en dépit des mesures autoritaires prises par le régime néo-communiste du président Rakhmonov pour se maintenir au pouvoir.

MOSCOU

de notre correspondant

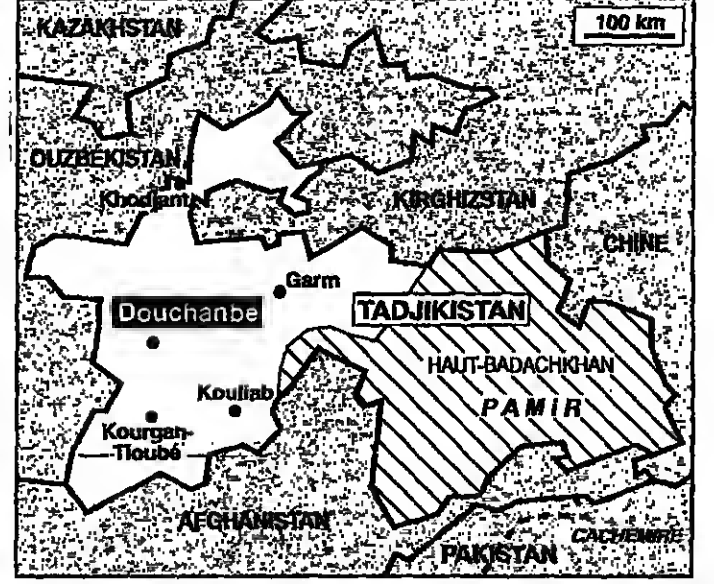
Six mois après le retour au pouvoir des néo-communistes à Douchanbé, la Cour suprême du Tadjikistan a mis formellement un terme à l'existence légale de quatre partis démocratiques ou islamiques dont les dirigeants et les sympathisants sont en fuite ou en exil, quand ils n'ont pas été assassinés.

Ces quatre mouvements (Parti démocrate, Mouvement populaire Rastakhez, Parti de la renaissance islamique et Lali Badeschkan) sont entre autres accusés d'avoir voulu « renverser par la force le régime constitutionnel ». Dans le même temps, le Parti communiste tadjik développe ses activités dans les entreprises et les organismes d'Etat : selon le quotidien moscovite indépendant Nezavisimaya gazeta, le président du comité central du PC s'est même réuni récemment pour entendre un compte rendu d'activités d'un ministre de l'ancien gouvernement.

lière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan, où les garde-frontières russes interceptent des groupes armés qui tentent de pénétrer en territoire tadjik. L'un de ces groupes, fort de quelques centaines d'hommes, est parvenu à se maintenir plusieurs jours, en dépit de l'intervention de l'aviation (un avion ouzbek a été abattu à cette occasion). Selon l'état-major russe, les garde-frontières et les troupes de la 201^e division (russe) ont encore « liquidé » dans la nuit du 19 au 20 juin un nouveau groupe de soixante combattants qui tentait de forcer la frontière sous la protection de mortiers.

Au même moment, l'Afghanistan affirmait que des tir d'artillerie venus du Tadjikistan s'étaient abattus sur des camps de réfugiés tadjiks en territoire afghan, faisant de nombreuses victimes. Il pourrait s'agir de bombardements de représailles, après la mort de deux garde-frontières russes, tués le 17 juin : à en croire les Izvestia, qui citent le commandement russe, ces tirs ne seraient cependant pas le fait d'unités russes, et il ne faut pas voir les prémices d'une vaste opération contre les camps de réfugiés au-delà de la frontière.

La « normalisation » est également loin d'être achevée dans la République autonome du Haut-Badeschkan, en dépit de la mise en



Un mois plus tôt, l'ensemble de la presse tadjike avait fait l'objet d'une procédure de « vérification », consistant notamment à examiner le contenu des numéros publiés l'an dernier, alors que l'opposition démocratique-islamiste était au pouvoir. D'autre part, une série d'élections partielles ont permis de faire entrer au Parlement divers représentants du nouveau gouvernement, y compris le premier ministre Abdoulkhalik Abdoulkhalikov.

place de nouvelles autorités locales qui prônaient la « collaboration » avec le régime de Douchanbé. Dans cette région de très hautes montagnes (le Pamir) qui couvre près de la moitié du territoire du Tadjikistan, et dont les troupes russo-gouvernementales ne contrôlent qu'une petite partie, certains dirigeants des formations d'opposition désormais interdites ont déjà annoncé leur intention de ne pas obtempérer aux décisions du pouvoir central.

JAN KRAUZE

En visite dans quatre pays d'Europe

Le premier ministre du Vietnam souhaite « élargir » la coopération avec la CEE

Le premier ministre vietnamien Vo Van Kiet devait arriver, mercredi 23 juin, à Paris, première étape d'une visite de deux semaines dans quatre pays de la CEE qui inclura, outre la France (jusqu'au 27 juin), l'Allemagne (28-30 juin), la Belgique (1^{er} et 2 juillet) et le Royaume-Uni (3-5 juillet). Le porte-parole du Quai d'Orsay a répliqué, mardi, ce voyage dans le cadre d'une « reprise spectaculaire » des relations entre Hanoï et Paris, déjà rendu manifeste par la visite d'Etat faite en février au Vietnam par le président Mitterrand.

Vo Van Kiet entend notamment « élargir et diversifier » la coopération économique entre Hanoï et la CEE, indique l'AFP. Il souhaite aussi se voir confirmer l'appui de l'Europe pour aboutir à la normalisation des relations de son pays avec des institutions financières comme le FMI et la Banque mondiale — toujours bloquée par le veto de Washington, qui s'interroge encore sur l'opportunité d'une levée de son embargo.

La France est le premier partenaire commercial européen du Vietnam. Outre M. Mitterrand, Vo Van Kiet doit, en particulier, rencontrer son homologue, M. Balladur. Il verra aussi plusieurs industriels. « Il est important que les entreprises françaises renforcent leur présence au Vietnam en complément des actions engagées par l'Etat », a déclaré M. Duqué, porte-parole du Quai

d'Orsay. Lors de son voyage de février, M. Mitterrand avait annoncé un doublement, pour 1993, de l'aide française à Hanoï.

Cependant, des opposants au régime communiste manifestent à Paris contre la venue dans la capitale de son représentant. Ainsi, la Congrégation bouddhique vietnamienne en Europe a organisé, sur l'esplanade du Trocadéro, une grève de la faim à laquelle participent, depuis le 22 juin et pour 48 heures, dix personnalités vietnamiennes vivant hors de leur pays. Les protestataires entendent fustiger un régime « qui bafoue depuis toujours les libertés fondamentales » et dénoncer sa « campagne de répression et de violence » contre l'Eglise bouddhique unifiée du Vietnam. La Congrégation fait, en particulier, référence à la récente mise en cause par Hanoï de dirigeants de la communauté bouddhiste de Hué, au centre du pays, après qu'une personne s'y fut immolée par le feu le 24 mai. Des bonzes et des fidèles y auraient été interpellés depuis lors.

Par ailleurs, le Comité Vietnam pour la défense des droits de l'homme vient de lancer une pétition en faveur de l'envoi d'une mission d'enquête au Vietnam. Ce texte a déjà été signé par diverses personnalités du monde intellectuel, artistique et politique. « Aucun sujet ne sera exclu des entretiens », a précisé, à ce sujet, le porte-parole du Quai d'Orsay.

Accrochages à la frontière afghane

En dépit de ces divers symptômes de « normalisation », auxquels s'ajoute la signature, fin mai, d'un traité d'amitié avec la Russie, la situation politique et militaire reste instable. Ainsi la prochaine session du Parlement, prévue pour le 24 juin, pourrait se tenir à Khodjant, dans le nord du pays, et non dans la capitale, Douchanbé, où la sécurité laisse toujours beaucoup à désirer, et où le régime de l'état d'urgence a été récemment renforcé, en principe pour lutter contre la criminalité. (De nouveaux cas d'exécutions sommaires de réfugiés revenus à Douchanbé ont été récemment signalés.) L'actuel président, Emomali Rakhmonov, se trouve lui-même dans une position un peu délicate : il a été porté au pouvoir en décembre dernier sous la pression du Front national, une formation armée constituée essentiellement d'hommes venus de la région méridionale du Kouliab. Mais depuis que les deux principaux chefs du Front national se sont entretenus, fin mars, et que le Front lui-même est partiellement démantelé, M. Rakhmonov a perdu ses principaux protecteurs, et les ambitions de ses rivaux se réveillent.

Dans le même temps, en dépit de l'intervention de plus en plus marquée des troupes russes et ouzbèkes, certains groupes armés de l'opposition se maintiennent dans les montagnes des environs de Douchanbé et surtout dans la haute vallée de Garm, où un chef de bande du nom de Rezvon semble même avoir remporté récemment quelques succès. Le ministre tadjik de la défense a ainsi annoncé le 20 juin que neuf de ses soldats, pris en otage par les hommes de Rezvon, avaient été exécutés.

Des accrochages se produisent d'autre part constamment à la fron-

AZERBAÏDJAN Impasse politique à Bakou

Des petits groupes de soldats appartenant aux troupes du colonel rebelle Souret Gousseinov, qui s'est déclaré prêt à prendre le pouvoir en Azerbaïdjan après s'être rendu maître de la seconde ville du pays, Gandja, sont entrés dans Bakou mardi 22 juin. Selon les journalistes sur place, ils semblaient cependant davantage animés par le souci de trouver de la bière et de la nourriture que par une quelconque volonté de conquête. Leur présence n'a d'ailleurs suscité aucune réaction ni de la population ni des militaires de l'armée régulière.

Politiquement, c'est l'impasse : le président du parlement, Goudayr Aliev, l'ancien haut-dirigeant communiste qui se trouve théoriquement aux commandes depuis la fuite du président Eltchibey la semaine dernière a réaffirmé mardi, au cours d'une conférence de presse, que ce dernier devait revenir et assumer ses fonctions. De son côté, depuis son village natal du Nakhitchevan, Aboulfz Eltchibey a fait savoir qu'il était prêt à revenir à Bakou mais à condition que les rebelles se retirent.

En dépit de la précarité de la situation, les représentants des compagnies pétrolières occidentales à Bakou, dont certaines ont déjà investi de l'argent sur place pour obtenir les droits d'exploitation, ont décidé cette semaine d'aller de l'avant pour tenter de faire accélérer les négociations avec la compagnie pétrolière d'Etat azerbaïdjanaise.

POLITIQUE

La loi sur les retraites adoptée au palais du Luxembourg

Les sénateurs approuvent la création d'un fonds de solidarité et de sauvegarde de la protection sociale

Les sénateurs ont adopté en première lecture, mercredi 23 juin, par 230 voix contre 89, le projet de loi relatif aux pensions de retraite et à la sauvegarde de la protection sociale présenté par Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, sur lequel le gouvernement a déclaré l'urgence. L'UDF et le RPR votaient « pour » tandis que les sénateurs socialistes et communistes ont voté « contre ». Ce projet vise à instaurer un fonds de solidarité et à indexer les retraites sur les prix.

Les questions sociales ne semblent pas passionner les sénateurs. Ils n'étaient qu'une poignée pour discuter un projet de loi que le ministre d'État avait pourtant qualifié de « majeur ». Cela ne les a cependant pas empêchés d'adopter ce texte en moins de dix heures de débat. Simone Veil avait prévenu les présents qu'il s'agissait de « poser les fondements qui vont garantir la pérennité du système français de retraite par répartition ». Une réforme devenue urgente au vu de la situation démographique française : l'allongement de la durée de vie et la baisse du taux de fécondité vont entraîner une augmentation importante de la proportion des personnes âgées dans la population totale. Selon le ministre de la santé, il n'est plus possible de maintenir le système en l'état.

Une réforme en deux volets

M^{me} Veil a donc proposé une réforme en deux volets : l'indexation des pensions sur les prix pour une période de cinq ans et la création d'un fonds de solidarité et de sauvegarde de la protection sociale, qui prendra en charge le remboursement de la dette cumulée et les charges de solidarité de l'assurance-vieillesse. Ce fonds sera financé par le produit de l'augmentation de la CSG et de celle des taxes sur les boissons alcoolisées et non alcoolisées. Pour le ministre des affaires sociales, il ne s'agit pas d'un système de « sauvegarde » mais d'un « système de retraite », « sans léser les actuels retraités » ni « les générations futures ». « Agir aujourd'hui, c'est sauver les acquis sociaux ; ne rien faire, c'est se résoudre à les laisser retomber en cause. Rien dans le texte n'empêchera un salarié d'obtenir une retraite à taux plein », a insisté M^{me} Veil.

Ce n'était visiblement pas l'avis des sénateurs socialistes et communistes qui ont fermement bataillé pour montrer leur opposi-

tion au projet. « Votre réforme floue ne vise qu'à un replâtrage. Il faudra bientôt y revenir », a déclaré Marie-Madeleine Dieulanaud (PS, Loire-Atlantique). « Vous choisissez de pressurer les plus modestes, c'est-à-dire les plus vulnérables, au titre des dépenses dites permanentes ; la commission a souhaité y intégrer les « majorations accordées pour conjoint à charge ». Là encore, les sénateurs ont suivi son avis.

« Injustice et inefficacité »

Principale oratrice du groupe communiste, Paulette Fost, sénatrice de Seine-Saint-Denis, a repris le flambeau de la contestation. « Rognant » sur les acquis sociaux, le projet est « une véritable trahison pour tous ceux qui, cotisant à taux plein, ont cru préparer leur avenir », s'est-elle insurgée. « Les cotisations vont augmenter alors même que les pensions ne seront pas revalorisées », a-t-elle souligné. Défendant une question préalable (visant à démontrer qu'il n'y a pas lieu de débiter sur ce texte), Jacqueline Frayssé-Cazalis (PCF, Hauts-de-Seine) a résumé le sentiment des communistes : « Injustice et inefficacité, telles sont les caractéristiques de votre projet. Vous démanteliez un système solidaire où la retraite est un droit, pour un système à deux vitesses : aux pauvres le minimum, aux riches les retraites par capitalisation », a soutenu la sénatrice communiste.

Le ministre a toutefois pu trouver un soutien sans faille du côté de la droite réformatrice, qui a salué « l'initiative courageuse du gouvernement » selon les mots de Jean Madelain (Union centriste, Ille-et-Vilaine). Bernard Seillier (UREI, Aveyron) a même remercié le ministre d'État en affirmant qu'elle permettrait d'éviter à nos régimes sociaux la course à l'abîme. Une fois la question préalable repoussée, les sénateurs ont entamé, dans un débat très technique et sans passion, l'examen des soixante-quinze amendements déposés.

Les sénateurs ont introduit trois modifications substantielles par rapport au texte initial. Un amendement de la commission des affaires sociales a ainsi été adopté, contre l'avis du ministre, précisant que les retraites varieront en fonction de l'évolution constatée des prix à la consommation. M^{me} Veil préférait elle-même « se référer à un indice prévisionnel

avec correction en fin d'année », mais les sénateurs ne l'ont pas suivie. Un deuxième point de désaccord est apparu sur la prise en charge par le fonds de solidarité de certaines cotisations d'assurance-vieillesse au titre des dépenses dites permanentes : la commission a souhaité y intégrer les « majorations accordées pour conjoint à charge ». Là encore, les sénateurs ont suivi son avis.

Les sénateurs ont par ailleurs entériné un amendement du gouvernement qui prévoit l'allongement progressif de la durée d'activité de 150 à 160 trimestres nécessaires pour obtenir une retraite de base à taux plein. En contrepartie, les sénateurs se sont arrogés le droit de contrôler l'équilibre réel du fonds de solidarité : le gouvernement devra en effet leur rendre compte si les recettes sont inférieures aux dépenses. Le ministre s'en est remis à la sagesse du Sénat, qui s'est empressé de voter cette disposition. Il ne restait plus alors à M^{me} Veil qu'à remercier les sénateurs présents pour la « pertinence » de leurs propositions.

SYLVIA ZAPPI

Rapporteur de la commission des finances de l'Assemblée nationale

Alain Griotteray (UDF) critique le projet de loi de privatisation

Auditionné, le 22 juin, par la commission des finances de l'Assemblée nationale, Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, a dû faire face à la contestation de plusieurs députés, dont le rapporteur, Alain Griotteray (UDF), sur certaines dispositions de son projet de loi de privatisation, adopté en première lecture au Sénat. Ce texte viendra en discussion en séance publique à partir du 28 juin.

« Je regrette que votre projet ne laisse pas entrevoir plus précisément l'orientation gouvernementale », a déclaré Alain Griotteray (UDF, Val-de-Marne), rapporteur du projet de loi de privatisation, à Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, venu, mardi 22 juin, présenter son texte devant la commission des finances de l'Assemblée nationale.

S'interrogeant sur la finalité des privatisations — « privatise-t-on pour simplement obtenir des recettes supplémentaires ? » —, Alain Griotteray a souligné que, si « telle est l'unique réponse donnée à l'opinion », l'action du gouvernement d'Edouard Balladur ne se

distinguerait pas de celle de ses prédécesseurs socialistes. Plus critiques que leurs collègues du Sénat, qui ont adopté sans grande modification, le 14 juin, le projet en première lecture, plusieurs députés de la majorité ont désapprouvé le rôle élargi attribué à la commission de privatisation.

Pouvoir exorbitant

Celle-ci voit notamment sa responsabilité accrue dans le choix des acquéreurs hors marché, lors de la constitution des groupes d'actionnaires stables, pour lequel le ministre de l'économie « ne pourra plus agir que sur avis conforme de la commission ». « Il me paraît choquant de voir le gouvernement déposséder de son pouvoir de vendre des biens qui appartiennent à l'État », a souligné Alain Griotteray, appuyé dans sa contestation par d'autres commissaires de la majorité, notamment du Parti républicain, et par Jean-Pierre Chevènement (app. PS, Territoire de Belfort).

Les commissaires se sont également inquiétés des risques que fait courir à l'indépendance nationale la privatisation des entreprises d'aéronautique ou d'armement. En

revanche, ils ont estimé que l'action spécifique, qui peut être instituée lors de la privatisation d'une entreprise, et donne au ministre de l'économie des droits importants « si la protection des intérêts nationaux l'exige », comportait un pouvoir exorbitant en permettant de nommer un ou deux représentants de l'État, sans voix délibérative, au conseil d'administration de la société privatisée. Est-il « décent » de maintenir une telle disposition, se sont demandés certains commissaires de l'UDF et du RPR, qui envisagent soit sa suppression pure et simple, soit sa limitation dans le temps.

A l'issue de son audition, Edmond Alphandéry a estimé que le loi de privatisation serait promulguée avant le 15 juillet, que la commission de privatisation serait mise en place avant fin juillet et que le programme de vente pourrait être « enclenché » début septembre. « La première vague concernera entre trois et six entreprises », a indiqué le ministre en précisant que leur privatisation s'étalera « sur 1993 et éventuellement 1994 ».

CLAIRE BLANDIN

DANGER DE MORT!

Aujourd'hui, nos entreprises papetières utilisatrices de bois sont condamnées par le simple jeu de la dévaluation des monnaies étrangères. L'industrie papetière française, l'une des plus performantes du monde, subit un handicap de compétitivité insurmontable de 25%. Nos entreprises sont contraintes à vendre à perte et devront cesser leur activité.

Demain, si rien n'est fait, tous les métiers de la forêt seront, aussi, gravement menacés : sylviculteurs, débroussailliers, bûcherons, débardeurs, transporteurs, exploitants forestiers-scieurs et industriels du bois.

Ce n'est pas seulement notre secteur économique qui est condamné, ce sont aussi des dizaines de milliers d'emplois, la vie de nos forêts et l'avenir du monde rural.

Les industriels ont alerté les pouvoirs publics sur la gravité de la situation.

LES DÉCISIONS NE PEUVENT PLUS ATTENDRE!

Les 1 500 000 propriétaires forestiers français.
Les 13 000 communes forestières de France.
Les 10 000 entreprises d'exploitation forestière et de sciage.
Les 10 000 professionnels de nos industries papetières.

FÉDÉRATION DES PÂTES À PAPIER - GROUPEMENT DE LA COPACEL

CONSEIL INTER-INDUSTRIEL DU BOIS - FÉDÉRATION NATIONALE DES PROPRIÉTAIRES FORESTIERS SYLVICULTEURS - DÉLEGATION DES COMMUNISTES FORESTIERS DE FRANCE
FÉDÉRATION NATIONALE DU BOIS - FÉDÉRATION DES PÂTES À PAPIER - FÉDÉRATION NATIONALE DE L'INDUSTRIE DU BOIS - CONFÉDÉRATION NATIONALE DES PROPRIÉTAIRES DU BOIS

POLITIQUE

Le contrôle de l'identité des étrangers

M. Balladur sermonne M. Méhaignerie tout en déplorant l'« amendement Marsaud »

Le premier ministre a reçu, mardi 22 juin, à son retour de Copenhague, Simone Veil, Pierre Méhaignerie, Charles Pasqua, en présence de Nicolas Sarkozy, pour tenter de mettre fin à la polémique née après l'adoption, par l'Assemblée nationale, d'un amendement présenté par Alain Marsaud, député RPR, au projet de loi sur la maîtrise de l'immigration, permettant aux forces de l'ordre de contrôler l'identité de toute personne dont l'apparence ou le comportement ferait soupçonner qu'elle est étrangère. Edouard Balladur a regretté que la lettre que lui avaient envoyée le ministre des affaires sociales et celui de la justice ait été rendue publique par M. Méhaignerie, mais il a aussi remercié ses réserves à l'égard de l'amendement contesté. M. Pasqua a donc été chargé de préparer une autre version de cette partie de son projet. Il la présentera jeudi 24 juin à la commission des lois du Sénat.

Le projet de loi sur la maîtrise de l'immigration a-t-il vraiment été approuvé par le conseil des ministres ? Les députés du RPR et de l'UDF ont-ils vraiment adopté, une première fois, le fameux amendement Marsaud et une deuxième fois l'ensemble du texte ? A arpenter les couloirs du palais Bourbon, mardi 22 juin, où élus et conseillers d'innombrables ministères avaient chacun leur

version de cette tragi-comédie, on était contraint de se demander s'il s'était vraiment passé quelque chose de la semaine dernière. Les centristes, tout d'un coup, se rappelaient qu'ils se voulaient les meilleurs défenseurs des droits de l'homme. Jacques Barrot, le président de leur groupe à l'Assemblée nationale du temps où ils étaient autonomes, comme Jean-Jacques Hyest, leur apôtre juridique, assuraient, mine de rien, que le problème n'était pas tant l'amendement Marsaud que le texte même du projet de loi qui, en son article 4, oblige tous les étrangers à présenter leurs papiers à toutes réquisitions des officiers de police judiciaire : « Marsaud n'a fait que pousser à son terme cette logique », disaient-ils.

Preuve de sa bonne foi, M. Hyest montrait qu'il avait demandé, en commission des lois, la suppression de cet article. Valablement il est vrai, et, retenu dans sa circulaire, il n'était pas dans l'hémicycle au moment opportun. Ses amis n'ont pas été aussi vigilants que lui. Les ministres membres du CDS non plus. Et il n'est pas besoin de pousser dans leurs retranchements MM. Barrot et Hyest pour qu'ils fassent porter une partie du « chapeau » à ceux de leurs amis qui ont eu plus de chance qu'eux lors de la composition du gouvernement.

Pauvre gouvernement ! A entendre les députés du RPR, tout le mal vient aussi de lui. Mais comme chez les héritiers du gaullisme, on chasse co bande, les seuls fautifs sont les ministres centristes, « M. Veil n'en charge

l'immigration, elle aurait dû être présentée à l'Assemblée lors de la discussion de ce texte », tempérait Pierre Mazeaud, qui mange volontiers un croissant à tous ses repas. « Si elle avait été là, elle aurait pu demander une suspension de séance pour faire comprendre à chacun ce que signifiait l'amendement proposé », ajoutait le président de la commission des lois, obliant que les socialistes en avaient obtenu une, et que sa commission, qui avait préparé la discussion de ce projet, aurait pu aussi se réunir pour examiner sereinement la proposition d'Alain Marsaud, alors que lui-même en avait trouvé la rédaction première si contestable qu'il l'avait fait modifier par un sous-amendement.

La sévérité de M. Pons

Même opinion ebez Bernard Pons : « Si des ministres, autres que le ministre de l'intérieur, assument ou revendiquent des responsabilités à propos de ce texte, il est normal qu'ils soient présentés au hanc du gouvernement pour faire valoir leur avis », disait-il. Plus sévère encore, il s'est étonné, au nom du groupe RPR qu'il préside, que « deux ministres d'Etat ont rendu publique une lettre adressée au premier ministre sur un amendement d'origine parlementaire ». Assumant, lui, son vote, il ajoutait qu'il approuvait l'amendement Marsaud et rappelait que « l'ensemble des groupes RPR et UDF l'ont approuvé puisqu'ils l'ont voté ». Certes, pour tout dire, il en souhaitait « une nou-

velle rédaction », l'actuelle ayant pu « conduire à une interprétation plus ou moins erronée par rapport à l'intention d'Alain Marsaud ».

Sur ce point au moins, Charles Millon est d'accord avec son collègue du RPR. Lui se contente de qualifier de « cocasse » et d'« étonnante » l'attitude des deux ministres membres de sa famille politique. Mais le président du groupe UDF souhaite aussi « une nouvelle rédaction » afin que toute notion de « présomption soit éliminée du texte ». Vieux roulier du Parlement, il a surtout voulu éviter de dramatiser cette affaire, car pour lui il est normal que, dans « un jeu parlementaire normal et classique », des dispositions « adoptées en première lecture soient revues en seconde ». C'est oublier que le gouvernement avait déclaré « l'urgence » sur ce texte, il n'y aura pas de réelle deuxième lecture à l'Assemblée nationale. Le texte pourra certes être corrigé au Sénat, mais alors le premier ministre pourra convoquer une commission mixte paritaire, organe de conciliation entre députés et sénateurs, et l'Assemblée ne se prononcera que sur la version mise au point par celle-ci, sans avoir, alors, le droit de l'amender sauf accord du gouvernement.

La conduite d'Edouard Balladur était ainsi toute tracée par les « patrons » de sa majorité parlementaire. Pendant qu'il siégeait au sommet de la Communauté européenne, ses collaborateurs restés à Paris s'efforçaient de décaler l'affaire. Ils faisaient savoir que le premier ministre « s'entrefermait » avec

les trois ministres d'Etat concernés, sans que la forme de cet « entretien », soit précisée. Dès son retour, il était annoncé que celui-ci prendrait la forme d'une rencontre à Matignon en fin d'après-midi.

Avant même celle-ci, le chef du gouvernement faisait part de son sentiment au micro de RTL : sur la forme, il disait « regretter » que la fameuse lettre de Simone Veil et de Pierre Méhaignerie ait été rendue publique ; sur le fond, il souhaitait qu'il « n'y ait aucune ambiguïté possible sur le contenu de ce texte ».

M. Pasqua : « Nous sommes en parfait accord »

A M. Veil, à MM. Méhaignerie et Pasqua, en présence de Nicolas Sarkozy, M. Balladur disait les choses plus brutalement. S'il excusait le ministre des affaires sociales, puisqu'il apparaissait qu'elle n'était pas la rédactrice de cette lettre, et qu'en tout cas ce n'était pas elle qui l'avait rendue publique, il avertissait le ministre de la justice qu'il était hors de question qu'un tel incident se reproduise. Mais il expliquait aussi au ministre de l'intérieur qu'il n'appréciait guère l'amendement Marsaud. La

copie devait donc être remise sur le chantier, avec délicatesse pour éviter de faire burler les plus durs de la majorité. M. Pasqua devait se remettre au travail.

Cette thèse ne lui faisait pas peur. A la sortie de Matignon, il assurait : « Nous sommes en parfait accord, naturellement, les trois ministres d'Etat. Pour nous, ce qui est important, c'est de pouvoir procéder aux entrées d'identité dans des conditions conformes à la Constitution et au respect des droits de l'homme. Il faut aussi que les forces de police et de sécurité disposent des moyens nécessaires. » Et puisque ce texte a donné lieu « à des interprétations qui ne correspondent pas à la volonté de leurs auteurs », et que c'est lui qui « défend et propose ce projet », il préparera une rédaction nouvelle qu'il présentera à la commission des lois du Sénat jeudi 24 juin. M. Balladur se contentait d'assurer que cette rencontre ministérielle « était et fort bien passée et fort bien terminée », ajoutant : « la situation n'a jamais été confuse. » Puisqu'il le dit...

THIERRY BRÉNIER

La correction et la faute

Suite de la première page

Il s'est trouvé un député, ancien magistrat, proche de Charles Pasqua, pour le proposer, un ministre pour s'en remettre à la « sagesse » de l'Assemblée et une majorité pour l'approuver, les rares présents engageant les nombreux absents...

On a dit suffisamment la sottise pratique du dispositif proposé : à quoi reconnaître un étranger ? A son chapeau, à son boubou, à la couleur de ses cravates ou à une absence de cravate ? A sa taille, à sa maigreur, à son air fourbe, à la forme de son nez ? Et puis, cette manière d'introduire dans la loi, pour en exécuter aussitôt l'utilisation, la notion d'appartenance raciale, paraît relever de ce que les pyramides appellent le déni, qui consiste à nier ce qui, au fond, importe.

La société est ainsi faite que rien ne ressemble plus à un étranger qu'un Français, et inversement. La seule manière efficace, méthodique, et qui a fait ses preuves — y compris en France, — consisterait à rendre obligatoire, pour tous les étrangers, le port d'un insigne particulier revêtant une forme à débattre. Ainsi seraient évitées bien des confusions et nul ne serait pris pour ce qu'il n'est pas. Le travail de la police en serait grandement facilité ! Il est intéressant et inquiétant que la France, prise au jeu trouble de sa mémoire et de sa mauvaise conscience des heures noires de l'Occupation, frôle ainsi, comme par un lapsus collectif, la répression des étrangers. Les défilés de la stigmatisation de l'intrus.

BRUNO FRAPPAT

□ M. Le Pen accuse M. Gaudin d'avoir « joué les corrupteurs ». — Jean-Marie Le Pen a accusé, samedi 19 juin à Toulon, Jean-Claude Gaudin, président (UDF-PR) du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, d'avoir « joué les corrupteurs » et d'avoir « trouvé des corrupteurs » après la démission de plusieurs élus du groupe du Front national de cette assemblée. Condamnant « le manque de l'honnêteté » des conseillers régionaux qui ont quitté son groupe pour siéger avec les non-inscrits, M. Le Pen leur a demandé de « démissionner de leurs mandats pour être logiques avec eux-mêmes, et pour pouvoir marcher la tête haute ». Après la démission de trois membres du groupe d'extrême droite (le Monde du 9 juin), un quatrième conseiller régional, Pierre Gianotti, a rompu avec le Front national, vendredi, en marquant sa « volonté de retrouver sa dignité d'élus ».

□ Le fils du maire de Bayonne devient premier adjoint. — Jean Grenet, député (app. RPR) des Pyrénées-Atlantiques, a été élu, lundi 21 juin, premier adjoint au maire de Bayonne, Henri Grenet (UDF-rad.), qui est son propre père. Cette élection, ainsi que le renouvellement des onze autres adjoints, paraît clore une crise municipale ouverte par la démission du premier adjoint Maurice Touraton (le Monde du 9 juin), suivie quelques jours plus tard du départ d'un autre adjoint, puis de deux conseillers municipaux. Depuis quelque temps, Jean Grenet faisait figure de dauphin de son père à la mairie que celui-ci occupe depuis 1959. Conseiller municipal en 1993 lors d'Alain Lamassous, dont il était le suppléant, a été nommé ministre des affaires européennes. (Corresp.)

Tous perdants

par Thomas Ferenczi

Le dénouement provisoire de l'affaire de l'amendement Marsaud est sans surprise. On savait bien qu'une solution serait trouvée pour restaurer la concorde au sein du gouvernement et faire en sorte que ni M. Pasqua ni les deux ministres d'Etat contestataires ne soient désavoués. L'amendement controversé était d'origine parlementaire, il était possible d'annoncer sa modification sans contredire le ministre de l'intérieur, qui n'en était remis, lors du vote de jeudi, à la « sagesse » de l'Assemblée. Dès lors, M. Veil et M. Méhaignerie avaient toutes les chances d'obtenir gain de cause à la mini-crise ouverte par leur lettre au premier ministre pouvait se clore sans trop de dégâts.

Des dégâts, pourtant, cette brève querelle en aura provoqué quelques-uns, au point qu'on est tenté de considérer qu'à son issue, et quelle que soit la formule retenue par le Sénat, puis par l'Assemblée nationale, tous ses acteurs se trouvent, à un degré ou à un autre, perdants.

Le premier perdant est évidemment Alain Marsaud, qui expliquait mardi dans France-Soir qu'il avait été mal compris et qui doit

constater qu'à l'évidence l'incompréhension demeure. Avec M. Marsaud, c'est l'acte d'indiscipline qui est ainsi condamné par M. Balladur, à l'initiative de ministres centristes dont une bonne partie du RPR considère qu'ils occupent au sein du gouvernement une place indue. Le climat ne va pas s'améliorer entre les deux fractions de la majorité.

M. Pasqua, dont M. Marsaud fut un proche collaborateur, ne sort pas davantage intact de l'aventure. Certes, le ministre de l'intérieur n'était pas l'auteur de l'amendement, mais il ne s'y est pas opposé. Il en a même justifié le principe en rappelant aux députés que la Constitution elle-même mentionne l'appartenance raciale. Porteparole, par fonction autant que par conviction, da ceux qui défendent l'identité nationale, il doit s'inscrire devant l'arbitrage d'Edouard Balladur. Ses amis pourront lui en tenir rigueur.

Les centristes sont apparemment les vainqueurs de cette petite épreuve de force. Mais, outre qu'on ne sait pas encore par quoi sera remplacé l'amendement Marsaud, ils encourrent le double reproche

d'avoir laissé passer ce texte sans réagir au moment où ils pouvaient empêcher son adoption et d'avoir ensuite exploité l'affaire pour mieux marquer leur différence. La divulgation de leur lettre puis les déclarations de M. Méhaignerie, qui s'est dit prêt à s'inscrire si le Parlement n'est pas satisfait, ont donc dénoté le sentiment d'une opération politicienne — d'autant plus qu'au Palais-Bourbon la plupart des centristes avaient approuvé le texte.

Les vieux réflexes de gauche

M. Balladur a tranché, mais son autorité n'en est pas moins atteinte. Pour ne pas heurter la base du RPR, il s'est contenté de souligner l'ambiguïté de l'amendement, qui ne semble pas l'avoir indigné. Si e regrette que la lettre des deux ministres d'Etat ait été rendue publique, il a fait preuve de beaucoup d'indulgence en s'abstenant d'ajouter qu'il était inutile de chercher savoir qu'il était à l'origine de cette faute. Bref, le premier ministre a paru soucieux de ménager les uns et les autres. Cet incident montre qu'il lui sera de plus en plus difficile

de maintenir l'équilibre entre ses « durs » et ses « libéraux ».

Enfin, l'Assemblée nationale ne sort pas grande de l'affaire. Il est tout de même étrange qu'un amendement aussi grave puisse être adopté à la va-vite, sans que la commission des lois ne s'en saisisse ni que les présidents du groupe ne s'en émeuvent. Il est singulier que Charles Millon, président du groupe UDF, puisse voter, le jeudi, à l'Assemblée nationale, un tel texte et s'inscrire, le dimanche, à 7 sur 7, du « vrai problème » que celui-ci lui pose, à lui dont le fils aîné, nous dit-il, est laotien et casé ce que c'est d'être amarré au poste parce qu'il n'a pas le même faciès qu'un Français de souche. Il est anormal que de nombreux députés recitent leur vote après coup parce que, en leur absence, leurs collègues n'ont pas tourné leurs clés dans la serrure qu'ils voulaient (lire ci-dessous).

Il faut rendre cette justice aux socialistes et aux communistes qu'ils ont aussitôt perçu l'importance de l'enjeu. Le mot de race continue de les faire bondir. Les vieux réflexes de gauche ont encore du bon.

□ Rectifications de vote. — Michel Noir, député non inscrit du Rhône, comptabilisé parmi ceux qui ont voté pour l'amendement Marsaud, a indiqué qu'il voulait voter contre. En revanche, Lucien Brenot (app. RPR, Côte d'Or), enregistré parmi ceux qui avaient voté contre, a fait savoir qu'il voulait voter pour. Claude Barate (RPR, Pyrénées-Orientales), Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), Marie-Thérèse Boisseau (app. UDF, Ille-et-Vilaine), Lefc Boyard (UDF, Morbihan), Arnaud Cazin d'Honnin (UDF, Finistère), Jean-Yves Cozan (UDF, Val-d'Oise), Jean-Paul Fuchs (UDF, Haut-Rhin), Hubert Grimaud (UDF, Maine-et-Loire), Ambroise Guellée (UDF, Finistère), Daniel Mandon (UDF, Loire), Xavier Pinot (UDF, Gironde), Jean Priorat (UDF, Bas-Rhin), enregistrés comme ont voté, ont indiqué avoir voulu voter pour. Enfin, René Couman (UDF, Ille-et-Vilaine), qui a voté contre, n'a fait savoir qu'il ne voulait pas prendre part au vote.

La querelle de 1982

La question des contrôles d'identité, qui a animé deux ministres d'Etat, M. Veil et M. Méhaignerie, s'appuyait à un troisième, M. Pasqua, et à demander l'arbitrage du premier ministre, avait déjà divisé un autre gouvernement — de gauche, celui-là —, il y a onze ans. Alors que la nouvelle majorité attendait d'être saisie d'un projet de loi abrogeant la loi édictée et libérée, qu'Alain Peyrefitte avait fait adopter à la fin du septennat de Valéry Giscard d'Estaing, Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la justice, déclarait, le 15 avril 1982, devant les responsables de la police nationale, que les contrôles d'identité, rendus possibles de façon restrictive par cette loi, étaient « indispensables pour assurer la sécurité et la liberté » et qu'ils devaient être, même, facilités.

Le lendemain, le ministre de la justice, Robert Badinter, indiquait que les propos de son collègue de l'intérieur n'engageaient « que lui ». Trois jours plus tard, Pierre Mauroy, premier ministre, recevait les deux membres de son gouvernement pour leur rappeler au devoir de solidarité. Le 19 avril, après cet entretien, M. Mauroy confirmait que la loi « sécurité et liberté » serait abrogée « sur les dispositions annoncées » antérieurement, mais que, pour ce qui était des contrôles d'identité, le conseil des ministres serait amené à se prononcer sur un compromis proposé par le chef du gouvernement.

En même temps, M. Mauroy signait, dans le Monde du 20 avril, un article intitulé « Gouverner autrement », dans lequel il justifiait la participation des ministres au débat public précédant une déci-

sion. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, n'aurait pas à cette innovation dans la pratique gouvernementale, « elle me semble, décidément, que les débats doivent rester à l'intérieur du gouvernement ». Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, Pierre Joxe, partageait l'avis du premier secrétaire. Le 21 avril, Pierre Bérégovoy, secrétaire général de l'Élysée, rendait compte de la réunion du conseil des ministres, au cours de laquelle François Mitterrand avait renouvelé à M. Mauroy l'expression de sa confiance, mais il précisait que le conseil devait, selon le chef de l'Etat, demeurer le « lieu privilégié » des débats gouvernementaux. M. Balladur ne s'est pas réitéré, semble-t-il, à cet avis présidentiel pour rappeler à l'ordre ses ministres « récalcitrants ».

Diverger sur la Haute Co

Le Monde du 24 juin 1993

Angulier aveuglement

M. Balladur

Le Monde du 24 juin 1993

Le Monde du 24 juin 1993

Le Monde du 24 juin 1993

POLITIQUE

La révision constitutionnelle à l'Assemblée nationale

Divergences entre les députés et les sénateurs sur la Haute Cour et le Conseil supérieur de la magistrature

Les députés ont entamé, mardi 22 juin, l'examen du projet de loi tendant à réviser les articles de la Constitution relatifs au Conseil supérieur de la magistrature (CSM) et à la Haute Cour de justice, présentée par Pierre Méhaignerie, garde des sceaux. L'Assemblée a rejeté la question préalable (signifiant qu'il n'y a pas lieu de débattre), opposée à titre personnel par Didier Julia (RPR, Seine-et-Marne). Au cours de la discussion générale, M. Méhaignerie a tenté de rapprocher les points de vue divergents des députés et des sénateurs, notamment sur la réforme de la Haute Cour.

M. Méhaignerie se livre à un véritable exercice d'équilibre à propos de la révision constitutionnelle, adoptée par le Sénat, en première

lecture, le 27 mai dernier (Le Monde du 29 mai) et examinée, à présent, par les députés. Le gouvernement, a-t-il souligné mardi devant l'Assemblée nationale, est désireux de faire aboutir la réforme du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) et de la Haute Cour de justice, afin de sortir d'une « situation maladroite » l'opinion finit par se convaincre que « les hommes politiques ont un statut privilégié qui leur permet d'échapper à la justice ».

Or la Constitution exige que toute révision soit adoptée en termes identiques par l'Assemblée nationale et le Sénat, consensus qui, pour l'instant, est loin d'être atteint. « Il faut trouver une solution équilibrée », a-t-il souligné, « il faut trouver une solution équilibrée ». M. Méhaignerie a multiplié, au cours de la discussion générale, les formules « centristes » de ce genre, qui dissimulent mal un réel embarras. A défaut d'être l'auteur de ce texte, hérité du gouvernement de Pierre Bérégovoy, le garde des sceaux se voit réduit à jouer les intermédiaires entre les deux Assem-

blées. Ce sont, pourtant, ses propres amis de l'UDF qui ont commencé courtoisement mais fermement, à lui faire la leçon. Relyant Armand Cazin d'Honnin (UDF, Finistère), qui a exprimé son « regret » de voir le gouvernement suivre le Sénat dans l'abandon de la réforme de la Haute Cour de justice, qui a déclaré, lui aussi, qu'il n'y a aucune urgence à traiter un problème aussi difficile juridiquement et politiquement.

En fait, la vraie difficulté qui attend le garde des sceaux est la réforme de la Haute Cour, transformée par le Sénat en Cour de justice de la République pour la responsabilité des seuls ministres. Chacun a rappelé la nécessité de cette réforme, afin d'éviter que le drame du sang contaminé ne « continue à empoisonner la vie politique », selon la formule de Jean-Jacques Hies (UDF, Seine-et-Marne). M. Méhaignerie est pris entre deux feux, l'Assemblée nationale souhaitant « indiscipliner » cette juridiction en excluant les parlementaires de l'acte de saisine, tandis que les sénateurs désirent, précisément, leur conserver cette prérogative. Partisan d'un compromis, le ministre de la justice n'a pas véritablement dévoilé ses intentions, se contentant d'appeler de ses vœux une « solution équilibrée ».

Le droit de saisine reconnu aux citoyens, cette fameuse option du « droit commun », pose problème, elle aussi. Le texte initial prévoyait que « toute personne » s'estimant « lésée » par un crime ou un délit commis par un membre du gouvernement dans l'exercice de ses fonctions pourrait porter plainte auprès du procureur général près la Cour de cassation. Le Sénat avait introduit dans cette procédure un verrou, sous la forme d'une « commission des requêtes » chargée d'effectuer un tri dans les plaintes avant que la commission d'instruction ne s'en saisisse. Cela n'a pas suffi à contenter M. Fanton, qui a qualifié de

« dangereuses et compliquées » les propositions du gouvernement amendées par le Sénat. Le rapporteur de la commission des lois craint, notamment, que cette formule ne conduise à « ouvrir les vannes à un flot de folles poursuites » et à « des plaintes mettant en cause la terre entière ». Aussi la commission avait-elle considéré que la Cour de cassation est aussi « apte » à séparer le bon grain de l'ivraie que la commission des requêtes imaginée par le Sénat, mais M. Méhaignerie n'en a pas démord. Il a tenu, résolument, à cette commission des requêtes, qui présente, selon lui, l'avantage de pouvoir se prononcer sur « l'opportunité des poursuites », tandis que la Cour de cassation ne statue que sur leur « légalité », ce qui interdirait, a ajouté le garde des sceaux, « tout examen préalable de la recevabilité des plaintes au regard de la spécificité de l'action gouvernementale ». En d'autres termes, selon M. Méhaignerie, on autoriserait ainsi un « véritable harcèlement judiciaire » contre les ministres.

Vers l'autonomie du parquet ? Les avis ne sont pas moins partagés sur l'autre volet du projet de révision, consacré au CSM. Le texte initial prévoyait que les magistrats qui en feraient partie seraient « élus », mais selon quel mode de scrutin ? Election directe, ou risque d'entretenir, comme le craint M. Fanton, une « politisation » de la magistrature, voire un « clientélisme », selon le mot de Raoul Bérenger (RPR, Seine-Saint-Denis) ? Ou tirage au sort, au risque d'amoindrir « l'autorité » des candidats finalement retenus, comme le redoute M. Floch ? « Peu-être faudrait-il combiner les deux systèmes », a suggéré M. Méhaignerie, en précisant qu'il faut éviter le risque de corporatisme, tout en garantissant

une bonne représentation ». C'est l'avenir des liens entre la chancellerie et des magistrats du parquet qui, finalement, a le plus préoccupé les députés sur ce chapitre du CSM. La version sénatoriale du projet crée, en effet, deux « formations » du CSM, l'une compétente pour les magistrats du siège et l'autre pour ceux du parquet. Les sénateurs souhaitent, notamment, que cette dernière « formation » donne son « avis » pour toutes les nominations concernant les magistrats du parquet. C'est, précisément, ce qui inquiète M. Fanton, qui y voit, en germe, l'idée que « le parquet pourrait être un jour autonome ». « Nous voulons un parquet qui travaille dans la transparence », s'est inquiété Nicole Catala (RPR, Paris), pas un parquet soustrait à l'autorité du ministre. « La gestion des magistrats du ministère public par le CSM n'est pas une bonne chose », a renchéri M. Béteille. Le peuple ne doit pas abdiquer devant la technocratie, a souligné Jacques Brachet (PC, Hauts-de-Seine) à vu dans cette disposition une illustration supplémentaire du « gouvernement des juges », auquel tend, selon lui, ce projet de révision.

Le garde des sceaux a tenu à rassurer chacun, en précisant que le CSM donnerait des « avis simples » pour les projets de nomination des magistrats du parquet, « dans les mêmes conditions que la commission consultative du parquet ». Soucieux de préserver les « prérogatives » de la garde des sceaux, il a ajouté que la définition de la politique pénale ne serait en rien bouleversée, puisque les nominations, en conseil des ministres, du procureur général près la Cour de cassation et des procureurs généraux de cour d'appel « devraient pouvoir se faire sans avis préalable ». Toujours l'équilibre de M. Méhaignerie.

FRÉDÉRIC BOBIN

Le singulier aveuglement de M. Balladur

Suite de la première page

Lequel Philippe Séguin récidiverait aujourd'hui, découvrir tardivement Keynes, sans mesurer qu'il peut difficilement, dans le même temps, refuser la monnaie unique qui seule pourrait rendre le franc indispensable pendant aujourd'hui en niveau européen. Et lorsque le président de l'Assemblée parle de « Munich social », on sait bien sur quelle tête il met le chapeau mou de Chamberlain - et la chose ne doit pas plaire à M. Balladur, mais il nous déçoit d'avantage en nous disant qu'il est si habile.

La droite n'a rien appris

Sans revenir sur le détail des mesures gouvernementales, relevons les constantes. L'outrecuidance, d'abord, d'une droite qui croit que la confiance vient d'elle, et d'elle seule, sans comprendre qu'elle tient avant tout à la réalité de l'activité économique. Puis, comme les résultats ne sont pas au rendez-vous, on incrimine alors pêle-mêle la responsabilité patronale, les délocalisations, le progrès technique, pour finir par évoquer avec gouvernance le fantasme des dévaluations compétitives. L'hostilité ensuite, à l'égard de l'Etat qui n'est bon qu'à être « dégraisé », d'où d'inutiles suppressions d'emplois quand il y a tant de besoins à satisfaire et tant de chômage à combattre. L'injustice, enfin, qui fait porter l'effort sur les plus faibles avec la hausse des prélèvements fiscaux, l'érosion des prestations sociales, tandis qu'aux plus privilégiés seulement profitent la déductibilité de la CSG, celle des déficits fonciers et les exonérations fiscales pour les mutations immobilières et les cessions de savoir de trésorerie.

Et c'est le fond maintenu d'un dogmatisme que le croyant dépose conduit à un plan de privatisations sans nuances. Contrairement à la gauche, la droite n'a rien appris. Elle prétend combattre l'hy-

dre étatique quand le problème est celui de la faiblesse de nos investissements institutionnels et de l'insuffisance de l'épargne longue. En 1986, on vendait les bijoux de famille pour assurer les fins de mois. Aujourd'hui, on s'apprête à vendre les outils de production pour satisfaire une envie. Et pour faire bonne mesure on vendra surtout à l'étranger, tant sont insuffisants les capitaux disponibles en France.

J'aurais compris, et même soutenu, des privatisations partielles, conciliant les impératifs de croissance des entreprises, l'ouverture de leur capital et la stabilité de leur actionnariat. J'avais moi-même ouvert la voie par un décret d'avril 1990 sur les participations minoritaires. La droite préfère des privatisations intégrales, par principe, sans réflexion sur la gravité future, et en créant une situation de fragilité dont vont très gravement souffrir les entreprises publiques classées en bas de la liste des privatisables.

Quant à l'indépendance de la Banque de France, admissible dans un certain contexte, elle cesse de l'être dans un autre. L'Europe prend du retard, ce que je regrette, les politiques économiques divergent au lieu de converger, des problèmes nouveaux surgissent qui appellent des décisions communes courageuses.

L'injustice et l'inconséquence

Bref, tout ce qui rendait cette réforme concevable n'est plus. Et comme, dans un reste de scrupule, on préfère l'autonomie à l'indépendance, elle ne satisfait même pas ceux qui en étaient les plus chauds partisans. Cela s'appelle perdre sur tous les tableaux.

De l'auteur d'un dictionnaire sur la réforme, d'aucuns attendaient autre chose que la promesse électorale d'un bout de tunnel sans cesse promis au lendemain puis remis à l'après-demain. La réforme

Le groupe socialiste à la table de M. Séguin

Philippe Séguin veut nouer avec les groupes de l'Assemblée nationale des relations d'une grande urbanité. Il l'a prouvé en invitant à déjeuner à l'hôtel de Lassay, mardi 22 juin, le groupe socialiste - présent aux trois quarts - après avoir fait de même avec les groupes du RPR et de l'UDF. L'ambiance fut, bien sûr, décontractée, et l'on s'entretint de sujets aussi variés que la cabale à Epinal, la ville dont M. Séguin est le maître, et la dernière et tonitruante sortie du maître des lieux sur le « Munich social ». « J'ai apporté ma pierre au débat », a dit M. Séguin.

Le président de l'Assemblée a évoqué avec ses convives la révision constitutionnelle en

cours et ses propres réformes du travail parlementaire. M. Malvy lui a fait savoir qu'il était partant pour un allongement de la durée des sessions. Mais il lui a surtout présenté ses deux principales doléances : l'indigence des moyens matériels dont souffre le groupe PS et l'« intolérance » que manifestent ces dernières semaines la majorité de droite à l'encontre des députés de gauche.

On ouvrit donc, entre le poire et le fromage, un nouveau dossier, celui des droits de la minorité. Franco-tireur dans l'âme, M. Séguin savait effectivement de quoi l'on parlait.

F. B.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Jun 1993
émission
d'un emprunt
BFC
1 milliard de francs
d'obligations
à taux variable TME
avec la garantie
de l'Etat
MICHEL Rocard

SOCIÉTÉ

JUSTICE

La publication du rapport annuel de la Haute Juridiction

La création d'une commission de magistrats chargée de filtrer les pourvois en cassation est à l'étude

Pierre Drai, premier président de la Cour de cassation, et Pierre Truche, procureur général, ont annoncé mardi 22 juin, lors de la présentation du rapport annuel d'activité de la haute juridiction, que la chancellerie étudiait actuellement un projet de loi relatif à la création d'une commission de magistrats qui serait chargée de « filtrer » la multitude de pourvois qui encombre et retarde les juges suprêmes.

Vingt-cinq mille huit cent vingt-sept affaires nouvelles ont été adressées à la Cour de cassation en 1992, soit une augmentation de 59,04 % par rapport à l'année 1982 mais une diminution de 2,43 % au regard de l'année 1991. Si 24 900 affaires ont été jugées en 1992, le retard accumulé les années précédentes conduit à cette constatation : au 31 décembre 1992 le nombre de dossiers restant à juger était de 34 942.

Même si, selon le rapport, les moyens d'investigation statistiques ou permettent pas de mesurer la durée moyenne des procédures, il est possible de l'estimer à environ 17 mois. Il existe donc des justiciables qui attendent bien plus longtemps une décision qui dépasse le « délai raisonnable » exigé par la Cour européenne. Pour accélérer le fonctionnement de la juridiction suprême deux solutions se présentent : augmenter le nombre de juges ou diminuer le nombre de pourvois.

La première éventualité a été immédiatement écartée par M. Drai dès son arrivée à la tête de la haute juridiction : « Ne céder pas à l'idée que le salut ne peut venir que d'une augmentation substantielle des effectifs en magistrats de la Cour. C'est la voie fautive mais elle est périlleuse : elle conduit au désordre des solu-

tions et, par là, à la négation même de la mission. Je ne la fais pas mienne », déclarait-il le 6 janvier 1989 lors d'une audiance solennelle à laquelle assistait le président de la République. Quatre ans plus tard, M. Drai a conservé la même position. La multiplication des conseillers à la Cour ne conduirait qu'à désorganiser la jurisprudence par des décisions disparates. « Le crédit des juges s'efface à la caducité de leur action », souligne le premier président.

Une évolution des mentalités

Il fallait donc réduire le nombre de pourvois. Un objectif qui nécessitait une évolution des mentalités chez les justiciables comme chez les magistrats. Une première démarche, qui n'est pas terminée, consiste à rappeler aux justiciables et à leurs avocats que la Cour de cassation n'est pas un troisième degré de juridiction. « On ne va pas à la Cour de cassation comme devant une cour d'appel », insiste M. Drai : « nous sommes là pour juger les juges, pas pour juger les affaires ».

Un décret du 20 juillet 1989 a créé l'article 1009-1 du code de procédure civile qui est venu encourager les plaideurs à modifier leur goût pour les pourvois en cassation. Désormais, sauf dans certains cas précis, un pourvoi peut être rayé des rôles lorsque la décision attaquée n'a pas été exécutée. Il n'est donc plus possible, par exemple, à une compagnie d'assurances d'espérer retarder encore le règlement d'un sinistre par un pourvoi en cassation.

S'il est difficile d'apprécier le nombre de plaideurs qui ont répondu à un pourvoi perdu d'avance, le rapport d'activité de la Cour relève que 376 affaires ont été retirées du rôle en application de l'article 1009-1. Sur ce chiffre, il y a eu 90 plaingnants

qui ont demandé une réécriture accordée pour 71 d'entre eux et, parmi celles-ci, seuls 38 pourvois ont été examinés, le reste des affaires se terminant par des désistements, des perceptions ou des déchéances.

Une autre disposition devrait contribuer à la réduction des pourvois. Il s'agit de la loi du 15 mai 1991 et du décret du 12 mars 1992 qui permettent aux juridictions de solliciter l'avis de la Cour de cassation avant de rendre une décision. Les difficultés d'interprétation des textes étant une source de pourvois, l'appréciation a priori de la Cour peut constituer une solution. Cependant, seules les demandes d'avis ont été formulées en 1992 car cette faculté ne concerne que des cas très particuliers.

Plusieurs mois d'élaboration

Enfin l'aide juridictionnelle n'est accordée aux plaingnants les plus démunis que dans le cas de pourvois « sérieux et pertinents ». Une restriction qui réserve aux seuls fortunés la liberté d'engager un pourvoi discutable. Il y avait là une raison supplémentaire pour instaurer un filtre destiné à rejeter les pourvois manifestement dilatoires.

Le Conseil d'Etat, cour de cassation des juridictions administratives, dispose d'un tel filtre depuis la loi du 31 décembre 1987 qui a prévu une procédure préalable d'admission des pourvois. C'est un projet similaire, adapté aux règles judiciaires, qui a été soumis au ministre de la justice mais l'élaboration du texte pourrait encore demander plusieurs mois avant sa présentation devant les parlementaires.

Au-delà des pourvois injustifiés, il est incontestable que la Cour de cassation est de plus en plus souvent saisie. La complexité des textes et leur abondance dans certains domaines alimentent les

motifs de pourvois. Le rapport d'activité de l'année 1992 (1) rassemble les décisions les plus importantes qui concernent tous les aspects de la vie sociale française. La propriété industrielle, les accidents sur le trajet du travail, le transsexualisme au regard de l'état civil ou le rattachement des particuliers sont autant de sujets que le rapport commente abondamment.

D'autres arrêts sont analysés plus sommairement. Mais on y trouve la motivation de la décision du 10 novembre 1992 sur les contrôles d'identité. Un contrôle avait été justifié par les policiers sur le simple fait qu'ils avaient remarqué à proximité d'une gare propice aux vols à la roulotte, deux individus s'exprimant dans une langue étrangère. La chambre d'accusation avait annulé le procès-verbal d'interpellation qui avait servi de base aux poursuites pour séjour irrégulier et la Cour de cassation avait approuvé cette décision en relevant que le contrôle d'identité prévu par la loi est subordonné « à la prévention d'une atteinte à l'ordre public qui soit directement rattachable au comportement de la personne dont l'identité est contrôlée ».

Si la Cour est de plus en plus saisie, c'est aussi parce que son rôle a évolué. Il ne s'agit plus pour elle de se borner à un strict respect de la loi nationale. « Sentinelle du droit », selon la formule de M. Drai, elle doit aussi prendre en compte les traités internationaux qui lui imposent de se prononcer au regard du droit communautaire et de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

MAURICE PEYROT

(1) Rapport de la Cour de cassation 1992. La Documentation française, 3912, pages, 125 francs.

ENVIRONNEMENT

Selon un sondage de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire

Les déchets radioactifs en tête des préoccupations des Français

Selon un sondage réalisé, en mai 1993, pour le compte de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire, les déchets radioactifs (87 %) sont le premier souci des Français en matière d'environnement, suivi de près par la destruction des forêts (86 %), la pollution de l'eau (85 %) et les déchets chimiques (83 %).

Cela n'a rien d'étonnant et ne fait que confirmer, avec une surprenante stabilité, les chiffres déjà enregistrés en avril 1992. En revanche, on assiste à une relative progression de l'inquiétude des Français sur la disparition de certaines espèces animales (+5 %), les déchets ménagers (+2 %) et, dans le même temps, à une préoccupation moindre au sujet des centrales nucléaires (-4 %) ou des marées noires (-2 %).

Ce timide regain de confiance en faveur du nucléaire se doit d'être tempéré. Les mêmes reconnaissent volontiers qu'ils ne sont que 19 % à être prêts à accepter de vivre dans l'environnement immédiat d'une centrale nucléaire, 6 % près d'un complexe chimique et 3 % près d'un site de stockage de déchets chimiques ou radioactifs. Pas de quoi triompher pour les promoteurs de l'énergie nucléaire, même si l'opinion des personnes sondées montre une réelle évolution des mentalités.

En ce qui concerne la compétence de ceux qui travaillent dans le nucléaire, le sondage fait apparaître une progression sensible de la position d'EDF avec 80 % (+4), de l'IPSN (77 %; +12 %), du CNRS avec (76 %; +6 %), du CEA (75 %; +4 %), des organismes internationaux (65 %; +2 %). Mais le score est moins glorieux dès lors que l'on interroge les gens sur le fait de savoir si ces institutions disent la vérité.

A cet égard, le CNRS et l'IPSN caracolent encore dans le peloton de tête, avec 51 % (+6 %) et 49 % (+11 %) de oui, tout en étant convaincant qu'une personne sur deux, EDF et le CEA restent dans le fond du tableau, le premier avec 34 % (-1 %) et le second avec 42 % (+4 %). Quant aux écologistes, ils plongent dans les deux cas - compétence et vérité - et enregistrent des baisses de -10 % et 11 %, mais ils restent à des niveaux (38 et 45 %) très supérieurs encore à ceux des journalistes, contraints à une humilité de rigueur dans la mesure où ils placent sur ces deux questions à 21 % (+1 %) et 31 % (+2 %).

(1) Sondage effectué par BVA en mai 1993 sur un échantillon de 1 022 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

L'île de Ré dans les filets

L'Association des amis de l'île de Ré est effondrée : sans prévenir personne, pas même le maire de la commune, l'administration pénitentiaire a mis en place, au-dessus de la prison de Saint-Martin-de-Ré un réseau de filets pour empêcher les avions de s'écarter de la piste. Un pylône central de 25 mètres, entouré de mâts latéraux de 13 mètres, reliés par des câbles en toile d'araignée. Un dispositif forcément désagréable, qui dépare l'ensemble monumental (classé) de la porte Thoiras et des remparts de Vauban. « A quel servent les textes officiels ? », proteste Pierre Cazalis de

Meurellan, ancien conseiller municipal de Saint-Martin et secrétaire général de l'association. Nous avons été le premier commun de France, il y a quatre ans, à bénéficier du statut de « zone de protection du patrimoine architectural et urbain ». La moindre antenne de télévision doit être autorisée. Or, les pylônes blancs, du modèle 1970, ont été installés sans autorisation. L'installation du dispositif de sécurité, commencée le 21 juin, est presque achevée. Les considérations de sécurité dans le pénitencier priment sur son insertion dans le paysage.

CORRESPONDANCE

Le litige entre les communes sinistrées par « l'Amoco-Cadiz » et leurs avocats

Suite à notre article intitulé « Les communes polluées par l'Amoco-Cadiz s'opposent à leurs avocats » (le Monde du 15 juin), nous recevons de M^{me} Christian Huglo et Corinne Lepage la lettre suivante :

Les déclarations publiques d'Alphonse Arzel dont vous rendez compte comprennent un certain nombre d'éléments erronés et une présentation déformée de la réalité. Tout d'abord, si nous avons gardé le silence jusqu'à présent, c'est tant en raison de principes de déontologie évidents que du fait que la justice était saisie. Mais chacun pourra comprendre qu'il est inique de gagner un procès comme celui de l'Amoco-Cadiz, de se voir reconnaître par un arrêt de la cour d'appel de Paris la qualité du travail accompli et de se voir traîner dans la boue par ceux-là même que l'on a défendus durant quinze ans sans désespérer.

Sur le plan des faits, nous nous sommes contentés de demander au bâtonnier de fixer le montant de nos honoraires, conformément à la procédure prévue par la loi sans en fixer nous-mêmes le chiffre. Toute autre affirmation est inexacte. De plus, compte tenu des conditions dans lesquelles le syndicat mixte a décidé de se charger seul des transferts de sommes, notre cabinet a voulu assurer la transparence et l'objectivité totales de la fixation des honoraires globaux. Nous avons donc demandé au bâtonnier de fixer les justes honoraires, ce

qu'il a fait par une décision que la cour a confirmée.

La cour a considéré qu'« une convention régulière liait les avocats à nos clients et toute contestation de ce point est une contestation d'une décision de justice. Il n'y a pas d'honoraires de résultat, mais des honoraires dont le calcul était différé au prononcé du résultat, ainsi que la cour l'a jugé en reconnaissant que tout pacte de quota fut avait été exclu ».

De surcroît, la somme, si elle est globalement importante, ne représente que 1 091 F de l'heure en moyenne sur quarante ans que la cour a justifiée par les mentions suivantes : « Ils ont été d'une disponibilité totale au détriment souvent, tant du développement et de l'extension de la clientèle du cabinet que de leur vie personnelle. (...) ».

En raison de l'ingénierie des moyens développés, de la détermination manifestée par la SCP. Huglo-Lepage dans l'intérêt de ses clients, de l'efficacité de ses efforts renouvelés et soutenus, de sa compétence accrue à l'occasion d'une affaire hors du commun qui, bien qu'historiquement sans précédent, est désormais à l'origine d'une jurisprudence relative au droit international de la pollution et de l'environnement, c'est à juste titre que la décision embrayée a fait droit à la demande formée ».

A ce jour, le syndicat mixte n'a toujours pas versé les sommes dues en vertu de l'arrêt de la cour pour tant exécuter des son prononcé.

La réforme du code de procédure pénale

Le barreau exige sa présence « sans restrictions » lors des gardes à vue

Dans un communiqué commun, le conseil national des barreaux, la conférence des bâtonniers, et l'ordre des avocats à la cour de Paris affirment leur attachement à l'assistance des justiciables lors de la garde à vue « sans que ce droit reconnu dans tous les Etats démocratiques puisse être suspendu au limit ».

Les avocats font allusion à une disposition introduite, mercredi 2 juin, par le Sénat dans le cadre de la réforme du code de procédure pénale et qui permet aux officiers de police judiciaire de s'op-

poser, avec l'accord du procureur de la République, à la présence de l'avocat au cours de la garde à vue en invoquant les « nécessités de l'enquête ».

Lors des débats, le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, s'était opposé à cette disposition. Dans une lettre adressée au bâtonnier de Paris, le premier ministre affirme avoir demandé à M. Méhaignerie de « prendre à nouveau en considération les préoccupations des avocats » lors de la discussion du texte à l'Assemblée nationale.

Acquitté la veille par la cour d'assises

Un repris de justice tue un gendarme

Un adjudant de gendarmerie âgé de quarante-huit ans, père de quatre enfants, a été tué, mardi 22 juin, à Livron (Drôme) par un repris de justice acquitté la veille par la cour d'assises de la Drôme, où il comparait pour vol.

VALENCE

de notre correspondant

A trente ans, Gunther Sourzac a déjà passé dix ans de sa vie en prison pour divers crimes et délits et ne s'est accablé que quelques heures de répit entre son acquittement, lundi 21 juin, après vingt et un mois de détention préventive pour une affaire de vol, et une fusillade meurtrière qui va de nouveau le conduire en prison, après un séjour à l'hôpital.

Nul ne sait ce que Gunther Sourzac avait à faire à Livron, une petite ville de la Drôme, mardi matin. Personne ne le connaissait, mais tout le monde l'a très vite remarqué. Au patron d'un bistrot, il a proposé de vendre un pistolet, valé quelques heures plus tôt. Dans un autre bar, il a provoqué les clients : « des mauviettes », selon lui. Puis, apercevant les képis des gendarmes alors qu'il achetait une barquette de fraises sur le marché,

Gunther Sourzac a pris un taxi pour quitter la ville.

Les gendarmes, alertés par des habitants, l'ont retrouvé chez un armurier où il faisait provision de munitions. L'adjudant Jean-Pierre Vignaux a eu juste le temps de riposter aux coups de feu de Sourzac avant de s'effondrer, mortellement blessé à la tête. Un autre gendarme a désarmé Sourzac, atteint par une balle dans l'abdomen.

« Il n'a pas de passé parce qu'il a passé vingt et un mois en prison pour rien », explique M^{me} Philippe Charbon, l'un de ses défenseurs. Pour éluder son inculpation, le jeune homme était monté sur le toit de la maison d'arrêt de Valence et il avait également agité un couteau. « Il voulait être le second des deux, il est dangereux », assure Michèle Montell, l'avocate générale qui avait requis huit à dix ans de réclusion à son encontre. Lorsque, avant le procès, l'accusé avait adressé des lettres de menaces aux magistrats, Michèle Montell avait réclamé une deuxième expertise psychiatrique. « Mais les experts l'ont trouvé normal », regrette-t-elle aujourd'hui.

« J'aurais voulu être boxeur professionnel pour connaître la gloire », avait déclaré Gunther Sourzac au président du tribunal, avant de promettre : « Quand je serai dehors, je serai célèbre ».

GÉRARD MÉJEAN

Après avoir suivi leurs dossiers pendant deux ans

Une avocate parisienne abandonne la défense des militants d'ETA

BAYONNE

de notre correspondant

L'avocate parisienne Claire Freysinet, assurait depuis deux ans la défense des militants ou sympathisants de l'organisation clandestine basque ETA incarnés en France, a décidé de renoncer à défendre ces clients. Claire Freysinet n'a pas souhaité apporter de commentaires à cette information relayée par des sources nationales, mais elle ne l'a pas non plus démentie. De même source, on indique qu'elle a envoyé il y a quelques jours une lettre à ses clients pour les informer de sa décision.

L'avocate parisienne serait en désaccord avec ses confrères qui suivent traditionnellement les dossiers des militants présumés

d'ETA. Ces derniers lui auraient reproché le caractère technique de sa défense, au détriment d'une argumentation plus politique. Claire Freysinet ne fréquente plus les bureaux des magistrats de la section antiterroriste du tribunal de Paris depuis près d'un mois. M^{me} Jean-François Goozelez et Yolande Molino Ugarte, de Bayonne, sont désormais les deux seules avocats français chargés d'assurer la défense de l'ensemble du collectif des prisonniers d'ETA, soit une cinquantaine de militants ou sympathisants. Seuls des avocats du Pays basque espagnol les assisteront dans leur tâche, notamment pour visiter les détenus disséminés dans plusieurs établissements pénitentiaires français.

M. G.

Remise en liberté du policier auteur de la bavure mortelle de Westrotes. - Le sous-brigadier Frédéric Fournier, qui avait mortellement blessé un lycéen âgé de dix-sept ans, Rachid Ardjouni, le 7 avril à Westrotes (le Monde du 9 avril), a été remis en liberté, mardi 22 juin, sur décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Douai (Nord). Dans un premier temps, le policier avait été laissé en liberté sous contrôle judiciaire, malgré l'avis du parquet, qui avait fait aussitôt appel. Estimant cet appel du procureur de la République de Lille, Olivier Guérin, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Douai avait alors placé M. Fournier sous mandat de dépôt en estimant qu'il s'agissait d'une « mesure d'exemplarité ». Depuis le 4 mai, le policier était incarcéré à la prison de Quency.

Incarcération du commerçant ayant tenté un cambriolage dans le Gers. - James Gaudy, le commerçant de l'Isle-Jourdain (Gers) qui a mortellement blessé Mustapha Bahloul, dix-huit ans, lors d'une tentative de cambriolage de son magasin (le Monde du 23 juin), a été écroué, mardi 22 juin, à la maison d'arrêt d'Agen. Il a été « mis en examen pour homicide volontaire », selon le procureur de la République d'Auch, qui a précisé que « le

débat contradictoire pour son placement en détention aura lieu le vendredi 25 juin ». Le mouvement de solidarité des commerçants locaux avec le meurtrier s'est poursuivi. (Corresp.)

Deux notaires condamnés pour avoir aidé un tueur indélicat. - Deux notaires ont été condamnés, mardi 22 juin, par le tribunal correctionnel d'Arras (Pas-de-Calais), à des peines de prison avec sursis et à des amendes, pour avoir aidé un tueur dans une fraude portant sur près de 4 millions de francs.

Me Jean-Pierre Buneau, quarante-six ans, notaire à Avesnes-le-Comte (Pas-de-Calais) a été condamné à cinq mois de prison avec sursis et 8 000 francs d'amende. M^{me} Gérard Debure, cinquante-huit ans, notaire à Airaines (Somme) a été condamnée à dix mois avec sursis et 10 000 francs d'amende. Les deux notaires, qui aidaient le tueur à se procurer des fonds en lui fournissant des attestations inexactes selon lesquelles il devait toucher des sommes importantes, devront rembourser près de 4 millions de francs aux particuliers et aux banques que le tueur avait trompés. Celui-ci, Noël Sedéand, quarante-deux ans, déjà condamné par la justice à dix-sept reprises pour escroqueries, a été condamné à six ans de prison ferme.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde DES LIVRES

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Après la rupture au sein de sa Coordination nationale

La communauté musulmane de France est à nouveau divisée par les jeux d'influence de ses bailleurs de fonds étrangers

Alors qu'une série de problèmes restent en suspens - formation des imams, construction de mosquées, rôle du Conseil de réflexion sur l'islam en France (CORIF) - une rupture est intervenue, lundi 21 juin, au sein de la Coordination nationale des musulmans de France, après un désaccord entre la Mosquée de Paris et la Fédération nationale des musulmans de France (le Monde du 23 juin).

L'islam de France retrouve son vieux démon de la division, mais l'avait-il vraiment abandonné ? La création d'une Coordination nationale des musulmans de France, le 14 avril dernier (le Monde du 16 avril), présidée par Dali Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris, regroupant les principales fédérations d'associations (1) avait provoqué une réelle surprise. Des équipes traditionnellement rivales avaient décidé de taire leurs divergences, dues au jeu des ambitions personnelles, des sensibilités, des origines nationales différenciées. Elles ont eu le temps de faire un bout de chemin ensemble, comme de fixer en commun les dates de début et de fin du ramadan, objet de régulières polémiques.

On avait mis cette ébauche d'unité au crédit du recteur de la Mosquée de Paris, homme d'entreprise, fort de ses soutiens politiques et médiatiques, en France comme dans les pays arabes. On le croyait sur le point de gagner la course de vitesse engagée, au profit de son institution, avec un processus concurrent d'organisation de l'islam, le CORIF, composé d'une quinzaine de personnalités représentatives (2), mis en place en 1990 par M. Joxe, alors ministre de l'Intérieur, et encouragé par les derniers gouvernements socialistes.

Deux mois seulement après sa création, la Coordination nationale des musulmans de France vole en éclats. M. Boubakeur déclare que « la porte reste ouverte ». Contre un islam de France « balkanisé », de nouveau soumis à ses « féodalités », il n'entend pas renoncer à son ambition fédérative. Mais le départ

de la Fédération ostensible des musulmans de France équivaut à une éclatante censure de son action.

Cette rupture intervient alors que M. Pasqua, ministre de l'Intérieur chargé des cultes, accapare par d'autres tâches, tardé à faire connaître ses intentions. Tout juste constate-t-on que le CORIF, créé par les socialistes, est « mis en sommeil ». Il n'a pas été reçu par le nouveau gouvernement et M. Damien, conseiller de M. Pasqua, vient de faire savoir à Libération qu'il fallait « repenser » son rôle.

On revient donc quasiment à la case départ, au moment sans doute le plus défavorable où les tensions dans les banlieues, le désarroi des jeunes bours, la montée du chômage, le durcissement de l'action gouvernementale en matière d'immigration renforcent les pressions fondamentalistes. Fort de ses trois millions et demi de membres, sous-équipé en mosquées, en imams, en argent, l'islam de France est plus que jamais l'objet des convoitises des puissances musulmanes étrangères. Si la Mosquée de Paris, liée à l'Algérie par son histoire, ses statuts, ses hommes, ses finances, tarde à rompre son cordon ombilical - au grand dam, hier, des gouvernements socialistes - les autres fédérations d'associations islamiques en France sont plus encore prisonnières d'influences étrangères.

Les progrès de la Ligne islamique

Après une série de contentieux judiciaires avec les riverains, la grande mosquée de Lyon sort de terre dans le bâtiment arrondisseur. Les travaux ont pu commencer qu'après le versement de 2,5 milliards de francs par le roi d'Arabie saoudite, à l'association promotrice (Association culturelle islamique de France). De même, longtemps en panne, la construction de la mosquée d'Evry (Seine-et-Marne) a été reprise grâce à des fonds saoudiens et soudanais. A ce jeu d'influences, la Ligne islamique, contrôlée par l'Arabie saoudite, déjà puissante en Angleterre, en Allemagne, en Espagne (où elle vient de construire, à Madrid, la plus belle mosquée d'Europe)

gagne du terrain en France, n'est pas la Mosquée de Paris, qui contrôle environ trois cents associations locales et presque autant d'imams, lui résiste.

Mais l'influence de la Ligne islamique en France se divise en deux réseaux concurrents. Autour de la Fédération nationale des musulmans de France (FNMF) et de la Mosquée d'Evry, concentrent des fidèles en Ile-de-France de celle de Paris, le premier réseau regroupe des associations (marocaines, turques, etc.), anti-algériennes, très hostiles à la Mosquée de Paris, et un certain nombre de convertis. L'autre réseau, inspiré par le professeur Turki, président de l'université Abd el Aziz de Ryad, soutient l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), promotrice de la première « université islamique », proche de Châteauneuf (Nièvre).

Aussi, la Coordination nationale des musulmans de France ressemblait-elle à un fragile trépidé - Mosquée de Paris, FNMF et UOIF - bâti à coups de compromis, qui n'a pas résisté aux rivalités de terrain pour le contrôle des mosquées et le recrutement des imams. Le trépidé s'est effondré et M. Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris, peut aujourd'hui vitupérer contre les socialistes qui « n'avaient en tête que nos statuts, nos liens avec l'Algérie, mais aucune vision stratégique ». Il peut se prévaloir d'être le meilleur défenseur d'un islam « ouvert », à comparer avec l'islam « radical » encouragé par l'Arabie saoudite et la Ligne islamique. « Nous sommes pour un islam modéré, ouvert, dit-il, tel que nous l'avons vécu en Algérie et tel que la communauté algérienne en France, la plus nombreuse, veut encore le vivre ». La Mosquée de Paris va ouvrir à la rentrée un institut de formation d'imams : les candidatures affluent déjà, y compris de l'étranger.

Ces nouvelles tensions confirment que l'islam, en France, ne peut plus, comme dans les années 70 et 80, être géré de facto par les pays d'origine. Même si l'embryon d'organisation nationale mise en place, avec le CORIF, par les gouvernements socialistes, n'a pas tenu toutes ses promesses, la situation

de vide actuel ne peut être qu'un pis-aller. Il est sans doute urgent de ne plus attendre.

HENRI TINCO

(1) La Coordination nationale des musulmans de France réunit l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), la Mosquée de Paris, Foi et pratique, l'Association des étudiants islamiques de France (AEIF), ainsi que la Fédération nationale des musulmans de France (FNMF), qui vient d'en démissionner.

(2) Le CORIF a réuni un certain nombre de difficultés de fonctionnement du culte musulman en France, concernant par exemple les sépultures, le régime alimentaire musulman dans les casernes, les ambulances de prison et d'hôpitaux, etc.

ENFANCE

Une étude du CREDOC

Les enfants de l'Aide sociale et de la Protection judiciaire n'échappent guère à leur milieu d'origine

Les jeunes qui, enfants, avaient été confiés à l'Aide sociale (ASE) ou à la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), restent, pour l'essentiel, dans leur milieu social d'origine. Et sur cent d'entre eux, trente et un surmontent très bien les difficultés rencontrées dans leur enfance, trente autres « galèrent ». L'incertitude plane sur le destin des trente-neuf restants. Ce bilan en définitive apparaît à la lecture du résumé des travaux (1) effectués par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC). Le comité interministériel d'évaluation des politiques d'aide aux adolescents en difficulté avait confié au CREDOC une étude auprès de jeunes, cinq ans après la fin de leur prise en charge.

Partant d'un niveau socialement peu élevé, les adolescents pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance ou par la Protection judiciaire de la jeunesse, devenus adultes, restent dans ce même milieu. Ce qui fait écrire aux enquêteurs du CREDOC que « les services de l'Aide sociale à l'enfance et de la Protection judiciaire de la jeunesse empêchent une dégradation de la situation des jeunes qui leur sont confiés ». Certes, on peut déplorer qu'il n'y ait pas de bouleversement social vers le haut, mais, compte tenu de l'image de briseurs d'enfance qui colle encore souvent à ces organismes, il faut, peut-être, se féliciter de l'absence de détérioration.

Les personnes interrogées ont un très faible niveau de qualification : 15 % seulement sont parvenues jusqu'en baccalauréat, et près de la moitié n'ont aucun diplôme au moment du certificat d'études primaires (dont les générations montantes ne pourront même plus se prévaloir puisqu'il a été supprimé en 1989). Le taux de chômage, 40 %, est plus élevé que chez les autres jeunes adultes du même âge (21-24 ans). Parmi les 42 % qui disent avoir un emploi, la moitié sont contractuels.

Le placement en famille d'accueil

La volonté de se lancer rapidement dans la vie active s'accompagne chez ces jeunes de l'ASE et de la PJJ d'un désir plus aigu que chez les autres de quitter la famille d'origine et de créer son propre foyer. Plus de la moitié vivent seuls ou en couple et un tiers ont déjà un ou plusieurs enfants. « Ce fort degré d'autonomie », remarquent les auteurs, « est pas incompatible avec le maintien de relations familiales. En cas de problèmes financiers ou d'hébergement, c'est d'abord vers les parents qu'ils se tournent ou vers la belle-famille quand elle existe ». L'étude montre également un lien fort et régulier avec les frères et les sœurs. En revanche, elle démonte une idée reçue selon laquelle passer par l'ASE ou la PJJ créerait une dépendance, un état d'assisté : les deux tiers des personnes interrogées déclarent ne pas avoir de contacts avec les travailleurs sociaux ou avec l'action sociale.

Si 31 % des personnes interrogées

présentent les caractéristiques d'une insertion sociale et professionnelle plutôt satisfaisante, 30 % rencontrent de réelles difficultés. Sans qualification, parfois illettrés, éprouvant des ennuis de santé, ces jeunes sont souvent au chômage ou inactifs. En ce qui concerne les 39 % restants, on ne peut toujours pas dire, cinq ans après la fin de leur prise en charge, dans quelle catégorie ils se trouveront demain.

Cette étude permet aussi d'apprécier l'efficacité des services et des modes d'aide qu'ils proposent. Il ressort que le placement en famille d'accueil favorise l'épanouissement des jeunes. Ainsi est-ce dans cette catégorie que l'on rencontre le plus grand nombre de diplômés, une

bonne insertion professionnelle et une plus grande autonomie. A l'opposé, les jeunes qui ont bénéficié d'une aide dans leur milieu familial ont du mal à prendre leur indépendance. Entre ces deux groupes figure celui des jeunes placés dans des établissements. C'est là que l'on trouve le plus grand nombre d'illettrés.

CHRISTIANE CHOMBEAU

(1) Enquête menée par le CREDOC auprès d'un échantillon représentatif de 367 jeunes habitant dans cinq départements différents, entre mars et avril 1992. CREDOC, Connaissance et modes de vie, 142, rue du Chevaleret, 75013 Paris. Tél : (1) 40-77-85-00.

VOTRE FAX EST
EXTRÊMEMENT
INTELLIGENT.
VOUS ÊTES
SCÉPTIQUE ?
TÉLÉPHONEZ
AU 05 333 999

VIAFAX INFO
LE NOUVEAU SERVICE
D'INFORMATION PAR FAX
Et si vous communiquiez
avec les outils d'aujourd'hui ?
France Telecom

Les déchets radioactifs en ténacité des préoccupations des Français

Les files

communes s'inscrivent dans leurs

Monde
L'ES

ESPACE

La station orbitale Mir pourrait être utilisée jusqu'en 1997

Valery Alavardov, premier adjoint du directeur général de l'agence spatiale russe (RKA), a déclaré, lundi 21 juin, que la station orbitale russe Mir, en orbite depuis plus de sept ans, sera utilisée jusqu'en 1996 ou 1997. « Même si les spécialistes travaillent, et dans l'intérêt de l'économie nationale, à la mise au point d'un engin spatial de nouvelle génération », cette déclaration n'en confirme pas moins que les responsables russes de l'espace entendent utiliser au maximum les possibilités de cet ensemble spatial, dont la survie, pour l'essentiel, dépend des contrats passés avec l'Occident (le Monde du 5 mai). « Il serait logique de mettre à profit l'expérience acquise avec Mir pour aider à la mise au point de la station américaine Freedom », a ajouté M. Alavardov, en précisant que « des négociations étaient en cours sur l'utilisation du vaisseau russe Soyuz-TM comme véhicule de sauvetage pour des stations habitées comme la future station américaine Freedom ». Les discussions que mènent actuellement Américains, Européens, Canadiens et Japonais sur la définition de la station Freedom et les responsabilités que chacun pourrait y avoir, pourraient aboutir, dans les deux ou trois ans, à la définition de normes communes afin de rendre les futures stations compatibles entre elles.

NUCLÉAIRE
Les centrales de l'Est sous l'œil du G-7

Dans un rapport confidentiel préparé pour la prochaine réunion du G-7, prévue en juillet à Tokyo, et révélé par l'association Greenpeace, la Banque mondiale et l'Agence internationale de l'énergie

REPÈRES

évoquent la possibilité pour plusieurs pays de l'Est de fermer sans plus tarder leurs centrales nucléaires les plus anciennes. Cette étude est moins un avis sur la sûreté nucléaire qu'un avertissement économique dont Greenpeace n'a retenu que l'hypothèse basse, à savoir la fermeture totale des réacteurs de type Tchernobyl et des plus vieux réacteurs VVER à eau pressurisée de conception russe et leur remplacement par des centrales au gaz, contre 18 milliards de dollars répartis sur sept ans.

Mais, ajoute le rapport, le fonctionnement de ces nouvelles installations et la marque à gagner à l'exportation de ce gaz, pour l'essentiel d'origine russe, coûteraient chaque année trois milliards de dollars supplémentaires. En revanche, il faudrait déboursier quelque 24 milliards de dollars pour la mise à niveau des réacteurs nucléaires de l'Est à des standards de sûreté acceptables. Greenpeace fait cependant remarquer que l'hypothèse basse du rapport retenant la fermeture des vingt-cinq réacteurs RBMK et VVER 440-230 trop vétustes ne prend pas en compte « les économies considérables » qui pourraient découler de la moindre consommation de combustibles nucléaires et de la gestion d'un volume plus réduit de déchets radioactifs. (AFP)

SÉCURITÉ ROUTIÈRE
Un an de permis à points : 10 % de tués en moins

Onze mois après la date d'entrée en application de la nouvelle réglementation sur le permis de conduire, plus de 100 000 automobilistes se sont vu notifier un retrait effectif de points. Environ 40 000 dossiers sont actuellement traités mensuellement au fichier national du permis de conduire. Chaque mois, 125 000 conducteurs commettent une faute sus-

ceptible d'entraîner un retrait de points, mais celui-ci n'intervient qu'une fois devenu définitif le jugement qui inflige l'infraction. Ainsi un délit de plusieurs mois, voire d'un an ou plus, s'écoule entre la date de l'infraction et la décision de justice.

Depuis l'instauration du permis à points, le nombre de procès-verbaux délivrés pour des infractions de ce type a diminué, comme les délits d'alcoolémie, les excès de vitesse, le non-respect des feux et stop, diminué respectivement de 8,7 %, 19,2 % et 14,8 %. Ces trois infractions représentent environ 80 % des procès-verbaux délivrés par les forces de l'ordre. Le bilan des accidents entre le 1^{er} juillet 1992 et le 30 avril dernier laisse apparaître une diminution de près de 10 % du nombre des tués - soit 790 vies sauvées - par rapport à la période précédente.

UNIVERSITÉS
Lévy de boucliers contre la proposition de loi de la majorité

Alors que le débat parlementaire doit s'engager, jeudi 24 juin, sur la proposition de loi de la majorité visant à autoriser les établissements d'enseignement supérieur à déroger à la loi Savary, seize organisations d'enseignants et d'étudiants se mobilisent contre cette initiative. La Fédération syndicale unitaire (FSU), le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-CFDT), la CGT, la SNESup, ou les deux syndicats d'étudiants (UNEF et UNEF-ID), notamment, demandent le retrait de cette proposition de loi qui « remet en cause le service public national d'enseignement supérieur et qui ne pourrait qu'introduire de nouvelles inégalités entre les établissements, mis en concurrence, dont les étudiants feraient immédiatement les frais ».

SOCIÉTÉ

DÉFENSE

Un constat du rapport Raynaud

De graves inégalités affectent les jeunes recrues selon les types de service national

La multiplication - souvent étonnante - des formules civiles du service national crée de graves inégalités entre les jeunes Français. Ce jugement figure en toute clarté dans le rapport Raynaud, du nom de l'ancien procureur général près la Cour des comptes, que le premier ministre a réclamé afin d'évaluer la situation économique, sociale et financière de la France dès sa nomination à l'Hôtel Matignon.

Ce jugement est passé quasiment inaperçu dans les commentaires qui ont suivi la publication du rapport Raynaud à la fin de la semaine dernière. Pour autant, il est important dans la mesure où ces formes civiles du service national - à côté du service proprement militaire - ont une très nette tendance à se diversifier et à interférer avec un nombre croissant, chaque année, de recrues.

A l'heure actuelle, selon une étude publiée dans le *Monde* des débats de juin, le service militaire mobilise quelque 94 % des effectifs et le service civil les 6 % restants. Mais, ce dernier taux est en augmentation constante, en raison, notamment, de nombreux protocoles signés entre le ministère de la Défense, d'une part, et des administrations ou organismes divers, de l'autre, qui offrent des conditions plus avantageuses que les armées ne peuvent le faire, tenues qu'elles sont par la loi.

Le rapport Raynaud cite, en particulier, l'éducation nationale, mais bien d'autres services civils de l'Etat (sauf la police, qui s'est alignée sur le statut d'un service militaire du type

de celui dans la gendarmerie) offrent des formes de service très notablement mieux rémunérées que la solde mensuelle (487 francs) d'un appelé dans les armées.

« C'est ainsi, écrit le rapporteur de la Cour des comptes, que, dans un même établissement scolaire, peuvent être employés quatre types d'appelés différents : des professeurs rémunérés à 3 000 francs par mois, pendant dix mois ; des « protocoles-villes » touchant 1 700 francs pendant dix mois ; des objecteurs de conscience recevant 1 700 francs par mois pendant vingt mois ; et des auxiliaires de police pour surveiller les enfants et les abords des lieux scolaires, qui, eux, sont payés 487 francs par mois, pendant dix mois ». La Ville incorpore quelque 2 500 jeunes et l'éducation 60.

Des situations ambiguës

Le rapport Raynaud recense d'autres inégalités graves entre des recrues dans un même lieu. Un appelé en uniforme, affecté dans une garnison éloignée de son domicile, continue de percevoir 487 francs par mois. Une recrue, qui sert au titre du protocole avec l'ANPE et qui peut être affectée près de chez elle, c'est-à-dire dans la même garnison que le cas précédent, touchera 2 500 francs par mois (incluant une indemnité de résidence et de déplacement). L'ANPE, par son protocole conclut avec les armées, peut mobiliser 200 jeunes.

De même, les rapatriés usent des services de 240 recrues, à raison de 2 000 francs par mois. Gérés par la Coopération, les volontaires pour un service national en entreprise - ils sont environ 2 500 VSNE à servir pendant seize mois à l'étranger - ont

des salaires très variables, mais souvent calculés, comme on dit, au prix du marché. « Ce service, constate le rapport en termes sévères, ressort de procédures de recrutement et de gestion relativement étonnantes ». Enfin, le service des objecteurs de conscience - ils intéressent 5 300 jeunes pendant vingt mois - « n'est contrôlé que depuis cette année ». Et encore, précise Jean Raynaud, « ce contrôle est limité aux seules modalités du premier jour de l'incorporation ».

Une dernière observation : les inégalités peuvent concerner des appelés titulaires des mêmes diplômes, qui n'en auront pas moins un sort différent. C'est le cas, par exemple, des professions paramédicales, selon que la recrue sert dans les armées (elle touchera 487 francs par mois pendant dix mois) ou qu'elle bénéficie du protocole conclu avec l'ancien secrétaire d'Etat aux handicapés et portant sur 130 personnes (elle percevra 1 700 francs par mois pour la même durée).

M. Raynaud tire deux conclusions de ces comparaisons. La première est que « la multiplication de ces statuts [de service civil] accentue les facteurs de répartition du service national » et que la « cohabitation » des différentes formules entre elles est « ambiguë ». La seconde remarque porte sur le fait - souvent dénoncé dans de nombreux rapports parlementaires parce qu'il accroît les privilèges sociaux - que « le service au titre des protocoles [conclus avec l'administration civile] est très peu encadré » et que « les conditions d'exécution sont relativement méconnues » des intéressés, voire des propres responsables.

Une confirmation du ministère

La panoplie des missiles nucléaires Hadès est limitée à trente exemplaires

Dans une brochure officielle sur l'état des forces armées françaises en 1993, qui vient de paraître, le ministère de la Défense confirme, pour la première fois, que le système d'armes nucléaires Hadès, servi par l'armée de terre, comprend quinze lanceurs placés en veille technique et opérationnelle. Soit trente missiles, au total, puisque chaque plateau-forme Hadès, qui se présente sous la forme d'un semi-remorque, a été conçue pour en comporter - et éventuellement lancer - une paire de missiles. Une précédente édition de cette même brochure se contentait d'indiquer, sans donner davantage de détails, que le système d'armes Hadès était constitué en un régiment.

Prévu, à l'origine, pour être organisé autour de cent vingt missiles montés sur soixante plates-formes, le programme Hadès a été suspendu en cours de route, durant l'été 1991, sur ordre de François Mitterrand, qui, l'année suivante, en prononçant l'arrêt immédiat et définitif, a surpris des états-majors et des industriels concernés (le *Monde* du 13 juin 1992). Le missile Hadès est censé emporter, sur moins de 500 kilomètres, une charge nucléaire de puissance variable (80 kilotonnes au maximum) selon les effets militaires attendus sur le terrain.

Des indiscretions de presse, ni démenties ni confirmées à l'époque de source officielle, ont évoqué le

fait que la force Hadès avait été limitée, en fin de compte, à une trentaine de missiles (le *Monde* du 11 février). Depuis, c'est la première fois qu'un document rédigé par le ministère de la Défense et détaillant la force d'élite d'ultime avertissement - par rapport à l'arsenal stratégique composé de sous-marins, de bombardiers Mirage IV et de missiles enterrés en silos en Haute-Provence - cite le nombre de lanceurs.

La même brochure ajoute que la force Hadès peut « remonter en puissance » selon un délai compatible avec l'évolution de la situation internationale.

Le régiment, avec ses trente missiles stockés en dépôt, est en garnison au camp de Suresnes (Seine) et il dispose en propre de moyens de transmission à Lunéville (Meurthe-et-Moselle). C'est l'armée de l'air qui conserve les têtes nucléaires dans des lieux où elle est déjà équipée pour garder les siennes.

A propos de cette force d'ultime avertissement, le document précise encore que l'armée de l'air est en mesure d'aligner quarante-cinq avions Mirage 2000 N armés, chacun, d'un missile ASMP (air-sol à moyenne portée). Une fois largué par son avion lanceur, l'ASMP peut emporter, sur une distance de 100 à 300 kilomètres selon l'altitude de l'objectif, une charge nucléaire de 300 kilotonnes.

La France a, durant les années antérieures, compté jusqu'à soixante-quinze Mirage III et quatre autres au lancement d'une munition nucléaire baptisée AN 52. Ces armes, qui n'auraient dû être retirées du service en 1997, l'ont été, en réalité, dès 1991. Après quoi, elles ont été démantelées. Elles n'ont donc pas été remplacées nombre par nombre par des systèmes d'armes plus modernes, dans le cadre d'une politique volontaire - et unilatérale, puisque la France n'a signé aucun accord international en ce sens - de désarmement nucléaire.

Enfin, la brochure du ministère de la Défense, à propos de la force stratégique, indique que la panoplie des bombardiers nucléaires Mirage IV P est aujourd'hui de quinze exemplaires. Elle était précédemment de dix-huit avions. En principe, les Mirage IV P, qui emportent des missiles ASMP, devraient rester en service opérationnel jusqu'en 1996. C'est au Rafale qu'il est prévu de confier leur mission à la fin de ce siècle.

SPORTS

TENNIS : championnats de Wimbledon

Les frayeurs de Goran Ivanisevic

Finaliste des championnats de Wimbledon 1992 au tour décisif, il avait réussi 206 aces, le Croate Goran Ivanisevic, tête de série n° 6, s'est fait quelques frayeurs mardi 22 juin au premier tour de l'édition 1993 : mené 2 sets à 1, il n'a relevé la quatrième manche qu'un de break (7-3) après avoir marqué deux points « miraculeux » frappés avec le cadre de la raquette. Son adversaire, l'Américain Jonathan Stark, 52^e joueur mondial, n'a pu par s'incliner au cinquième set (6-4, 5-7, 5-7, 7-6, 6-4) après avoir servi au total 21 aces.

Tête de série n° 11, l'Américain Michael Chang a également dû batailler 5 manches contre le Néerlandais Paul Haarhuis, classé 64^e mondial, après avoir mené deux sets à rien et perdu le quatrième set au tie break (6-2, 6-2, 4-6, 6-7, 6-4). Deux autres favoris, l'Américain Pete Sampras, tête de série n° 1, et l'Allemand Boris Becker, tête de série n° 4, ont laissé la première manche à

leur adversaire respectif, l'Autrichien Neil Borwick (6-7, 6-3, 7-6, 6-3), et l'Allemand Marc Goellner (4-6, 6-3, 6-2, 6-4).

La performance de la journée a été réalisée par le Français Olivier Delaître, 103^e joueur mondial : il a éliminé en trois manches (7-5, 6-4, 6-2) l'Autrichien Thomas Muster, tête de série n° 14, grand connaisseur, spécialiste de terre battue, qui n'a jamais gagné un match sur gazon. Sur la lancée de sa victoire à Halle (Allemagne), Henri Leconte, classé 75^e mondial, s'est qualifié pour le second tour en battant l'Uruguayen Diego Perez (6-4, 6-4, 6-4).

Deux records de rapidité enfin : la tenante du titre, l'Allemande Steffi Graf, a infligé un double 6-0 à l'Autrichienne Kirilj Sherpa en trente-huit minutes, et le Tchèque Petr Korda, tête de série n° 10, a laissé quatre jeux à son compatriote Martin Strydom sorti en soixante-cinq minutes.

■ RUGBY : tournée en Afrique du Sud. - Inquiétude pour l'équipe de France qui doit disputer le premier test-match de sa tournée en Afrique du Sud samedi 26 juin à Durban : la sélection du Northern Transvaal a battu 38-19 mardi 22 juin à Pretoria l'équipe de Pierre Berbizier et de Guy Laporte. Au cours de la partie, le deuxième ligne d'Agén, Abdelatif Benazzi, a été blessé au genou. Benazzi a

début de la tournée, les sélectionneurs ont aussi perdu sur blessure Tardio et Seigne.

■ BASKET-BALL : championnat d'Europe. - L'équipe de France de basket-ball a battu la Turquie 69-55, mardi 22 juin à Berlin, à l'occasion du premier match de la poule B du championnat d'Europe. Dans le même groupe, la Croatie a battu la Bulgarie 104-83.

HISTOIRE

Les riches heures londonniennes du général de Gaulle

La reine-mère Elizabeth inaugure mercredi 23 juin une statue du chef de la France libre érigée à Carlton Gardens, qui fut pendant quatre ans son quartier général

LONDRES

De notre correspondant

De son bureau d'angle du premier étage, le général pouvait laisser errer son regard sur St James's Park où, au mois de juin, les bouissons de fleurs aux couleurs vives peuplaient le feuillage vert tendre. Sur les eaux tranquilles du lac naagent aujourd'hui des cygnes noirs. Les boboies qui arpentent les allées et les taxis qui remontent le Mall d'ont pas tellement changé. L'immeuble du numéro 4 de Carlton Gardens non plus.

C'est là, dans ces locaux mis à la disposition du général de Gaulle par Winston Churchill, que le mouvement des Français libres allait s'organiser et la reconquête prendre son essor. Carlton Gardens, rue étroite et calme qui traverse la place de Waterloo, compte déjà de nombreuses statues : Édouard VII, Georges VI, Franklin, le marquis de Curzon, ancien vice-roi des Indes, Frédéric, duc d'York, d'autres.

Charles de Gaulle les rejoindra officiellement, mercredi 23 juin, lorsque la reine-mère Elizabeth aura dévoilé la statue de bronze de l'« homme du 18 juin », au cours d'une cérémonie marquant l'amitié franco-britannique. Jacques Chirac et Philippe Séguin, entourés d'une bonne douzaine de « gaullistes historiques », seront présents. C'est une statue de 2,65 mètres de haut, représentant le général à l'âge de 49 ans, lorsque, arrivant à Londres, il entraînait avec lui l'« homme du 18 juin ».

De sa main gauche légèrement ouverte, le chef de la France libre indique l'entrée du numéro 4. Sur le mur de la façade, le texte de l'« Appel du 18 juin » est gravé. L'édifice, construit sur les murs de Londres, est reproduit sur une plaque de marbre gris : « A tous les Français. La France a perdu une bataille. Mais la France n'a pas perdu la guerre. »

Devant cette plaque commémorative, chaque 18 juin depuis la fin de la guerre, le texte intégral de l'« Appel » est lu. Flanqués des portraits des représentants diplomatiques de la France, civile et militaire, écoutant, entourés d'un groupe - chaque année plus clairsemé - d'anciens des FFL (Forces françaises libres) et d'une poignée de Britanniques. Le drapeau tricolore orné de la croix de la Légion d'honneur est hissé au-dessus de la porte aux premiers résistants, tous en assurant le secrétariat.

La formule est lapidaire. A St Stephen's House, puis à Carlton's Gardens, le mouvement de la France libre ne prendra que lentement son essor. Peu à peu, des hommes de l'île de Sein aux marins de Narvik, en passant par les résistants de Penfer de Dunkerque, les Français arrivés en Grande-Bretagne sont dirigés vers le quartier général de de Gaulle. Helmut Long, qui occupait les fonctions de secrétaire-interprète-réceptionniste à Carlton Gardens, se souvient d'avoir distribué des plans de la capitale à ces nouveaux arrivants qui, pour la plupart, ne parlaient pas anglais.

Juliette O'Reilly (ex-Ducillon) se rappelle l'« enthousiasme extraordinaire » qui régnait dans les bureaux dispersés sur les sept étages de l'immeuble, et aussi que le général « savait juger la valeur des gens d'un simple coup d'œil ». L'ambiance, à Carlton Gardens, est celle de l'espoir et du travail. Lors des pauses, les Français libres se mettent au thé, lequel est distribué dans les bureaux par des secrétaires qui possèdent des tables roulantes. A l'heure du déjeuner, tout le monde (sauf le général) se retrouve à la cantine : les repas étaient bons et de « style français », précise Percy Grieve, et ils étaient arrosés de vin (portugais), à la demande expresse de Churchill.

Percy Grieve, ancien magistrat et parlementaire, montre fièrement la photo que lui a dédiée de Gaulle. Civil, il avait été mis à la disposition du général par Churchill, avec pour mission de convaincre les Britanniques qu'une partie de la France, aussi limitée soit-elle, était toujours en guerre. Devenu chef du Bureau des conférences, il envoya des émissaires aux quatre coins de la Grande-Bretagne pour parler de la Résistance et de l'« homme du 18 juin ». « Je suis devenu fonctionnaire de la France libre », sourit-il. Ce furent les 18 mois les plus passionnés de sa vie. « Un autre expert en « relations publiques », Richmond Temple, sera également désigné pour « promouvoir l'image de de Gaulle auprès du public britannique ».



« Mémoires de guerre », ne voulant pas qu'elle fût autre chose qu'un concours donné par une poignée de Français, à l'Empire britannique demeure debout. Pas un instant, le général ne tenta de se plaindre. Pour moi, ce qu'il s'agissait de servir et de sauver, c'était la nation et l'Etat. Lors de cette entrevue du 17 juin, il expose ses plans à Churchill, demande de l'aide, et l'obtient. « Naufrage de la décolonisation sur les rivages de l'Angleterre, qu'aurais-je pu faire sans son concours ? Il me le donne tout de suite et m'a, pour commencer, la BBC à ma disposition ». Ainsi, c'est dans un petit appartement de Seymour Street que, le 18 juin, dans l'après-midi, Elizabeth de Miribel, qui est une amie de Geoffrey de Courcel, après avoir peiné à déchiffrer l'écriture du général, tapera à la machine l'« Appel du 18 juin ». Le soir même, le texte sera lu, mais à peu entendu, et diffusé : « Moi, général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français... ».

Les Français libres se mettent au thé

Gibson Parker, technicien de la BBC, raconte ce moment historique : « Il faisait le micro comme s'il était la France personnifiée et comme s'il voulait l'hypnotiser ». Les jours suivants, rapporte Elisabeth de Miribel, « moi, général de Gaulle, j'étais tout en assurance le secrétaire ».

La formule est lapidaire. A St Stephen's House, puis à Carlton's Gardens, le mouvement de la France libre ne prendra que lentement son essor. Peu à peu, des hommes de l'île de Sein aux marins de Narvik, en passant par les résistants de Penfer de Dunkerque, les Français arrivés en Grande-Bretagne sont dirigés vers le quartier général de de Gaulle. Helmut Long, qui occupait les fonctions de secrétaire-interprète-réceptionniste à Carlton Gardens, se souvient d'avoir distribué des plans de la capitale à ces nouveaux arrivants qui, pour la plupart, ne parlaient pas anglais.

Juliette O'Reilly (ex-Ducillon) se rappelle l'« enthousiasme extraordinaire » qui régnait dans les bureaux dispersés sur les sept étages de l'immeuble, et aussi que le général « savait juger la valeur des gens d'un simple coup d'œil ». L'ambiance, à Carlton Gardens, est celle de l'espoir et du travail. Lors des pauses, les Français libres se mettent au thé, lequel est distribué dans les bureaux par des secrétaires qui possèdent des tables roulantes. A l'heure du déjeuner, tout le monde (sauf le général) se retrouve à la cantine : les repas étaient bons et de « style français », précise Percy Grieve, et ils étaient arrosés de vin (portugais), à la demande expresse de Churchill.

Alors qu'à la « popote de l'aviation », sur Great Peter Street, on croise Pierre Clostermann et le commandant Mouchotte, à Carlton Gardens, ceux qui allaient devenir les « gaullistes historiques » entourent le général de Gaulle : René Fleury, Maurice Schuman, René Cassin, Gaston Palewski, André Diehlmann, Hettier de Boislambert, le général Catroux, Jacques Soustelle, bien d'autres.

A l'entrée de l'immeuble, des sacs de sable sont disposés et des soldats contrôlent les entrées-sorties. Les futurs « Free French » sont passés au crible. A la fois par les services de sécurité britanniques du SOE (Special Operations Executive) et par le BCRA (Bureau central de renseignements et d'action) qui dirige André Dewavrin (le « colonel Passy »), par crainte d'une « cinquième colonne » allemande. Au rez-de-chaussée, la « poste militaire de la France libre » est mise en place par le capitaine Dussailly, grâce aux messages de la BBC et aux « détachés parachutistes ».

Dans Londres souvent soumise au black-out, les Français se retrouvent parfois dans Soho, à l'« Eau de France », chez « Rose » ou même au « Café royal », où Germaine Sablon (la sœur de Jean) entonne la « Chanson des Résistants ». Au mois d'août, les forces françaises combattent dans les unités de de Gaulle regroupent tout juste 7 000 hommes, et « le Connaître » continue à se plaindre de la lenteur avec laquelle la logistique et l'aide britannique (pourrait-elle) lui sont fournies. Ainsi, tout en restant, sur le fond, empreintes d'admiration réciproque, ses relations avec Churchill se tendent. Le premier ministre britannique, qui lui non plus n'est pas toujours d'humeur égale, a des raisons d'être agacé par la superbe du chef de la France libre.

Dès le 27 juin, quatre jours après avoir été une nouvelle fois reçu par Churchill, de Gaulle envoie cette lettre nerveuse au premier ministre : « Depuis cette date, il ne m'a pas été donné de pouvoir commencer réellement l'organisation des éléments de la résistance française en territoire britannique. Cependant, le temps passe et le temps est précieux. Il est urgent de me donner les moyens de constituer une Légion française volontaire ».

Churchill se plaint du ton comminatoire de celui qu'il ne veut pas considérer « comme le représentant d'une France captive et protégée, ni d'ailleurs d'une France qui avait le droit de décider librement de son avenir. Je saisis, ajoute-t-il dans ses *Mémoires*, qu'il n'est pas un ami de l'Angleterre, mais j'ai toujours reconnu en lui l'Esprit et les conceptions que le mot « France » évoquera éternellement tout au long des pages de l'histoire. Je comprends et j'admire, tout en me irritant, son attitude arrogante ».

De Gaulle, pour sa part, n'hésitera pas à stigmatiser la « duplicité de la politique de Londres », voire l'« attitude hypocrite » des « Anglais, alliés libéraux et solidaires, mais faibles ». Ces épithètes sont aujourd'hui oubliées. Pour la plupart des Britanniques, de Gaulle, comme le souligne Percy Grieve, « est un grand homme d'Etat, un héros qui a réussi à donner à la France une place à la table des Grands, à la fin de la guerre ». C'est cette image du chef de la France libre que le sculpteur Angela Conner a voulu emprisonner dans la bronze. Dans son atelier londonien encombré de bustes et de mobiliers, elle définit ainsi le fil conducteur qui le guide dans son travail : « C'était un homme qui méprisait l'impossible ».

LAURENT ZECCHINI

Les prêts ét...

Les prêts ét...

Logements et services

Logements et services

EDUCATION • CAMPUS

Les prêts étudiants au bon cœur des régions

Un rapport au ministre de l'enseignement supérieur invite les collectivités locales à compléter le système des bourses

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche avait demandé, en avril dernier, au directeur du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS) de dresser le bilan du plan social étudiant mis en œuvre depuis deux ans et de lui faire des propositions d'action. Au-delà de recommandations classiques – poursuite de l'effort de construction de logements pour étudiants, réhabilitation des résidences existantes, développement des restaurants universitaires, voire attribution sur critères sociaux de l'allocation de logement à caractère social (lire encadré ci-dessous) –, le rapport rendu public, mardi 22 juin, par Albert Prévost suggère la mise en place, en faveur des étudiants, d'un système de prêts bonifiés par les régions et garantis par l'Etat.

Le constat est connu. Les bourses d'enseignement supérieur ne sont pas suffisantes pour financer le coût réel d'une année d'études universitaires. Le montant de l'aide la plus importante accordée par l'Etat est, aujourd'hui, de 17 244 francs par an alors que les frais induits par une année universitaire sont estimés à près du double (ceviros 30 000 francs). Estimant que l'Etat, pour des raisons budgétaires évidentes, ne peut rattraper ce retard, M. Prévost propose de mettre à la disposition de tous les étudiants (boursiers ou non) un dispositif complémentaire.

L'Etat avait déjà tenté, en 1991, de développer les prêts aux étudiants. L'affaire s'était soldée par un échec cuisant : sur les trente-six mille prêts mis sur le marché par les banques, soixante-quatre seulement ont été contractés dans toute la France. Il est vrai que leur taux d'intérêt était supérieur d'un ou deux points à ceux des prêts habituellement offerts aux étudiants par les établissements bancaires.

Le rapport Prévost s'efforce d'éviter de retomber dans le même piège. Partant du principe qu'un prêt social est un prêt sans intérêt, il propose de mettre les collectivités locales, et notamment les régions, à contribution. Ces dernières seraient donc invitées à prendre en charge les intérêts des emprunts des étudiants. La garantie du prêt pourrait, elle, être assurée par l'Etat, en complément ou non de sociétés mutuelles.

Le caractère social de ces prêts serait assuré par leur mode d'attribution. Le directeur du CNOUS estime que les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) « seraient tout à fait désignés pour établir, à partir des critères qu'ils appliquent aux candidats aux bourses d'enseignement supérieur dont ils assurent la gestion, une liste des étudiants éligibles aux prêts sociaux régionaux ». Ainsi, les candidats boursiers, comme ceux qui se situent juste au-dessus des plafonds fixés et qui n'ont pas droit à une aide directe de l'Etat mais effectuent leurs études dans des conditions financières difficiles, seraient sélectionnés avec toutes les garanties d'impartialité nécessaires.

Dans cette hypothèse, les sommes empruntées seraient limitées aux deux tiers du budget nécessaire pour une année universitaire, soit 20 000 francs par an, renouvelable trois fois. Ces prêts seraient gérés par un organisme bancaire. Les remboursements, différés d'un an au moins après l'année du dernier versement, s'étaleraient sur une durée double de celle du prêt, soit six années, tout en tenant compte de la situation professionnelle de l'étudiant. La gestion de ce prêt à l'échelon régional devrait, selon l'auteur du rapport, permettre d'éviter au maximum les non-remboursements, grâce à l'effet de proximité.

Inégalités géographiques

Ce dispositif comporte néanmoins certains risques. Le premier est celui de sérieuses inégalités entre les régions. Il n'est pas sûr que des régions qui accueillent beaucoup d'étudiants alors qu'elles sont en proie à des difficultés économiques, comme le Nord-Pas-de-Calais, aient les moyens de financer un tel dispositif. M. Prévost prévoit, sans entrer dans les détails, la mise en place d'un fonds inter-régional de péréquation ou d'une aide de l'Etat en faveur de la région concernée.

Enfin, si le rapport précise que ces prêts sociaux doivent bénéficier d'une aide supplémentaire de financement des études, le risque demeure de voir l'Etat considérer ces emprunts comme une partie de l'aide sociale qui est proposée aux étudiants. Selon M. Prévost, ces prêts



doivent être réservés aux étudiants inscrits en licence et en maîtrise, et donc suffisamment assurés de la poursuite de leurs études pour envisager de s'endetter. Ils sont, dans l'esprit du rédacteur du rapport, complémentaires des bourses distribuées actuellement par l'Etat aux

étudiants de deuxième cycle les plus défavorisés – 76 000 bourses ont été distribuées en 1992 en licence et en maîtrise – et ne sauraient s'y substituer.

Pour lui, ce système, par le ballon d'oxygène qu'il fournirait aux étudiants de second cycle, permettrait

de concentrer les efforts de l'Etat sur les premiers cycles. Le développement du nombre et du montant des bourses d'enseignement supérieur réservées aux nouveaux inscrits à l'université deviendrait prioritaire.

Le rapport propose même, pour ces étudiants, l'institutionnalisation d'un droit à l'erreur qui leur permette de conserver l'aide directe de l'Etat après un premier échec, contrairement au dispositif actuel. Cette « année joker », selon les termes utilisés par M. Prévost, confèrerait, d'après les études de la direction des enseignements supérieurs, 400 millions de francs par an, mais sa mise en œuvre permettrait de limiter les abandons. De même, le rapport suggère, concernant les critères d'attribution de ces aides directes, de prendre en compte des paramètres actuellement négligés.

François Fillon, lors de son intervention devant la Conférence des présidents d'université, jeudi 17 juin, avait clairement indiqué qu'il souhaitait « défendre l'égalité des chances pour les étudiants qui en ont le plus besoin, c'est-à-dire en premier cycle. L'effort de l'Etat pour ces

bourses d'enseignement supérieur doit continuer à croître en nombre et en montant ». Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche s'est aussi déclaré favorable au dispositif de prêts sociaux régionaux pour les inscrits en deuxième cycle universitaire et à la proposition de M. Prévost d'un plan épargne-formation, comparable au plan épargne-logement.

En période de récession économique et de contraintes financières fortes, le gouvernement ne sera-t-il pas tenté de faire des choix : aux étudiants en premier cycle, les bourses d'enseignement supérieur attribuées sur critères sociaux ; à ceux de deuxième cycle, les prêts sociaux garantis par l'Etat et bonifiés par les régions ; enfin aux inscrits en troisième cycle, les bourses sur critères universitaires ? An quel cas, les étudiants en licence et en maîtrise seraient les maillons faibles de la chaîne, soumis à la bonse volonté des autorités régionales.

MICHELLE AULAGNON

Lire également page 14 l'article sur les prêts étudiants en Europe

Logements et services

Prenant acte de l'extrême diversité du milieu étudiant, M. Prévost estime que les jeunes qui poursuivent des études dans l'enseignement supérieur sont aujourd'hui « plus nombreux, moins fortunés, plus isolés et plus inquiets pour leur avenir professionnel que leurs aînés. Le plan social étudiant, mis en œuvre à partir de mars 1991, a eu l'avantage de les placer sur le devant de la scène universitaire. Dans le sillage, de poursuivre cette dynamique, l'auteur du rapport fait une série de propositions, qui s'ajoutent aux prêts sociaux bonifiés par les régions et au plan d'épargne-formation.

Le directeur du CNOUS estime nécessaire, concernant les aides financières directes, de maintenir en expansion le système des bourses. Le nombre d'allocations distribuées doit continuer à augmenter ainsi que leur montant. Leur gestion pourrait cependant être assurée par les CROUS, comme c'est déjà le cas pour quinze d'entre eux. Ce transfert de compétence permet la mise en place d'un dossier social de l'étudiant, qui simplifie les démarches et permet une certaine transparence.

Il n'est pas question non plus de mettre en cause l'existence du Fonds de solidarité universitaire (16 millions de francs par an), ni celle des prêts d'honneur (30 millions de francs par an). Ces aides exceptionnelles accordées aux étudiants, relativement peu coûteuses par rapport à l'ensemble des sommes en jeu, sont gérées avec souplesse et peuvent être attribuées rapidement.

Au sujet des aides indirectes, le rapport suggère que le rythme de la construction de résidences universitaires soit maintenu. En 1992-1993, les CROUS ont livré

8 000 lits supplémentaires. Aujourd'hui, 9 % des étudiants sont logés dans des cités gérées par ces organismes. M. Prévost souhaiterait que la gestion des nouveaux logements proposés sur le marché soit confiée aux CROUS, seuls capables, à ses yeux, d'assurer une distribution sur critères sociaux de ces constructions. Les promoteurs privés qui interviennent sur ce secteur ne sont pas toujours mus par ce seul souci. Enfin, des opérations de réhabilitation des résidences existantes sont jugées nécessaires ainsi qu'une étude sur les questions de sécurité.

La restauration universitaire a considérablement amélioré ses capacités d'accueil et les services qu'elle offre. Des améliorations qualitatives sont proposées ainsi qu'une meilleure liaison avec les autorités universitaires. Dans les villes où il n'existe pas d'infrastructures particulières, comme dans un certain nombre d'antennes décalées, il est suggéré de mettre en œuvre une politique d'agrément avec un certain nombre de restaurants locaux.

Concernant les maisons de l'étudiant, le rapport reprend l'idée de certains syndicats d'étudiants qui avaient souhaité l'adoption d'une charte, définissant clairement l'entité « maison de l'étudiant » et donnant un poids certain aux étudiants dans la gestion quotidienne. Enfin, le rapport préconise une déconcentration plus large au profit des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, une idée qui a déjà été reprise au vol par François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.

M. A.

PLUS PRES DU COEUR,
IL ATTIRE LES PLUS
GROS NAVIRES ET LES
MARCHANDISES LES
PLUS DIVERSES, GRACE
A SES EQUIPEMENTS
SPECIALISES, LA
FIABILITE ET LA
QUALITE DE SES SERVICES.

PORT DE ROUEN



VALLEE DE SEINE

L'Europe des étudiants à découvert

Dans tous les pays de la Communauté, les dispositifs de financement des études montrent leurs limites

EN matière d'aide aux étudiants, la marge de manœuvre est desormais étroite. Entre le souhait de permettre l'accès à l'enseignement supérieur à un plus grand nombre de jeunes, le désir de mettre fin à toute discrimination sociale et financière et les contraintes budgétaires qui s'imposent aux gouvernements, le compromis est souvent douloureux.

La recherche d'un équilibre n'est pas propre à la France. Dans les douze pays de la Communauté économique européenne, les gouvernements s'efforcent d'expérimenter de nouvelles formes d'aides moins coûteuses pour les finances publiques, annonçant des coupes franches sur certaines lignes budgétaires et prenant alors le risque d'être confrontés à de puissants mouvements de protestation.

Certes, les situations sont fort différentes de Lisbonne à Rome, de Glasgow à Marseille. Entre l'élitisme d'une université britannique et le gigantisme des établissements espagnols, entre le nombre encore restreint d'étudiants en Grèce et la décentralisation mise en place en Italie, des nuances demeurent. Néanmoins, un plus petit dénominateur commun s'impose aujourd'hui : dans chacun de ces pays, le dispositif d'aide sociale aux étudiants est frappé de plein fouet par la crise. Et il o'écise, à l'échelle européenne, où remède ni potio magique.

S'il doit y avoir un symbole de la crise qui ébranle les systèmes européens d'aides aux étudiants, il se trouve sans aucun doute aux Pays-Bas. Jusque récemment, la Hollande a fait figure d'exemple pour tous ceux qui souhaitaient un dispositif respectueux du désir d'inscription et d'autonomie des jeunes. Depuis 1986 en effet, chaque étudiant, quelle que soit la situation financière de sa famille et ses résultats aux examens, percevait directement une allocation, équivalente à un salaire mensuel. Généreux, ce système devint rapidement un gouffre financier.

Selon une étude réalisée pour le compte de la Communauté économique européenne, un étudiant hollandais revioit deux à trois fois plus cher à la collectivité qu'un étudiant français. L'augmentation du nombre d'inscrits dans l'enseignement supérieur, le fait qu'un certain nombre d'entre eux prolongent leurs études, ont rendu nécessaire de douloureux arbitrages.

Le gouvernement oerlandais cherche donc à faire des économies. Pour commencer, il limite le nombre d'années d'études financées par cette allocation. Proportionnellement des étudiants. Le montant de l'aide est ensuite diminué en échange d'une carte de transports valable sur l'ensemble du réseau ferré. Manifestations. Mais les étudiants plicent. Puis la société de transport nationalisée se plait qu'ils «abusent» du train et leur «passe» devrait prochainement être réduit.

La fin du modèle néerlandais

Au début du mois de mai, la crise atteint son paroxysme. Le gouvernement annonce alors que les conditions d'attribution de l'aide directe vont être revues et sans doute corrigées à la baisse. Les revoeux familiaux devraient être pris en compte. Cette fois, les étudiants se font un *casus belli*. Devant l'ampleur des protestations, aucune décision concrète n'a encore été prise, mais il est désormais clair pour chacun que l'exemple néerlandais n'est plus.

Partout en Europe le problème se pose. En Grande-Bretagne, en 1983 le gouvernement de Margaret Thatcher décida de modifier le mode de financement des études. Des allocations sociales - logement, chômage - sont supprimées, redonnant précieusement la situation de certains étudiants dans un pays où l'enseignement supérieur est très coûteux. Les parents, dont les revenus dépassent un certain niveau, sont obligés de fournir une aide financière à leur enfant. Les bourses voient leur montant et leur nombre diminuer

fortement et sont progressivement remplacées par des prêts.

Les effets pervers de cette transformation se manifestent aujourd'hui. Contraints de contracter des prêts d'un montant important, un certain nombre d'étudiants se retrouvent dans l'incapacité de rembourser leurs emprunts, dont le montant était illimité. Ils sont en situation de faillite personnelle.

Scénario différent en Italie. Pour avoir voulu, au début des années 80, transférer aux régions d'importantes compétences de l'Etat en matière d'aides aux étudiants, la péninsule italienne voit exploser la cohérence de son système. L'inégalité règne, notamment en ce qui concerne le logement. 2 % des étudiants sont logés en résidences universitaires, telle est la dérisoire - moyenne nationale. Ce chiffre n'a en fait aucun sens lorsqu'on le compare avec la réalité sur le terrain : 1 500 places à Perugia pour 13 000 étudiants, 300 places à Naples pour 100 000 inscrits à l'université.

En fait, aucun système n'est satisfaisant. Au Portugal, la trop grande priorité accordée à l'aide directe exerce des limites. En Allemagne l'équilibre est rompu depuis la réunification. Les étudiants originaires de l'ancienne Allemagne de l'Est sont pratiquement tous aidés, dans la mesure où leurs revenus sont inférieurs au plancher fixé par les textes. Théoriquement, la moitié des sommes perçues doivent être reversées à la moitié des étudiants de l'Est, mais la moitié des sommes perçues est destinée à une bourse d'études. Mais un nombre de plus en plus important d'étudiants sont dans l'incapacité de remplir cette obligation.

Au moment où un nombre croissant d'étudiants effectuent une partie de leurs études dans un autre pays que le leur, la réponse à cette crise des dispositifs d'aide sociale pourrait être commune. Vaste ambition, au moment où l'Europe se désintéresse par les tentatives protectionnistes.

M. A.

Douche écossaise pour les IUFM

Contestés par la majorité, les instituts universitaires de formation des maîtres suscitent les vocations

DEUX, trois, voire cinq fois plus de candidats aux instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) selon les disciplines et les académies, et moitié plus en moyenne qu'un an : les directeurs des IUFM se frottaient les yeux pour mieux y croire. La hausse des demandes d'inscription dans leurs établissements bat tous les records depuis leur création en 1991 (1). Une augmentation spectaculaire qui ne peut être que de bon augure pour les futurs concours de recrutement d'enseignants ; d'autant plus qu'une forte baisse des inscrits aux concours avait déjà été constatée pour la présente session de 1993 (2) : 22 % aux concours externes du second degré.

Les chiffres sont saisissants (2). Début juin, comparativement à la même époque en 1992, l'IUFM de Montpellier enregistrait cinq fois plus de candidats à l'inscription en première année pour la préparation au professorat des écoles (P.E.S.), une hausse de 170 %. Besançon, de 157 %. Limoges, de 120 %. Lyon et Caen, de 100 %. Le mouvement n'épargne aucune académie, y compris les académies traditionnelles moins déficitaires en candidats : Amiens compte ainsi 300 % d'augmentation d'inscriptions, toujours pour la seule préparation au concours du professorat des écoles, mais aussi 13 % de demandes supplémentaires pour la préparation aux concours de recrutement du second degré (CAPES) et 30 % aux concours de technique.

A l'IUFM de Nancy-Metz, on comptabilisait, tous concours confondus, 2 911 inscriptions en 1992. On en comptait 50 647. A Versailles, on dénombrait sur 24 mai, 12 500 cooexions au serveur télématique garant les inscriptions contre 5 500 l'année précédente (80 % des cooexions ont été suivies d'un dossier). A Lille, un peu moins de 2 000 dossiers avaient été reçus pour préparer les CAPES en 1992. 2 500 avaient déjà été enregistrés cette

année, fin mai. La demande porte sur toutes les disciplines, y compris sur les disciplines techniques pointues, habituellement pauvres en candidats. Lille comptait ainsi 35 demandes de dossier en technologie contre 11 l'an passé. 100 en génie électrique, contre 29 en 1992.

C'est donc peu de dire que les places deviennent chères dans les IUFM. A Orléans-Tours, le nombre des prétendants à la préparation au professorat des écoles a doublé chaque année : 700 candidats en 1991, 1 400 en 1992 et enfin 2 800 dossiers déposés au 10 juin pour tous les concours de recrutement. A Paris, 1 950 dossiers viennent en concurrence pour 350 places disponibles. En conséquence, pour la préparation des concours de recrutement des IUFM doivent désormais se livrer à une plus grande sélection des dossiers.

Garantie de l'emploi

Pourquoi ce succès ? L'augmentation multiple des inscriptions (au moins deux fois plus en moyenne) ne suffit pas, bien entendu, à l'expliquer. Garantie de l'emploi oblige, la crise a poussé à l'inscription de nombreux étudiants vers la fonction publique enseignante. De surcroît, comme l'explique Bernard Cornu, directeur de l'IUFM de Grenoble et président de la Conférence des directeurs d'IUFM, « la meilleure image des métiers de l'enseignement et la meilleure visibilité des parcours de la formation menant à ces métiers qu'apportent les IUFM » y ont peut-être pas étrangers.

Quoi qu'il en soit, l'annonce de ces premiers résultats tombe à point nommé. Une commission d'experts présidée par le professeur André Kaspri doit remettre, avant la fin du mois de juin, un rapport dressant l'état des lieux. La demande de MM. Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, et Bayrou, ministre de l'éducation nationale. Donnant le ton, le ministre de l'enseignement

supérieur n'a pas ménagé ses critiques sur les IUFM le 17 juin, devant les présidents d'université (le Monde du 19 juin). « Ils n'ont pas répondu à l'attente », a souligné François Fillon, qui précisait cependant, contrairement à ce qu'avait affirmé plusieurs responsables politiques de droite avant les élections législatives, qu'il n'était plus question de les supprimer.

En voulant éviter ou contraindre « débats idéologiques », François Fillon a fait, somme toute, qu'emboîter le pas aux principaux détracteurs des IUFM. Très sévères lors de leur mise en place - il est vrai effectuée au pas de charge, comme le démontreraient conjointement un rapport sénatorial et un rapport de l'inspection générale en 1992 - les critiques s'étaient faites plus diffuses au fil du temps.

L'Académie des sciences, par exemple, particulièrement virulente au moment de la création des IUFM, exhortait finalement les universitaires, à la dernière rentrée, à « s'investir activement » dans leur fonctionnement. Rappelait la « mise en œuvre des conditions de travail, le rôle « très visible » de la didactique et ses relations avec la préparation de la maîtrise et de l'agrégation, la vénérable assemblée o'en estimait pas moins qu'il serait très regrettable que les universitaires rejettent les IUFM comme des corps étrangers, alors que leur investissement plus important dans les IUFM les ferait avancer dans la bonne direction.

Fantômes et réalités

Force a été, pour beaucoup, de faire la part des fantômes et de la réalité. Le mythe d'« une école unique », censé « uniformiser » la formation des maîtres du premier et du second degré, ne résiste pas à l'examen des plans de formation. Et il est curieux de voir le ministre de l'enseignement supérieur enfoncer comme un clou la bataille la lutte contre la formation dite commune (« qui ne se justifie pas »), quand on sait que celle-ci ne représente, selon les académies, qu'une vingtaine d'heures en moyenne, sur l'année, alors que la formation d'un futur professeur des lycées et collèges comporte globalement entre 400 et 700 heures dont 250 heures au minimum (pour les littéraires) et 550 heures au maximum (pour les scientifiques) de formation strictement disciplinaire, dispensée en université.

Tout cela, bien sûr, ne saurait écarter les véritables problèmes que pose notamment la formation des futurs professeurs des écoles, sommés, après avoir obtenu une licence spécialisée, de redéployer leurs compétences sur douze disciplines et de faire preuve de polyvalence.

Peu de reste, les directeurs d'IUFM avaient déjà, quant à eux, formulé treize propositions d'amélioration du dispositif de formation en février dernier, parmi lesquelles le renforcement du caractère universitaire des IUFM, la mise en place d'un dispositif d'évaluation objective en rapport avec leur statut d'établissements autonomes d'enseignement supérieur et leur inscription dans le cadre de la contractualisation des établissements d'enseignement supérieur.

Finalement, il ne se trouve guère plus que la Société des agrégés pour demander aujourd'hui la suppression des IUFM et soutenir qu'« ils ne contribuent nullement à l'amélioration de la qualité du recrutement puisque 60 % des élèves des IUFM ont été refusés au CAPES de 1992 ». En fait, si 64 % des étudiants inscrits en IUFM ont effectivement été refusés aux concours du second degré en 1992, cela ne peut faire oublier qu'ils étaient donc 36 % à les réussir. Contre 21 % seulement pour ceux qui se présentaient hors IUFM (3). Avant la création des IUFM, le taux de réussite au CAPES s'élevait à 33 %. Mais tout reste, il est vrai, perfectible.

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Les instituts universitaires de formation des maîtres ont été créés expérimentalement en 1990 à Lille, Grenoble et Reims, puis généralisés à l'ensemble des académies en 1991.

(2) Chiffres provisoires, la clôture des inscriptions étant variable pour chaque IUFM, certains enregistrent des demandes jusqu'à la rentrée de septembre.

(3) En 1992, 30 627 candidats se sont inscrits aux différents CAPES (externes), et 772 ont été reçus. Les élèves des IUFM ont représenté la moitié des candidats inscrits au CAPES et les deux tiers des reçus. Le taux de réussite fait un bond à 66 % pour les élèves inscrits en IUFM qui bénéficient d'une allocation. Il est de 71 % pour les candidats inscrits en IUFM préparant le concours d'agrégation au professorat des écoles et seulement de 11 % pour les inscrits hors IUFM.

Propos recueillis par GÉRARD COURTOIS et CHRISTINE GARIN

Le brevet breton n'aura pas lieu

Présentant une série de mesures destinées à « lutter pour la préservation des langues et cultures de France », Jack Lang, alors ministre de l'éducation et de la culture, avait annoncé le 7 janvier que les candidats au brevet des collèges pourraient, dès cette année, présenter une épreuve en langue régionale. Parmi la trinité de collégiens concernés en Bretagne, les onze élèves de la trinité de la filière bilingue de l'école Charles-Le Goffic de Lannion se trouvaient donc les mains de pouvoir composer en breton pour l'épreuve d'histoire-géographie. Ce qu'ils faisaient en cours depuis quatre ans.

Seulement voilà. Le 11 juin, soit moins de trois semaines avant le début des épreuves, le ractorat a fait savoir aux parents d'élèves qu'il n'y aurait finalement pas d'épreuves en breton, exceptée la traditionnelle option linguistique. Les élèves, eux, digèrent mal cependant ce brevet « sans-garantie-du-gouvernement ».

J.-M. Dy.

Le Monde
L'histoire
La guerre des six jours ?
5-10 juin 1967
La guerre du Yom Kippour ?
6-25 octobre 1973
Les accords de Camp David ?
Consulter
L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR

Un entretien avec Didier Dacunha-Castelle

« Le Conseil national des programmes a servi de bonc émissaire », nous déclare le président du CNP, qui a présenté sa démission

« Vous souhaitez quitter la présidence du Conseil national des programmes mis en place il y a trois ans par Lionel Jospin. Pour quelles raisons ? »

« Moo départ est dû à mon souci de retrouver à plein temps mes activités universitaires. J'avais souhaité, en 1990, un mandat de trois ans, et j'ai, par conséquent, en avril dernier, proposé à François Bayrou de me décharger de mes responsabilités.

« Ma décision o'est pas liée au contexte politique. Un organe indépendant comme le CNP se doit d'examiner avec un *a priori* positif les mesures proposées par le pouvoir politique quel qu'il soit. Cela étant, le projet du CNP a été dressé bien avant l'alternance politique par des gens qui ont aujourd'hui des responsabilités importantes dans la nouvelle équipe ministérielle. Qu'il s'agisse de l'association Créateurs d'école ou de la commission présidée par l'inspecteur général Septours et chargée de préparer les décisions de François Bayrou sur le lycée, le CNP a été violemment attaqué. J'ai le sentiment que le CNP a servi de bonc émissaire, les véritables enjeux étant ailleurs.

« Quel bilan tirez-vous de ces trois années ? »

« Conformément à la loi d'orientation de juillet 1989, nous avons tenté de construire peu à peu une institution indépendante pour mener la réflexion sur les grandes évolutions du système et des contenus d'enseignement. C'est cela qui est important : qu'au-delà des alternances politiques il y ait un lieu de débat indépendant, permettant de proposer les grandes orientations, obligeant les disciplines à travailler ensemble et pointant les dysfonctionnements les plus criants. Je dois d'ailleurs remercier Lionel Jospin, qui a toujours respecté scrupuleusement la liberté de pensée des membres du Conseil, même lorsque celle-ci plaçait en porte-à-faux.

« L'autre atout du CNP est de réunir des professionnels d'origine et de disciplines diverses. Que des professeurs au Collège de France et des instituteurs, des universitaires et des enseignants de lycée profes-

sionnel discutent et travaillent ensemble, c'est une véritable innovation.

« Nous avons essayé de dégager des priorités d'action sur le système éducatif en évitant deux grands écueils de la démagogie : réclamer à tout propos des moyens supplémentaires ou, à l'inverse, estimer que tout peut se régler par le qualitatif.

« Preons un exemple : la suppression de la physique-chimie en sixième-cinquième, qui a été le premier dossier auquel nous avons été enofrontés. Supprimer cet enseignement et proposer un enseignement complet de l'enseignement des sciences était assez courageux. La problème à résoudre, dans ce cas, était celui du cloisonnement trop important et trop précoce des disciplines, comme la technologie et la physique, la chimie et la biologie, cloisonnement qui engendrait un formalisme excessif. Cette même dérive aboutit à ce que, actuellement, la direction des écoles met au point un « programme » de géométrie pour l'école maternelle !

« Et sur les lycées ? »

« Il est intéressant de rappeler que notre rapport sur le lycée a été voté à une très large majorité par le Conseil supérieur de l'éducation. Le CNP, les deux associations de parents d'élèves, la CGT, la CFTD l'ont voté, ce qui prouve que c'était, malgré tout, une base de débat raisonnable. La discussion sur les lycées, en réalité, n'a pas eu lieu. Décider qu'un créte trois filières, seize ou vingt-cinq, c'est pas l'enjeu décisif.

« Le lycée ne doit pas être le dernier maillon d'un vaste système de tri. L'essentiel est ailleurs. Former tous les élèves au travail individuel et en groupe est incompatible avec des horaires excessifs. Approfondir le sens des disciplines est incompatible avec le formalisme et le bachotage. Faire des choix responsables nécessite de pouvoir s'essayer. C'est sur ce plan que le oiseau a baissé au lycée.

« Ah bon, le niveau baisse ? »

« La question du niveau est complexe, mais on o' peut s'écarter aux fantasmes et jouer avec des chiffres sur l'illettrisme, par

exemple, qui varient de un à quatre selon les analyses. Il faut arrêter de faire du débat sur le niveau un combat politique.

« Le problème central est celui de l'enseignement et de la maîtrise du français, à tous les niveaux, y compris dans le supérieur. L'obstacle en a été réduit, à l'école et au collège, du fait de l'introduction de nouvelles disciplines. Cela au moment où un nombre croissant d'élèves accèdent à l'enseignement secondsoire long. Il est clair que l'inspection générale o'a pas su ou pu impulser les changements nécessaires et que les objectifs et les contenus de cet enseignement sont restés adaptés à une certaine « élite ». Pour les enfants des milieux favorisés, l'apprentissage du français est une appropriation de leur culture naturelle », selon l'expression de J.-F. Hailé, alors que pour les autres il s'agit d'une inculcation, toujours difficile.

Les irréductibles de l'inspection générale

« Il n'y a pas de magie dans ce domaine. Mais il est essentiel de développer la recherche et de s'appuyer sur des expériences remarquables, telles que celles engagées par des municipalités pour soutenir les élèves en difficulté, en particulier dans les zones à problèmes. Feute de quoi l'on verra se dessiner cette école à deux vitesses, déjà programmée par certains pour le collège. Enfin, il faut éviter de faire du catastrophisme : ce o'est pas le niveau des connaissances qui est responsable du chômage, mais bien le chômage qui est source de difficultés supplémentaires pour les enfants, et donc pour l'école.

« Avec le recul, on a l'impression que l'inspection générale continue à avoir la maîtrise des contenus d'enseignement et des programmes. Cela ne place-t-il pas le CNP dans une position très inconfortable ? »

« Sur la rédaction des programmes, le CNP n'a pas eu de véritable influence, contrairement à ce que 900 com o'ent entendre et à ce qu'affirme abusivement la commission Septours. Ce sont les

directions pédagogiques du ministère qui passent commande aux groupes techniques mis en place pour confectionner les programmes de chaque discipline. Si de nouveaux programmes de français du lycée ne sont pas proposés aujourd'hui, c'est tout simplement parce que la direction des lycées o'en a pas passé commande au groupe. Le CNP n'a rien à voir là-dedans.

« Sur les programmes qui ont été rédigés, nous avons donné des avis souvent positifs mais critiques : ils restent trop lourds, et la cohérence interdisciplinaire est insuffisante. Ils marquent néanmoins un progrès considérable par rapport aux programmes existants. Les enseignants qui constituent ces groupes ont fait un travail impressionnant.

« Le rôle du CNP est autre. Pour définir la place d'une discipline, il faut accepter un très large regard sur cette discipline. Je ne crois pas que ce soit aux mathématiciens seuls de décider ce que doivent être les maths dans toutes les filières. Ce n'est pas sérieux. Or, ce travail de désenclavement a été à peine ébauché, faute de temps, mais aussi, en partie, en raison du blocage de certains secteurs de l'administration et de l'inspection.

« Son doyen a fait des efforts remarquables pour permettre à l'inspection générale d'assurer les nouvelles missions d'évaluation que lui a fixées la loi d'orientation. Cependant elle compte un carré d'irréductibles qui cherchent à bloquer toute évolution. Et en a augmenté la confusion en y nommant, en nombre excessif, d'anciens responsables de cabinets ministériels, particulièrement au cours des derniers mois. Il y a une fraction dure à l'inspection qui veut à la fois évaluer, concevoir les programmes et continuer à écrire les manuels. Or, une institution ne peut pas à la fois être juge et décideur. C'est comme si la Cour des comptes faisait et exécutait le budget de l'Etat. C'est un non-sens.

Propos recueillis par GÉRARD COURTOIS et CHRISTINE GARIN

L'Université tou

Boo

EDUCATION • CAMPUS

L'Université toujours recommencée

Le débat parlementaire qui s'ouvre, jeudi 24 juin, sur l'enseignement supérieur risque de relancer de vieilles querelles

L'UNIVERSITÉ française sortira-t-elle jamais des impasses institutionnelles où elle s'empêtre depuis trop longtemps ? Guérira-t-elle de cette maladie dont elle semblait convalescente depuis quelques années et où risquent de la replonger les projets de la majorité ? Le débat parlementaire qui s'ouvre, jeudi 24 juin, à l'Assemblée nationale, sur une proposition de loi visant à permettre aux universités de déroger à la loi Savary sur une quinzaine d'articles essentiels (le Monde du 12 juin), autorise à poser la question.

Cette initiative parlementaire, engagée en plein accord avec le gouvernement, témoigne d'une remarquable persévérance de la droite universitaire, qui n'a jamais admis la loi de 1984 sur l'enseignement supérieur, comme elle n'a jamais dépassé le traumatisme plus lointain de 1968.

Depuis dix ans, en effet, le conflit est ouvert, avec ses phases spectaculaires et ses périodes d'accalmie. C'est le projet de loi sur l'enseignement supérieur, présenté par M. Savary au printemps 1983, qui remit le feu aux poudres et déclencha un étonnant tir de barrage. Utilisant tous les artifices de la procédure parlementaire, pensant le droit d'amendement jusqu'à l'obstruction, les cadets de la droite ou reculé, à l'époque, devant aucun argument, dénonçant les menaces de « mainmise politico-syndicale sur l'enseignement supérieur », les risques d'« endoctrinement ». Avec le recul, cela paraît à sourire. Sur le moment, l'opposition de droite se prit au jeu, déposant 2 150 amendements (un record absolu), bagarres pendant des mois pour retarder l'échéance.

A peine de retour au pouvoir, après l'alternance de mars 1986, l'offensive reprit, de grande envergure. Balayant les aménagements en douceur envisagés par MM. Monory et Devaquet dans un premier temps, les plus acharnés convoquèrent le premier ministre,

Jacques Chirac, de mettre à bas l'édifice et de construire une nouvelle cathédrale législative. Six mois plus tard, le mouvement des étudiants de novembre-décembre réduisait à néant ce nouvel échafaudage.

Frappe chirurgicale

Le gouvernement était acculé à une défaite en rase campagne, miné par ses maladresses autant que par ses contradictions : plutôt que de se contenter de retoucher l'organisation des pouvoirs à l'intérieur des universités – la majorité de l'époque avait voulu pousser le bouchon trop loin, proposant l'augmentation des droits d'inscription et un dispositif plus sélectif d'entrée à l'université. Déjà y avait le vieux débat entre les jacobins, soucieux de renforcer leur main-mise sur le système d'enseignement supérieur, et les libéraux, désireux de déverrouiller le système et d'engager les universités sur le chemin de l'autonomie.

Loi de désarmement après cet échec, le nouveau ministre de l'enseignement supérieur, Jacques Valade, cherche, tout au long de 1987-88, à gagner du temps et laisse les universités s'installer dans une situation extrême : quand la gauche revient aux affaires en 1988, après la réélection de François Mitterrand, un tiers des universités n'ont pas encore appliqué la loi Savary, un tiers ne l'a mise en œuvre qu'à moitié et un tiers seulement a été jusqu'au bout du processus.

Et après quelques semaines d'observation, Lionel Jospin, le nouveau ministre, finit par taper du poing sur la table. En quelques mois, tout le monde retourne dans le rang, les nouveaux statuts universitaires sont adoptés, les conseils élus. Et le monde universitaire semble enfin décidé à passer à des choses plus sérieuses : l'accueil de centaines de milliers d'étudiants supplémentaires, l'articulation avec les besoins de l'entreprise, l'amélioration, par la voie contractuelle, des relations avec

l'Etat, la modernisation de la gestion des établissements.

Et voilà qu'à peine de retour, la droite ouvre à nouveau le dossier, prenant le risque d'interrompre le cessez-le-feu des cinq dernières années. Certes, avec le temps et l'expérience, la volonté de revanche s'est apaisée. Et l'opposition d'hier, majoritaire aujourd'hui, a manifestement affiné la méthode : elle a abandonné le tir de barrage et opté pour la frappe chirurgicale. Bref, elle a beaucoup appris de ses déboires passés.

Elle a compris, tout d'abord, les limites de l'initiative parlementaire. Non seulement elle permet d'aller plus vite et de sauter l'obstacle de l'examen préalable par le Conseil d'Etat. Cela esquive également le risque de voir attaché le sort d'une réforme au oom du ministre ou exercice. Deuxième enseignement retenu : en engageant le débat dès maintenant, la majorité évite ces tergiversations qui conduisent, soixante ans après, à reporter à l'automne l'examen de la réforme. Avec les conséquences que l'on sait. L'actuelle proposition de loi, discutée en fin de session, a toutes les chances d'être adoptée au moment où les universités seroient vides. C'est évidemment plus prudent.

Un clivage profond

En outre, l'actuelle proposition de loi, en écartant le scénario d'une réforme globale de l'Université, joue habilement sur la notion d'autonomie des établissements. En invitant les universités qui le souhaitent, et elles seules, à s'engager sur la voie de dérogations à la loi Savary, la majorité et le gouvernement peuvent commodément fractionner et évaluer les oppositions et justifier les entorses à la loi. Comment refuser ces « assouplissements », dès lors que tel ou tel établissement les aura adoptés à la majorité ?

Enfin, il est évident que cette médecine douce proposée à la communauté universitaire tient compte des évolutions en profondeur de ces

dernières années. Le développement, depuis 1989, de la politique contractuelle et quadriennale entre les universités et l'Etat a favorisé l'émergence de projets d'établissement et renforcé le rôle des présidents et de leurs équipes, rendant d'autant plus pesants, au quotidien, le carcan de la loi Savary comme la tutelle de l'administration.

De même, l'engagement de plus en plus sensible des régions sur le terrain de l'enseignement supérieur, le rôle mieux reconnu de la dimension professionnelle des formations universitaires ont favorisé de nouveaux partenariats, avec les collectivités locales et les entreprises, et ouvert de nouvelles marges de manœuvre et d'innovation pour les universités.

Bref, le climat n'est pas défavorable, et l'affaire paraît mieux engagée que jamais. Reste à la majorité, si elle veut être vraiment convaincante et réussir en douceur là où elle a échoué bruyamment il y a quelques années, à surmonter la contradiction fondamentale de son projet : comment plaider l'autonomie des établissements, l'initiative locale, quand, dans le même temps, on introduit, pour toute demande de dérogation à la loi actuelle, un contrôle a priori par le ministre de l'enseignement supérieur ? C'est-à-dire un contrôle d'opportunité par le pouvoir politique et parisien.

Il est vrai que cette double tentation – liberté locale, contrôle national – n'est pas propre à la droite. Le clivage est profond et royaume, à gauche également, à deux traditions, deux cultures, presque deux modèles, symbolisés d'un côté par l'université napoléonienne, de l'autre par le mythe américain. Toute la question, aujourd'hui, est de savoir si le meilleur moyen de dépasser ce clivage consiste à repenser le problème des structures de pouvoir au sein des universités, au risque de réveiller, à tous les niveaux, de vieilles querelles de clans.

GÉRARD COURTOIS

REPÈRES

AGRICOLE. Du fait de la réforme du baccalauréat annoncée le 7 juin par le ministre de l'éducation nationale et applicable à partir de la session 1995, les diplômes de l'enseignement agricole font peau neuve. L'ancien bac D' (sciences agronomiques et techniques) devient le bac scientifique à spécialité biologie-écologie, soit l'un des cinq bacs de la série « S », aux côtés des dominantes math, physique, sciences de la vie et de la terre et technologie industrielle. Ce nouveau bac concerne environ 2 500 élèves. Par ailleurs, deux baccalauréats technologiques sont créés à partir des anciens brevets de technicien agricole (BTA), diplômes de niveau bac donnant accès aux études supérieures (BTS notamment). Le BTA généraliste est ainsi transformé en bac « sciences et technologies de l'agronomie et de l'environnement » (STAE), et le BTA « transformation des produits alimentaires » en bac « sciences et technologies du produit alimentaire » (STPA). Les deux bacs concernent 3 500 élèves. A terme, les 15 000 candidats à la trentaine de brevets de techniciens agricoles verront leurs diplômes renouvelés, soit en bacs technologiques soit en bacs professionnels. Contrairement aux bacs généraux et technologiques qui dépendent du ministère de l'éducation, l'enseignement agricole, qui dépend du ministère de l'agriculture, conserve le contrôle en cours de formation, jugé comme une avancée intéressante.

seignement porte notamment sur l'histoire des professeurs de la nature, les textes législatifs en matière d'environnement, les sciences naturelles, les espèces et les espèces protégées, les enjeux politiques et économiques de l'environnement.

► Renseignements : Daniel Edal, Paris-VIII, département de géographie. Tél. : 49-40-64-66.

IMMIGRATION. Combien d'étrangers vivent en France ? Qu'est-ce que le regroupement familial, le droit d'asile, le droit du sol ? Comment peut-on être étranger sans être immigré ? L'hebdomadaire *Textes et documents pour le classe* (TDC), publié par le Centre national de documentation pédagogique, répond à toutes ces questions dans sa dernière livraison. Ce dossier ne rend évidemment pas compte des derniers développements de l'actualité, particulièrement mouvante. Mais il fournit les éléments de réflexion indispensables à une approche scolaire de ces questions complexes. Rédigé par Patrick Weil, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, il a été réalisé avec la collaboration du Fonds d'action sociale (FAS) et de la direction de la population et des migrations du ministère des affaires sociales.

► Textes et documents pour le classe, 21, square Saint-Charles, 75012 Paris. Tél. : (1) 40-02-03-33.

ÉCOLOGIE. Pour la rentrée universitaire 1993, le filaire écologie de l'université Paris-VIII-Saint-Denis, qui délivrait déjà un certificat de spécialité en écologie, met en place un diplôme d'université d'écologie humaine et appliquée. Ce diplôme n'a pas pour vocation de former des écologues ou des écologistes, mais de fournir un complément de formation à des étudiants à plein-temps ou à des salariés (fonctionnaires territoriaux, géographes, aménageurs, responsables d'associations, élus locaux, etc.). L'en-

LONDRES. Les chercheurs et les étudiants français en mal d'hébergement à Londres peuvent avoir recours à la Maison de l'Institut de France, installée à deux pas de Hyde Park. Les places sont peu nombreuses (14 chambres), mais l'adresse est bonne et les prix modiques (23 livres sterling pour la nuit et le petit déjeuner, 15 livres pour les étudiants).

► Institut de France, M^{me} Valette Vieillard, 23, quai Conti, 75006 Paris. Tél. : 44-41-44-41.

POINT DE VUE

Boomerang

par Jean-Yves Mériindol

TREIZE députés viennent de déposer, en plein accord avec le ministre chargé de l'enseignement supérieur, une proposition de loi visant à autoriser de larges dérogations aux dispositions législatives en vigueur, c'est-à-dire à la loi Savary, promulguée en janvier 1984, après quelques corrections imposées par le Conseil constitutionnel.

Il n'est pas sans intérêt de noter que ce dernier avait été saisi, à l'époque, par plusieurs députés que l'on retrouve parmi les signataires de l'actuelle proposition de loi : MM. Barrot, Guichard, Peyruffe et Pinte, auxquels on pourrait ajouter M. Millon qui, pour des raisons tactiques, n'a pas signé la récente proposition de loi mais a joué un rôle actif dans cette initiative parlementaire.

Un esprit simple pourrait croire que le texte présenté aujourd'hui par ces parlementaires est en accord avec les arguments qu'ils utilisaient en 1983 pour contester la loi Savary. Deux exemples démontrent qu'il n'en est rien.

Le premier concerne le contrôle par le ministre des décisions des

établissements. La proposition de loi stipule que « les statuts et leurs modifications sont transmis au ministre chargé de l'enseignement supérieur. Sous réserve de sa part dans le délai de deux mois, ils sont considérés comme approuvés ». Cette formulation n'est pas anodine. La loi Faure de 1968 indiquait que l'effet des délibérations des conseils pouvait être suspendu par le recteur chancelier « jusqu'à décision du ministre de l'éducation nationale, qui doit statuer dans les trois mois ».

Cette conception d'une autonomie très encadrée disparaît en 1984 puisque la loi Savary précise que « les délibérations des conseils entrent en vigueur sans approbation préalable ». Cependant « le chancelier peut saisir le tribunal administratif d'une demande tendant à l'annulation des décisions ou délibérations qui lui paraissent entachées d'illégalité. Le tribunal statue d'urgence ».

Trous de mémoire

Tout à leur opposition virulente à la loi Savary, les parlementaires signataires de la saisine du Conseil constitutionnel appuient leur requête sur l'argument suivant : les pouvoirs ainsi conférés au chancelier « seraient contraires à l'autonomie de l'établissement et donc à la liberté d'enseigner ». A la suite d'une argumentation précise, le Conseil rejette finalement leur demande, après avoir souligné que « l'exercice du pouvoir ainsi confié au chancelier est lui-même, de plein droit, soumis au contrôle du juge », ce qui permet de considérer qu'il n'en résulte aucune atteinte à des règles ou principes de valeur constitutionnelle.

Or que stipule l'actuelle proposition de loi ? Elle confie au ministre la liberté d'approuver les délibérations statutaires – ce qui lui donne le pouvoir de les désapprouver –

sans qu'il ait à plaider l'illégalité ou sans que le juge ait à trancher. Le ministre pourrait, par exemple, s'opposer aux dérogations qui lui paraîtraient contraires « au caractère national des diplômes ». On a le droit de comprendre. En effet, le ministre est déjà totalement maître des diplômes nationaux puisque, aux termes de la loi, c'est lui qui « habilite à cet effet les établissements ». Les autres diplômes, proposés à chaque université, n'ont à relever d'aucun « caractère national », notion sans définition juridique.

On voit bien, sur ce premier exemple, que le dispositif proposé entraînerait un recul de l'autonomie. La « liberté d'enseigner » et « l'autonomie de l'établissement » que certains parlementaires faisaient mine de défendre il y a dix ans, paraissent bien loin. Et nous nous troussons de mémoire. Surprenante plasticité de l'argumentation.

Un deuxième exemple n'est pas moins instructif. Le Conseil constitutionnel a émis en 1984 – au terme d'un raisonnement hardi – au rang de principe constitutionnel l'indépendance des professeurs. Cette décision, qui répondait au vœu des parlementaires signataires de la saisine, s'impose désormais à tous. Le Conseil d'Etat a eu, depuis, veiller à ce que les textes pris en application de la loi, y compris en vertu de dispositions dérogatoires – pour les écoles normales supérieures ou les grandes écoles – respectent ce principe.

Supposons que la proposition de loi soit adoptée et qu'un jour le ministre approuve des dispositions dérogatoires contraires à cette décision, par exemple pour la composition des conseils d'université. Techniquement, c'est tout à fait possible : l'absence de constitution préalable du Conseil d'Etat (du simple fait qu'il s'agit d'une proposition de loi parlementaire et non d'un projet de loi gouvernemental) et les très longs délais de jugement des recours (certains, datant de 1987, ne sont pas encore examinés) peuvent permettre dans les faits de contourner assez facilement les décisions du Conseil constitutionnel. Mais on voit bien, là encore, que l'indépendance des professeurs, vigoureusement plaidée il y a dix ans, ne semble plus peser très lourd aujourd'hui.

Les auteurs de la proposition de loi qui va être examinée par l'Assemblée nationale dès cette semaine s'exposent donc à se voir opposer le texte de saisine de 1983 dont plusieurs furent signataires. L'ironie de ce constat est toutefois tempérée par un peu d'amertume. Les établissements, qui attendent des mesures plus pragmatiques et moins juridico-statutaires, risquent de faire les frais des incohérences et fausses solutions dues à cette proposition de loi.

► Jean-Yves Mériindol est professeur de mathématiques à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg.

avec Le Monde
sur Minitel - par téléphone

Admissibilité :
ESIGELEC

36.15 LEMONDE - 36.70.30.70

LYCEE LA FONTAINE
75016 PARIS
Tél. : 16 (1) 46 51 31 21

PREPA HEC
CONCOURS D'ADMISSION DIRECTE
2ème Année

ESCP
CONCOURS D'ADMISSION L'ANNEE
(diplôme du 1er cycle)

STAGE D'ETE
EN COLLABORATION AVEC LE CNED
19 JUILLET - 21 AOUT 1993

Réunion d'information au lycée
26 juin 10h

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
CNED DE VANVES

eslsc
3° CYCLES SPÉCIALISÉS
Un plus pour votre formation en Management

Ces 5 programmes d'un an dispensés par un corps professoral et des spécialistes experts vous assurent une formation de haut niveau dans les domaines les plus porteurs du management

FINANCE ET NÉGOCE INTERNATIONAL-TRADING
INGÉNIERIE FINANCIÈRE
MANAGEMENT DES ENTREPRISES
GESTION DE PATRIMOINE
EXPERTISE ET CONTRÔLE DE GESTION

Renseignements : 3° cycles spécialisés GROUPE E.S.L.S.C.A.
1, rue Bougainville, 75007 Paris - Tél. : (1) 45-51-32-29

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES
Fondée en 1949 - Reconnue par l'Etat

Le 2^{ème} Cycle
Gestion du Personnel et des Ressources Humaines

IGS Institut de gestion sociale
Demain vous serez en entreprise :

- Responsable du Personnel
- Responsable de la Formation
- Responsable du Recrutement
- Directeur des Ressources Humaines

11 mois d'enseignement
7 mois de stage en entreprise

CONCOURS 6 JUILLET 1993

Admission : Travaux dirigés, DEUG, DUT, BTS, Licence
Concours : 3ème trimestre 1993, Avril, Juin, Septembre
Renseignements tél. : (1) 47.57.31.41
IGS, 120 rue Danton 92000 Levallois-Perret

Nom _____ Prénom _____
Age _____ Niveau d'études _____
Adresse _____
Code Postal _____ Ville _____ Tél. _____

souhaite recevoir une brochure détaillée du 2ème cycle de Gestion du Personnel
IGS, 120 rue Danton 92000 Levallois-Perret - Tél (1) 47.57.31.41

essais pour les IUFM

Castelle

ÉCONOMIE

Pour freiner le dérapage du déficit budgétaire

BILLET

Le linge sale de la BERD

L'affaire de la BERD n'en finit plus. Deux mois se sont écoulés depuis que le « marbrié » a éclaté et chaque jour ou presque apporte une nouvelle rumeur, une accusation inédite, notamment dans les colonnes du quotidien britannique *Financial Times*. D'ordinaire plutôt loquaces, Jacques Attali a été retranscrit dans le silence, en attendant la remise, le 15 juillet, du rapport d'un comité d'audit. Celui-ci devra déterminer si, oui ou non, la Banque chargée d'essayer l'endémie Europe communiste pour sa transition vers l'économie de marché a privilégié des dépenses de fonctionnement somptueuses – notamment la fameuse hall en marbre – par rapport aux prêts aux pays en transition.

Malgré ce n'est pas, loin de là, le seul enjeu dont l'imposant immeuble de la City londonienne renvoie l'écho. Quelles que soient les critiques formulées à l'encontre de son budget, la BERD existe bel et bien. L'affrontement en cours pour son contrôle en est la meilleure preuve. A la création de la Banque en 1990, les actionnaires ne se sont jamais précipités à lui verser les millions de la nouvelle institution. Doit-elle se concentrer sur l'aide au secteur privé, alors que certains États, notamment parmi ceux issus de l'ex-URSS, ont des infrastructures extrêmement sous-développées ? Doit-elle répartir uniformément ses crédits entre les États alors que les demandes et les besoins sont inégaux ? Que M. Attali termine ou non son mandat de président, il est important de savoir si le pouvoir au sein de la Banque sera sous le contrôle des États-Unis ou si le CEE, actionnaire majoritaire, conservera un contrôle plus important.

Il y a trois ans, Ernest Stern, actuellement numéro 2 de la Banque mondiale et considéré comme étant favorable aux thèses américaines, avait refusé le poste de vice-président de la BERD, finalement attribué à un Américain, Ron Freeman. Celui-ci se trouve désormais en conflit presque ouvert avec M. Attali, et, s'il venait à être remplacé par M. Stern, éventuellement dans le cadre de structures remaniées, nul doute que ce dernier exigerait un pouvoir accru. Il serait bien sûr excessif de parler d'une mainmise américaine sur la BERD, mais le rôle du président s'en trouverait renforcé. Comme c'est souvent le cas, les problèmes de fond risquent d'être résolus dans l'urgence. Une situation fréquente aussi bien dans les organismes internationaux qu'au sein des entreprises privées. Il reste à espérer que les actionnaires de la BERD trouveront les bases d'un compromis qui, s'il n'est pas parfait, ne joue pas au détriment de la reconstruction de l'Europe de l'Est.

FRANÇOISE LAZARE

EN BREF

Logement : 270 000 mises en chantier prévues en 1993. – Les mises en chantier de logements neufs en 1993 devraient se situer autour de 270 000, selon les prévisions de la direction des affaires économiques et internationales (DAEI) du ministère de l'équipement, des transports et du tourisme. En 1992, ce chiffre était de 277 000. En avril dernier, le rythme annuel était de 259 500 logements nouveaux, soit une baisse de 15,7 % sur les douze derniers mois. Pour les quatre premiers mois de 1993, la baisse était de 16,6 % par rapport à la même

Le gouvernement britannique s'attaque à l'« Etat providence »

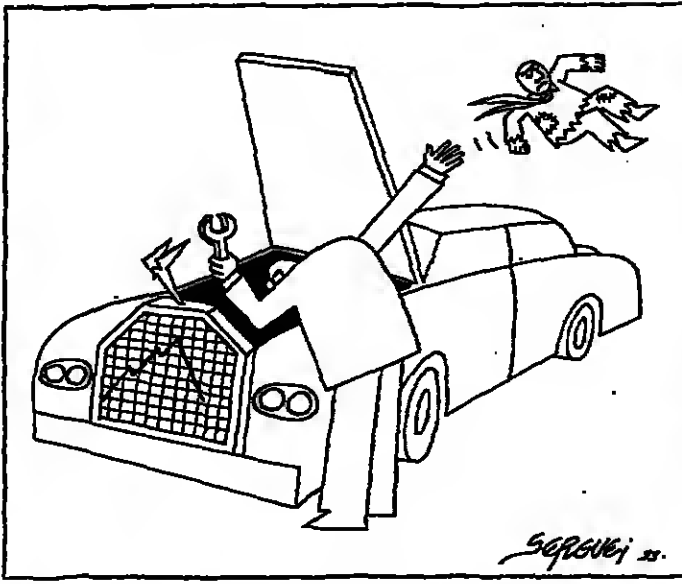
Alors que l'Europe continentale s'enfonce dans la récession, l'économie britannique manifeste une vitalité presque exemplaire. Les signes encourageants coexistent cependant avec un fort déficit public. Pour le réduire, le gouvernement doit augmenter la pression fiscale ou réduire les dépenses, c'est-à-dire s'attaquer au *welfare state*, cet « Etat-providence ».

LONDRES

De nouveau, certains experts et éditeurs se laissent aller à ce travers bien connu consistant à prendre prétexte d'une poignée d'indices favorables pour envisager un avenir économique radieux. Le *Financial Times* estimait récemment que le reste de l'Europe devrait suivre l'exemple britannique, et annonçait que le « *Made in Britain* » pourrait bien devenir l'*« exportation de qualité »* s'agissant d'une politique économique couronnée de succès. *The Economist* lui-même s'interrogeait : « s'agit-il d'un « boom » ? Cet optimisme est en partie fondé, puisque la Grande-Bretagne apparaît comme un îlot – potentiel – de prospérité dans une Europe qui s'enfonce de plus en plus dans la récession.

Le nouveau chancelier de l'Echiquier, Kenneth Clarke, peut ainsi affirmer avec plus d'assurance que son prédécesseur que son pays a connu des années de croissance soutenue et d'augmentation de l'emploi, bien que l'évolution des finances publiques du Royaume-Uni oblige à un constat nettement plus circonspect. Un boom ? Ce serait aller bien vite en besogne, mais il est vrai que l'étonnante courbe déclinante du chômage – celui-ci a de nouveau reculé en mai, pour le quatrième mois consécutif – autorise des espoirs. La Grande-Bretagne a « perdu » 80 000 chômeurs depuis février, ce qui ramène le total à 2,91 millions, soit 10,4 % de la population active.

D'autre part, les craintes que l'on pouvait formuler depuis la forte dévaluation de la livre sterling, s'agissant de l'augmentation des prix, ne se sont pas encore matérialisées : en mai, l'inflation a maintenu son rythme du mois précédent, soit 1,3 %. Enfin, la production manufacturière a progressé de 0,7 % en avril, ce qui entraîne une amélioration de 2,2 % sur trois mois et, théoriquement, de 9 % sur un an. Bref, la conjoncture écono-



mique tend à démontrer que le pari d'une croissance fragile mais soutenue, et surtout non inflationniste, peut être tenu. L'exemple du secteur automobile, dont la production a augmenté de 21,8 % en avril, est cependant préoccupant. Outre ce bon résultat est presque essentiellement dû aux marques japonaises (Nissan, Toyota, Honda), il s'inscrit en parallèle d'une baisse de 23,5 % de la production automobile allemande.

Une potion amère encore inconnue

On mesure ainsi la fragilité de la reprise britannique, laquelle ne pourra pas ne pas être affectée par la récession qui frappe les économies continentales, comme en atteste le creusement du déficit commercial (4,5 milliards de livres) (1) au cours des quatre premiers mois de l'année. Or, cette évolution, qui montre mieux que des discours à quel point la Grande-Bretagne est « ancrée » en Europe (plus de 60 % des exportations britanniques sont destinées aux pays de la CEE), pourrait, paradoxalement, être aggravée par une reprise de la demande domestique, compte tenu de la forte dépendance extérieure de la Grande-Bretagne pour ses produits de consommation courante.

Certes, pour l'instant, tout va bien : les exportations britanniques, fortement aidées par la dévaluation compétitive de la livre, des gains de productivité, des coûts de production et une situa-

tion sociale favorables (voir l'affaire Hoover), progressent. Mais si la récession en Europe s'approfondit, le « miracle » dont parlent certains deviendra mirage. Dans son premier discours, le 15 juin, le chancelier de l'Echiquier s'est abstenu de dévoiler les ingrédients de la potion amère qu'il va devoir prescrire pour réduire un déficit public atteignant 50 milliards de livres cette année. Il s'est borné à souligner qu'« aucun chancelier conservateur ne peut accepter longtemps l'obligation d'emprunter 1 milliard de livres chaque semaine ».

Ses objectifs (maintenir l'inflation dans une fourchette de 1 % à 4 %, restaurer l'équilibre des finances publiques, favoriser une reprise durable) sont semblables à ceux de son impopulaire prédécesseur, Norman Lamont, mais, en filigrane, leurs priorités diffèrent. M. Clarke veut profiter d'un environnement économique favorable pour « pousser » la croissance, quitte à prendre quelques risques avec l'inflation. Il est encouragé par les avis des économistes, qui soutiennent l'importance de la bataille de l'inflation est virtuellement gagnée, et conseillent au gouvernement de donner un coup de pouce à la reprise par une nouvelle baisse des taux d'intérêt. L'objectif serait de soutenir les ventes de produits dont la progression est médiocre – et d'encourager l'investissement industriel.

Le chancelier de l'Echiquier est soucieux de ne pas dilapider les succès remportés sur le front de

l'inflation, mais il ne perd pas de vue que celle-ci n'est pas une fin en soi. Ce qui importe, c'est le soutien de la prospérité. M. Clarke, qui raisonne davantage en « politique » que M. Lamont, n'a pas indiqué comment il va porter un coup d'arrêt à cette balade des dépenses de l'Etat, qui ont augmenté de 17 % en cinq ans. L'alternative est cependant simple : augmenter les impôts ou réduire les dépenses, voire agir sur les deux fronts. Avec diplomatie, il a fait remarquer qu'« aucun chancelier prudent ne peut considérer que la pression fiscale est quelque chose qui doit toujours baisser », ce qui a suffi à faire bondir l'aile droite du parti conservateur, représentée par les partisans de lady Thatcher.

Une universalité inadaptée

Les torres incarnant, traditionnellement, le parti de la baisse des impôts, le gouvernement ne dispose pas dans ce domaine d'une grande liberté de manœuvre. Celle-ci est moins restreinte s'agissant de la réduction des dépenses de l'Etat. Comme des économies suffisantes ne seront pas obtenues par une simple compression des dépenses militaires et des budgets des gouvernements locaux, le gouvernement a résolu de s'attaquer au *welfare state*, cet « Etat-providence » qui englobe la santé, l'éducation et la sécurité sociale. La récession a en effet entraîné une forte augmentation du budget de la sécurité sociale, qui représente à lui seul plus de 80 milliards de livres.

Le système mis en place par lord Beveridge au lendemain de la seconde guerre mondiale, qui consistait en une prise en charge collective de ceux qui souffrent du chômage, de la maladie et de la pauvreté, n'est plus considéré, par bien des économistes, comme adapté à la situation économique de la Grande-Bretagne, notamment à ses contraintes budgétaires et à sa philosophie ultra-libérale de ses gouvernements. Depuis plusieurs semaines, un vif débat s'est développé (1) entre partisans et adversaires d'une remise en cause du *welfare state*, et de son principe d'universalité au nom duquel, riches ou pauvres, les Britanniques ont droit aux mêmes prestations.

Tout à tour, des « fuites » gouvernementales ont désigné les principales prestations qui seraient victimes d'expériences de l'austérité budgétaire : ne pas ainsi de l'augmentation des tarifs d'ordonnance

médicale, de celle des frais d'hospitalisation et de la limitation, voire de l'imposition, du *invalidity benefit* auquel peuvent prétendre tous ceux qui sont dans l'impossibilité de travailler à la suite d'une maladie de longue durée. Le premier ministre a récemment fait remarquer que le nombre de bénéficiaires du *invalidity benefit* est passé de 750 000 à 1,5 million en dix ans, alors que, dans ce laps de temps, le niveau de santé des Britanniques s'est nettement amélioré. Bref, le budget de cette prestation, qui est passé de 1,5 à plus de 6 milliards de livres, est particulièrement visé. Mais une telle réforme du *welfare state* constitue une réforme radicale.

Pour la mener à bien, John Major a besoin d'un soutien sans faille de sa majorité parlementaire. Or dans ce domaine comme dans d'autres, sa liberté de manœuvre est étroite. Lorsqu'elle était au pouvoir, M. Thatcher disposait d'une majorité de plus de cent voix, et d'un parti largement « godillot ». Aujourd'hui, la majorité de M. Major est réduite à huit voix et, sur un nombre grandissant de questions, le gouvernement est obligé de négocier l'approbation d'un parti dont une minorité (les fidèles de Margaret Thatcher) a acquis une « culture de la rébellion ». M. Major n'ignore pas que le soutien public que lui a récemment accordé son prédécesseur en estimant que le moment n'était pas venu de contester l'autorité du premier ministre, était purement tactique.

La droite du parti tory ne souhaite pas déstabiliser M. Major, parce qu'elle n'a pas actuellement de candidat crédible à lui opposer : Michael Portillo et Michael Howard (respectivement secrétaire au Trésor et ministre de l'Intérieur) ne sont pas considérés comme « prêts » à prendre la relève. Aux « euroceptiques » comme aux autres, M. Major doit cependant faire accepter une austérité budgétaire devenue urgente. Les critiques du parti tory lui font valoir que celle-ci est dangereuse, que le plan politique de M. Major, à l'approche d'une élection parlementaire partielle, on compte 34 % de retraités, lesquels auraient toutes les raisons de réagir négativement si le *invalidity benefit* était remis en cause. Contraintes politiques et budgétaires, la quadrature du cercle pour John Major...

LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre sterling = environ 130 F.

Un déficit de plus de 23 milliards de francs

Pertes record aux Lloyd's de Londres

LONDRES

Des résultats globalement inacceptables et qui ne doivent jamais se répéter : cette promesse, et la mine contrite avec laquelle David Rowlands, président des Lloyd's, a annoncé, mardi 22 juin, des pertes financières en 1990 (établies avec trois ans de retard pour tenir compte des remboursements de sinistres) de 2,91 milliards de livres (1), pour le numéro un mondial de l'assurance, constituait une piètre consolation pour les principaux intéressés, les *names*.

Ceux-ci, qui sont de riches particuliers membres d'un ou de plusieurs syndicats d'assurances du Lloyd's, assistent en effet, pour la troisième année consécutive, à la dilapidation de leur capital, et beaucoup sont ruinés : le déficit était de 2,06 milliards de livres en 1988. Or, jusqu'à la réforme, annoncée en avril dernier, du grand marché d'assurance-réassurance, les *names* étaient respon-

sables sur leur fortune personnelle, des profits et pertes de la compagnie.

En moyenne, les quelque 28 700 *names* qui étaient souscripteurs en 1990 subissent des pertes d'environ 100 000 livres chacun. Parmi eux, figurent plusieurs dizaines de parlementaires (le *Monde* du 8 juin). M. Rowlands a souligné à quel point ces mauvais résultats représentent l'heure la plus noire de l'histoire, vieille de 305 ans, de la maison d'assurance londonienne, mais il a insisté pour que les *names* continuent à apporter leur soutien à la compagnie : les actions en justice lancées contre les responsables des groupes de syndicats en faillite risquent de se prolonger pendant de nombreuses années, s'il insiste, et peu nombreux, au bout du compte, seront les *names* qui pourront récupérer une partie de leur fortune.

L. Z.

(1) Une livre sterling = environ 8,30 francs.

Le syndicat allemand au secours de l'économie

IG Metall veut axer sa stratégie sur une plus grande coopération dans les entreprises

FRANCFORT

Les syndicats allemands savent être puissants mais raisonnables. Quelques semaines après avoir déclenché une grève dans la métallurgie des nouveaux Länder de l'Est et avoir obtenu satisfaction sur l'essentiel de ses revendications de salaires, l'IG Metall, le plus grand syndicat de branche en Allemagne, propose un revirement de stratégie. Klaus Zwickel, son nouveau président, a indiqué, mardi 22 juin, qu'aux demandes d'augmentations salariales devront se substituer dans les années à venir plus de coopération dans les entreprises. Moins d'argent, mais plus de pouvoir.

Les salariés doivent chercher à obtenir plus d'influence sur les conditions générales de travail, a expliqué M. Zwickel : « La réforme des contrats salariaux doit offrir plus d'humanité et d'efficacité, mais doit aussi chercher à mieux garantir l'emploi. »

Par ce revirement, l'IG Metall entend apporter sa contribution à la reprise économique et, à plus long terme, à la consolidation de la compétitivité du pays, à un moment où les critiques se multiplient à l'encontre de l'aveuglement des syndicats, qui revendiquent des hausses de salaires jugées insupportables en pleine récession. L'Allemagne est devenue le pays où les coûts du travail sont les plus élevés du monde, provoquant une accélération des délocalisations.

Le patronat et le gouvernement réclament non seulement de stopper la progression des coûts sociaux, mais aussi de revenir en arrière. L'enjeu est de consolider le

« *Standort Deutschland* ». L'Allemagne comme pays d'investissement et de production. Déjà, plusieurs institutions réclament un allongement de la durée de travail pour certains fonctionnaires. Des entreprises quittent les organisations de branche pour échapper aux accords nationaux et négocier salaires ou durée du travail directement avec leurs comités d'entreprise.

IG Metall refuse d'entrer dans ce jeu. Zwickel a appelé la « *Standortpolitik* » à accepter de limiter les hausses du coût du travail, mais dans un esprit différent du patronat. Il rejette tout retour en arrière social et parle de « *restauration* » d'une Allemagne où les facteurs de qualité globale que sont le travail, la technique, le capital et l'Etat sont au meilleur niveau. Les syndicats tiennent à la stratégie qui a jusqu'ici fait le « miracle allemand » : de bons ouvriers bien payés font les meilleurs produits du monde.

ÉRIC LE BOUCHER

Chine : la croissance économique devrait atteindre près de 14 % au premier semestre. – Loin de se ralentir la croissance économique s'accroît en Chine. Pour le premier semestre, les autorités prévoient qu'elle ne dépasserait pas 8 % à 9 %. Les estimations ont été revues à la hausse et désormais le gouvernement table sur une croissance du produit national brut (PNB) compris entre 13 % et 14 % pour les six premiers mois, et son maintien à un niveau élevé d'ici la fin de l'année. En 1992, le PNB avait progressé de 12,8 %, soit la plus forte hausse depuis 1988.

La guerre commerciale entre la CEE et les États-Unis

Washington augmente le montant des droits sur l'acier

Le département américain du commerce a fixé les montants des droits anti-dumping infligés à certaines importations d'acier, à hauteur de 22 juin la Commission européenne en précisant que les nouvelles mesures aggravent les droits de certains des sanctions déjà prises contre les ventes d'acier communautaires aux États-Unis. Près de 2 millions de tonnes de produits d'une valeur de 815 millions de dollars sont désormais touchés.

« Il est simplement inacceptable que des importations d'acier de la CEE et de treize autres pays soient utilisées comme bon émissaire pour des problèmes venant simplement de la concurrence interne aux États-Unis », a précisé Leon Brittan, commissaire européen chargé des relations économiques extérieures. L'imposition définitive de ces droits antidumping est cependant encore soumise à une décision finale de l'International Trade Commission (ITC) américaine, le 4 août.

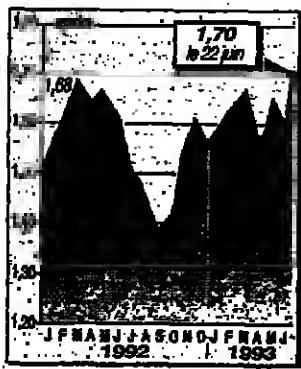
Le Monde
EN ENTREPRISE
tarifs et services
spéciaux

Service entreprises :
Tél. : 49-60-32-68
Fax : 48-71-60-04

ÉCONOMIE

a l'Etat providence

La Bundesbank s'inquiète pour le mark



Le dollar a atteint 1,70 mark à New-York mardi 22 juin, son plus haut niveau depuis vingt mois. Cette évolution reflète la position relative des deux économies : reprise américaine et récession allemande. La plupart des économistes s'attendent d'ailleurs à ce que la reprise du dollar face au mark débute à l'automne dernier, mais la crise monétaire européenne et la lenteur de la reprise américaine ont différé le mouvement de quelques mois. Début septembre, le dollar était tombé à son plus bas niveau historique face à la monnaie allemande, à 1,39 DM. Les pronostics à Francfort avançaient un taux de 1,80 DM pour le rentrée.

La Bundesbank s'est toujours inquiétée des effets inflationnistes d'un mark affaibli (le billet vert plus cher alimente l'inflation dite importée, à cause du coût surélevé de denrées comme le pétrole). Mais la Bundesbank se soucie aussi du mark perché qu'un mouvement de dévaluation vis-à-vis de l'économie allemande tout entière est en train de croquer dans les milieux financiers internationaux, comme la prouve la relative force des monnaies européennes face au mark.

Pour rationaliser ses services administratifs M. Longuet réorganise son ministère

Depuis sa nomination comme ministre de l'Industrie, des postes et télécommunications, Gérard Longuet avait pas caché son intention de tout faire pour rendre pérenne cette structure, qui occupe pour la première fois ces quatre champs d'action. La réorganisation actuellement en cours de mise en œuvre, fusionne les activités horizontales qui existaient jusqu'à présent au sein des ministères des PTT d'une part et de l'Industrie et du Commerce extérieur d'autre part : gestion du personnel, gestion financière, et dérogation budgétaire, communication, cabinet du ministre. Cette fusion devrait permettre de réduire les effectifs et les coûts de fonctionnement du ministère, qui emploie actuellement 9 000 personnes.

Une direction générale des postes et des télécommunications (DGPT) est aussi créée. Elle constitue la sixième direction générale du ministère aux côtés de la direction générale des stratégies industrielles (DGSI), dirigée par Didier Lombard, la direction de l'action régionale et de la petite et moyenne industrie (DARPMI), Marcel Gémont, la direction des relations économiques extérieures (DREE), Jacques Despoutis, la direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP), Claude Mandil ainsi que la direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN), André-Claude Lacoste.

INDUSTRIE

Un accord commercial, financier et industriel

Bull s'allie avec l'américain Packard Bell pour attaquer la grande distribution

Quatre ans après avoir acheté la firme de micro-informatique Zenith Data Systems, Bull persiste et signe une nouvelle alliance dans ce marché très concurrentiel. Le constructeur français d'ordinateurs a conclu un accord avec Packard Bell, société privée californienne spécialisée dans la fabrication et la vente d'ordinateurs de bureau, compatibles IBM PC, n'ayant aucun lien avec son presque homonyme Hewlett-Packard.

Créée en 1926 pour fabriquer et vendre des postes de radio, Packard Bell est lancée en 1986 dans la micro-informatique, à la suite d'un rachat par son actuel groupe de direction. L'accord avec Bull est tout à la fois commercial, industriel et financier. Il prévoit en effet la commercialisation par Packard Bell des ordinateurs portables Zenith sous sa propre marque. Cette possibilité devrait augmenter fortement les volumes de ventes de Zenith, dans la mesure où Packard

Bell est bien implanté dans la grande distribution américaine, alors que Zenith a cultivé la vente à des gros clients, l'armée américaine en particulier. Les deux firmes ont des gammes de produits relativement complémentaires. Packard Bell d'ailleurs pas d'ordinateurs portables dans sa gamme. En revanche, outre les Zenith, Bull vend également sous sa marque des ordinateurs de bureau compatibles PC. A terme, les deux gammes devraient être unifiées. Actuellement, les ordinateurs de bureaux Bull sont assemblés en France à Villeneuve-d'Ascq et aux États-Unis, près de Chicago dans une usine où sont également assemblés les portables Zenith. Les ordinateurs Packard Bell sont fabriqués en Californie. La faison doit être réorganisée la production des deux groupes n'a pas été précisée.

La rationalité financière de l'accord est moins évidente. Bull va prendre une participation de 19,9 % au capital de Packard Bell, pour un montant non dévoilé. Le constructeur californien avait besoin de capitaux pour financer sa

forte croissance de ces dernières années. Packard Bell a réalisé un chiffre d'affaires de 925 millions de dollars (soit environ 5,2 milliards de francs) en 1992, dont 100 millions de dollars en Europe. Mais il a terminé l'exercice dans le rouge. Un résultat qui ne va pas arranger la situation financière de Bull déjà lourdement déficitaire, avec 4,7 milliards de francs de pertes en 1992. La conjonction des deux forces de vente et les économies d'échelle attendues devraient permettre de rentabiliser les deux affaires en 1994, affirme-t-on côté français.

Les volumes vendus devraient s'en trouver fortement accrus, bien que les firmes n'aient donné aucune indication sur leurs objectifs de vente. A titre indicatif, ZDS a livré 500 000 portables en 1992, pendant que Packard Bell vendait environ un million d'unités. Avec une part de marché en volume de 5,2 % sur le marché américain, il serait le quatrième fabricant d'ordinateurs compatibles entre-Atlantique, derrière Apple, IBM et Compaq.

Transports à la peine

Suite de la première page

Sor dix ans, elle a perdu partout des parts de marché, sauf peut-être sur les modestes lignes africaines : la « vache à lait » du réseau européen n'est plus qu'un souvenir ; la part d'Air France sur l'Atlantique nord est tombée à 31 %. Son endettement dépasse 21 milliards de francs. Les choix stratégiques de son président, Bernard Attali, ne sont pas remis en cause et notamment le rachat d'UTA, les prises de participation dans le capital de belge Sabena et de tabac CSA ont ouvert la porte à des institutions financières nationales.

En revanche, on s'inquiète de haut lieu des difficultés de M. Attali à s'entourer d'hommes de caractère et à déléguer des responsabilités clairement définies, l'ampleur des problèmes ne permettant pas à un homme seul de faire front.

Les causes de la crise simultanée des deux entreprises publiques sont largement les mêmes. La conjonction économique et sociale détestable aux plans national, européen et planétaire raréfie la mobilité des personnes et, comme le souligne un responsable du fret ferroviaire, « il n'y a plus rien à transporter ».

Face à la tempête, la SNCF

Faute d'avoir ouvert suffisamment de guichets

La SNCF perd un procès contre un voyageur sans billet

« Le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous. » Le tribunal de Metz a dû longuement méditer ce slogan de la SNCF avant de relaxer l'avocat messin Daniel Debez, poursuivi sur plainte de la SNCF pour avoir voyagé sans billet et refusé de payer l'amende.

Dans un jugement rendu mardi 22 juin, le tribunal a estimé qu'« il appartenait à la SNCF de mettre à la disposition des usagers suffisamment de guichets pour répondre à la demande, fluide de dernière heure ». « En l'absence de mesures adéquates, la SNCF place l'usager devant un choix impossible, qui est, soit de renoncer à un déplacement supposé nécessaire et impératif (...), soit de supporter une amende en sus du prix du transport, alors que « le fait matériel, générateur de l'infraction (...) était exclusivement imputable aux lacunes de la SNCF ».

L'affaire remonte au 23 avril 1992. Ce jour-là, à la gare de l'Est à Paris, Daniel Debez, avocat à Metz, se voit refuser son billet au guichet, en raison de l'affluence,

sans prendre le risque de rater son train. Une fois dans le train, il va voir le contrôleur pour régulariser sa situation. Celui-ci, en plus du prix du billet, lui réclame le versement d'une indemnité forfaitaire de 90 francs et 120 francs de frais de dossier que l'avocat refuse de payer, estimant que la situation dans laquelle il se trouve, est « entièrement involontaire » et ne « constitue que par le progrès carenné de la SNCF ». Le contrôleur dresse un procès-verbal, et la SNCF, avant de porter plainte, réclame à l'avocat 2 500 francs d'amende qu'il refuse d'acquiescer.

Cette affaire prend un relief particulier, car elle est antérieure aux déboires subis par la SNCF depuis la mise en place du nouveau système informatisé de réservation Socrate. L'entreprise nationale n'a toutefois pas dit son dernier mot. Elle a demandé au ministre public de faire appel de la décision du tribunal de Metz.

A. B.-M.

INDICATEURS

FRANCE	● Réserves de change : - 4,2 milliards de francs d'avoirs officiels en mai. - Les avoirs officiels de change de la France ont légèrement diminué en mai, passant en un mois de 331,9 milliards de francs à 327,7 milliards. Le communiqué du ministère de l'économie signale que « les avoirs en devises ont diminué de 4 milliards de francs à la suite du remboursement intégral des engagements contractés dans le cadre de la défense du franc ».
GRANDE-BRETAGNE	● Balance des paiements courants : - 4 milliards de livres au premier trimestre. - Le déficit de la balance des paiements courants a atteint 4 milliards de livres (33,6 milliards de francs) au premier trimestre en Grande-Bretagne, contre 3,9 milliards (chiffre révisé) le trimestre précédent, an données provisoires corrigées des variations saisonnières. Les analystes attendent un déficit de 3,7 milliards.
JAPON	● Indices composites : - 10,8 points en avril. - L'indice composite japonais, censé préfigurer l'économie du pays dans les mois à venir, a enregistré une baisse en avril à 70 points contre 80,8 points (chiffre révisé) au mois de mars. Il reste cependant largement au-dessus des 50 points, qui constituent la ligne de séparation entre une récession et une expansion.

SOCIAL

S'appuyant sur une promesse de M. Bérégovoy

Trois cent cinquante mineurs défendent la survie de la mine de La Mure

GRENOBLE

de notre correspondant
Les 350 mineurs de La Mure (Isère) mènent, depuis le 7 juin, une grève tournante pour obtenir la prolongation de l'activité de leur gisement d'antracite, qui leur fut promise en février par le premier ministre de l'époque, Pierre Bérégovoy. Le 21 juin, 80 mineurs ont tenté de mettre le feu à un stock de charbon importé d'Allemagne et entreposé à Villefranche-sur-Saône (Rhône). Ils entendaient dénoncer la politique de l'entreprise Charbonnages de France qui, selon eux, « achète à l'étranger du charbon qu'elle pourrait parfaitement extraire de ses propres mines ».

Le bassin de La Mure vit, depuis 1985, une lente agonie ponctuée de brèves rémissions. Sa fermeture avait été programmée en 1989 sous le gouvernement de Michel Rocard et mise à l'année 1994. Cette décision fut confirmée au mois de juillet 1992 par le ministre de l'Industrie, Dominique Strauss-Kahn. Il reprit alors les conclusions de Charbonnages de France, qui estime que ce site, avec un déficit

annuel de 90 millions de francs, n'a plus lieu d'exister. Mais quelques jours avant les élections législatives de mars, le premier ministre s'était déplacé sur le carreau de La Mure pour annoncer l'engagement du gouvernement de maintenir l'activité pendant au moins cinq années supplémentaires. Il avait alors fixé les objectifs de production de charbon à 110 000 tonnes et à 300 le nombre des mineurs qui seraient désormais employés.

Le ministre de l'Industrie, Gérard Longuet, sollicité par les élus locaux toutes tendances politiques confondues, a rouvert le dossier à la veille de la réunion du Fonds de développement économique et social (FDES). Le 25 juin, le Fonds doit donner son accord pour que soient financés, par Charbonnages de France, les travaux de préparation à l'exploitation du quartier des Eperons, soit 28 millions de francs. La direction des Houillères du Dauphiné a exprimé clairement son hostilité à la relance de l'activité charbonnière.

CLAUDE FRANCILLON

mettre à partir de 1994. Le quatrième ou cinquième plan de redressement depuis 1990 comportera-t-il 2 500 suppressions de postes dont un millier de licenciements « secs », après les 5 000 suppressions de ces dernières années ? Cela se discute.

En tout cas, la privatisation n'est pas pour demain. Le malade devra avoir retrouvé des couleurs avant d'être présentable aux yeux des financiers, comme cela a été nécessaire avant la mise en vente de British Airways par M^{me} Thatcher. Gageons aussi que l'Etat aura du mal à mettre sur le marché plus de 49 % des actions d'Air France.

Comme l'a prouvé le désir du gouvernement suisse de préserver l'identité de Swissair à l'occasion de son rapprochement avec KLM, SAS et Austrian Airlines, une compagnie aérienne n'est pas une entreprise comme les autres. Un bout du pavillon national est accroché à l'empeigne de ses avions : pas question qu'il risque de tomber dans des mains étrangères. Là encore, la prudence sera de rigueur.

ALAIN FAUJAS

Le groupe Air France...

Effectifs : 63 933 salariés
Chiffre d'affaires : 57 milliards de francs.
Investissements : 9,5 milliards de francs.
Endettement : 21 milliards de francs.
Résultats : - 3,286 milliards de francs.
Nombre de vols par jour : 500 vols au départ de Paris.
Nombre d'avions : 220 avions.
Capital : 296 millions de francs (1134 millions à partir du 30 juin, par incorporation partielle de la prime de fusion avec UTA).
Pourcentage du capital public : 99,3 %.

et la SNCF en 1992

Effectifs : 193 381 cheminots
Chiffres d'affaires : 55,4 milliards de francs
Investissements : 26,7 milliards de francs
Endettement : 142 milliards de francs
Résultats : - 2 956 millions de francs
Nombre de trains par jour : 13 000 trains
Nombre de motrices : 5 965 unités
Capital : 44,6 milliards de francs
Pourcentage d'actionnaires publics : 100 %

Le Monde
EN ENTREPRISE
Paris et services
spéciaux

COMMUNICATION

Un ancien élu débouté au nom de la liberté de la presse

« L'Est républicain », le « suspect » et la présomption d'innocence

La liberté de la presse ne peut être entravée par le nouvel article du code civil sur la présomption d'innocence. En énonçant ce principe, le tribunal de Metz interprète de manière restrictive une disposition adoptée sous la précédente majorité, disposition visant à contraindre les journalistes à évoquer les « affaires » avec davantage de prudence. Le dossier plaqué à Metz mettait aux prises l'Est républicain et un ancien élu MRG, Jacques Maroselli, qui a été débouté.

Le jugement rendu le 17 juin par le tribunal de grande instance de Metz écarte d'un jour inédit le nouvel article 9-1 du code civil relatif à la présomption d'innocence, article auquel doit se conformer la presse depuis le mois de janvier et qui a valu récemment à la Voix du Nord, à Nico-Martin et au Monde d'être condamnés (le Monde des 24 février, 12 mars et 8 juin). La première chambre civile du tribunal, présidée par Eugène Schneider, vient de débouter Jacques Maroselli, ancien député (MRG) de l'Est républicain (Haute-Saône), de la plainte qu'il avait intentée au quotidien national l'Est républicain pour avoir porté atteinte au respect de la présomption d'innocence. M. Maroselli protestait, le 1^{er} avril, d'avoir été gravement mis en cause dans les éditions du 22 janvier et du 3 février de ce quotidien.

Le journal évoquait, sous le signature du journaliste Luc Sammar, une affaire de fausses factures liées aux Copypretures de Lorraine où était cité le nom de l'ancien maire de Luxeuil. Celui-ci

avait notamment fondé sa plainte sur le sous-titre de l'un des articles, ainsi rédigé : « L'ancien maire de Luxeuil, Jacques Maroselli, est suspecté de complicité d'abus de biens sociaux » dans cette sombre affaire. Il demandait au journal 200 000 francs de dommages et intérêts ainsi que l'insertion du jugement en première page.

Le tribunal de Metz en a jugé différemment. Il remarque que M. Maroselli a bénéficié du droit de réponse prévu par la loi du 29 juillet 1981 sur la presse, tout en soulignant que cela n'empêchait pas le plaignant d'initier simultanément une action judiciaire fondée sur l'article 9-1 du code civil. Mais les magistrats ont mis en parallèle, et ce nouvel article du code civil et celui de la loi sur la presse affirmant que l'imprimé et la librairie sont libres. Ils se sont refusés à privilégier l'un plutôt que l'autre. Pour eux, une loi qui tend à éprouver l'honneur et la considération de la personne humaine ne peut s'opposer à une interprétation exagérée d'une liberté fondamentale qu'est la liberté de la presse.

De surcroît, renchérrissent les magistrats, le quotidien n'a pas failli. Pour le démontrer, ils se fondent à la fois sur une rapide analyse sémantique et sur une description de l'évolution sociologique du lectorat et des médias, en prenant acte de l'importance que revêtent, dans les journaux et dans l'audiovisuel, les « affaires » politico-judiciaires, les finances montées occultes mais aussi, par extension, le traitement du judiciaire popularisé par les « reality shows » du petit écran.

D'une part, le journaliste n'a jamais présenté M. Maroselli comme « coupable » mais comme « suspect », fit-on dans le juge-

ment. Ce dernier terme, fait remarquer le tribunal, « définit la situation d'une personne sur laquelle pèse le soupçon d'être l'auteur possible d'un fait pénallement répréhensible ». Ce qui est le cas, puisque la cour d'appel de Nancy, dans un arrêt du 2 février, avait décidé une information contre cinq personnes, dont M. Maroselli, pour chef de complicité d'abus de biens sociaux. D'autre part, remarquent les magistrats, les lecteurs ne peuvent avoir été abusés puisque, selon eux, « les termes de « suspect » et « coupable » ainsi que « le sans qui s'y attache doivent être maintenus séparés par un lecteur de presse moyennement averti, dans la mesure où ce dernier en est quasi-quotidiennement nourri par un système médiatique infailliblement amené à braquer ses feux sur le moindre actualité judiciaire dès lors que, comme en l'espèce, elle concerne une affaire de « fausse facture » qui appartient à un genre dans lequel un public outrancièrement avide de sensationnel trouve, parfois spontanément, mais plus souvent par conditionnement, une source d'intérêt sans cesse renouvelée ».

Le tribunal de Metz a donc conclu que les articles mis en cause par M. Maroselli « sont caractérisés par la volonté du journaliste de s'entourer d'un certain nombre de précautions dans la narration des informations venues à sa connaissance et mettent en exergue son souci de n'affirmer la culpabilité de personne. L'ancien maire de Luxeuil a donc été débouté de l'ensemble de ses demandes et condamné à payer les frais de justice engagés par l'Est républicain. La décision est évidemment susceptible d'appel.

YVES-MARIE LABÉ

Les négociations du GATT et l'audiovisuel

La Commission européenne est accusée de « trahir » les intérêts des professionnels de l'image

« Trahison » : le cri a jailli, mardi 22 juin, parmi les organisations professionnelles de la production cinématographique et audiovisuelle française, qui estiment, « preuve » à l'appui, qu'elles ont été flouées par la Commission européenne. Que reprochent les professionnels de l'image à la Commission ? De négocier seule et de capituler sans combattre. Un document interne de la Commission européenne ayant filtré à l'extérieur montre que, à l'occasion des rencontres préalables aux discussions sur le GATT (notamment la réunion du G7 à Tokyo, début juillet), celle-ci s'apprête à négocier pour l'audiovisuel sur des positions de repli face aux exigences américaines. Alors que les Etats membres de l'Organisation européenne semblaient s'être mis d'accord pour opposer aux Américains « une clause d'exception générale et illimitée » protégeant l'avenir des industries culturelles européennes (audiovisuel et cinéma), la Commission prépare la retraite sans avoir livré bataille.

Ce document préparatoire à la

conférence du G7 ne fait pas mention d'une quelconque demande d'exception culturelle. Certes, les fonctionnaires européens affirment la « spécificité » du secteur audiovisuel — terme que les Américains ne refusent pas — mais reconnaissent droit de suite à la requête américaine d'un accès, sans contrepartie, à un marché audiovisuel européen « transparent et prévisible ». Deux termes qui signifient, primo, que toute protection spécifique dans le domaine culturel est abandonnée, secundo, que les avantages commerciaux actuels (3,5 milliards de dollars d'excédent commercial pour les Etats-Unis en 1991) sont garantis et, tertio, qu'il favorisera les seuls dispositifs protecteurs existants (les fameux quotas) seront démantelés. D'où la colère des professionnels.

La situation à Bruxelles semble cependant plus mouvante qu'il n'y paraît. Officiellement, la position de la Commission n'a pas varié : la culture n'est pas un secteur économique comme les autres et l'exception culturelle sera défendue, affirme un porte-parole. Cela dit,

les négociations euro-américaines sur l'ensemble des échanges de services sont complexes et la Commission n'est pas homogène. La Direction générale I (DG1), qui doit gérer les relations extérieures de la CEE, estime que l'audiovisuel n'a rien de stratégique et accepte volontiers un repli face aux Américains pour mieux étayer une offensive sur le transport maritime. La DG 10, en revanche, qui traite des problèmes de communication, de culture et d'audiovisuel, se bat bec et ongles pour l'avenir d'une filière industrielle européenne face aux exigences américaines.

Un conflit de fond oppose donc les administrations, le document qui justifie aujourd'hui l'opposition des producteurs n'étant qu'une illustration des batailles internes à la Commission. Reste qu'après un an et demi de discussions non-stop avec Bruxelles le fait qu'aucune position ne semble acquise désempare plus d'un professionnel de l'audiovisuel.

YVES MAMOU

EN BREF

Canal Plus veut développer de nouvelles chaînes mais pas augmenter le décalé de passage des films. — Commentant devant ses actionnaires, mardi 22 juin, les résultats de Canal Plus en 1992 (le Monde du 2 avril), le président André Rousselet a fait état de négociations avec France Télécom pour « réserver cinq à sept canaux » de télévision sur les ondes du futur satellite Télécom 2D, qui doit être lancé en 1996. Grâce à la compression numérique « avec cinq ou six canaux, nous pourrions diffuser 48 ou 50 programmes différents », a souligné M. Rousselet, ajoutant : « Nous avons déjà en tête 25 à 30 chaînes possibles » (téléachat, jeux, poème à la séance...). M. Rousselet s'en revanche, fermement exclu tout allongement du délai de diffusion des films de cinéma sur Canal Plus (un an contre deux ou trois sur les chaînes en clair), car ce serait alors « le

concept même de Canal Plus qui serait remis en question ».

Bernard Pivot quitte la direction de « Lire ». — Bernard Pivot a annoncé, mardi 22 juin, qu'il quittait la direction et la rédaction du mensuel Lire, qu'il avait fondé il y a dix-huit ans au sein du groupe Expansion de Jean-Louis Servan-Schreiber, avant que le titre ne rejoigne le groupe Express. Bernard Pivot est remplacé par Pierre Assoligne, grand reporter à Lire, biographe et homme de radio. Bernard Pivot, qui rédige chaque semaine une chronique pour le Journal du dimanche, va poursuivre sa collaboration à Lire sous la forme d'un éditorial. Il a expliqué le manque d'intérêt de la vie littéraire actuelle et a indiqué qu'il ne rejoindrait pas un autre journal ou un autre groupe de presse.

Dépôt de bilan de 8 Mont-Blanc. — La chaîne de télévision locale privée 8 Mont-Blanc, qui émet en Savoie et Haute-Savoie, a déposé son bilan, mardi 22 juin, devant le tribunal de commerce d'Annecy. La chaîne a accusé un déficit de 12 millions de francs en 1992, et perd environ 1 million de francs par mois. La société Lucie SA, opératrice des chaînes 8 Mont-Blanc, Télé-Lyon-Métropole (TLM) et Antilles TV, avait demandé récemment sa propre mise sous administration judiciaire provisoire (le Monde du 16 juin). Selon André Campana, président de Lucie SA, les mauvais résultats financiers de 8 Mont-Blanc, qui emploie une vingtaine de salariés, sont dus à des coûts de diffusion horaire trop élevés (6,5 millions de francs par an) et à l'interdiction faite aux chaînes de télévision d'accéder à la publicité pour la distribution.

LE MONDE DES CARRIÈRES

REPRODUCTION INTERDITE

J'ai la forme. Vous avez la fonction. Prenons rendez-vous.

La forme : jeune diplômé en marketing (D.E.S.S. de marketing, Certificat CNAM en marketing industriel), spécialiste du design management.

La fonction souhaitée : chef de produit marketing, tous secteurs industriels ou de grande consommation.

L'objectif : développer et promouvoir ensemble les produits de demain.

Stéphane Mazurek

114 quai de l'Arno 94170 Le Perreux tél 43245397

UN RESPONSABLE PROJET

Vous serez chargé de répondre aux appels d'offres internationaux : étude des applications, coordination sous-traitants, préparation des devis, rédaction de l'offre. Formation technique (ingénieur ou IUT), quelques années d'exp. similaire dans une industrie aéronautique ou chimique, une très bonne connaissance de l'anglais et les qualités d'adaptation aux différentes techniques connues. Basé à Saint-Germain (78) Prés RH

IRM-LE LOGIS rech. cadre resp. de la forme avec corr. des jeunes d'off. en échec scol. Poss. de logem. de fonct. Ad. cand. av. CV au Directeur T. 18 (1) 30-44-18-09

JURISTE HAUT NIVEAU ORFÈVRE DES AFFAIRES CHEF COLLABORATEUR (5 à 7 ans d'expérience) Anglais indispensable. Ecrire sous réf. 8053 LE MONDE PUBLICITE 15-17, r. du Col-P. Ave 75002 Paris Cedex 15

ECOLE PRIVEE RECH. PROFESSEURS AGREGES chimie, biologie, engl. pour classe prépa. Tél. : 45-85-58-54.

French Subsidiary of Swiss. German Import. house for high quality scientific instruments. Swiss dynamic. Experienced.

INGÉNIEUR TECHNIQUE COMMERCIAL To further develop fast increasing market of environment and industrial hygiene measurements. French mother tongue, English working knowledge. Résidence région parisienne (near), déplacements importants (par. mois du temps).

Adresser lettre manuscrite, CV, préférences, photo à : SCHAEFER TECHNOLOGIE AG, LE DREHSEL, 1002 FRANGY, SUISSE. SEUNAM désire CV complet (résumé poste them. sujet F. 16.82.62.80, 27 max-Pghe

GRAND LABORATOIRE DE RECHERCHES RECH. INGENIEURS D'ETUDES en techniques instrumentales Spécialité : mécanique des machines tournantes. Très bonne connaissance du dessin industriel. Formation aux technologies spécifiques du laboratoire pour analyser et coordonner les nouveaux projets instrumentaux, travail équipé. Lieu de travail : Centre d'Etudes de Sudley (91) CDD CNRS, avant concours CNRS, contacter M. TALPIN au 89-08-68-50

L'INSTITUT REGIONAL DE TRAVAIL SOCIAL PARIS

recrute pour son Antenne de Seine-et-Marne (AELUN)

UN FORMATEUR A TEMPS PLEIN

Edgemon : Diplôme d'Etat d'enseignant spécialisé. Formation supérieure universitaire (min. maîtrise). Expérience professionnelle de 8 ans dans le champ du secteur social. Expérience prouvée de la formation d'adultes de son organisation et de sa gestion. Adresser curriculum vitae et lettre de motivation à : M. le Directeur Général I.S.T.S. - PARIS 146, avenue Fauriennier 75010 PARIS

Société américaine cherche représentants avec expérience plein temps - temps partiel service téléphonique longue distance internationale. Voulez-vous à Paris ? Téléphonez : 215-55-1100 ou CV. Anglaise, obligatoire.

DEMANDES D'EMPLOI

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

ANNONCEUR, OFFREZ-VOUS une spécialiste de la communication. J.F., bac + 5, 6 ans d'expérience en agence de communication généraliste et financière (gestion de budget de sociétés cotées) dont 2 ans comme responsable d'agence. ECHANGE ses compétences contre poste communication, marketing, informations financières. (Section BCO/DF 2460.)

H. 49 ans, formation juridique et immobilière - Diplôme d'études supérieures droit immobilier ICH, 15 ans d'expérience grandes et petites entreprises. RECHERCHE poste responsable immobilier ou investissements secteurs bancaire, immobilier, assurances à Paris ou RP. (Section BCO/DF 2461.)

MAQUETTISTE/CONCEPTRICE, licence d'art plastique, 6 ans d'expérience dans P.V., illustration, édition 3D 2D. RECHERCHE poste free lance ou temps partiel en RP. (Section BCO/DF 2462.)

DIRECTEUR COMMERCIAL, ingénieur électronique, plus de 20 ans d'expérience commerciale dans grands groupes nationaux et internationaux (responsabilités : marketing, communication, formation, développement nouveaux produits et RECHERCHE à s'investir dans une fonction de management commercial en RP ou région Centre. (Section BCO/DF 2463.)

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER : 12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09 TEL : 42-85-44-40, poste 27

L'AGENDA

Artisans

RENOVATION TOUS CORPS D'ÉTAT Devis gratuits. Tél. : (1) 45-06-02-15.

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS La plus formidable collection de bijoux de France. Tous les bijoux, or, argent, pierres précieuses, diamants, bagues, pendentifs, etc. ACHAT - ÉCHANGE BIJOUX

PERRON OPERA

Angle des deux tours, 4, rue Ch. d'Antin. Magnin à l'École : 37, avenue Victor Hugo, autre grand choix.

Cours

COURS D'ARABE T.S.M.V. JOURNÉE, SOIR J.M., ADULT, INTERMÉDIAIRE. Adm. Tél. : 45-75-55-39.

Particuliers

(demandes) Pour mettre CHATEAU, rech. taureau EMPIRE au sautoir. Études brèves, fauconnerie, etc. Tél. : (1) 21-45-76-08 après 19 h.

automobiles

plus de 16 CV Carrière à cabrio, année de fabrication 80, équipement complet : 38 000 F.M. DM 54 900 incl. TVA, 16 : 1848/88 - 55-75-15 (*)

Vacances - Tourisme - Loisirs

A louer ARCS 1 800 m (Savoie) à Paris. Double. Prix ind. Tél. : (1) 78-07-23-24.

DEGRIFTOUR

SÉJOUR GUADALUPE SAINT-FRANÇOIS. 3 990 F/PERS. VOL A/R PARIS-POINTE-A-PITRE à partir de 2 290 F/TT. VOL A/R PARIS-NEW YORK à partir de 1 990 F hors taxes. 3615 DT

LUBERON (84). GDE MAISON ind., ch. J.M.-code : 13 000 F par mois. Tél. : (1) 45-85-85-45.

LUBERON 84810E Carac. belle nature. Jull.-août. 20 000 F. (1) 90-77-83-12

PORT DU CROUET (Marne) Station phare Sud Bretagne. Loc. semaine à prix fixe. O.P.C. 10, bd. de la République, 93-75-50-00.

PROVENCE LUBERON, maison 6 pers. Août. 3 100 F/mois. Tél. : 90-04-84-58

Région MONTPELLIER cause défilé. Joul. 15-07/16-08. mas provençal, 7 p. princ. 10 ch. 2 culs, 2 sdb, TV, Tél. (1) 44-23-41-01. Tél. : 44-23-41-01. Tél. : 44-23-41-01. Tél. : 44-23-41-01.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 23 JUIN

Règlement mensuel

Company	VALUES	Cross priced	Premier cross	Denier cross	% +/-	Composi- tion	VALUES	Cross priced	Premier cross	Denier cross	% +/-	Composi- tion	VALUES	Cross priced	Premier cross	Denier cross	% +/-	Composi- tion	VALUES	Cross priced	Premier cross	Denier cross	% +/-	Composi- tion					
C.N.E. S.A.	5640	5550	5550	+ 0.18		Ordiex Lux France	422	116	416	423	+ 0.21		Laban	267	280	280	- 2.62		Sinet	522	520	522			Levon Corp	371.70	377.90	376.90	+ 1.37
C.N.P. T.P.	1100	1090	1090	- 0.91		C. L. Yves R.	884	874	882	- 0.28		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		Fort Motor	250	253	256	+ 1.05	
C.N.P. T.P.	945	940	940	- 0.53		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		Freuwig	52.50	51	52	- 20	
C.N.P. T.P.	1090	1090	1090	+ 1.06		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		Gencor	13.50	132	134.0	+ 0.74	
C.N.P. T.P.	2000	2000	2000	- 0.06		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	1137	1136	1136	- 0.08		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	520	525	525	+ 0.84		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	329	329	329	- 0.00		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	717	714	717	- 0.43		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	657	657	657	+ 0.15		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	2222	2222	2222	+ 0.12		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	345	345	345	+ 0.15		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	717	714	717	- 0.43		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	657	657	657	+ 0.15		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	2222	2222	2222	+ 0.12		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	345	345	345	+ 0.15		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	717	714	717	- 0.43		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	657	657	657	+ 0.15		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	2222	2222	2222	+ 0.12		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	345	345	345	+ 0.15		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	717	714	717	- 0.43		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	657	657	657	+ 0.15		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	2222	2222	2222	+ 0.12		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	345	345	345	+ 0.15		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	717	714	717	- 0.43		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	657	657	657	+ 0.15		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	2222	2222	2222	+ 0.12		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	345	345	345	+ 0.15		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	717	714	717	- 0.43		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	657	657	657	+ 0.15		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	2222	2222	2222	+ 0.12		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	345	345	345	+ 0.15		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	717	714	717	- 0.43		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	657	657	657	+ 0.15		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	2222	2222	2222	+ 0.12		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	345	345	345	+ 0.15		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	717	714	717	- 0.43		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	657	657	657	+ 0.15		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	2222	2222	2222	+ 0.12		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	345	345	345	+ 0.15		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	717	714	717	- 0.43		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	657	657	657	+ 0.15		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	2222	2222	2222	+ 0.12		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	345	345	345	+ 0.15		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	717	714	717	- 0.43		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	657	657	657	+ 0.15		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	2222	2222	2222	+ 0.12		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	345	345	345	+ 0.15		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	717	714	717	- 0.43		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	545	- 0.36	
C.N.P. T.P.	657	657	657	+ 0.15		C. L. Yves R.	1230	1225	1225	- 0.41		Legrand	4138	4150	4120	- 0.41		S.L. Roussel	600	598	591	- 1.50		G&H Elect.	549	547	5		

Comptant (sélection)

VALEURS	% du nominal	% du coupon	VALEURS	Cotations	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations			Fraser	358	.....	Étrangères					
Emp.État 9,6% 78	.....	9 28	F.I.A.C.	118	.....	A.E.G.	500	.....	Ademco NV	171 80	172 20
10,00% 78/91	104 62	8 54	F.I.R.C.	2445	2400	Alcan Inc.	420	.....	Ademco	318 70	322 50
Emp.État 13,4% 83	105 56	9 78	Forcine Kin.	800	.....	Alec Inc.	500	.....	Sant Group	5 05	.....
10,00% fixed 85	105 57	9 28	London	360	.....	Alor Inc.	420	.....	Sept	25	.....
DAT 10% 5/2000	118 40	0 74	London A.D.	180	.....	Alcan Alumin.	104	.....	SPR Aluminco	62 70	.....
DAT 9,8% 12/1987	112 65	5 20	France SA Ind.	1685	168	Alcan Brans.	173	.....	Tracy Ind.	28 20	.....
DAT 9,8% 1/1990	105 58	3 88	Genest	537	536	Arkel	495	.....	Worl Wind Cons.	5 50	.....
PTT 11,2% 85	110 70	5 79	Genest	537	536	Autosprint Minst.	110	.....		
ZIF 10,25% var 80	118 68	2 80	Genest	536	535 80	Bonus Poplar Eqs.	605	.....		
CNA 10 7/8	100 40	4 11	G.E.C.	430	430 10	8 Reglements Inc.	32100	.....		
CNE Eques 5000F	100 40	4 11	Groupe Vincolo	1360	.....	Can.Papier Inc.	91 20	.....	Hors-cote		
CNE Paribas 6000F	105 40	4 11	Can. T.I. (Toronto)	245	.....	Clyde Corp.	261	.....	High Hydro Energy	312	.....
CNE Sues 5000F	100 40	4 11	Immob.	420	422	C.R.	310	.....	Colgate	81 30	.....
CN 1922 5000F	105 40	4 11	Immob.que.	770	.....	Comptel	102	.....	C.H. Copper	551	.....
CN 9 9/85	104 65	10 70	Int. Mercom.	4581	.....	Con. Chem.	311	317	C.S. Copper	80	.....
CN 10,00% 44-55	118 40	4 70	Lower Sta. Co.	3930	.....	Fid.	21 80	.....	Copage	551	.....
CHARRICE 3% 100	.....	.....	Life Savings	1131	.....	Gen. (Per. Lenc.)	545	.....	Europ. Comm.	80	.....
CNCA	1063	.....	Lovato	2050	2080	GO	1048	.....	Europ. States Ind.	8 85	.....
Corus	.....	.....	Lucan	210	.....	G&W	1541	.....	G.F.F. Agency Ind.	242	.....
Ly. Enca cv 8,5%	885	.....	Maples Ind.	22 15	21 10	Glen Holdings Ltd.	59 20	.....	G.I. Corp.	8 85	.....
Ly. Enca cv 9,2% 85	.....	.....	Maple Unif.	255	.....	Glenview Inc.	223	.....	Gen. Electric	388	.....
	.....	.....	Marco St. Research	85	.....	Glen and Du Wills	223 40	.....	Lecturis de Monte.	395	.....
	.....	.....	Mont. Display	236	.....	Hymovest Inc. Inc.	70	.....	Nicoles	661	.....
	.....	.....	Waters	6 50	.....	Johannesburg	28	.....	Optic Dist. Pharma.	975	.....
	.....	.....	Navigation Ind.	118 80	.....					

SICAV (sélection)[illegible]

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.
Alcatel Citibank	540	540	Genworth	190
A.R.C.	23 70	...	Gainco	858
Bank of Am.	480 50	480 50	I.C.C.	244
Bank of N.Y.	224	...	Int'l	95
C.A.I. de Cr. (C.I.)	800	855	Kleene	1180
Carroll	278	...	Learn Computer	118 10
Carroll	1000	1000	LP.B.M.	37
C.E.E.P.	172	...	Mohr	169
C.F.P.I.	148	...	M.S.C. Schenker	630
C.N.I.M.	1130	1130	Rhone-Alp. Ex. (N.Y.)	333
C.N.I.M.	240	...	Select Invest. (N.Y.)	95
Crozier	91	...	Sambo	311
Daphin	240	...	Sopex	140
Dowdney	1120	...	TEF	435 50
Duclos	100	...	Thomson E.F.	329
Edison Belgium	151	...	U.T.I.	220
Fluor Industries	243	243 10	Vel of Cr.	156
Fluor	153	...	Y. S.-Laurin Group	749
GL.M.	510	...		

Marché des Changes

COURS INDICATIFS	COURS p.réc.	COURS DES BILLETS		N
		22/6	23/6	
		achet	vente	
Esca Uste (1 USD)	5 579	5 579	5 4	Or
Esca Uste (100 fin)	5 678	5 677	325	348
Bulgars (100 fin)	29 389	29 387	15	19
Bulgars (100 f)	16 353	16 357	16	18
Pays-Bas (100 f)	299 570	299 740	236	300
Danemark (100 lire)	67 840	67 830	64	92
Danemark (1 tie)	82 210	82 210	7 8	96
Grèce (100 lire)	8 425	8 442	6	8
Grèce (100 drachmes)	2 470	2 468	2	31
Grèce (100 lire)	377 340	377 340	2	31
Suède (100 lire)	75 120	75 020	71	80
Norvège (100 l)	79 999	79 930	76	84
Norvège (100 l)	79 999	79 930	76	84
Espagne (100 pes)	4 288	4 408	4	43
Portugal (100 esc)	3 540	3 520	3	3
Portugal (100 esc)	3 540	3 520	3	3
Japan (100 yen)	6 081	5 128	5	62

[illegible]

ANNONCES TO DEVICES	COURS préc.	COURS 22/6
(en kilo en barre).....	87200	07000
(en lingot).....	87100	87150
Orfèvre (20%).....	373	383
Fr. (10 %).....	380	383
de Suisse (20 %).....	385	385
de Latine (20 %).....	380	390
variait.....	485	488
20 dollars.....	2210	2300
10 dollars.....	1122 50	1295
5 dollars.....	725	745
50 pesos.....	2450	2485
10 florins.....	385	386

Marché à terme international de France MATIF

Cotation du 22 juin 1993							
NOTIONNEL 10 % Nombre de contrats estimés : 163 350				CAC 40 A TERME Volume : NC			
COURS	Jun 93	Sept. 93	Déc. 93	COURS	Jun 93	Juillet 93	Août 93
Dernier	119,64	119,26	118,70	Dernier	1 930	1 927,50	1 938
Précédent	119,72	119,36	118,80	Précédent	1 929	1 927,50	1 931,50
c : coupon détaché - o : offert - d : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu							

CULTURE

ROBERT PLANT, LENNY KRAVITZ à Bercy

Nos générations

Une star d'aujourd'hui,
le même vieux rock'n'roll

Lenny Kravitz s'est mis dans une situation embarrassante. C'est Robert Plant, l'ancien chanteur de Led Zeppelin, qui ouvre son spectacle avec une heure de rock dur, assez moderne, entrecoupée de quelques compositions extraites de *Led Zeppelin II*, jouées note pour note. *Ramble On, What Is and What Should Never Be*, ne sont même pas des classiques, simplement des chansons que des millions de personnes connaissent par cœur depuis près d'un quart de siècle, qui sont pourtant restées neuves. Robert Plant, d'une blondeur juvénile, fidèle aux pantalons très serrés, en tunique de satin fuschia, leur a prêté une légèreté incontestable. Et les milliers de très jeunes gens qui emplissent le Palais omnisports le 22 juin se conduisent envers lui avec un mélange de dévotion amoureuse et de respect filial, même si leurs parents ne s'étaient sans doute pas encore rencontrés en 1969, quand est sorti *Led Zeppelin II*. Plant a terminé sa première partie par *Whole Lotta Love*, classique certifié, chanson fondatrice du hard rock et de sa nombreuse descendance, du metal au grunge.

Or il se trouve que Lenny Kravitz, au cours de son interminable exploration du grand grenier du rock'n'roll, est manifestement tombé sur une pile de disques (de vinyle noir, bien sûr) de Led Zeppelin. *Are You Gonna Go My Way*, son troisième album, le démontre amplement. Apparaissant, le New-Yorkais avait mis à contribution les Beatles, Smokey Robinson et Jimi Hendrix. Mardi soir, la confrontation entre l'original et le pastiche était cruelle. Pour construire leur hard rock, Robert Plant et Jimmy Page avaient emprunté – souvent sans autorisation – au répertoire du blues (*Whole Lotta Love* doit beaucoup à *You Need Love* de Willie Dixon). Mais cette appropriation avait un

sens, elle produisait un langage nouveau, des sensations inédites. Lenny Kravitz, à 29 ans, s'est condamné à la récitation. Du pont à pont, d'après le dictionnaire de la récitation, le juge qui a recueilli une prostituée, etc. Lors de leur première apparition, on avait cru ne jamais revoir ces étincelles filantes. Or ils revenaient. Les retrouver ainsi, plusieurs mois plus tard, réalisaient que le temps avait passé pour eux comme pour nous, les rendait-il pour autant plus crédibles? Adhèrent-ils nous davantage à leur histoire? Au contraire, sembla-t-il. Se pérennisant, soudain dotés de la quatrième dimension – le temps – tout en restant

La musique elle-même obéit aux règles en vigueur à l'époque. Quelques thèmes solides (Kravitz est un mélodiste assez dur) se noient dans des improvisations complaisantes qui aspirent à la liberté mais ne trouvent que le désordre. Le groupe donne l'impression d'avoir été réuni après une séance de casting pour un clip vidéo (la rythmique rappelle effectivement les grandes catastrophes d'autrefois, le Full Tilt Boogie Band de Janis Joplin, par exemple) plutôt qu'après de longues auditions.

Finalement, la salle s'en fiche un peu. C'est l'amour d'une musique plus vieille qu'eux qui a fait venir les quinze mille spectateurs. Et cet amour a besoin d'un objet de chair. Robert Plant a beau être bien conservé, il se dirige doucement vers la cinquantaine, il ne se jette pas, force au, dans le public, à la fin de son concert. Lenny Kravitz est beau, il est habillé, il a su concevoir sur lui tout ce désir flottant de musique qui se cherche d'aujourd'hui ne savent satisfaire. Tout ce qu'on ne trouve pas dans le grunge ou le rap, Lenny Kravitz a décidé de l'offrir à la jeunesse de 1993. Comment refuserait-elle?

THOMAS SOTINEL

► Lenny Kravitz le 2 juillet à Bercy, dans le cadre du festival des Eurockéennes. Lenny Kravitz et Robert Plant, le 6 juillet, à Reims, Parc des Expositions.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 40-85-25-99
Téléc : 208.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Éditions

M. Jacques Lesourd, gérant.

Imprimé en France

Composition et mise en page :
12, L. M. Gaudou
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications n° 37 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-85-25-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél : (1) 49-60-32-90 (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vente normale-CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 036 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LE MONDE code d'accès ABO

« LE MONDE » (ISSN : 0395-2037) is published daily for \$ 891 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y., U.S. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to 36-15 LE MONDE, Champlain, N.Y. 12919-1151.

For the subscription service in USA

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23461 - 2913 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

307 MON 01 PP-Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

دکتران الفکر

RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

Une soirée à Grévin

P our sa dernière émission de la saison, Miréille Dumas avait réuni les épouvantés les plus colorés de son petit bestiaire de l'année : la femme d'affaires transsexuelle, le juge qui a recueilli une prostituée, etc. Lors de leur première apparition, on avait cru ne jamais revoir ces étincelles filantes. Or ils revenaient. Les retrouver ainsi, plusieurs mois plus tard, réalisaient que le temps avait passé pour eux comme pour nous, les rendait-il pour autant plus crédibles? Adhèrent-ils nous davantage à leur histoire? Au contraire, sembla-t-il. Se pérennisant, soudain dotés de la quatrième dimension – le temps – tout en restant

dépourvus de la troisième – le volume – on crut les voir entrer dans l'étrange Panthéon de la télévision, dans ce Grévin ambigu où rien n'est tout à fait vrai – nous avons peu de chances de rencontrer un jour la transsexuelle femme d'affaires ou le juge et sa prostituée – ni tout à fait faux, puisque les modèles humains de ces images électroniques doivent bien exister quelque part.

Zappant chez Guillaume Durand, où l'on discutait drogue, on eut pénétrer dans la salle suivante du musée. Un avocat exigeait la légalisation du cannabis. Le jeune Mills Taverrier, auteur d'un reportage sur les toxicomanes et toxicomane

lui-même assurait que la « pet » (c'est-à-dire le pétard, c'est-à-dire le cannabis), « c'est sournois ». Il « parlait jeune » avec autant d'application que la transsexuelle de Dumas discutant météo avec sa caractéristique devant les caméras. On notait encore la présence de Philippe Léotard, comédien, poète et écrivain occasionnel; d'un pédiatre et ex animateur de radio privée; d'une mère de famille « ex » écrivain; d'un musicien « ex » père de famille. Comme la veille, chez de Clossa, on avait entendu une offshoot « ex » écrivain-journaliste. Dissimulée sous leurs masques d'êtres-humains-ordinaires-en-proie-aux-mêmes-drames-que-

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ◻ On peut voir ; ◻ Ne pas manquer ; ◻◻◻ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 23 juin

TF 1

NOCTURNE demain JEUDI 22 h.
-30%, -40%, -50%
sur des milliers
d'articles.
Samedis Mode
SAMARITAINE

20.50 Variétés : Sacré soirée.
Émission présentée par Jean-Pierre Fournier. Spécial vacances.

22.55 Sport : Boxe. Championnat d'Europe des super-welters : Laurent Boudaoui (France) - Andy Tili (Grande-Bretagne), en direct de Londres.

0.00 Chère : Chapeau melon et bottes de cuir.
0.55 Divertissement : La Bébête Show.
1.00 TF 1 nuit.

FRANCE 2

20.50 Téléfilm : Le Don.
De David Dehervé.

22.30 Première ligne.
La Beauté séparée : les Noirs d'Amérique 1900-1983, documentaire de Frédéric Mitard et Raymond Lemaire. 2. 1945-1983.

23.45 Journal et Météo.
0.05 Magazine : Le Cercle de minuit.
Présenté par Michel Field.

FRANCE 3

20.45 ► La Marche du siècle. États d'urgence n° 4 : Bénévoles. Reportages : Vivre

TF 1

15.20 Série : Hawaii, police d'Etat.
16.20 Jeu : Une famille en or.
18.45 Club Dorothée.

17.50 Série : Le Miel et les Abeilles.
18.20 Série : Hélène et les Garçons.
18.50 Magazine : Coucou, c'est nous!

19.50 Divertissement : La Bébête Show (à 0.40).
20.00 Journal, Tiercé et Météo.
20.45 Magazine : Mystères.

La maison qui n'oublie pas; La bijou maudit; Les deux faces de la lune; Les triangles des Bermudes. Invités : Sheila.

22.45 ► Magazine : Grands reportages.
SOS profs battus, de Jérôme Ballez.
23.50 Divertissement : Ciné gags.
23.55 Magazine : Télé-vision.
0.45 Journal et Météo.

FRANCE 2

15.30 Variétés : La Chance aux chansons.
Émission présentée par Pascal Sevran.
Carnet postales de vacances.

18.30 Jeu : Des chiffres et des lettres.
Animé par Laurent Ruquier. Dernier finale de la neuvième coupe des clubs.

18.50 Magazine : Gigue.
19.30 Série : L'Équipée du Poney Express.
19.20 Jeu : Que la meilleure gagne plus.
Animé par Nagui.

20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 ► Magazine : Envoyé spécial.
La banque des preuves; Les sorcières du temps; Médecin du Tour.

22.25 Téléfilm : Meurtre contre remboursement.
D'Alan Metzger.
0.00 Journal et Météo.

0.20 Magazine : Le Cercle de minuit.
Présenté par Michel Field. Émission spéciale Nuit de la Saint-Jean.

FRANCE 3

15.40 Série : La croisière d'amour.
18.30 Sport : Jeux méditerranéens.
Football : demi-finales à Albi; Natation, en direct de Narbonne.

18.20 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un fièvre, un jour.
500^e émission. Invités : Michel Déon (Pages jaunes); Irène Frain (Dev); Alexandre Jardin (Le Petit Sauvage); Jacques Litzmann (Le Dieu des papillons); François Nourissier (Le Gardien des ruines); Jean d'Ormesson (Le Vent du soir); Robert Sabatier (Olivier et ses amis).

M 6

20.45 Téléfilm : Cascadeurs en haute mer.
De John Poyser.

22.25 Journal, Météo et Résumé des XII^e Jeux méditerranéens.

23.05 Mercredi chez vous.
Programme des télévisions régionales.

CANAL PLUS

21.00 Cinéma : Les Deux Sirènes. ■
Film américain de Richard Benjamin (1990).

22.45 Flash d'informations.
22.50 Cinéma : La Manière forte. ■
Film américain de John Badham (1991) (V.L.).

0.40 Cinéma : Johnny Hallyday, j'ai tout donné. ■
Film français de François Reichenbach (1972).

ARTE

20.40 ► Documentaire : Jacqueline Du Pré.
De Christopher Nupen.

21.55 Musique : La Collection David Oistrakh.
Concerto pour violon en ré majeur op. 77, de Johannes Brahms. Par l'Orchestre philharmonique de Moscou, sous la direction de Gennadi Rodstvenski.

22.45 Magazine : Premières vues.
2. Filmer ses parents.
De jeunes réalisateurs, sortis de grandes écoles de cinéma européennes ou formés sur le tas, sont invités à réaliser un film autour d'un thème.

0.35 Cinéma d'animation : Snark.
La Pausa, de S. Albarov.

Jeudi 24 juin

19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.09 à 19.31, le journal de la région.

20.05 Jeu : Hugobélère (à 20.40).
20.15 Divertissement : La Classe.
20.45 Cinéma : La Veuve Couderc. ■
Film français de Pierre Granier-Deferre (1971).

22.20 Journal, Météo et Résumé des XII^e Jeux méditerranéens.

22.50 Cinéma : Le Jour et l'Heure. ■
Film français de René Clément (1962).

0.40 Continentales.
L'Eurojournal : l'info en v.o.
1.25 Musique : Portée de nuit.

CANAL PLUS

15.40 Magazine : L'Œil du cyclone.
18.15 Cinéma : L'Homme de ma vie. ■
Film français de Jean-Charles Tacchella (1992).

17.55 Magazine : Dis Jérôme ? (rediff.).
18.00 Canaille petuche.

En clair jusqu'à 20.35
18.30 Ça cartoon.
18.50 La Top. Céline Dion.
19.20 Série animée : Tani-tani.

19.22 Magazine : Nulla part ailleurs.
20.30 La Journal du cinéma.
20.35 Cinéma : Amoureuse. ■
Film français de Jacques Doltan (1991).

22.10 Flash d'informations.
Sport : Boxe.
Réunion de Bordeaux. Championnat du monde super-coq WBA : Wilfredo Vazquez (Porto-Rico) - Thierry Jacob (France).

22.20 Cinéma : Morts en suris. ◻
Film néo-zélandais de Geoff Murphy (1988)

ARTE

Sur le câble jusqu'à 19.00
17.00 Cinéma : La Désenchantée. ■
Film français de Benoît Jacquot (1989, rediff.).

18.20 Cinéma d'animation : Snark.
Mise à nu, de Robert Lapoujade (rediff.).

19.00 Magazine : Rencontre.
Ariane Bodegas/Sebastien Selgado.
Documentaire : Au nom du Dieu.
D'Armand Patwardin.

20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique : Liverpool.
Soirée réalisée par Philippe Pélard et Jérôme de Missolz.

20.45 Reportage : Dix-neuf mots.
La comédienne Margi Clarke nous parle de Liverpool en dix-neuf mots au fil d'une promenade à travers la ville.

21.00 Documentaire :

M 6

20.45 Téléfilm : Cascadeurs en haute mer.
De John Poyser.

22.30 Téléfilm : Nuits de fièvre.
De Larry Ekan.

0.10 Magazine : Vénus.
0.40 Six minutes première heure.
0.50 Magazine : Ecole 6.
0.55 Magazine : Noubia.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes.
Les enfants d'Aimé Césaire.

21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.

22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Tangentes/Le pop art.

22.40 Les Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.
Avec Jean-Claude Martin.

0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de la radio suisse romande) : Symphonie en ut majeur, Concerto pour violon et orchestre en ré majeur, Symphonie en mi bémol majeur op. 1, de Szymanowski, par l'Orchestre de la Suisse romande.

23.09 Ainsi la nuit. Trio à cordes n° 5 en ut mineur op. 9, de Beethoven; Six baguettes pour quinzette à vent, de Ligeti; Quintette à cordes en la majeur, de Bruckner.

0.33 L'Heure bleue. Tendances européennes, par Xavier Privot. Le concert : le grand orchestre Quoi de neuf doctor, dirigé par le trompettiste Sarge Adam. La rétrospective : Barney Wilen.

FRANCE-CULTURE

14.25 Magazine : Destination musique.
17.05 Variétés : Multitop.
17.35 Série : Les Aventures de Tintin. Le Temple du soleil (2^e partie).

18.00 Série : L'Homme de fer.
19.00 Série : Les Rues de San-Francisco.

19.54 Six minutes d'informations. Météo.
20.00 Série : Cosby Show.
20.35 Météo 6.

20.45 Cinéma : La Balance. ■
Film français de Bob Swaim (1982).

22.35 Téléfilm : Invitation pour l'enfer.
De Wes Craven.

0.10 Informations : Six minutes première heure.
0.20 Magazine : Culture rock. La sage de Médoune.

0.50 Magazine : Fréquentar.

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatiques. Clandestins, ou les éternelles féminines, de Théodore d'Avila à Marguerite Yourcenar (2).

21.30 Profils perdus.
Louise Weiss (rediff.).

22.40 Les Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 13 mars salle Gaveau) : Sonate pour violoncelle et piano en la mineur op. 35, de Grieg; Quintette pour clarinette et cordes en la majeur K 581, de Mozart; Quatuor pour piano et cordes n° 1 en ut mineur op. 15, de Fauré, par Michel Laffuc, clarinette, Anto Nora, violoncelle, Bruno Rigutto, piano et le Quatuor de l'Académie Sibelius.

23.09 Ainsi la nuit.
0.33 L'Heure bleue.

ARTS • SPECTACLES

U2 sur les routes d'Europe

LE DIABLE LE ROCK ET LES IMAGES

Le Zooropa Tour que U2 présentera jusqu'à la fin de l'été dans les grands stades européens (à Paris à l'Hippodrome de Vincennes) n'est pas seulement la dernière étape du gigantisme maléfique qui affecte le rock depuis quelques années. C'est aussi une satire du rock-system et une aventure technologique. A la veille de la sortie de « Zooropa », leur nouvel album, U2 affiche sa volonté de mutation permanente, malgré le poids immense du statut de rock-star.



Bono sur scène, le stade suprême du narcissisme.

BRÈME

de notre envoyé spécial

EN cet après-midi du 10 juin, on a l'impression que Brème e remède le conte de Grimm. « Les quatre musiciens de la ville de Brème » (Bono, chant, The Edge, guitare, Adam Clayton, basse, Larry Mullen, batterie jr, collectivement connus sous le nom de U2) drainent toute la jeunesse des environs vers le stade des bords de la Weser, aussi sûrement que s'ils étaient « flûtistes d'Hamelin ». Depuis quelque temps, les mega-concerts de rock organisés en Allemagne du Nord ont quitté Hambourg pour Brème, et la ville s'habituait mal à la commotion que produit ce genre d'événement. Le concert attirera 50 000 spectateurs venus voir U2, mais aussi les Stereo MC's, les Totenhosen (mélange allemand de Bérurier noir, pour le sens des nuances, et de Mano Negra, pour le succès commercial) et Macnas, une troupe irlandaise de théâtre de rue. Cinq heures de spectacle, a priori l'un des temps forts de la liturgie du rock'n'roll telle qu'elle s'est construite depuis le concile de Woodstock.

Or les quatre Irlandais ont décidé de changer les règles du jeu. On avait pu avoir un avant-goût du dérèglement introduit par le groupe dans l'ordre « rockiste » lors du concert donné à Bercy en juin 1992. A l'époque, la tournée s'intitulait Zoo TV et était conçue pour les salles moyennes comme Bercy ou le Wembley Arena de Londres (de neuf à quinze mille places). Au cours de l'été 1992, U2 est passé au stade des stades, sillonnant les Etats-Unis de terrain de football en losange de baseball. Zoo TV est alors devenue une chose étrange. On apprenait que Bono avait pris l'habitude de téléphoner, de la scène en public, commandant un soir à Detroit dix mille pizzas (mais les livreurs n'en apportèrent que cent), appelant un autre soir la Maison Blanche. Au cours du concert, Bono se prenait tout à tour pour Elvis Presley ou pour un télévangéliste, perdu au milieu d'un dispositif d'écrans vidéo.

Arrivé en Europe, U2 n'a pas voulu appliquer les recettes conçues aux Etats-Unis (lire l'interview avec The Edge page suivante). Après les Pays-Bas et la péninsule ibérique, le Zooropa Tour est arrivé en Allemagne quelques jours après le meurtre de cinq femmes turques à Solingen. Le 4 juin, au stade olympique de Munich, Bono a appelé la chancellerie au téléphone. Dégénéré en MacPhisto (version satanique et corrompue de la rock-star à paillottes), il a laissé à Helmut Kohl le message suivant : « Merci de m'avoir laissé rentrer dans le pays après une aussi longue absence. »

A Brème, dans l'immense espace que le Zooropa a annexé aux alentours du stade pour les loges et la cantine, un groupe de jeunes attend en plaisantant. Ce sont des représentants des communautés immigrées et des groupes antiracistes de la ville. Le management de U2 est entré en contact avec eux afin d'organiser une ren-

contre avec Bono avant le début du concert. Le temps passe, et il est à peu près certain que le groupe montera sur scène sans avoir vu les militants, qui cachent leur déception sous quelques considérations cyniques.

Pendant ce temps, dans le stade, la fête a commencé. Le choix des Stereo MC's, avec leur belle musique hybride (éléments de rap, morceaux de mélodies pop et beaucoup de culture dance) s'inscrit dans la nouvelle logique de U2. Les Irlandais ont demandé aux Londoniens de remixer *Even Better Than the Real Thing*. Conscients du processus de sénescence qui menace le rock, Bono et consorts prolongent sa jeunesse à force d'injections massives de *dance music*. Après l'intermède Totenhosen, les Macnas font une ultime apparition. Utilisant de grosses têtes en papier mâché à l'effigie de chacun des membres de U2, comme celles que l'on voit dans les carnivals du Nord, la troupe irlandaise rejoue l'ouverture classique d'un concert de rock. Sur fond de *Also Sprach Zarathustra*, les grosses marionnettes sortent une à une d'une poubelle avant d'être portées hors de scène par une armée de *roadies* et de laisser la place au vrai U2.

Qui arrive sur scène au son de *Television, the Drug of a Nation*, des Disposable Heroes of Hiphoprisy. Bono est vêtu d'un ignoble ensemble de cuir noir, à moins que ce ne soit du skaï, les yeux masqués par des lunettes noires qui enveloppent le haut de son visage. Il titube comme ces rock-stars qui ne montent sur scène qu'après avoir refait le plein de psychotropes, licites ou illicites. Sur les écrans qui entourent la scène, des mots défilent à une vitesse vertigineuse, des images apparaissent, inquiétantes (un enfant des Jeunesses hitlériennes), ambiguës. Deux phrases reviennent sans cesse : « *Tout ce que tu sais est faux* » et « *Que veux-tu ?* ». Pendant que le groupe joue *Zoo Station*, les écrans continuent à prononcer leur oracles, le plus beau restant « *La mort est une décision de carrière* », ce qu'Elvis Presley, dont l'ombre plane au-dessus du stade, ne démentirait sûrement pas.

Tant que U2 continue de jouer les chansons d'*Achtung Baby*, le spectacle garde une cohérence très émouvante. Malgré l'extrême banalité du texte, *One*, dédié à « une Allemagne toujours divisée », prend une force d'émotion réelle.

Comme l'an passé à Bercy, le groupe quitte la grande scène pour une plate-forme installée au milieu de la foule. Là, Bono tire une jeune femme du public, lui donne un caméscope, et sur les grands écrans on voit à la fois les images du chanteur et de The Edge filmées par la jeune femme et le groupe qu'ils forment tous les trois filmé depuis la grue qui suit les moindres mouvements de U2. Ces mises en abîmes cathodiques, portées par un groupe qui a trouvé la distance exacte entre ses envies et ses moyens (les rares solos que prend The Edge rappellent qu'il reste l'un des seuls guitaristes à

pouvoir se réclamer de la liberté de Jimi Hendrix) font de la première heure du spectacle un moment déconcertant, qui ajoute aux joies simples du rock'n'roll une dimension satirique, un décalage pervers qui, lorsqu'ils s'exercent sur un événement de cette taille, déclenchent une avalanche d'effets très spéciaux sur la foule et les individus qui la composent.

Plus tard, la force de l'habitude se fait sentir, lorsqu'il faut aligner les classiques accumulés par le quatuor en treize ans de carrière. Les enjeux économiques (U2 a vendu quatre millions d'exemplaires d'*Achtung Baby* rien qu'aux Etats-Unis) allongent la durée de vie des groupes. A l'âge de U2, les Beatles étaient morts depuis sept ans. Du coup, lorsqu'on entame une mutation radicale comme ces gens de Dublin viennent de le faire, on est tenu de ne pas abandonner sa vieille peau, mais de la trimballer avec plus ou moins d'enthousiasme. Les hymnes du passé - *I Still Haven't Found What I'm Looking for*, *New Year's Day*, *Pride*, *When the Streets Have no Name* - ne passent plus la rampe. Ecrits au temps où Bono croyait que le rock'n'roll changerait le monde, ils se heurtent au nouveau réalisme du groupe.

Il faut attendre les rappels et l'intervention de Macphisto pour que le spectacle reprenne son sens. En costume doré, coiffé de cornes diaboliques mais ridicules, Bono donne une image assez juste de ce que doit être la vie éternelle d'Elvis Presley, si l'enfer existe. Ce soir-là, à Brème, il appelle une station de taxi et demande à être conduit à Bonn afin de s'entretenir avec M. Kohl. Lorsque le chauffeur de taxi lui fait remarquer qu'une course de 600 kilomètres risque de lui coûter très cher, Bono/Macphisto répond : « *Je m'en fiche, je suis une richeissime pop star.* »

Après le spectacle, dans les loges, Bono reçoit enfin les militants antiracistes qui ont assisté au spectacle. Colin Hudd, le disc-jockey dublois, qui a fait danser le stade tout l'après-midi, commente le nouvel album, *Zooropa*, qui doit sortir le 5 juillet : « *Je ne crois pas que « bizarre » soit le terme exact, inattendu plutôt. Plus ils sont inattendus, meilleurs ils sont.* » C'est vrai, *Zooropa*, le disque, va de l'avant sur les chemins qu'*Achtung Baby* avait ouverts, à la fois modestes et ambitieux. Mais la machine de la tournée est si lourde que les nouvelles chansons devront encore attendre quelques semaines pour être interprétées sur scène et faire définitivement basculer le spectacle du côté du nouvel U2. En attendant, Macphisto poursuit son jeu pervers d'aller et retours entre la religion du rock et le sacrilège.

THOMAS SOTINEL

* A l'Hippodrome de Vincennes, le 26 juin à 19 heures, avec le Velvet Underground, Belly et Macnas, 200 F. Au Stade Vélodrome de Marseille, le 14 juillet à 19 heures avec An Emotional Fish et Macnas, 210 F (tribunes) et 190 F (pelouse).

PIANO-FOLIE AU TEXAS

PAGE 27

Non loin de Dallas se tient chaque année une compétition de pianistes, la mieux cotée et dotée des Etats-Unis. Elle porte le nom de Van Cliburn, en hommage au virtuose qui, en 1958, à vingt-trois ans, fit triompher les couleurs américaines de l'autre côté du rideau de fer. (Lire page 27 l'article d'Alain Lompech.)

STADE GEANT A BERLIN

PAGE 34

La capitale de l'Allemagne réunifiée se penche simultanément sur son avenir et son passé. En prévision des Jeux olympiques de l'an 2000, pour lesquels elle a posé sa candidature, la ville tente d'intégrer à un grand plan d'urbanisme moderne les vestiges de la période hitlérienne. (Lire page 34 l'article de Frédéric Edelmann.)

750 000 spectateurs iront à l'Opéra de Paris la saison prochaine.

Pourquoi pas vous ?

Envoi gratuit 60 fr brochure programme sur demande

BASTILLE (1) 41 73 13 95
GARNIER (1) 47 42 57 50

MUSIQUE

RENCONTRE

AVEC THE EDGE, GUITARISTE DE U2

NOUVELLES FORMES POUR IDÉES FORTES



CLAUDE GASSIAN

Après le concert de Brême, pendant que Bono tient son rôle de commissaire politique de la tournée en recevant les militants antiracistes, The Edge (David Evans), le guitariste de U2, coproducteur de Zooropa, le nouvel album, s'explique sur les mutations que traversent en ce moment U2 et, plus généralement, le rock'n'roll.

— Nous n'étions pas très sûrs de sa réaction nous-même. En fait, ils ont été très positifs. Même au moment où nous pensions réaliser un album beaucoup plus expérimental, un EP, cinq ou six titres, ils étaient prêts à suivre. Mais ils sont ravis d'avoir un album à part entière, ce qui leur facilite un peu la vie.

— Même si vous avez beaucoup improvisé en studio, cet album est composé de chansons. Pourquoi ne pas franchir le pas et improviser sur disque ?

— Par le passé, des expériences similaires — *Elvis Presley in America*, sur *The Unforgettable Fire*, par exemple, — ressemblaient à des photos en cours de développement, au moment où elles sont dans le bac et que les contours commencent à apparaître sans que tous les détails soient définis. Mais c'est un statut bête, entre chanson et expérimentation et, à la fin, nous avons fini par regretter la vraie chanson que ce morceau aurait pu devenir. Nous sommes tous adeptes de la discipline d'écriture que nécessite une chanson. Tous mes artistes favoris ont choisi ce format. Même quand le Velvet Underground était à son stade le plus expérimental, il y avait Lou Reed qui tenait tout ça avec des textes forts, des mélodies.

— Zooropa est-il très différent du spectacle que vous avez présenté aux États-Unis ?

— Nous étions très contents de ce spectacle et n'avons pas l'intention d'y changer quoi que ce soit, d'autant que presque personne ne l'avait vu dans sa version pour salles couvertes. Mais ce qui se passe en Europe est si différent de ce qui arrive en Amérique. Et si l'idée de Zoo TV a une signification, c'est d'être en prise sur le moment, que ce soit en captant un signal TV qui passe au-dessus du lieu du concert ou par les coups de téléphone. Il fallait que le spectacle soit en phase avec ce qui se passe en Europe pendant l'été 1993.

— Le bombardement d'images et de mots auquel vous soumettez le spectateur laisse une idée de confusion...

— Oui, mais il ne faut pas négliger un élément qui arrive dans les trois premières minutes du spectacle. La phrase « Que veux-tu ? » est projetée dans toutes les langues, et c'est la question la plus importante. Nous, Européens, sommes dans une situation d'incertitude. Nous ne savons ni qui nous sommes ni qui nous voulons être. Nous croyons que l'Europe représentait une idée de pluralisme religieux ou culturel, de dissolution des nationalismes dans un plus grand ensemble, et tout ça est remis en question. La montée du racisme, de l'extrême droite, est la question la plus importante à travers toute l'Europe. Cette situation est très incertaine, mais c'est aussi un antidote face à la paresse intellectuelle.

— Il reste que ce soir, vous avez fait taper des milliers à 50 000 Allemands, au rythme des images d'un petit tambour des Jeunesses hitlériennes. Ce n'est pas pousser l'ambiguïté un peu loin ?

— L'ambiguïté fait partie du spectacle. Depuis que nous sommes arrivés en Allemagne, les choses ont changé. Au moment du premier concert, nous étions très inquiets. Pas particulièrement des images extraites du *Triomphe de la volonté* de Leni Riefenstahl. On peut s'y voir l'image d'un enfant qui joue du tambour dans un grand défilé sans savoir de quoi il s'agit. Cet extrait venait dans un ensemble d'images (*Lénine, des gymnastes soviétiques...*) qui étaient en surface très attirantes, avant que l'on y regarde de plus près. En revanche, nous étions très inquiets de l'image de la croix gammée en flamme. Nous l'avions choisie pour souligner l'importance de la montée du racisme, sans penser plus particulièrement à l'Allemagne. On commet des crimes racistes à travers toute l'Europe. Mais les événements nous ont rattrapés. Lors du premier concert à Francfort, le

2 juin, Bono a fait allusion à la campagne antiraciste qui a commencé à Hambourg autour du Thalia Theater, lors d'une réunion à laquelle nous avions assisté. Leur slogan était « *Stop den Hass* ». Quand Bono l'a prononcé, le stade a explosé plus fort que pendant tout le reste de la soirée.

— Entre la force des images, le discours politique et le théâtre, que devient la musique ? Une bande sonore ?

— Les images, les personnages de Bono sont là pour amplifier les émotions et les idées des chansons. C'est un équilibre subtil que nous avons essayé de maintenir. Pour y arriver, nous avons supprimé plus de 60 % des images que nous avions initialement retenues. Et la plupart des accompagnements visuels sont conçus de façon que la durée de la chanson puisse varier. Ce soir, pendant *New Year's Day*, par exemple, je n'avais pas vu Bono en train de plier le drapeau irlandais et j'ai attendu en vain qu'il reprenne le refrain. Nous évitons souvent ce genre d'accidents. Quand ils nous plaisent, on les reproduit pendant quelque temps.

— Comment est né *Macphisto* ?

— Nous avons une espèce de comité Zoo, dont les membres permanents sont ceux du groupe, auxquels viennent s'ajouter occasionnellement Brian Eno, le concepteur de nos lumières, Pete Williams ou d'autres personnes. Les discussions sur *Macphisto* ont commencé très tard, quelques semaines avant le début de la tournée. Là encore, nous évitons l'impression que les personnages de la tournée américaine — l'animateur de jeux télévisés, le télévangéliste — ne collaient pas à la situation européenne. *Macphisto* vient de diverses traditions, du cabaret entre autres. À l'origine, nous souhaitons un personnage plus menaçant. Mais il a pris une vie autonome. Bono le supporte. Il en a fait la dernière pop star, le symbole du début de la fin du rock'n'roll.

— Comment s'est passée votre collaboration avec Wim Wenders pour *Si près, si loin* ?

— Nous avions une chanson qui était à l'état de maquette, sans paroles. Nous avons réalisé un entretien avec Wim Wenders pour un magazine italien et il nous a dit qu'il cherchait des chansons pour son film. Il nous a envoyé une cassette du prémontage et Bono s'est mis à écrire. Des paroles à émerger ce sentiment d'observer un phénomène à distance, d'être près du cœur des événements sans en faire partie, d'être confronté à une réalité disloquée. Et nous avons demandé la permission à Wim de l'appeler *Faraway, so Close*.

— Avez-vous l'impression de pouvoir encore innover en matière de rock ?

— Je crois que les bonnes idées sont usagées et qu'il est de plus en plus difficile de trouver des manières efficaces et puissantes de s'exprimer par le rock'n'roll. J'ai une théorie selon laquelle les bons disques sont de plus en plus difficiles à réaliser. On ne peut plus faire confiance à un solo de guitare, il y a de bonnes chances pour qu'il soit passé entre d'autres mains. J'ai l'impression que la technologie est d'un grand secours, comme elle l'a toujours été depuis la pédale wah wah, pour trouver de nouvelles formes pour les mêmes idées.

— Nous avons parlé avec Wim Wenders du métier de cinéaste dans les années 90. Il disait qu'il trouvait que les images n'étaient plus neuves, surtout à cause de la publicité, et qu'il concentrerait ses efforts sur les mots, la musique, alors que nous-mêmes mettons tant d'énergie dans les images...

Propos recueillis par THOMAS SOTINEL

OPERA DE PARIS BASTILLE

SAISON 93 | 94

LE VAISSEAU FANTÔME

LES CONTES D'HOFFMANN

KATIA KABANOVA

MADAME BUTTERFLY

LES BRIGANDS

ADRIENNE LECOUVREUR

LES SOLDATS

SALOMÉ

LA FLÛTE ENCHANTÉE

CARMEN

LA KHOVANTCHINA

ALCESTE

FAUST

TOSCA

LADY MACBETH DE MZEMSK

Ballet

LA BAYADÈRE

RENSEIGNEMENTS (1) 44 73 13 99

Envoi gratuit de la brochure-programme sur demande : Opéra de Paris Bastille 220, rue de Lyon 75012 Paris

La machine à rock

EN France, les grands stades sont au rock ce que la première division est au football. Les meilleurs y accèdent (U2 et Metallica, cette année) mais ne sont pas sûrs d'y rester. Ainsi, Guns N' Roses, qui avait joué à l'Hippodrome de Vincennes en 1992, se produira à Bercy cette année. Après une brève incursion au Parc des Princes en 1991, Prince est revenu en salle les années suivantes. C'est que, pour les promoteurs français, la tâche n'est pas simple. Pascal Bernardin, qui a longtemps travaillé avec Jean-Claude Camus, le producteur de Johnny Hallyday, produit les trois concerts de U2 en France.

L'accord entre Pascal Bernardin et U2 remonte au début de l'année. Jusqu'ici, le groupe travaillait avec un autre promoteur, Gérard Drouot. Pour des raisons obscures, sans doute financières, Principle Management, la firme qui gère les affaires du groupe, a organisé un appel d'offres afin de remplacer Gérard Drouot. C'est Pascal Bernardin qui l'a emporté, grâce au soutien financier du groupe américain LCB, qui avait déjà ravi les Rolling Stones à leur vieux complice Billy Graham. « Ils m'ont permis d'avoir l'assise financière nécessaire pour payer 100 % des garanties à l'avance », explique Pascal Bernardin.

D'habitude, les promoteurs français, s'ils n'ont pas dans leur écurie un artiste très rentable

comme Patrick Bruel, sont obligés de régler les énormes garanties que demandent les groupes anglo-saxons grâce à la billetterie mise en vente longtemps avant l'arrivée du groupe en France. Pour leurs trois concerts français, la garantie exigée par U2 tournerait autour de 20 millions de francs. Or, il semble que le concert de Strasbourg doive être un demi-succès, avec 30 000 spectateurs. Le Stade vélodrome affichera complet (45 000 places) et c'est donc à Paris que tout se jouera. La pelouse de l'Hippodrome de Vincennes peut accueillir 80 000 personnes, on en espère 65 000. « Et quand on signe pour une tournée, on ne sait jamais si le groupe attirera 50 000 ou 80 000 personnes », constate Pascal Bernardin.

Fervent défenseur des concerts au Parc des Princes, Pascal Bernardin a été contraint d'envoyer U2 à Vincennes, parce que la direction du Parc craignait que sa pelouse ne survive pas si l'on ajoutait un concert du groupe à ceux de Johnny Hallyday. « Il n'y a pas beaucoup de choix, fait observer le producteur. La seule autre possibilité était le Parc de Sceaux, qui pose de gros problèmes d'organisation. »

Le travail du promoteur local est essentiellement administratif et technique. L'intendance artistique est fournie par le groupe. U2 travaille avec deux structures métalliques. Pendant que l'une sert au concert du soir, la seconde est

montée dans la ville suivante pour le concert du lendemain. Sur place, le promoteur se charge d'obtenir l'autorisation de la mairie, délivrée après avis de la commission départementale de sécurité ce qui, depuis la catastrophe de Furiani, n'a plus rien d'une formalité simple. Il faut aussi régler les problèmes avec les propriétaires et le gestionnaire des lieux et les responsables de la sécurité. A Vincennes, l'Hippodrome a fait protéger sa pelouse en faisant poser des plaques de béton alvéolées qui laissent l'herbe respirer. Pour rendre leur souffle aux spectateurs des premiers rangs, 100 infirmières, 4 médecins en liaison directe avec l'hôpital Henri-Mondor de Créteil, seront disponibles.

Reste une question qui revient avec une régularité lassante, depuis quelques étés. Que vient faire la musique chez les cheuvs ? Avant U2, les Rolling Stones en 1990, Michael Jackson en 1988, ont prouvé que les grands spectacles pouvaient se mettre aux dimensions (gigantesques mais circulaires) des stades. Meie les concerts à Vincennes, avec cette pelouse plate, ce grand espace qui s'étend à partir de la scène comme un couloir de métro titanesque, laissent peu de chance à la musique et au plaisir.

T.S.

MARA DU C

et dollars

MUSIQUE

NEUVIÈME CONCOURS INTERNATIONAL DE PIANO VAN CLIBURN

FORT-WORTH (Texas)

de notre envoyé spécial

VAN CLIBURN. Voilà un nom et un jeu qui ne dit rien, ou presque, aux Français, mais qui, aux États-Unis, est resté extrêmement populaire. Si son nom est aujourd'hui associé à une compétition de premier ordre où s'affrontent sans merci les futurs grands pianistes du monde, Van Cliburn a marqué son temps en remportant, de l'autre côté du rideau de fer, la première édition du Concours Tchaïkovski. C'était en 1958, et il avait vingt-trois ans. Evidemment, les Soviétiques avaient la ferme intention de donner la médaille d'or à l'un de leurs compatriotes. C'était important pour la propagande à l'extérieur et à l'intérieur des Républiques : la musique était considérée, avec le sport, comme l'un des meilleurs moyens de prouver la supériorité de l'Empire soviétique sur l'Ouest. Mais un grain de sable troubla ce bel ordonnancement : un jeune Texan blond séduisit les spectateurs dès la première épreuve et, parmi eux, Sviatoslav Richter, l'inouï.

Le plus grand pianiste soviétique de l'époque refusa le mariage de certains de ses collègues du jury. Selon une façon de faire alors très répandue, ils ne s'abstinent pas de le jeune Américain, mais lui donnent des notes très moyennes, de façon qu'il remporte un troisième ou quatrième prix. Richter lui donna le maximum et colla des 0 à d'autres. Guilels, président du jury, fut très ennuyé par l'attitude de son prestigieux collègue. Mais Richter lui répondit devant tout le monde : « Il y a ceux qui font de la musique et ceux qui n'en font pas (2). » Un peu manichéen, mais juste.

Non seulement Cliburn était le meilleur, mais il était aussi l'un des premiers interprètes américains que pouvait entendre le public soviétique. Il jouait avec une liberté, un tempérament romantique et une sensibilité que les Russes ont toujours placés plus haut que toute autre considération : il faut être d'ici pour croire qu'ils aiment les virtuoses impavides, les broyeurs d'ivoire, eux dont les « dieux » s'appelaient Sofronitski ou Yudina, aux qui firent un tel succès au Canadien Glenn Gould, peu de temps avant ce premier concours. Van Cliburn était l'élève de Rhosina Lhevine. Veuve de Joseph Lhevine, l'une des gloires du piano russe, émigré aux États-Unis au moment de la Révolution, elle enseignait à la Juilliard School de New-York. Les Moscovites étaient un peu de la Russie d'avant en cooptant ce cow-boy au sourire ravageur. Une façon d'entrer en dissidence, sans crainte de la dénonciation.

Ce triomphe ne fut pourtant rien à côté de ce qui attendait Van Cliburn dans son pays. Il eut droit à un défilé dans Broadway comme on en n'avait pas vu depuis la traversée de l'Atlantique par Charles Lindbergh, une petite fête plus tôt, pluie de confettis comprise. Van Cliburn dut jouer partout, répondre à des dizaines d'interviews, endosser le costume du héros. Il n'était sans doute pas taillé aux mesures exactes du jeune homme, qui, un peu plus de dix ans plus tard, allait faire ses apparitions en public au point de ne plus donner de concerts. Le pianiste remonta finalement sur l'estrade pour un récital triomphal à la Maison Blanche, en 1967, pour Mikhaïl Gorbatchev. Depuis, il joue, un peu.

Dès 1962, un groupe de riches habitants et quelques illustres professeurs de Fort-Worth décidèrent de fonder un concours en l'honneur de Van Cliburn. Si la liste des jurés impressionne, celle des premiers prix intrigue. Mis à part Radu Lupu, vainqueur de l'édition de 1966, c'est plutôt les seconds, troisièmes, quatrièmes, voire cinquièmes médaillés qui ont fait carrière : Nikolaï Petrov, Cécile Ousset, Rudolf Buchbinder, Christian Zacharias, Michel Dalberto, Barry Douglas, Philippe Bianconi, José Carlos Cocarrelli, Benedetto Lupu et Jean-Efflam Bavouzet. Comme presque tous les concours, le Van Cliburn a été suspecté de « magouilles » les résultats.

En réalité, un bon concours, ce sont de bons candidats évidemment, mais c'est aussi, lorsque la première condition est remplie, un bon jury. C'est-à-dire un groupe de musiciens capables de discerner un pianiste d'avenir parmi d'autres qui ne jouent pas forcément moins bien au moment où ils l'entendent. Il est un peu difficile de dire si les jurés du concours 1993 ont en la main parti-



MARATHONIENS DU CLAVIER

Ci-dessus : la parade triomphale de Van Cliburn à Broadway en 1958. Ci-contre : avec Maria Callas et le chef Eugene Ormandy.



A Fort-Worth, petite ville située à une demi-heure de Dallas, depuis le 26 mai, les rues sont pavées de couleurs d'un concours de musique, le plus prestigieux d'Amérique, fondé il y a trente ans en l'honneur du pianiste Van Cliburn. Il fut certainement le plus fêté des interprètes de l'après-guerre, le seul assurément qui ait obtenu un disque de platine et un disque d'or (1). Sa popularité vaut à ses successeurs une épreuve quadriennale parmi les plus importantes du genre, véritable et harassant - parcours du combattant-pianiste, appelé à jouer l'entrée dans la carrière sous les yeux de professionnels aussi inquiets que lui.

culièrement heureuse (3). Mais le résultat n'aura choqué ni le public ni les professionnels. Au fait, pourquoi tant de jeunes pianistes partent-ils ainsi la fleur au fusil vers l'abattoir, d'autant que, dans leur majorité, les trente-cinq candidats retenus ont déjà une jolie carrière dans les pays où ils vivent ?

Les Américains Frederic Chiu et Christopher Taylor, l'Italien Simone Pedroni, répondent sans hésiter : « Plus que pour gagner, c'est pour être entendus par un nouveau public et les responsables des maisons de disques, des festivals, des imprésarios, d'autres pianistes et, bien évidemment, des journalistes. » Voilà où en est le monde musical. Gagner leur ferait un peu peur, apparemment. Christopher Taylor avoue même que cela l'ennuierait de remporter la première médaille maintenant, à vingt-trois ans : « C'est un peu tôt, je serais obligé de mettre mes passions de côté, les maths, la linguistique. Je suis en train d'élaborer un nouveau langage universel, une sorte d'espéranto dans lequel la hiérarchie entre les mots ne serait plus la même. Plutôt que d'écrire ce nouveau langage, je voudrais le théoriser. Et puis, je vais me marier, en juillet prochain. Alors, donner deux cents concerts dans les deux prochaines années m'ennuierait un peu. »

Christopher Taylor est aussi sage que Frederic Chiu, jeune pianiste de vingt-huit ans que les Français connaissent bien. Il vit à Paris, donne beaucoup de concerts et enregistre pour Harmonia Mundi. Pourquoi est-il ici ? « Je suis américain, mais je vis en France, car il est beaucoup plus facile de jouer là-bas. J'avais un agent américain, mais, ces quatre dernières années, il ne m'a trouvé qu'un concert aux États-Unis. Il fallait bien que l'on m'entende ici autrement qu'à travers mes disques. C'est fait. » Depuis d'avoir été éliminé de la finale ? « Non, pas trop, je suis venu pour jouer comme je l'entends les œuvres que je veux jouer. La majorité des jurés n'ont pas aimé, puisque j'ai été éliminé. Le public et certains journalistes ont donné l'impression qu'ils trouvaient ça bien... » L'Italien Simone Pedroni, vingt-quatre ans, a, semble-t-il, moins d'états d'âme. Lui aussi est venu pour se faire entendre de l'Amérique, mais remporter le prix ne l'intrigue pas. Moins, en tout cas, que son prochain

mariage en juillet : « J'ai l'habitude de jouer, mais c'est bien la première fois que je vais me marier. »

Il est des moments pénibles dans un concours. Il en est qui le sont pour l'auditeur et doivent l'être plus encore pour le candidat. Shirley Hsiao Ni Pan, une Canadienne de vingt-six ans, se lance dans les *Préludes* de Chopin et l'*Appassionata* de Beethoven. Sonnet subtil, phrasés intenses, climat expressif bouleversant. Puis, petit à petit, tout se déglince, trous de mémoire et fausses notes se succèdent. Entre Chopin et Beethoven, elle sort de scène, ne veut apparemment plus revenir. Dans les coulisses, un homme téléphone, on se retourne et l'on voit le président du jury répondre. Deux minutes s'écoulent. La pianiste revient, mêmes problèmes dans Beethoven. Elle est éliminée, mais deux membres du jury diront plus tard : « Elle a joué d'une façon sublime deux nocturnes de Chopin lors des éliminatoires, mais très vite des difficultés qu'elle n'a pu surmonter nous ont conduit à l'éliminer. Si elle ne réussit pas à la résoudre, elle ne peut espérer faire une carrière. » Mais Dame Mouri Limpany lui a déposé une bourse pour qu'elle étudie dans une école américaine où l'on s'occupe bien d'elle.

D'autres candidats tapent comme des sourds et en tirent une fierté incroyable. Le Russe Alexandre Melnikov est de ceux-là, et, à vingt ans, ne sent pas sa force. L'Italien Fabio Bidini aussi, un peu moins peut-être. D'autres jouent sans imagination, Veronika Reznikovskaya par exemple : son *Carnaval* de Schumann est sec, son *Etude* en forme de valse de Saint-Saëns manque de charme et de malice. D'autres, enfin, entrent en scène en prenant des allures de prince et jouent du piano comme un premier de la classe tient son cahier : pas une tache, pas une rature, les thèmes sont soignés au crayon rouge, les développements en bleu, les incises en vert. Le Belge Inhan Schmidt est assommant. Il fustige tout plus qu'à vingt-huit ans il prend tout le monde de haut, sorte de Michelangioli au petit pied. Mais joue du piano comme, malheureusement, peu des candidats en jouent.

Il y a aussi les docteurs Nimbus. L'Arménien Arsen Babakhanian, vingt-cinq ans, assez petit, râblé, un peu dégarni, mais deux grosses touffes de cheveux surgissent à l'horizontale derrière ses oreilles. Sérieux comme un pape, il joue comme un pro. C'est du solide, pas vraiment intéressant, mais certains se laissent prendre à cette autorité sèche, à ses phrases volontaires, à ses accents martiaux. Ils n'entendent pas qu'il change de tempos à tout bout de champ dans le *Concerto* en ré mineur de Mozart et censure tout tyrisme dans la *Rhapsodie* sur un thème de Paganini de Rachmaninov. Et quelle sonorité dure, jusque dans la nuance piano.

L'Américain Christopher Taylor a vingt-trois ans et joue admirablement la *Deuxième Sonate* de Boulez par cœur. Il l'a apprise seul. Il lui a fallu trois ans. On connaît des pianistes qui jouent les sonates de Boulez (de mémoire, pas beaucoup !) aussi mal qu'ils jouent un impromptu de Schubert ou une sonate de Beethoven, mais ça ne fait rien, ils jouent le répertoire contemporain et partent donc avec un handicap allégé. Taylor joue

l'Opus 111 de Beethoven et les *Funérailles* de Liszt de façon limpide, sensible, magnifique en vérité. Evidemment, une froideur toute cérébrale lui a été reprochée par certains : il a obtenu un *degré* de mathématiques à Harvard... Ils ne savent pas qu'il compose des rag-times à ses heures perdues, et qu'il les joue en concert.

En quelques secondes, certains s'imposent avec une extrême évidence. Simone Pedroni passe après un brouillon. Il joue une sonate de Haydn, la *Deuxième Sonate* de Rachmaninov et les *Tableaux d'une exposition* de Moussorgski. En finale, il jouera la *Divertissement* de Mozart et la *Deuxième* de Rachmaninov. Présence, voix singulière, c'est un artiste dont l'autorité fait redresser la tête aux musiciens de l'orchestre. L'émotion passe. Il y a encore Valery Kuleschov. A trente ans, il en paraît à peine plus de vingt. Il se lance dans un *Troisième* de Rachmaninov, flamboyant mais contrôlé, dans un *Vingt-troisième* de Mozart chantant d'un bout du clavier à l'autre. Quel son ! Quelle allure ! Quel musicien !

Cent quatre-vingts candidats ont passé les auditions en vue d'être autorisés à concourir. Un *screening jury* en a sélectionné trente-cinq. Sur ces trente-cinq, cinq demi-finalistes ne sont pas à leur place dans un concours de ce niveau, et l'on nous assure (des membres du jury réputés pour leur caractère incorruptible et des confrères journalistes américains dont les écrits passés plaident pour leur compétence) que dans les éliminatoires - auxquels nous n'avons pas assisté - se sont produits des pianistes sans talent. Il est évident que d'excellents candidats ont été écartés dès ce moment, pas par malhonnêteté, mais simplement parce qu'il est quasi impossible de faire ce genre de tri qui associe des épreuves vidéos et de vraies épreuves publiques. Il y a là un vrai problème que le concours Van Cliburn devra surmonter, car il est évident qu'un Eric Lesage, non autorisé à concourir, joue beaucoup mieux que certains des candidats entendus. Reste le chef Jerzy Semkow, qui dirigeait les finales. Ah ! le méchant camarade qui ne fait rien pour aider les candidats, dont le bras est imprécis, la batte mornie, l'attitude désagréable. L'Orchestre de Fort-Worth n'est pas d'une qualité irréprochable, l'acoustique du Centre des congrès presque épouvantable, mais Semkow dirige tellement mal qu'il se met beaucoup de monde à dos. Jamais personne ne votera pour lui.

ALAIN LOMPECH

- (1) Van Cliburn a vendu à plus d'un million d'exemplaires son enregistrement du *Concerto* de Tchaïkovski et à plus de cinq cent mille son *résumé* Chopin. Ces deux enregistrements ont été édités par RCA, éditeur exclusif du pianiste américain.
- (2) Ces renseignements sont tirés de *Van Cliburn*, livre de Howard Reich, publié par les Editions Thomas Nelson, à Nashville. Le critique du *Chicago Tribune* s'est livré à une enquête minutieuse et son ouvrage se lit d'un trait.
- (3) Le jury était présidé par le chef d'orchestre John Giordano et composé de Joseph Achacarro (Espagne), Philippe Entremont et Cécile Ousset (France), Claude Franck, Edward Gordon, John Pfeiffer, Menahem Pressler, Abbey Simon, Ralph Votapek (États-Unis), Nelson Freire (Brésil), Dame Moura Limpany (Grande-Bretagne), Lev Naoumov (Russie) et Takahiro Sonoda (Japon).

Lauréats et dollars

Premier prix et prix de la musique de chambre : Simone Pedroni (Italie). Second prix et meilleur prix pour l'exécution de l'œuvre contemporaine imposée : Valery Kuleschov (Russie). Troisième prix et meilleur pianiste américain : Christopher Taylor (États-Unis). Quatrième prix : Johan Schmidt (Belgique). Cinquième prix : Arsen Babakhanian (Arménie). Sixième prix : Fabio Bidini (Italie). Richard Raymond (Canada) reçoit également le prix de la musique de chambre, et Andrew Armstrong (États-Unis, 19 ans) reçoit un prix spécial décerné par le jury. Le premier prix est doté de 15 000 dollars en espèces, d'un récital à Carnegie Hall et, pendant deux ans, la Fondation Van Cliburn prend en charge sa carrière. Le montant total de ce prix s'élève à 200 000 dollars. Le second prix est doté de 10 000 dollars et de nombreux engagements dans le monde entier, le troisième de 7 500 dollars et de nombreux engagements dans le monde entier. Les autres reçoivent des sommes d'argent allant de 5 000 à 1 000 dollars.

Philips publiera dès septembre prochain deux Compact discs produits à partir des bandes enregistrées pendant les épreuves. Le programme n'est pas encore connu, mais seuls les trois premiers prix seront ainsi lancés dans le monde entier.

OPERA DE PARIS GARNIER

SAISON 93 | 94

Ballet de l'Opéra de Paris

SOIRÉES D'OUVERTURE

JEROME ROBBINS

PICASSO ET LA DANSE

CASSE-NOISETTE

NIJINSKI

ROLAND PETIT

ANGELIN PRELIJOCAJ

LA BAYADÈRE

LANDER/ROBBINS/FORSYTHE

TUDOR/TAYLOR/MacMILLAN

Compagnies invitées

TWYLA THARP & DANCERS

THE TOKYO BALLET

ROSAS/ANNE-TERESA DE KEERSMAEKER

HOMMAGE À NIKOLAÏ

SAN FRANCISCO BALLET

Ecole du Ballet de l'Opéra de Paris

RENSEIGNEMENTS (1) 47 42 57 50

Envoi gratuit de la brochure-programme sur demande à : Opéra de Paris Garnier, 8, rue Serbe, 75009 Paris

C I N Q U I È M E F E S T I V A L D E S A M É R I Q U E S

doux quand il étouffe sa mère en rabattant sur elle son tee-shirt, dont le tissu se colle au visage et le sculpte. Il va sans savoir où, se laisse aller au hasard de rencontres le ramenant irrésistiblement à la mort, à sa chute vers le soleil - « il tombe », disent dans l'ombre les témoins, tandis que, lentement, descend le rideau de fer.

Zucco a raconter la jeune fille qui l'a aimé, la femme dont il a tué l'enfant et qui lui saivi, le vieil homme qui dans le métro lui a parlé... Puis, d'autres, qui se sont intéressés et que, peut-être, il n'a pas même distingués. Des corps, des voix. Les comédiens ne cherchent pas à donner une identité à leurs personnages. Ils sont les fragments d'une personne, et il ne s'agit pas de Zucco, mais de Kolts. Ensemble ils proposent la violence de son désespoir. Dans Marleau a vu dans le texte un poème inachevé. Dans ce décor inhumain, il le fait jouer en oratorio sauvage, et on entend comme rarement sa brutalité, son élégance, sa force convulsive.

Denis Marceau utilise le théâtre pour travailler sur l'horreur : jusqu'à présent surtout celle des surréalistes, et celle des dadaïs. J'avais un projet avec Woyzeck. Je l'ai toujours d'ailleurs. Puis, à Paris, j'ai vu Roberto Zucco dans la mise en scène de Bruno Bayglin. C'est ainsi que j'ai découvert Bernard-Marie Collès. J'étais fasciné par le spectacle, par la pièce. Elle me tenait. Elle donne comme Woyzeck une impression d'inachévé, de fragment, avec des creux pour rêver. Et puis, chez Collès comme chez Büchner, il y a la fatalité, la nécessité de tuer ce que l'on aime, et cette course vers la mort ».

Accueilli et coproduit par NCT, Roberto Zucco est le premier spectacle d'envergure que monte Denis Maréau. Habituellement, ses moyens sont nettement plus modestes, bien qu'il ait fondé sa compagnie Ubu en 1982 et que lui-même connaisse une notoriété internationale depuis qu'il a créé *Mex Opéra* de Kagei, en 1987. Il se situe dans la normale : metteur en scène sans troupe, sans lieu permanent, pas même pour répéter. « Nous sommes ce que l'on appelle ici un "théâtre intermédiaire". Étant donné mes choix, jusqu'à présent, j'ai surtout travaillé avec les musées d'art contemporain. Nous sommes en Amérique, l'environnement est facilement anti-artistique, anti-intellectuel. Et à Toronto, c'est pire. Tout est centré sur Montréal. On peut aller jouer à Québec, mais il faut obtenir une subvention supplémentaire, car aucune structure n'a de moyens suffisants pour l'accueillir. »

Les subventions sont attribuées par le ministère des affaires culturelles du Québec, et accessoirement le

Conseil national des arts d'Ottawa, qui d'ailleurs sert de modèle au nouveau système de répartition. *« Jus- qu'à présent, explique Robert Lévesque, critique dra- matique au quotidien le Devoir (qui peut assister à tous les spectacles nouveaux sans aller au théâtre cha- que soir...) le ministère chargeait une commission for- mée de professionnels de décider qui recevrait de l'ar- gent et combien. A Montréal, chacun peut obtenir des subventions. Il suffit de présenter de façon précise des projets, que vous devez réaliser totalement.*

» Naturellement, les institutions sont rarement mises en cause, sauf si elles sont en déficit trois ans de suite, ce qui ne les encourage pas à prendre des risques. Elles ne sont pas confiées à des metteurs en scène, mais à des directeurs qui travaillent plus ou moins régulièrement avec les uns et les autres. Il en va de même pour les acteurs, dont les cachets sont misérables. On les voit aussi bien dans des spectacles d'essai que dans des feuilletons télé, ou des pubs. Nos structures sont plus américaines qu'européennes, même si, culturellement, nous sommes tournés vers vous. À partir de la rentrée, la commission ne dépendra plus autant du ministère, elle sera présidée par une personnalité indépendante. Comme au Canada.

Les seuls à ne pas être subventionnés sont les « théâtres d'été » qui s'installent dans les provinces, donnent des pièces de divertissement plus ou soixante-dix fois, pour les touristes allant de l'une à l'autre, au fil de leurs voyages. A Montréal, un succès se traduit par vingt à trente représentations. Dans cette métropole bilingue, les musées collaborent, mais dès que la parole est en jeu, anglophones et francophones s'ignorent. Les journaux des uns et donnent pas les programmes des autres. On est loin de la fascination équivoque entre les deux Berlins au temps du mur. C'est une déception, tout au moins une totale indifférence.

Des aménagements à la loi 101 — qui impose et protège l'usage exclusif du français au Québec — sont proposés, notamment l'autorisation d'affiches en anglais dans les quartiers anglophones. Les artistes ne semblent pas s'en émouvoir exagérément. Il est vrai que lorsqu'ils viennent en France, ils peuvent constater que de la publicité aux services, le bilinguisme est d'un usage courant. Ils se sentent à présent assez forts, assez sûrs d'eux, de la légitimité de leur langage pour ne plus avoir peur. « 60 % des Québécois n'ont jamais besoin de l'anglais, alors pourquoi nous sentirions-nous menacés », explique Denis Marleau, optimiste.

Le langage, pourtant, est devenu leur seul terrain d'action. Un langage qu'ils revendiquent comme international, et ils se veulent hommes de théâtre avant

d'être québécois. Le temps n'est plus à la panopée du colonialisme, à l'affirmation ultra-nationaliste. « Dans les années 50, dit Robert Lévesque, le Théâtre du Nouveau Monde et autres troupes sont venues en Europe montrer ce qu'ils savaient faire, prouver qu'ils étaient aussi bons que vous. Leur répertoire était international. Nos dramaturges écrivaient sous l'influence des réalités américaines, et ils étaient rares. Puis sont arrivés les années 60, la montée vers l'indépendance, Michel Tremblay, la plongée dans le prolétariat, la vie des quartiers populaires et leur langage, le jargon, le militantisme québécois. Il suffisait d'exister sur scène avec notre accent, de parler de notre réalité. C'était la première fois, c'était riche, coloré, ça a donné toutes sortes de choses, mais n'a jamais été idéologique, seulement nationaliste... Puis il y a eu le référendum sur l'indépendance, et notre écher, un profond découragement, un repli. Nous avons pris comme leçon que le théâtre ne doit plus servir d'autre cause que la sienne ».

Aujourd'hui, sur scène, les acteurs gomment l'accent. Mais leur façon de jouer directe, physique, avec beaucoup de gestes, de mimiques, les rapproche des Américains, y compris dans des recherches avant-gardistes qui, comme chez nous, mézient des textes différents. Exemple, dans la petite salle de Gabriel-Arcand, la Veillée, une Pénultième, alternant Kleist et Marina Tsvetaïeva, où l'on voit Achille se comporter en frimeur à la Mickey Rourke, lutter avec sa belle guerrière : une bagarre de voyous réaliste, avec un peu d'érotisme et beaucoup d'hémoglobine.

Mais voyageant en Europe pour s'informer et travailler - Denis Maréchal va *mooter* *Woyzeck* à Bruxelles; quant à Robert Lepage, il est partout, - il metteurs en scène y ont acquis un goût pour la sophistication, en particulier scénographique, loin de leurs préoccupations il y a seulement une quinzaine d'années. Ainsi le magnifique décor de Michel Goulet (un sculpteur) pour *Roberto Zucco* ou la façon dont, dans *des vêtements*, des rideaux de franges noircies, Serge Denoncourt transforme une salle rectangulaire en campagne tchekhovienne dans *Comédie russe*, adaptation de *Platonov* par Pierre-Yves Lemieux, qui y mêle un peu de la *Cerise*. Tous, absolument tous, regretent de ne pas recevoir chez eux davantage de spectacles français, qui leur permettraient de partager leurs expériences avec le public.

Ariane Mnouchkine est venue avec les *Atrides*, mais jamais Peter Brook. Le festival a invité les *Cinq Personnages en quête de...*, par Sophie Lonacsevsky – un programme d'Avignon, du Centre dramatique de Toulouse et de l'Athénée – avec le concours de l'AFAA (Association française d'action artistique). Dans le circuit des Alliances françaises qu'1993, l'AFAA a proposé pour Montréal *Une exposition de fer-blanc*, par Grand Magasin, et, au Québec, mais bizarrement sans passer par Montréal, deux pièces de Labiche par Agathe Alexis, *les Bonnes*, de Genet, par Philippe Fauré, et, en collaboration avec un tourneur de Toronto, *Dérives bleues* par le Théâtre Mosaïque. Il y a bien quelques échanges « de particulier à particulier », mais les contacts entre la Belle Province et l'Europe semblent centrés sur le musique, sur la chanson. C'est intéressant, on pourrait sans doute aller plus loin.

COLETTE GODARD

de notre envoyée spéciale

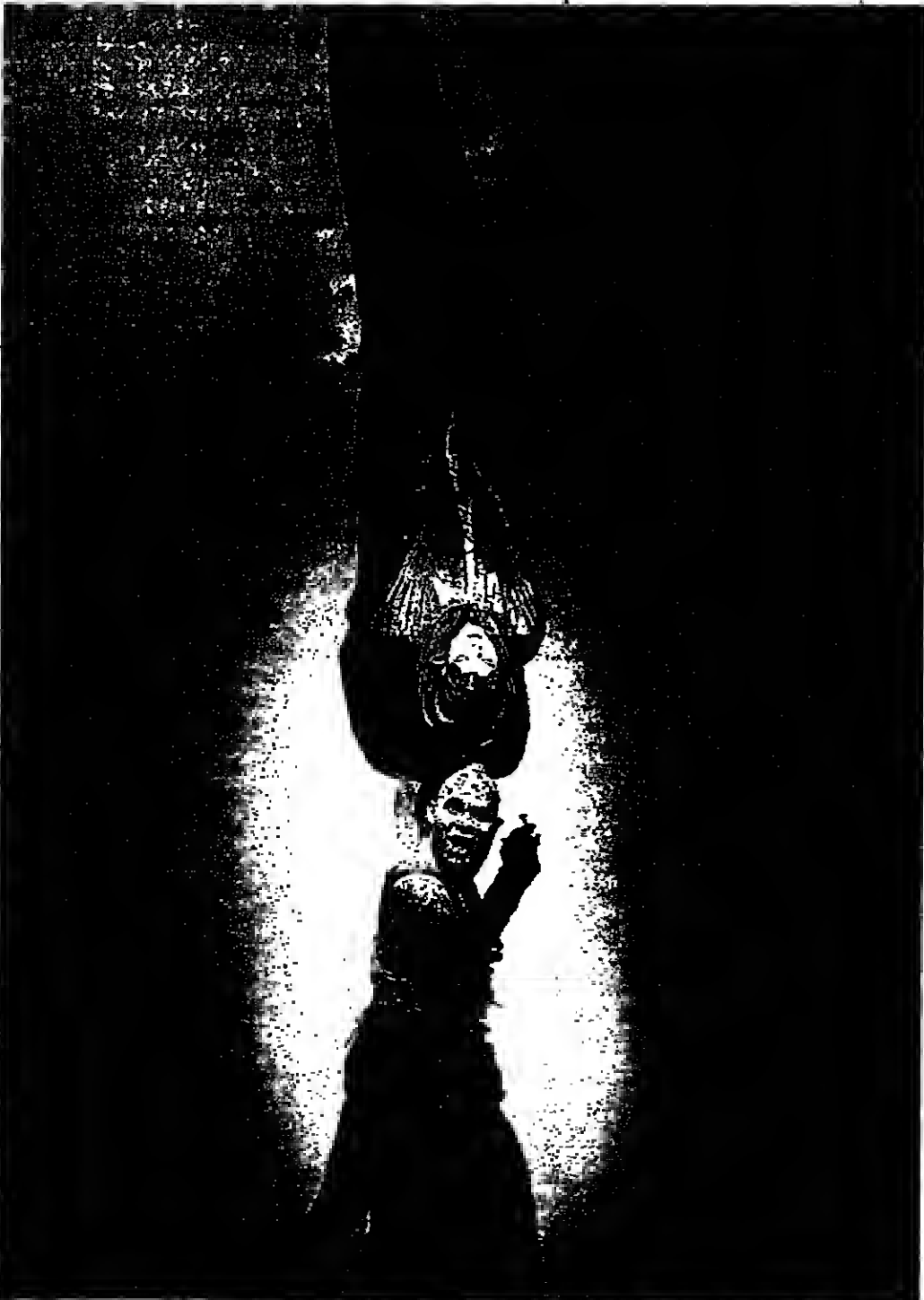
L, faisait froid début juin, à cause, disait-on, des poussières de volcan qui volaient le soleil depuis l'éruption du Pinatubo. Il a plu aussi, et la troupe chilienne du Teatro del Silencio a eu bien du mal à donner son spectacle en plein air, *Malasangre*. Elle était invitée par le FTA - Festival de théâtre des Amériques, fondé et dirigé par Marie-Hélène Falcon - ainsi que d'autres troupes, quatorze en tout, venues de Roumanie, d'Espagne, d'Allemagne, de France, auxquelles se sont mêlées des compagnies québécoises, dont celle de Robert Lepage avec sa trilogie Shakespeare - *Macbeth*, *Coriolan*, *La Tempête* - et Denis Maréchal, que l'on connaît à Paris pour les *Ulys* (le *Monde* du 12 décembre 1992). A Montréal, il a présenté *Roberto Zucco*, de Bernard-Marie Collé.

C'était une création du Festival, donnée chez NCT (Nouvelle Compagnie théâtrale), dans la partie est de la ville - « *Connaissez l'est* », clament les affiches accompagnant la réhabilitation de ces quartiers. Superbe spectacle dans un décor métallique, architecture mobile de poutrelles, de ponts, de passages, de plates-formes à différents niveaux, machinerie mystérieuse, cruellement efficace. Roberto Zucco y promène sa jeunesse égarée, son regard absent, il a des gestes

ROBERT CUPAGE est une sorte de légende en perpétuelle mouvance. Tandis que sa biographie s'écrit, sa personnalité donnait au Festival théâtral des Amériques, il dirigeait à Munich les acteurs du Residenz, dans un spectacle, *Map of Dreams*, qui le 12 juin a inauguré le Theater der Welt (11 – 13), il repartait jouer au Québec *l'Aigle et l'opium...* Pendant les répétitions, il a trouvé le temps et la force d'un aller-retour à Montréal pour présenter un hommage à Cassavetes aux côtés d'Al Pacino. D'Allemagne, il a donné une conférence de presse téléphonique pour annoncer la prochaine réalisation à Québec d'un projet : son «*cabaret ethnologique*», «*à Cassavetes*», où il entendait donner un aperçu de son travail et de ses préoccupations particulières. Grâce à une tour de télécommunications, il pourra transmettre leurs performances par satellite dans le monde entier. Il va sans doute mettre en scène la cérémonie des Jeux olympiques d'Atlanta en 1996, et sûrement réaliser à Québec et au Japon le film dont il a écrit le scénario le *Confessionnel* : l'action se passe pendant tournage de *I Confess* par Hitchcock...

Map of Dreams se construit sur trois rêves autour de Richard II, la Songe d'une nuit d'été, le Tempête. Un mur sale, percé en haut de petites fenêtres réduit le plateau du *Residence* à son avant-scène. Un écran tendu sur un cadre de bois qui peut basculer, c'est tout le décor. Mais il y a des projections. Pour le premier rêve, l'écran est fait d'une matière malléable sur laquelle s'inscrivent les empreintes de visages mystérieux : les sorcières de *Macbeth*. Une lourde armure vide attend *Macbeth-Richard II* : il se revêt, porte sur les épaules de deux hommes fléchissant sous son poids. Et c'est à cheval sur une chaise, armé d'un bâton, qu'il livre son dernier combat.

Après ce prologue, où la dérision se mêle intimement à l'épique, arrive la féerie. Robert Lepage prolonge sa mise en scène du *Songe d'une nuit d'été* au National Theatre de Londres. L'histoire se passe principalement entre Oberon et Puck, deux faunes nus et boueux, jadis au sous-sol. Deux corps athétiques, étrangement présents, étrangement invisibles aux



Wolfgang Bauar et Christiane Rosbach dans « Map of Dreams ».

humains, eux maledroits amoureux comme aux artisans, confédians amateurs venus répéter dans la forêt enchantée qui se projette sur les murs. Thénia demeure suspendue, la tête en bas, dans une gangue de soie bleue, insolite chape-aouris endormie, sur laquelle va apparaître, monstrueusement agrandie, l'image d'une araignée tissant sa toile. Puis, lentement, Thénia glisse hors de sa gangue soyeuse, s'allonge, carasse Bottom, le vieil araigné affligé - par malice d'Océron - d'une tête d'âne, ici figurée par des pieds nus derrière son cou, les pieds de Puck agglutins à lui comme une carapace d'escargot...

Cette partie-là, c'est une heure d'émerveillement, de rire, une heure d'inventions somptueuses, troubles et barbares, de poésie brutale. Dans quel pays pourrait-on trouver un tel nombre d'acteurs doués de tant d'humour et de force, et capables de performances physiques incroyables ? D'autant plus triste alors semble la troisième partie sur *le Tempête*, qui commence mal, continue plus encore, et dont on se demande pourquoi elle est là. Finalement, Robert Lepage réussit à remonter *le Songe d'une nuit d'été*, on en aura peut-être qu'il n'est, en une heure, il confirme la puissance d'un talent unique.

C. G.

1993) Sous la direction de Renate Klett, Theater der Welt 1993 s'est tenu à Munich, du 12 au 27 juin. Sociétés aux prises avec l'histoire du nation, la manifestation est organisée tous les deux ans dans une ville différente d'Allemagne. Y sont réunies des stars et des gens susceptibles de le devenir (Doro, Bodo, Romy, Strlem, Jean-Pierre François Tanguy, Thierry Salomon...), certains n'étaient Peter Sarsa, ou Vanessa que récemment, mais là, pour la première fois. La prochaine édition sera, lieu en 1995 - cinquante ans de la fin de la seconde guerre mondiale - à Dresde, ville des anciens Länders de l'Est, accorde le plus d'argent au théâtre. Mais ce sera sans Renate Klett, fatiguée de devoir, à chaque fois, recommencer de zéro dans un endroit différent.

THEATRE

Spectacles nouveaux

Conférence au sommet
de Robert David Mac Donald, mis en scène de Florence Hazot, avec Carole Tiaza, Estelle Flavel et Nicolas Virgouley.
Les monstres d'aujourd'hui se sont emparés de la scène. Mais cette fois il s'agit de leurs maîtres : Eva Braun et Clara Petacci.
Théâtre Déjérin, 41, bd du Temple, 3^e. Du jeudi au dimanche à 19 heures. Tél. : 48-87-62-55. De 140 F à 70 F.

Lettre à Fidel Castro
de Fernando Arrabal, mis en scène de Jean-Louis Tarraguet et Pierre Pél, avec Farida Taya.
Eternel anarchiste, et notopiste, Arrabal ne craint pas de s'adresser aux dictateurs, pour leur dire des vérités poétiques et sensées.
Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, 4^e. Le 29 juin, 21 h 15 (et les 30 juin, 1^{er} et 2 juillet). Tél. : 48-87-04-62. De 110 F à 90 F.

Pour la mer, tu changes à République
de Rachid Kahlil, mis en scène de l'auteur, avec Marie-Laure Fonteneau, Simon Courant, Elise Dubois de Prisque, Muriel Mayuella, Elvira Beitan, Steve Mandoulis, Martin Recardon, Julie Helligstein, Sabrina Derris, Benoît Hane, Alexis Vergnot, Zita Tugay, Jean Lmodini, Marouka La Moling, Julie Claret, Maroua Saura, Michel Goulet et Anouk Bonadelli.
Le départ d'une vingtaine de prisonniers vers les îles lointines de vacances.
Salle du Centre Jean-Denis, 17, rue Léprieux-Baillet, 2^e. Les 28 et 29 juin, 20 h 30. Tél. : 42-23-37-37. Durée : 1 heure, 30 F.
Dernière représentation le 29 juin.

Paris

Le Banc
d'Hervé Lobau, mis en scène de Tara Depé, avec Marthe-Hélène Raulin et Hervé Lobau.

Il y a des gens qui ont besoin de mots, ceux-là s'en servent moins que de leur corps, de leurs gestes, de leur chance. Lucernaire Forum Centre national d'art et d'essai, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, 6^e. Du mardi au samedi à 20 heures. Tél. : 46-44-57-34. De 98 F à 140 F.

Les Carabiniers
avec Mathieu Baur, Julien Bureau, Sylvain Carigny, Judith Dapelle, Léoandre Garcia, La Mollie, Laurence Harterstein, Judith Henry, Joachim Lataret, Mamu Marthot et Marthe Saba.
Ils sont merveilleusement jeunes, énergiques, ironiques. Ils possèdent la grâce et la fantaisie. Ils jouent l'histoire des deux soldats qui reviennent de guerre en même temps que Strip et bontemps (jeudi). Vendredi, ils jouent la Grande Charge hystérique (leur façon à eux d'être fous) en même temps qu'un concert. Et samedi, pour la finale, c'est l'intégrale.

Théâtre ouvert-jardin d'Ibiza, 4, cité Vieux, 18^e. Le 24 juin, 20 h 30 ; le 26, 20 heures. Tél. : 42-55-74-40. De 80 F à 95 F.
Dernière représentation le 26 juin.

Ce qui arrive et ce qu'on attend
de Jean-Marie Besset, mis en scène de Patrick Kerbrat, avec Christophe Malavey, Marie-Françoise Pierrat, Sabine Haudepin, Samuel Labarthe, Philippe Etessé, Jacques Camot et François Caron.
Il y a l'amour du pouvoir, l'amour des intrigues. Et aussi l'amour tout court, mais c'est plus délicat.
Gaiety Montparnasse, 28, rue de la Gaiety, 14^e. Du mardi au samedi à 20 h 45. Dernière dimanche à 18 heures. Tél. : 43-22-16-18. De 120 F à 220 F.

L'Eloge de la folie
de Laurence Favier, d'après Erasme, avec Laurence Favier.
La folie d'Erasme ressemble à ce que l'on appelle équilibre. Celle de Laurence Favier y ajoute la fantaisie, l'intelligence, le charme.
Artistic-Athénée, 45, rue Richard-Lenoir, 11^e. Les mardi, mercredi et vendredi à 21 heures, le jeudi à 19 heures. Tél. : 48-06-36-02. De 75 F à 180 F.

La Fausse Suivante ou le Fourbe puni
de Molière, mis en scène de Jacques Lusselle, avec Geneviève Casile, Alain Pralon, Gérard Girouard, Michel Lavoie, Jean-François Pilon et Jean-Baptiste Malherbe.
Les pièges des travestissements. Travestissement des sexes, des sentiments, des idées.
Comédie-Française salle Richelieu, place Colette, 1^{er}. Les 23 et 24 juin, 20 h 30. Tél. : 46-15-00-15. De 100 F à 45 F.
Dernière représentation le 25 juin.

Les Gauchers
d'Yves Pégibet, mis en scène de François Vidéus, avec Bernard Pomeroy, Bruno Pessent, Agnès Sourillon, Cécile Thibault et François Vidéus.
Sans pitié, sans provocation, des adolescents se racontent. Et les conditions communicationnelles la sensibilité, l'humour, la lucidité.
Cité Internationale, 21, bd Jourdan, 14^e. Les 24, 25, 26 et 29 juin, 20 h 30 ; le 27, 16 h 30. Tél. : 48-89-38-89. De 16 F à 98 F.
Dernière représentation le 29 juin.

Masques
de François Carvantes, mis en scène de l'auteur, avec Raphaël Almonet, Pierre Carvantes, François Carvantes, Philippe Foch, Catharine Garmah, Bernard Malandain, Bruno Saba, Akosh Szalayvany et Michèle Valérie.
Le comédien et son double. C'est le dernier volet d'une trilogie qui comprend également *On a marché sur la terre* et *Quelques jours avant l'équinoxe de printemps*, et dont l'intégrale est donnée le samedi.
Cité Internationale, 21, bd Jourdan, 14^e. Les 24 et 25 juin, 21 heures ; le 26, 20 heures. Tél. : 48-89-38-89. De 55 F à 95 F.
Dernière représentation le 26 juin.

Meln Kampf (farce)
de George Tabori, mis en scène de Joris Lavell, avec Maria Casarès, Jean-Paul Dermont, Roger Jendry, Emmanuel Lapoutre, Dominique Pison, Michel Robin, Stéphane Aladen, Pierre Casadei, Antoine Fontaine, Christian Fournier, Carlos Matar, Françoise Mège, Bertrand Noll et Odile Rost.
Une histoire juive avec pour héros Hitler. Une histoire drôle qui fait grincer les rires. Une histoire qui fait peur. L'histoire, la nôtre.
Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20^e. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Dernière dimanche à 18 h 30. Tél. : 43-46-43-60. De 80 F à 140 F.
Dernière représentation le 27 juin.

Mortadela
d'Alfred Arles, mis en scène de l'auteur, avec Hyndy Albe, Didier Guédy, Marika Marini, Adrien Paguerolle, Pilar Robollar, Alma Rose, Joëlle, Martine Lopez, Oscar Sisto, Frédéric et André.
Dans ce Buenos-Aires qui fait revivre la mémoire d'Arias, avec sa musique, ses danses, ses rires, un voyage à toujours recommencer.
Montparnasse, 31, rue de la Gaiety, 14^e. Du mardi au vendredi à 21 heures, le samedi à 18 heures et le 21 h 15. Tél. : 43-22-77-74. De 200 F à 90 F.

Partage de midi
de Paul Claudel, mis en scène d'Alain Olivier, avec Hélène Laureau, Christian Clouet, Philippe Girard et Xavier Heby.
L'amour de Dieu, l'amour des femmes, de la femme.
Studio-Théâtre, 18, av. de l'Insurrection, 14^e. Du mardi au samedi à 22 heures, le 20 h 45. Tél. : 48-81-75-80. De 120 F à 20 F.

Personne n'est parfait
de Joël Cora, mis en scène de l'auteur, avec Thierry Duvoy, Nathalie Kant, Ariane Deler, Bénédicte Berthier et Joël Cora.
La difficulté d'être d'un travesti de cabaret qui assume avec ironie et tendresse, les conflits de sa vie, celle du cabaret.
Gaiety Montparnasse, 15, rue de la Gaiety, 14^e. Du mardi au samedi à 22 heures, le 20 h 45. Tél. : 43-22-77-81. Durée : 1 h 15. De 70 F à 100 F.

La sélection « Théâtre » n'est établie par Colette Godard

MUSIQUE

Classique

Mercredi 23 juin

Charpentier
Médée
Lorraine Hunt, Françoise Serrat (Médée), Jacques Bon, Bernard Delyre (Créon), Agnès Mellon, Monique Zanetti (Créon), Guy de May, Pierre Castel (Jocast), Jean-Marc Salomon (Créon), Compagnie Rita et Dancares, Les Arts Florissants, William Christie (direction).
Jean-Marie Villégier (mise en scène).
Balthasar Masson (chorégraphie).
La seule affiche réunie pour Charpentier - celle d'Opéra, pour les artistes principaux - a suffi à remplir l'Opéra-Comique pour deux représentations. Passée par Cien et Strasbourg, cette Médée est, quoi qu'on puisse penser de ses longueurs, le spectacle-phare de l'année avec l'Alceste de Lully aux Champs-Élysées. La rivalité Lully/Charpentier est une vieille histoire.
Opéra-Comique, Salle Favart, 19 h 30 (le 25, 26, 27 et 29). Tél. : 42-88-88-83. De 50 F à 500 F.

Mozart
Le Directeur de théâtre
Ravi-Charles Carpin (Buff), Denis Farnon (Vogelbaum), Matthieu Lécuyer (Herc), Viviane Duvard, Yvon Hae Park (Hae Siburking).
Orchestre du Conservatoire national de musique de Paris.
Jean-Sébastien Bérard (direction), Bernard Broca (mise en scène).
C'est le spectacle de fin d'année du Conservatoire, chanté par les élèves du département vocal avec, dans la fosse, l'Orchestre du premier cycle. C'est aussi, comme on dit, un « petit Mozart », mais on se trompe : l'oeuvre date de la même année que les Noces. Un peu comme Ariane à Naxos de Strauss, elle retrace les difficultés d'un imprésario pour réunir une troupe et s'aligner les bonnes volutes des chanteurs... sujet éternel, en somme.
Conservatoire national supérieur de musique, 20 heures (+ le 24). Tél. : 40-40-46-48.

Bach-Liszt
Chaconne
Viktoriya sur « Weimar. Klavier. Sopran. Zeger »

Schnbert-Brahms
Impromptu op. 9 n° 2
Le Voyage d'hiver, extrait
Debussey-Borwick
Prélude à l'opéra-midi d'un fou

Wagner-Wolf
Paraphrase sur la Walkyrie
Wagner-Liszt
Héros et héros, extraits

Le récital de Michel Béroff était initialement programmé début du cycle « D'après les maîtres », parallèle à l'exposition « Copier-Créer ». Reporté, ce récital de paraphrases et de transcriptions se trouve fermer la série. Après quelques années d'absence de Paris, pendant lesquelles il a enseigné à l'Université de Bloomington et s'est perfectionné dans la direction d'orchestre, Michel Béroff nous est revenu pour deux soirées, professeur au CNRM et pour poursuivre sa carrière solo. Béroff a beaucoup joué, et enregistré, Liszt ou Prokofiev. Il retrouve, d'une certaine manière, la grande virtuosité : il faut des secrets dignes pour les transcriptions !
Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 40-20-62-23. 180 F.

Jeudi 24

Lesage
Antienne à la vierge
Massenet
Eve
Anne Lapalus (soprano), Hervé Lamy (ténor), Xavier Le Marchand (baryton), Jean-Louis Lesage, Balthasar Thoreux (piano).

Ensemble vocal et instrumental du conservatoire Jean-Philippe Rameau, Lucien Lesage (direction).
Encore une fois - c'est la saison - un conservatoire montre ce qu'il sait faire avec les troupes maison. Il s'agit cette fois des apprentis musiciens du système d'enseignement dans un répertoire pour le moins peu fréquent. Qui est Louis ? Peut-être le chef d'orchestre de la soirée. Avec Massenet, on se retrouve davantage chez soi. A ceci près : contemporaine des cantates sacrées comme Marie Madeleine et la Vierge, descendante comme eux de l'Épître de Christ de Buxtehude et du Déluge de Saint-Saëns, Eve n'est jamais donnée. Position pour une pécheresse ? Le Festival à la Foire Saint-Germain - qui programme ce concert à l'Auditorium s'achève le 28 juin avec un récital du pianiste André Krumpholtz, même lieu. Pour retrouver les Kristian et la Sonate opus 11 de Schumann.
Auditorium Saint-Germain, 20 h 30. Tél. : 48-33-87-03. 90 F.

Chopin
Nocturnes op. 9
Polonaises
Gránados
Sesnes romantiques
Zygel
Trois études pour piano
Jean-François Heuser (piano).

Un récital à fréquenter pour le cadre - le parc de Bagatelle et ses ruelles ne sont pas désagréables à fréquenter à cette époque. Un programme à ne pas manquer pour l'ensemble que l'interprète s'est toujours imposé à lui-même - Heuser est un pianiste impressionnant et secret. Un menu à signaler pour Gránados et ses Sesnes romantiques : qui connaît ce recueil signé par le compositeur barcelonais au début de ce siècle, sept ans avant les Goyezos ?
Orangerie du parc de Bagatelle, 20 h 45. Tél. : 36-70-60-44. 150 F.

Mahler
Symphonie n° 3
Florence Olivier (mezzo-soprano), Hélène et Clément de Radio-France, Orchestre national de France, Seiji Ozawa (direction).
A l'extérieur du Châtelet, le Festival de Saint-Denis s'offre de grandes peintures de la baguette. La Trésorisme de Mahler est une grande fête de la nature, une œuvre paillardes et optimiste. Ça vaut bien, dirigé par Ozawa, quelques minutes de RER.
Saint-Denis, Bagatelle, 20 h 30 (+ le 25). Tél. : 42-43-77-72. De 50 F à 250 F.
Du 28 juin au 30, à la Salle Pleyel (45-83-88-73).

Vendredi 25
Mozart
Concerto pour piano et orchestre n° 22
R. Strass
Symphonie alpestre
Alfred de Laroche (piano), Orchestre philharmonique de Radio-France, Marek Janowski (direction).

Le récital de Châtelet, le Festival de Saint-Denis s'offre de grandes peintures de la baguette. La Trésorisme de Mahler est une grande fête de la nature, une œuvre paillardes et optimiste. Ça vaut bien, dirigé par Ozawa, quelques minutes de RER.
Saint-Denis, Bagatelle, 20 h 30 (+ le 25). Tél. : 42-43-77-72. De 50 F à 250 F.
Du 28 juin au 30, à la Salle Pleyel (45-83-88-73).

La si jolie vie de Sylvie Joly
Humour féroce, irrésistible.
L'Événement du Jeudi
Sylvie au mieux de sa forme.
Le Quotidien
Une vraie leçon de savoir rire.
Le Parisien
Sylvie Joly, courez la voir !
Dernière le 3 juillet
LUCERNAIRE : 45 44 57 34

La si jolie vie de Sylvie Joly
Humour féroce, irrésistible.
L'Événement du Jeudi
Sylvie au mieux de sa forme.
Le Quotidien
Une vraie leçon de savoir rire.
Le Parisien
Sylvie Joly, courez la voir !
Dernière le 3 juillet
LUCERNAIRE : 45 44 57 34

La si jolie vie de Sylvie Joly
Humour féroce, irrésistible.
L'Événement du Jeudi
Sylvie au mieux de sa forme.
Le Quotidien
Une vraie leçon de savoir rire.
Le Parisien
Sylvie Joly, courez la voir !
Dernière le 3 juillet
LUCERNAIRE : 45 44 57 34

La si jolie vie de Sylvie Joly
Humour féroce, irrésistible.
L'Événement du Jeudi
Sylvie au mieux de sa forme.
Le Quotidien
Une vraie leçon de savoir rire.
Le Parisien
Sylvie Joly, courez la voir !
Dernière le 3 juillet
LUCERNAIRE : 45 44 57 34

La si jolie vie de Sylvie Joly
Humour féroce, irrésistible.
L'Événement du Jeudi
Sylvie au mieux de sa forme.
Le Quotidien
Une vraie leçon de savoir rire.
Le Parisien
Sylvie Joly, courez la voir !
Dernière le 3 juillet
LUCERNAIRE : 45 44 57 34

La si jolie vie de Sylvie Joly
Humour féroce, irrésistible.
L'Événement du Jeudi
Sylvie au mieux de sa forme.
Le Quotidien
Une vraie leçon de savoir rire.
Le Parisien
Sylvie Joly, courez la voir !
Dernière le 3 juillet
LUCERNAIRE : 45 44 57 34

La si jolie vie de Sylvie Joly
Humour féroce, irrésistible.
L'Événement du Jeudi
Sylvie au mieux de sa forme.
Le Quotidien
Une vraie leçon de savoir rire.
Le Parisien
Sylvie Joly, courez la voir !
Dernière le 3 juillet
LUCERNAIRE : 45 44 57 34

Dernière apparition parisienne du Philharmonique de Radio-France avant les vacances. Revenez-vous au Festival de Montpellier...
Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-83-88-73. De 50 F à 175 F.

Lundi 28

Schoenberg**Bartok**
Pièces pour orchestre op. 18
Concerto pour piano et orchestre n° 1

Stravinsky
Le Sacre du printemps
Daniel Barenboim (ténor), London Symphony Orchestra, Pierre Boulez (direction).
Barenboim a joué, dirigé au Châtelet ces deux dernières années. Boulez y a beaucoup dirigé aussi. Les voici enfin réunis, anciens alliés pour un projet de programmation abandonnée à l'Opéra Bastille. Sacré programme. Sacré soirée ? Ou retour à la case départ ? On retrouvera le chef et l'orchestre le lendemain à Pleyel.
Châtelet, Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 295 F.

Mardi 29
Stravinsky
Symphonies d'instruments à vent
Debussey
Jeux
Webern
Pièces pour orchestre
Schoenberg
Erwartung
Jessey Norman (soprano), London Symphony Orchestra, Pierre Boulez (direction).
Jessey Norman vient d'enregistrer Erwartung pour Philips, avec James Levine. Bonne occasion de vérifier si l'interprète est la bonne pour cette œuvre expressionniste.
Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-83-88-73. De 170 F à 750 F.

Bartok
Le Menuet merveilleux
Concerto pour orchestre
Mahler
Klartexte
Ludwig et Johannes Gosselin
Olivier Borel (baryton), City of Birmingham Symphony Orchestra, Simon Rattle (direction).
C'est par un vrai festival de grands orchestres et de grands chefs que le Châtelet s'offre sa saison. Après les Anglais de Lohengrin et Boulez (lire ci-dessus), voici les Anglais de Birmingham avec Rattle. Ceux-ci sont insupportables - même si Rattle a fait récemment cavalier seul pour un Festival inoubliable à Amsterdam. Une équipe, une famille musicale.
Châtelet, Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 200 F.

Lundgren
Stravinsky
Polonaise, suite
Haydn
Symphonie n° 80
Bartok
Divertimento pour orchestre à cordes
Orchestre de chambre de Stockholm, Esa-Pekka Salonen (direction).
C'est été, Esa-Pekka Salonen, chef finlandais avec lequel il faut désormais compter, dirigait à Salzbourg la création hors de France du Saint François d'Assise de Mendelssohn. C'est dire tout ce qu'on peut attendre de lui dans un programme riche en possibilités. Mais programmer le même soir Salonen à Saint-Denis et Rattle au Châtelet, quel abominable duel !
Saint-Denis, Bagatelle, 20 h 30. Tél. : 42-43-77-72. 150 F.

La si jolie vie de Sylvie Joly
Humour féroce, irrésistible.
L'Événement du Jeudi
Sylvie au mieux de sa forme.
Le Quotidien
Une vraie leçon de savoir rire.
Le Parisien
Sylvie Joly, courez la voir !
Dernière le 3 juillet
LUCERNAIRE : 45 44 57 34

La si jolie vie de Sylvie Joly
Humour féroce, irrésistible.
L'Événement du Jeudi
Sylvie au mieux de sa forme.
Le Quotidien
Une vraie leçon de savoir rire.
Le Parisien
Sylvie Joly, courez la voir !
Dernière le 3 juillet
LUCERNAIRE : 45 44 57 34

La si jolie vie de Sylvie Joly
Humour féroce, irrésistible.
L'Événement du Jeudi
Sylvie au mieux de sa forme.
Le Quotidien
Une vraie leçon de savoir rire.
Le Parisien
Sylvie Joly, courez la voir !
Dernière le 3 juillet
LUCERNAIRE : 45 44 57 34

La si jolie vie de Sylvie Joly
Humour féroce, irrésistible.
L'Événement du Jeudi
Sylvie au mieux de sa forme.
Le Quotidien
Une vraie leçon de savoir rire.
Le Parisien
Sylvie Joly, courez la voir !
Dernière le 3 juillet
LUCERNAIRE : 45 44 57 34

La si jolie vie de Sylvie Joly
Humour féroce, irrésistible.
L'Événement du Jeudi
Sylvie au mieux de sa forme.
Le Quotidien
Une vraie leçon de savoir rire.
Le Parisien
Sylvie Joly, courez la voir !
Dernière le 3 juillet
LUCERNAIRE : 45 44 57 34

La si jolie vie de Sylvie Joly
Humour féroce, irrésistible.
L'Événement du Jeudi
Sylvie au mieux de sa forme.
Le Quotidien
Une vraie leçon de savoir rire.
Le Parisien
Sylvie Joly, courez la voir !
Dernière le 3 juillet
LUCERNAIRE : 45 44 57 34

La si jolie vie de Sylvie Joly
Humour féroce, irrésistible.
L'Événement du Jeudi
Sylvie au mieux de sa forme.
Le Quotidien
Une vraie leçon de savoir rire.
Le Parisien
Sylvie Joly, courez la voir !
Dernière le 3 juillet
LUCERNAIRE : 45 44 57 34

La si jolie vie de Sylvie Joly
Humour féroce, irrésistible.
L'Événement du Jeudi
Sylvie au mieux de sa forme.
Le Quotidien
Une vraie leçon de savoir rire.
Le Parisien
Sylvie Joly, courez la voir !
Dernière le 3 juillet
LUCERNAIRE : 45 44 57 34

La si jolie vie de Sylvie Joly
Humour féroce, irrésistible.
L'Événement du Jeudi
Sylvie au mieux de sa forme.
Le Quotidien
Une vraie leçon de savoir rire.
Le Parisien
Sylvie Joly, courez la voir !
Dernière le 3 juillet
LUCERNAIRE : 45 44 57 34

La si jolie vie de Sylvie Joly
Humour féroce, irrésistible.
L'Événement du Jeudi
Sylvie au mieux de sa forme.
Le Quotidien
Une vraie leçon de savoir rire.
Le Parisien
Sylvie Joly, courez la voir !
Dernière le 3 juillet
LUCERNAIRE : 45 44 57 34

La si jolie vie de Sylvie Joly
Humour féroce, irrésistible.
L'Événement du Jeudi
Sylvie au mieux de sa forme.
Le Quotidien
Une vraie leçon de savoir rire.
Le Parisien
Sylvie Joly, courez la voir !
Dernière le 3 juillet
LUCERNAIRE : 45 44 57 34

La si jolie vie de Sylvie Joly
Humour féroce, irrésistible.
L'Événement du Jeudi
Sylvie au mieux de sa forme.
Le Quotidien
Une vraie leçon de savoir rire.
Le Parisien
Sylvie Joly, courez la voir !
Dernière le 3 juillet
LUCERNAIRE : 45 44 57 34

La si jolie vie de Sylvie Joly
Humour féroce, irrésistible.
L'Événement du Jeudi
Sylvie au mieux de sa forme.
Le Quotidien
Une vraie leçon de savoir rire.
Le Parisien
Sylvie Joly, courez la voir !
Dernière le 3 juillet
LUCERNAIRE : 45 44 57 34

La si jolie vie de Sylvie Joly
Humour féroce, irrésistible.
L'Événement du Jeudi
Sylvie au mieux de sa forme.
Le Quotidien
Une vraie leçon de savoir rire.
Le Parisien
Sylvie Joly, courez la voir !
Dernière le 3 juillet
LUCERNAIRE : 45 44 57 34

La si jolie vie de Sylvie Joly
Humour féroce, irrésistible.
L'Événement du Jeudi
Sylvie au mieux de sa forme.
Le Quotidien
Une vraie leçon de savoir rire.
Le Parisien
Sylvie Joly, courez la voir !
Dernière le 3 juillet
LUCERNAIRE : 45 44 57 34

La si jolie vie de Sylvie Joly
Humour féroce, irrésistible.
L'Événement du Jeudi
Sylvie au mieux de sa forme.
Le Quotidien
Une vraie leçon de savoir rire.
Le Parisien
Sylvie Joly, courez la voir !
Dernière le 3 juillet
LUCERNAIRE : 45 44 57 34

Saisons 1993-1994

THÉÂTRE NANTERRE-AMANDIERS

Grande salle

La Remise, de Roger Planchon, par Alain Francon, du 8 octobre au 11 novembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Dimanche à 16 h 30. Tchekhov, acte III, d'après Tchekhov, par Anastasia Vertinskia et Alexandre Kalaguine, adaptation française d'Elis Reicling, du 7 mars au 7 avril. Du mardi au samedi à 20 h 30, dimanche à 16 heures.

Salle polyvalente

Le Désir sous les armes, d'Eugène O'Neill, par Matthias Langhoff, du 1^{er} octobre au 4 novembre. *The Hip-Hop Waltz of Eurydice* et *The Law of Remains*, en anglais, par Reza Abdoh (Festival d'Automne), du 30 novembre au 5 décembre. Les deux spectacles du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 16 heures. Ou bien le *débarquement désastreux*, spectacle musical de Heiner Goebbels, à 20 h 30, du 26 avril au 7 mai, les lundi et mardi, jeudi, vendredi et samedi. Et les 9, 10, 11, 16, 17, 18 mai.

Planétarium

De mes propres mains, de Pascal Rambert, avec Hugues Quester, du 9 novembre au 5 décembre, du mardi au samedi à 21 heures, dimanche à 16 heures. *Conversations*, spectacle musical de Georges Aperghis, du 5 janvier au 12 février. Du mardi au samedi à 21 heures. Dimanche à 18 h 30. *L'Intruse*, de Maeterlinck, par Olivier Besson, du mardi au samedi à 21 heures. Dimanche à 18 h 30.

Théâtre du Rond-Point à Paris

Woyzeck, de Büchner, par Jean-Pierre Vincent, avec Dominique Blanc et Daniel Auteuil, du 2 novembre au 30 décembre, dans le cadre du Festival d'Automne. Du mardi au samedi à

20 h 30. Samedi à 15 heures. Dimanche à 17 heures.

* Abonnements : à partir de 4 spectacles : *la Remise*, *Woyzeck*, *Tchekhov*, plus de 1 à 3 spectacles : 160 F, 400 F, 450 F, 490 F, 560 F. Tarifs réduits (moins de 25 ans, chômeurs, carte verte) 280 F, 300 F, 330 F, 350 F, 400 F. Renseignements du lundi au vendredi, de 12 heures à 18 heures : 46-14-70-00. Par correspondance : Théâtre des Amandiers, service location, 7, avenue Pablo-Picasso, 92022 Nanterre.

THÉÂTRE DE GENNEVILLIERS

Salle 1

Le Roi Lear, de Shakespeare, par Bernard Sobel, avec Maria Casarès dans le rôle titre, du 15 septembre au 31 octobre. *Canta d'hiver*, de Shakespeare, par Stéphane Braunschweig, du 7 janvier au 6 février. *Les Géants de la montagne*, de Pirandello, par Bernard Sobel, du 6 mars au 10 avril.

Salle 2

L'Esclave de l'amour, d'après Knut Hamsun (Festival d'Automne), par Marc François, du 16 novembre au 5 décembre. *Chèvre au terminus du monde*, de et par Zorko, du 3 mai au 5 juin.

A partir du mois d'octobre, les musiciens du Louvre, sous la direction de Marc Minkowski, donneront une série de concerts.

* Abonnements : 3 spectacles 270 F. Abonnements moins de 25 ans, 3 spectacles : 150 F. 5 spectacles : 400 F. Correspondance : Théâtre de Gennevilliers, 41, avenue des Gréillons, 92230 Gennevilliers. Sur place, à la même adresse, métro Gabriel-Péri. Tél. : 47-93-26-30, du mardi au samedi de 13 heures à 19 heures. Minut : 3615 code FNAC.

THÉÂTRE NATIONAL DE LILLE

ARTS

Nouvelles expositions

Robert Combas

Le croquis-vau : c'est la première exposition personnelle de Robert Combas dans un musée parisien, et c'est l'ARC qui l'obtient. L'enfant terrible de la figuration libre s'essaye à la poésie en commentant des textes de Sylvie Hadjéan, à travers plus de 20 tableaux et 14 chaises peintes, 76 dessins et un vitrail : surprises garanties.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf lundi et fêtes de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 18 heures. Du 24 juin au 12 septembre.

Niki de Saint-Phalle

Le Musée d'art moderne de la Ville de Paris se prépare un été décidément ludique et coloré : outre Combas, la grande Niki de Saint-Phalle sème ses personnages picaresques - femmes étiées, nans, figures allégoriques - dans les salles habituellement dévolues aux collections. Première manifestation depuis plus de douze ans à Paris d'une artiste qui a depuis longtemps, et avec un rare bonheur, brisé le cordon du nouveau réalisme.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, av. de New-York, Paris 16^e. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf lundi et fêtes de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 18 heures. Du 24 juin au 12 septembre.

Paris

Architecture et paysage

Quatre thèmes et trente projets ont été convoqués pour cette vaste et bucolique traversée d'un des principaux enjeux de la ville de l'avenir, à savoir le paysage. C'est un effet du travail sur les franges plus ou moins vertes des cités, de la réflexion sur les rapports du jardin et de l'architecture, de l'élaboration ou du rejet des continuités, de l'intégration du mouvement, qu'il soit fluvial, routier ou ferroviaire, que se composera ce futur incertain. L'enjeu est donc de taille.

Musée de l'architecture, 7, rue Chailot, Paris 18^e. Tél. : 40-70-01-95. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 heures à 18 heures, samedi de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 15 septembre.

Tony Catany

La nature morte - genre pour le moins délaissé par les photographes - est la spécialité de cet Espagnol installé à Barcelone, notamment les banquettes de fleurs fraîches, fanées ou séchées, aux couleurs chaudes et raffinées. Cette rétrospective donne aussi l'occasion de découvrir sa vision de la Méditerranée, ainsi que des uns qu'il traite avec des procédés techniques aux modes modernes.

Espace photographique de Paris, nouveau forum des Halles, place Carle - 4 à 8, grande galerie, Paris 1^{er}. Tél. : 40-28-87-12. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 18 heures, samedi, dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 8 août. 10 F.

« Copier/créer » de Turner à Picasso

Delacroix, persuadé que le génie consistait à redire ce qui ne l'avait pas été assez, copiait les maîtres : il n'était pas le seul, le Louvre alors appartenait moins aux touristes qu'aux artistes. « Copier/créer » montre tout ce qu'ils ont su prendre à leurs aînés, mais aussi, tout ce qu'ils ont pu, post-mortem, leur apporter.

FRIEDLAENDER
HOMMAGE
du mardi 22 juin
au 22 juillet 1993
LA NOUVELLE GRAVURE
42, rue de Seine
75006 PARIS
46-33-01-92
du mardi au samedi

Musée du Louvre, hall Napoléon, entrée par la Pyramide, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 21 h 45. Jusqu'au 28 juillet. 36 F.

Design, miroir du siècle

De la petite cuillère à l'automobile, un peu plus d'un siècle de société de consommation, depuis 1850. Près de 1600 objets, de l'ancêtre de la bicyclette au premier téléphone, en passant par le Vélosolux et la Renault Twingo, une exposition ambitieuse, qui confirme que ce qui est laid se vend mal.

Grand Palais, av. W.-Churchill, pt. Clemenceau, av. Gai-Eisenhower, Paris 8^e. Tél. : 62-76-06-47. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 20 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures. Jeudi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 25 juillet. 50 F (billets sur place et Fnac).

Du duc d'Anjou à Philippe V

Le 4 décembre 1700, Louis XIV et sa cour se déplacent à Sévres pour faire leurs adieux au petit-fils du roi, qui allait devenir souverain d'Espagne sous le nom de Philippe V. Tentant de transplanter dans les fastes du moins le confort de Versailles à Madrid, il fit venir des artistes, et non des moindres, d'au-delà des Pyrénées, et voulut restaurer l'art espagnol, alors austère. A Sévres aujourd'hui, une belle exposition sur un sujet complexe, avec des pièces exceptionnelles du Musée du Prado.

Orangerie du château, Sceaux, 92330. Tél. : 46-61-06-71. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 27 juin. 15 F.

Le Dessin français, chefs-d'œuvre de la Pierpont Morgan Library

La Pierpont Morgan Library est l'une des plus importantes bibliothèques du monde. Outre des livres et des manuscrits rarissimes, elle collectionne depuis 1910 des dessins européens échelonnés du XIV^e au XVIII^e siècle. Un bonheur absolu, et des découvertes en pagaille, même si l'exposition privilégie le dessin français.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jussieu - côté jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15, nocturnes un lundi sur deux et tous les mercredis (billet d'entrée du musée).

Les ateliers de Pascal et de ses amis

L'homme était séduisant, comme sa peinture : il aimait Lucy, les Suisses, Hermine, ses modèles. Ses amis avaient pour lui le respect, l'admiration, l'amour. Kisting, Feijita, Modigliani, Groumaire, Warhol et on en oublie. Julius Mordecai Pincus, dit Pascal, était un dessinateur à l'habileté diabolique et aux amitiés fécondes. Lors de son enterrement, toutes les galeries de Paris ferment leur rideau en signe de deuil. C'était, il est vrai, en 1930. L'hommage n'est pas moins vivant aujourd'hui.

Musée de Montmartre, 12, rue Cortot, Paris 18^e. Tél. : 46-08-61-11. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 12 septembre. 25 F.

Jean Pongny

Rétrospective exemplaire en 170 œuvres judicieusement choisies et intelligemment présentées de l'un des pionniers de l'avant-garde russe, qui fut aussi une des grandes figures des scènes artistiques berlinoise et parisiennes de l'entre-deux-guerres. Un modèle d'exposition et un catalogue remarquable, qui réconcilient les plaisirs de l'œil et ceux de l'esprit.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf mardi et fêtes de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 août. 35 F.

Sebastiao Salgado

Travail flou d'un photographe brésilien, intitulé « La Main de l'homme ». Depuis la cueillette du thé au Rwanda jusqu'au casier de bateau du Bengladesh, Sebastiao Salgado a fixé sur pellicule, en une trentaine de reportages, des activités manuelles qu'il juge muscées : lyrique et émouvant. Également au même endroit, Jean-Claude Coussa - Prix Niépce 1993 - et une exposition de la jeune photographe péruvienne Milagros de la Torre.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 8 h 45 à 17 heures, samedi du 28 juin. 25 F (entrée du musée).

Collage et XX^e siècle

A l'occasion de la parution du très instructif livre de Françoise Monin consacré au collage dans l'art du XX^e siècle, une galerie montre une intéressante sélection de ces ouvrages fragiles et forts, qui firent beaucoup pour l'évolution des formes. Au hasard des murs, on croise les papillons de Botticelli, un petit Dubuffet, un beau Karskys, un très beau Krenig, et Riquichot, et Jeanne Coppel... Bref, un petit bonheur à savourer lentement.

Galerie Véronique Smaghe, 24, rue Charlot, Paris 3^e. Tél. : 42-72-83-40. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 9 juillet.

Jeanne Coppel

Belle rétrospective d'une pionnière de l'abstraction, plus connue pour ses collages que pour ses peintures. L'exposition montre pourtant ce que Jeanne Coppel pouvait faire dans le domaine de l'huile et de l'aquarelle et renouvelle la perception de cette très grande artiste.

La Galerie, 8, rue Guénégaud, Paris 6^e. Tél. : 43-54-85-85. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 10 juillet.

Arshile Gorky

Un événement : grande rétrospective réalisée par Arshile Gorky entre 1931 et 1947, qui montrent l'élaboration d'une œuvre puissante, interrompue par le suicide de l'artiste en 1948. Magnifique témoignage de l'apport des surréalistes à la peinture américaine de l'école de New-York, et remarquable illustration d'une tendance qui a dominé l'art d'après-guerre.

Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, Paris 1^{er}. Tél. : 42-96-37-96. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures, samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 24 juillet.

Jean-Paul Marcheschi

Après l'univers de Dante, Marcheschi plonge dans les délices du roi Lear. Shakespeare revisité par l'auteur sulfureux des *Onze mille nuits*, à travers cinq œuvres monumentales composées de papiers brûlés qui, pour la première fois, laissent apparaître d'étranges personnages. A regarder attentivement.

Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple, Paris 4^e. Tél. : 42-72-39-84. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 3 juillet.

Joan Miró

Trente dessins, gouaches et aquarelles exécutées entre 1924 et 1942 pour pénétrer l'univers fantastique de Miró. Des œuvres inédites en France qui restituent le monde leste, violent, drôle et tragique du peintre catalan.

Galerie Laloup, 13, rue de Téhéran, Paris 8^e. Tél. : 45-63-18-18. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 18 heures, samedi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 10 juillet.

Piero Pizzi Cannella

Un travail merveilleux de silence en ces temps bavards, où seule joue la sensibilité de la peinture, qui brade une chaleur bien particulière, celle restituée par les murs de pierre après que le soleil s'est couché, là-bas, dans les rues de Rome.

Galerie Di Mico, 9, rue des Beaux-Arts, Paris 6^e. Tél. : 45-56-10-98. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 10 juillet.

Nicolas Schöffer, Jean Tinguely

La réunion explosive et inventive de deux artistes qui tout oppose, mais que le mouvement - et Denise René - rapprochent. Tinguely, bricoleur indigne, débile et parfois désespéré, Schöffer, précurseur de l'art cybernétique, ingénieur mais aussi poète, un des derniers grands visionnaires.

Galerie Denise René, 22, rue Charlot, Paris 3^e. Tél. : 48-87-73-94. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 20 juillet.

Seton Smith

Dans le nombre imposant de photographes qui ont travaillé autour de l'intervention de l'homme sur la nature, Seton Smith joue le rôle de précurseur. Il est en tout cas un des plus passionnés. Cette préoccupation est encore présente dans ses huit nouvelles œuvres : des objets symboliques pris dans des lieux historiques chargés. Un travail sur la mémoire et le souvenir.

Galerie Uthi et Gribi, 25, rue du Rapin, Paris 3^e. Tél. : 40-08-72-18. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 juin.

Gérard Thalmann

La peste soit de ces gens doués d'une trop grande culture, mêlés d'une trop vive sensibilité : parti depuis des années à la poursuite de Malcolm Lowry, Gérard Thalmann croise au long de sa route d'étranges bestioles perdus dans un univers tantôt suave, tantôt violemment poignant, mais toujours situés dans un espace pictural qui n'appartient qu'à lui.

Galerie Pascal Gabert, 80, rue Guénégaud, Paris 6^e. Tél. : 46-04-84-84. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 juin.

Cy Twombly

Importante rétrospective de dessins, sculptures, et des tableaux peints de la fin des années 50 aux années 70 par Cy Twombly, le Virgile exilé volontaire à Rome.

Galerie Karsten Gröbe, 5, rue Debilly, Paris 8^e. Tél. : 47-77-19-37. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 8 septembre.

Geer Van Velde

Grâce à Claire Stalling, on connaît mieux son frère Bram. Geer pratique une peinture plus froide, plus lente et rigoureuse, proche du cubisme plus que de Matisse, mais tout aussi riche et nuancée.

Galerie Lucie Caré à la Chapelle de Montmartre, 13088, Tél. : 45-62-57-07. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 10 juillet.

Régions

Aix-en-Provence

Pierre et Mila Lecuire

Présentation de l'intégralité du fonds Pierre et Mila Lecuire, c'est-à-dire de la totalité des livres d'un poète éditeur qui fut l'un des plus grands peintres. Nicolas de Staël en tête. Pierre Lecuire écrit le mot « Livre » avec une majuscule : quand on a le bonheur de consulter les siens, on se dit qu'il a raison.

Séminaire Médiéval, 8-10, rue des Almouettes, 13008, Tél. : 42-25-88-88. Mercredi, samedi de 10 heures à 18 heures, jeudi, vendredi, mardi de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 24 juillet.

Locminé

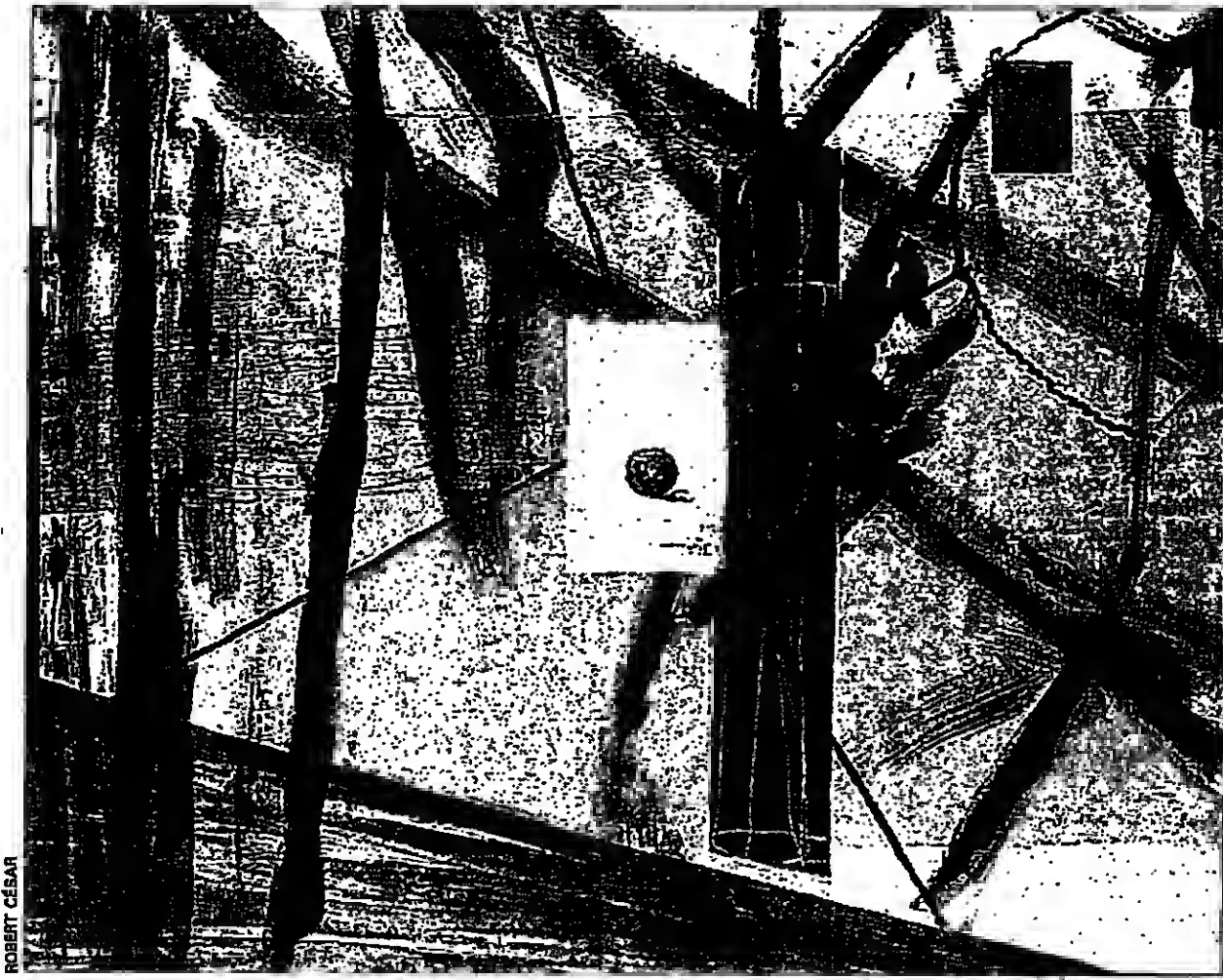
De la main à la tête, l'objet théorique

On connaît la *Botte en Valise* de Marcel Duchamp, qui reproduisait en miniature l'ensemble de ses travaux. Denis Zacharopoulos vient d'inventer « l'exposition en valise », qui regroupe dans d'adorables et minuscules vitrines 130 œuvres qui sont un résumé de l'art moderne et contemporain. Une performance un brin iconoclaste, mais joyeusement instructive dans ses rétrospectives.

Domaine de Karguherne, Signan, 56500, Tél. : 97-30-57-78. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 18 septembre.

La sélection « Arts »
a été établie par
Henry Bellet
« Architecture » :
Frédéric Edelman
« Photo » :
Michel Gervais

Balthus
30 juin - 20 août 1993
MUSÉE
DES BEAUX-ARTS
LAUSANNE
Tous les jours de 11 h à 18 h, excepté
jeudi jusqu'à 20 heures.
Place de la Rappaz
Téléphone 021 261 81 11



Gérard Thalmann à la galerie Pascal Gabert.

Otto Freundlich et ses amis

Il y a maintenant un demi-siècle que Freundlich, arrêté à Paris, disparaissait dans les camps nazis. Le Musée de Pont-Aven rend un hommage significatif à ce pionnier de l'architecture géométrique en réunissant des œuvres collectées dans le monde entier complétées par celles de ses amis, de Picasso à Schwitters en passant par Kandinsky.

Musée Tervet-Besourot, 4, rue Lamoignon, Pont-Aven, 85300, Tél. : 34-43-34-77. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 août.

Marcelle Loubchansky

Tout le monde connaît Degottex ou Du Villier, mais qui se souvient de Marcelle Loubchansky ? La mairie du VI^e arrondissement, et c'est tant mieux. Comme ses amis, elle fut découverte et soutenue par André Breton, et les 35 toiles et papiers collés de cette mini-rétrospective sont les bienvenues pour retrouver l'esprit d'une artiste qui mérite aujourd'hui une plus grande place.

Mairie du VI^e, salon de Médières, 78, rue Bernaparte - place Saint-Sulpice, Paris 6^e. Tél. : 43-25-12-78. Tous les jours sauf dimanche et jours fériés de 11 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 3 juillet.

Idées grecques, melkites, russes

Le père et le fils ont collectionné les idées : ils les exposent aujourd'hui, pour montrer de leur pays, le Liban, une image différente. Un important ensemble, échelonné du XIV^e au XIX^e siècle, de 129 idées grecques, melkites, russes et romaines, qui offre une vision panoramique sur un art connu, ou si méconnu l'Orient et l'Occident.

Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, Paris 3^e. Tél. : 42-72-21-13. Tous les jours sauf lundi et fêtes de 10 heures à 17 h 40. Jusqu'au 14 juillet. 30 F.

Ma quête d'architecture

Après le dessin et l'architecture, voici le deuxième volet d'une louable entreprise visant à expliquer ce que sont les systèmes de représentation du domaine bâti. Le jeu de maquette sur « Ma Quête d'architecture » reflète les énergiques efforts de médiation déployés par le pavillon de l'Arsenal pour faire venir à lui les Parisiens qui s'ignorent de la complexité du sujet. Vaine tentative : les maquettes portent d'elles-mêmes.

Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland, Paris 4^e. Tél. : 42-78-33-97. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 29 août.

Malcolm Morley

La découverte de l'expressionnisme abstrait lui a fait quitter l'Angleterre pour les États-Unis, où il resta son premier amour pour embrasser la cause de l'hyper-réalisme (« superrealism ») d'après lui. Il a depuis tiré un trait, au sens propre, sur cette période pour retrouver un monde personnel, fait de souvenirs d'enfance, où les jouets se mêlent à une pâte grégaire.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 19 septembre.

Picasso : Toros y Toreros

Réunion des œuvres majeures du minotaur de la peinture, évidemment consacrées à la tauromachie. Des dessins d'enfant aux dernières *Mazurkas* des années 70, une exposition nullement réservée aux seuls aficionados.

Musée Picasso, Hôtel Salé - 5, rue de Thorigny, Paris 3^e. Tél. : 42-71-23-21. Tous les jours sauf mardi de 9 h 30 à 12 heures (group. scol. et adultes sur réservation) et de 12 heures à 18 heures (indiv. et group. adult.), dimanche et vacances de 9 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 22 juin. 35 F, 24 F dim.

Emmanuel Sougez

Le titre de l'exposition, « L'émancipation grise », va comme un gant à Emmanuel Sougez, adepte de la photo pure dans les années 20 et 30, mais aussi à l'inspirateur, animateur, théoricien, conseiller, écrivain. Il n'avait pas besoin de ça. Judicieusement exposés, ses nus et ses natures mortes ont suffi à lui donner sa juste place dans l'histoire de la photographie.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 28 juin.

Splendeurs de Russie

Ils sont venus de la place Rouge jusqu'aux Champs-Élysées : les trésors du Musée historique national russe évoquent les fastes de la Russie de Kiev, les débordements de la Horde d'or, et la grandeur impériale. Magnifique occasion de réviser le passé de la Sainte Russie à travers ses objets les plus précieux.

Musée du Petit Palais, av. Winston Churchill, Paris 8^e. Tél. : 42-85-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40. Jusqu'au 18 juillet. 40 F.

Galleries

Aboudramane

Venu de Côte d'Ivoire, et déjà fortement sollicité par les États-Unis, Aboudramane expose sept de ses envois récents à Paris : deux photos anciennes, *Le Village et la Tombe*, et cinq plus récentes, *On Turn tam taloué* et *La Case folle*, il faut absolument croiser cette version africaine des petits mondes recomposés qui, depuis Charles Simondon, font rêver de plus en plus les grands enfants que nous sommes.

Galerie Maz-Delevalade, 10, rue Saint-Sabin, Paris 11^e. Tél. : 45-58-52-80. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 17 juillet.

LA SÉLECTION

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Purcell
Musique funèbre pour la reine Mary, Te Deum, Anthem
Tessa Bonner, Patricia Kuroki, soprano, Kai Wessel, alto, Paul Agnew, William Kendall, ténors, Peter Koo, basse, Collegium Vocale, Philippe Herreweghe, direction.
« Les vers anthems, qui mêlent soli, chœur et passages instrumentaux, sont à Purcell ce que la cantate est à Bach », lit-on dans le texte de présentation. A cela près que la musique de l'Anglais a pour elle la douceur languide de ses rythmes asymétriques, sa douloureuse ambiguïté entre les modes majeur et mineur, sa sensualité. Les voix blanches et sans vibrato du Collegium Vocale, la grâce bouclée des figures instrumentales composent un portrait de Purcell sans raidier, sans solennités officielles même dans la pompe funèbre. Ce recueil d'antheims (improlation magnifique d'« Ecoute ma prière, ô Seigneur ») est d'ailleurs composé de telle sorte qu'il commence dans l'allégresse et se termine dans la pitié. La foi est une force, pas une corvée.
1 CD Harmonia Mundi 901482.

Chopin
Sonata n° 2, Première ballade
Arturo Bonaventura-Michelangelo, piano
Sonata n° 3
Nikola Malegoff, piano
Moments d'acmé saisis au cours de deux concerts en 1957 (pour la ballade), en 1960 (deuxième sonate) et en 1966 (troisième). Deux pianistes aussi dissemblables qu'on puisse le rêver. Le plus maniéré n'est pas celui qu'on croit : tout au long de la ballade, Michelangelo fait sa coquette ; il ne résiste pas à la tentation, dans le scherzo de la sonate « funèbre », d'accentuer la note extrême des grands sauts, pour bien montrer son intimité ; il décale les deux mains et ose des rubatos à l'ancienne dans le trio et dans le lento du troisième mouvement ; le finale serait éblouissant si l'interprète n'était brouillé par l'imprécision des micros, comme dépassés techniquement par le nombre de notes émises à la seconde. Magaloff, au contraire, joue bien droit, contrairement à sa légende, et n'ose que quelques excoécritures dans l'accompagnement (notes accentuées inutilement) du second thème du premier mouvement. La légèreté d'accentuation, originalité des phrases du finale aurait dû faire des études : trop d'interprètes se cassent les bras à vouloir jouer tout le mouvement en force et s'essouffent au milieu.
1 CD Praga PR 250 042, distribution Chant du monde.

Schumann
Symphonies n° 2 et 3
Orchestre du Concertgebouw, Riccardo Chailly, direction
Bernard Haitink a enregistré les quatre symphonies de Schumann du temps où il présidait aux destinées de l'orchestre néerlandais : ce n'est pas l'intégrale la mieux classée par les dictionnaires spécialisés. Successeur d'Haitink à Amsterdam, Riccardo Chailly reprend le flambeau avec moins d'atouts dans son jeu. Une technique moins sûre (il a d'évidentes difficultés à tenir les pupitres en main dans les tempos lents et dans les ralentis) ; un manque de style évident dans la Troisième (mignardises à la Tchaïkovski dans l'adagio, Feiertlich ennuyeux à force de solennité) ; un refus mal à propos d'expression et de sensibilité dans la Deuxième (préférer George Szell et l'Orchestre de Cleveland dans le registre antiermanique et léger). Restent les restes de l'un de ce qui fut l'un des plus beaux orchestres

do mood : les contrebasses, les vents. L'état d'abandon des violons dans les unissons est déshonorant.
1 CD Decca 533 488-2.

A. Ry. Jazz

John Pizzarelli
Naturellement
Famille ? Les Pizzarelli (comme les Marsalis, les Pettucci, les Frattelli) ... Le plus doué ? John, guitariste comme son frère, Bucky, présent sur le disque (naturellement). Pose ? Les mains dans les poches et la tête penchée vers le sol. Éléance ? Type années 30, sans le chapeau. Instrument ? Une Benedetto I - string guitar. Management ? Greengrass Enterprises, très efficaces, ont déjà persuadé la planète que c'était le guitariste qui justement nous manquait. Style ? Celui qu'on fait mettre au point Henri Salvador (trop nonchalant pour aller jusqu'au bout) ou Sacha Distel (qui a choisi les sirènes - c'est un choix). Orchestre ? Type Count Basie avec pointures (Frank Wess, Clark Terry). Baguettes de Tony Corbisello ? Fabriquées par Joe Cocuzzo (on en trouve 30° Rue, au coin). Interprétation la plus touchante ? Nuages, en français, malgré les paroles ou à cause d'elles... Solo d'accordéon dans Nuages ? Par Dominic Cortese, bien dans l'esprit. Degré de séduction calculée de l'ensemble ? Sept sur l'échelle de Richter. Prochaine présentation en France ? Pour l'ouverture du Festival de Vienne, le 1^{er} juillet. Voilà, vous savez tout. C'est la fiche technique de John Pizzarelli. Est-ce qu'on l'oublierait aussi vite que les brillants et élégants jeunes gens qui venaient de le précéder ? Rien n'est sûr.
1 CD Novus n° LC 0316, distribué par BMG.

Wynton Marsalis
City Movement
Marsalis le trompettiste, le plus musicien de tous, pas forcément le plus aventureux (voir son frère Branford) reste le plus énigmatique : il maintient sa route comme s'il voyait plus loin que le public. A une exactitude rythmique et mélodique, il ajoute la volatilité encyclopédique de broser le tableau du jazz. Autant dire que son cotreprise est ambitieuse et dotée des moyens de réussir. Elle est une sorte de prolongement programmé d'Ellington, Mingus ou George Russell, et pourtant elle reste froide. Le jazz rejoint cette forme très américaine qui n'a pas forcément besoin des musiciens de jazz pour être exécutée. C'est bien ce qui manque. S'il ne restait que cela, après on ne sait quel cataclysme, ce serait parfait : c'est-à-dire qu'il ne resterait rien, l'ombre du jazz à peine, son brevet d'homologation. Le public peut y trouver des raisons de consommer avec goût. Les musiciens seroient comme d'habitude très impressionnés. C'est l'un des problèmes et l'une des chances assez paradoxales de cette musique savante.
2 CD Columbia, n° 473 055-2.

F. M. Rock

The Waterboys
Dream Harder
Immigré à Dublin le temps de deux albums fleurant bon les musiques du terroir irlandais (le formidable Fisherman's Blues et le sous-estimé Room to Roam), Mike Scott a séparé son groupe de bardes avant de poser aujourd'hui sa Gibson à New-York, haut lieu de l'histoire du rock. On ne gagne pas en change. Sur cette terre promise, il retrouve les défauts de ses débuts quand son goût pour la « big music » alourdissait dangereusement son inspiration (les albums A Pagan Place et This Is The Sea). Sur Dream Harder, dont la pochette évoque un vieux Cat Stevens, c'est une suite de clichés « seventies », fantasmes décidément à la mode, qui alimentent cette propension à l'emphase. Le plus souvent, une batterie à la légèreté d'enclume et d'extremes guitares solos gonflent des titres plus dynamiques que mélo-



Fernandel dans « Le Schpountz », de Marcel Pagnol (1937).

dieux (The New Life, Preparing to Fly, The Return of Jimi Hendrix). En insistant un peu, on trouvera du charme à un blues bucolique (Corn Cakes), un sitar de Spiritual City, square dance que les Beatles auraient pu composer en l'honneur du Maharishi et surtout à Glastonbury Song et son piano subtil. La toujours belle voix de Mike Scott, gorgée d'accents celtiques, restant le seul instrument à finalement bien s'accommoder de ce souffle lyrique. Sur ce même créneau, le World Party de son ancien complice Karl Wallinger s'en tire avec plus de panache.
1 CD Geffen, distribué par BMG, GED 244 76.

Silvain Vanot

La culture rock, c'est ce qui reste quand on a tout oublié. Silvain Vanot, certainement, a beaucoup lu et écouté. Il a appris suffisamment pour ne rien laisser que l'essentiel. Ses chansons ont les vertus des instantanés qui illustrent la belle et adéquate pochette de son premier album. Sans vernis ni ornements, il compose avec le hasard et la matière brute musicale, préserve une tension qui arrive sa flamme. Pas les flammèches d'un boucan joveille mais l'incandescence posée, la maturité fragile d'un garçon de trente ans conscient de ses faiblesses. De là sourdent les sons riches d'un rock qui refuse de se déshabiller. Le lentur des tempos d'empêche nullement les guitares de se déchirer, de déraiser en « feed-back ». Plus cristallines par moment, elles restent imprévisibles, potentiellement abrasives. Une musique à vif pour des chansons pourtant bien structurées. Silvain Vanot, mélodiste très compétent (Le jour se lève, la Bouche herbue, Voler voler voler), s'y révèle un auteur exemplaire maîtrisant les mots au point de ce choisir que les plus simples. Une discrétion gage de justesse. Amateur de contrastes, il pose une voix fielle, comme suspendue, sur cette trame électrique. On pense à Gérard Mannel en plus concis, à un Murat qui ne tenterait pas de nous séduire à tout prix. Cette rudesse capable de sérénité évoquera surtout Neil Young, parrain à la mode ces temps-ci. Mais, c'est certain, ce magnifique album d'appartient qu'à Silvain Vanot.
1 CD Weekend, distribué par Virgin 882 432.

S. D. Chanson

Quand les comédiens chantaient (1930-1939) (1)
Jean Gabin (2)
Fernandel (3)
En une cinquantaine de titres originaux, EPM continue un précieux travail d'archiviste, dont on avait déjà eu un large aperçu avec les quatre volumes (de dix CD chacun) de l'Anthologie de la chanson française enregistrée. Le label de disques qui aime le patrimoine de

la chanson s'est cette fois attaqué aux comédiens-chanteurs, traquant extraits d'opérette, de film ou prestations occasionnelles, tels ce fox-trot coquin chanté en 1934 par Margo Lion (« Ah ! Ne me dites pas des choses comme ça, Monsieur Gustave »), une parade militaire menée à la rigolade par Raimu et René Sarville (César, basse chantante, de 1931), la « pochade satirique » de Marguerite et Pierre Moreno (« Monsieur, on n'est pas des médians, on est des humanitaires... », 1930). Le rayon opérette est servi par Pauline Cartoo (Pas sur la bouche), Arletty (Yes), Michel Simon (Le Bonheur, Mesdames). Celui du cinéma balalaie les années 30 avec une philosophie amoureuse qui va de la joie simple au frémissement sensuel. A retenir : un superbe Paradis, par Pola Negri (extrait de A Woman Commands), ou la Môme caoutchouc, par Jean Gabin.

La même chanson, de moins bonne qualité sonore, figure sur la compilation de quinze titres consacrée à l'acteur par le label Forlane. Du sage Maintenant, je sais au revigorant Quand on s'promène au bord de l'eau, Gabin aimait chan-

ter. Morceaux de choix, deux duos avec Mistinguett (C'est un petit rien, On m'a dit). Pendant ce temps, Fernandel poursuivait son petit bonhomme de chemin, entre Ignace et J'aime toutes les femmes. Royal, souriant, la voix éclairée. Le CD proposé par Music Memoria en restitue le naturel.
(1) 1 coffret de 2 CD 982742 EPM.
(2) 1 CD Forlane UCD 19033.
(3) 1 CD Music Memoria 87911523 distribué par Virgin.

Renard

Grand connaisseur du Nord de la France depuis son premier rôle dans Germinet, de Claude Berri, Renard a appris à chaoter en patois. A peine sorti, l'album a trouvé dans la région près de cinquante mille acheteurs. L'émotion « halloche » est garantie : accordéon, saxophone, et un répertoire établi avec le compositeur Simoo Collez et l'auteur Guy Dubois. Va pour l'histoire musicale des bals, du lango en cha cha, en passant par la valse musette et le pas. Les terrils sont omniprésents, les mineurs et leurs galères, les demis de bière et l'attachement au pays. L'idée de Renard est bonne, certainement louable, mais il n'est resté pas moins un léger goût de préfabriqué.
1 CD Virgin 882272.

V. Mo. Musiques du monde

Idir

Les Chasseurs de lumière
Autour-compositeur kabyle, Idir a su rendre sa fierté et son audience à la chanson de sa communauté dans les années 70. Depuis Ivana Ourva, il est resté dans une semi-traité, qui n'a pourtant pas entamé son immense popularité. Sa rentrée au New Morning l'an passé - vibrante, à l'image du personnage, - s'est accompagnée de la sortie en CD d'une sorte de best-of de ses chansons. C'était la meilleure façon de préparer son nouvel album, les Chasseurs de lumière, dont la parution coïncide avec trois concerts à l'Olympia. Cet album tient les promesses de modernité annoncée par Idir ces derniers mois. Si son art est ancré dans la langue et la poésie berbère, il n'a jamais cessé d'être à l'écoute des mouvements musicaux du

monde arabe : du raï algérien à la frassante gil-music égyptienne, en passant par les guitares flamenco comme sur le titre Snitraw (« Ma guitare »). On écoute aussi un duo militant avec Alan Stivell, Isalyen, Kabylie-Bretagne, harpe et cornemuse (« Frères celtiques, erions notre minorité... »). On écoute surtout les youyoux ravageurs de femmes intrépides dans Yelha Wurur (« Air de fête »), les languurs réparatrices de Ay Alzir Inu (« Tendresse »), la rare délicatesse d'Ageggig (« La Fleur », voix, guitare, flûtes et chœurs). Idir a peut-être un peu trop cédé aux synthétiseurs, mais il a su garder intactes l'élégance, la poésie de son propos, la légèreté de sa voix, et une sagesse lucide.
1 CD Blue Swan BSD195.

Raimon

Cançons
La chanso catalane dans toute sa splendeur. Après un immense concert donné pour les trente ans de carrière de Raimon en avril dernier à Barcelone, voici un recueil de dix-huit chansons de celui qui fut « l'étendard, la figure visible, l'homme de paille de la chanson catalane », selon l'écrivain Jorge Semprun. Elles sont belles ces mélodies construites autour de poèmes colorés, ceux de Raimon, ou ceux de Joan Luis de Corella, de Salvador Espriu, de Ausiàs March... On y trouvera des chansons d'amour vécues, des histoires de tous les jours, superbement arrangées par Manuel Camp, fêru de jazz. Dans un registre plus dur (guitare grattée, voix directe), l'histoire se fait présente avec quelques monuments de la résistance antifranchiste (Diguem No, D'un Temps, D'un Pais). Boo nombre des titres ont été repris de l'album Raimon, totes les cançons, paru en 1981 en Espagne. Raimon y faisait le point sur sa longue carrière, avec une conviction cotagieuse et une technique vocale extrêmement sûre. Le tout se termine par I Beg Your Pardon, une « méditation sur la théorie atomique », de Salvador Espriu, aux allures joyeuses et New-Orléans : « Quand le centre du monde n'est plus toi (malgré les illusions que tu peux te faire)... épargne-toi quelques ennuis en bouillant bien ton pantalon... »
1 CD Aurores A6190.

V. Mo.

Les Quatuors Schneiderhan, Vegh, Koeckert
La politesse d'être simple

REGARDEZ la partition du Quatuor Quatuor de Beethoven. Vous aurez la certitude d'avoir un royaume de l'audace, de la provocation, de la parcellisation, de l'instabilité, de l'outrance. L'œuvre comprend sept mouvements, passe par six tonalités différentes. La forme sonate est abandonnée d'emblée pour une fugue d'introduction. Ce qui est ainsi sacrifié de tension thématique, de suspense lié aux développements, est compensé par l'excès des contrastes de nuances, avec force sforzandos, sforzandos, crescendos suivis de pianos subites. La suite à l'aventure. Beethoven disait de son Quatuor Quatuor qu'il n'était jamais plus loin dans ses recherches pour cette formation.
Écoutez l'interprétation que donne de ces sept mouvements enchaînés le Quatuor Schneiderhan : vous vous sentirez dans un havre de sérénité. La sonatité est mise en valeur, les voix médianes sont sagement hiérarchisées. Les brutales indications de nuances sont minimisées, intégrées dans l'exécution la plus égale d'humeur, la plus « liée » que l'on puisse imaginer. C'est-à-dire que peut pousser des interprètes, face à une page à ce point donnée comme révolutionnaire par son auteur même, à dissimuler cet aspect novateur au profit d'une tradition plus sereine de la beauté ?
C'est peut-être que l'interprétation n'a pas à se précipiter sur ce qui saute aux yeux dans une partition mais bien à chercher d'autres clefs : celles de la cohérence stylistique, de l'équilibre sonore. Clefs du plaisir personnel aussi : quand on se sent complètement maître de son instrument, on n'a pas forcément envie de casser les vitres, on laisse ça aux jeunes. A un certain degré d'exigence musicale et d'accomplissement technique, il est trop facile d'être provocant, original (1). Autrement dit, c'est de faire l'œuvre sienne, pour le jour comme si on l'avait composée soi-même, sans s'acharner à signaler que chaque note est géniale.

Le Quatuor Schneiderhan s'est séparé en 1952. Il était composé de musiciens de la Philharmonie de Vienne, dominé par le violoniste qui lui donne son nom et qui fut l'un des plus brillants croisés solo de l'après-guerre - mozartien de haut vol, Wolfgang Schneiderhan avait épousé la Pamina idéale, la soprano allemande Ingrid Seefried, morte en 1988. Couplé avec celui du premier quatuor de l'Opus 59, l'enregist-

rement de l'Opus 131 est l'un des seuls témoignages aujourd'hui accessibles de l'art extraordinairement raffiné de ces Vennois après de simplicité. Il fut réalisé en deux séances de studio, le 8 septembre 1944 et le 29 mars 1945, et il faisait partie des bandes enregistrées par la Radio du Reich que l'URSS avait confisquées pour les garder dans ses caves. La perestroïka a permis leur diffusion.

La même livraison, sous l'étiquette allemande Orfeo, rend justice au Quatuor Koeckert. Ces quatre Bohémiens durent émigrer de Prague en 1939 et, appelés par Eugen Jochum, ils se fondirent après guerre dans l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise non sans mener à quatre une carrière enviable en Allemagne. Leur façon de jouer est à leur image : joviale et modeste.

La même label a également retrouvé un enregistrement des Vegh réalisés pour la Radio bavaroise en octobre 1968. Il associe au Quatuor Koeckert et à celui de Schubert - noblesse, austérité du ton - un Troisième de Bartok presque tantant par son refus du beau son, par ses lignes nettes, ses accents directs. Le quatuor formé autour de Sándor Vegh a enregistré deux fois l'intégrale des six chefs-d'œuvre bartokiens (la seconde version, réalisée en 1972, est disponible, en trois CD, chez Astrée). Le Troisième est en do dièse mineur, comme le Quatuor Quatuor de Beethoven, les quatre mouvements sont également enchaînés. Les Vegh sont hongrois. Ils jouent la musique de Bartok comme s'ils l'avaient composée eux-mêmes. Sans apprêt.

ANNE REY
(1) « Je m'applique à trouver l'élément le plus bizarre, le plus radical ou le plus personnel d'une œuvre afin de la mettre tout de suite en relief », écrit le pianiste Charles Rosen dans Plaisir de jouer, plaisir de penser, conversation avec Catherine Temerson, qui vient de paraître aux éditions Ebel (84 pages, 90 F). Est-ce pour cela que l'interprète américain ne s'est jamais vraiment débarrassé de l'étiquette de « pianiste-musologue » ?
★ Quatuors opus 31 n°1 et opus 131, par le Quatuor Schneiderhan. Quatuors opus 12 de Mendelssohn, opus 41 n°2 de Schumann, Premier Quatuor de Smetana, par le Quatuor Koeckert. Troisième Quatuor de Bartok, et Quatrième Quatuor de Schubert, par le Quatuor Vegh. 3 disques compacts Orfeo C 315 931 B, C 318 931 B et C 317 931 B.

ARCHITECTURE

LA CAPITALE ALLEMANDE SE PRÉPARE A ACCUEILLIR LES JEUX DE L'AN 2000

TOUT va très vite à Berlin. Voilà un mois à peine, le projet du Français Dominique Perrault pour l'un des grands équipements des hypothétiques futurs Jeux olympiques de l'an 2000 était habillé d'allégories soignées de pommiers («le Monde Arts - Spectacles» du 27 mai). A présent, les pommiers ont été décollés. Ce sont des arbres éparpillés sur un mode aléatoire qui apporteront leur fraîcheur nonchalante à tous les jeunes Newton qui, sortant de l'apaisement de la piscine, ou encore déchaussant les pédales du vélodrome voisin, voudront reposer leur corps d'athlète sur ce pré de cœur de ville.

Le projet de Perrault pour le complexe sportif de natation et de cyclisme est en effet typique de l'ambivalence de l'esprit berlinois face aux grands projets que sont la transformation programmée de la ville en capitale de la nouvelle Allemagne et son ambition de devenir le siège des Jeux olympiques de l'an 2000, candidature qui l'oppose à Sydney et à Pékin. Mais il a ceci de particulier qu'il parvient à résoudre un ensemble de contradictions relevant davantage de la quadrature du cercle que du projet urbain. Pour ce projet de taille monumentale et de complexité proportionnelle, l'architecte a d'ailleurs assez simplement séparé ladite quadrature et son cercle, plaçant côte à côte une vaste toiture circulaire, qui abrite le vélodrome, et un rectangle, forme assurément banale elle aussi, sous lesquels sont naturellement placés les couloirs de la piscine olympique, le bassin de plongeon et ceux d'entraînement.

Ce qui est moins banal, c'est que ces deux toitures affleurent à peine au-dessus du sol, tous les équipements étant donc enterrés, et enterrés aussi la crainte, voire la phobie des Berlinois pour tout ce qui pourrait ressembler à un grand projet de type français, dont Perrault est paradoxalement, aux yeux des Allemands, le plus célèbre représentant pour les quatre tours de la Bibliothèque de France. La soucoupe plate qui forme le toit du vélodrome sera une proue métallique d'un

BERLIN EN FORMES OLYMPIQUES

BERLIN
de notre envoyé spécial

Berlin, c'est décidé, doit redevenir la capitale de l'Allemagne réunifiée. Elle manquait cependant un peu d'entraînement. C'est donc par l'effort sportif et sa candidature aux Jeux olympiques de l'an 2000 qu'elle espère retrouver sa stature de championne internationale. Mais l'insertion de bâtiments nouveaux dans une ville aux édifices historiques nombreux n'est pas exercice facile. Ainsi se croisent, ou plutôt s'affrontent un passé difficile à gérer, un présent tout neuf fait de la chute du mur et un avenir fait de projets et de rêves dont il est difficile d'imaginer l'émergence réelle, tant les enjeux sont multiples, et divers, de taille comme d'essence.

été ramené depuis à 90 000 places). C'est une œuvre aux formes simples, peu élevée (17 mètres) et bien évidemment cernée d'une colonnade rigoureuse. Ce que Gregotti a récemment inventé pour la rénovation du stade de Barcelone était déjà ici à l'œuvre. Les gradins descendent de 12 mètres en dessous du niveau du sol pour atteindre la piste olympique.

Au-delà du stade se trouvait le Maifeld (le champ de Mai) immense esplanade qui put réunir jusqu'à 500 000 personnes (d'autres disent 250 000), posément alignées, le bras tendu, devant un Führer exalté, entouré des flammes et des oriflammes, des musiques, des fanfares, des hurlements dont nul ne témoignait tant de films de propagande. Le champ de Mai était fermé par deux lignes de tribunes, et dominé par un clocher de près de 80 mètres de haut (visite en ascenseur, et panorama inoubliable sur la ville), dont la cloche de 10 tonnes portait l'inscription inspirée : «J'en appelle à la jeunesse du monde». Plus loin encore dans le parc olympique se trouvait le grand théâtre en plein air, la Waldbühne, amphithéâtre évidemment calqué sur le modèle antique qui, depuis la guerre, est resté l'un des hauts lieux culturels de l'été berlinois. Le parc de 1936, qui comporte de nombreux autres éléments, est à la fois la richesse et la faiblesse de la candidature berlinoise pour les Jeux. La richesse, parce qu'il faudra, si l'on peut dire, peu de choses pour doter le grand stade du toit et des installations techniques qui lui manquent, et guère plus pour adapter les autres; la faiblesse, parce qu'il faudrait transformer ces pierres jadis porteuses des trop fameux «Jeux de la honte» - elles virent notamment le dépit de Hitler devant la victoire d'athlètes noirs et furent le lieu des prouesses cinématographiques de Leni Riefenstahl - en symboles de paix et de réconciliation de l'année évidemment charnière que sera l'an 2000.

Sur ce plan, tout est prévu. Depuis longtemps d'ailleurs, les Berlinois de l'Ouest avaient montré leur souci

ques, tandis que le village des journalistes se trouverait à l'autre bout de Berlin, relié par une ligne de métro express, spécialement prévue pour le projet Olympia 2000.

Tout va très vite à Berlin. Dans deux articles récents du *Spiegel*, l'écrivain Peter Schneider s'effrayait de cette rapidité sous le titre éloquent : «An nom du ciel, prenez votre temps!» Cet appel à la sagesse apparaît à la fois raisonnable et paradoxal; raisonnable en ce sens que les projets et les concours se multiplient en effet à Berlin. Paradoxal pourtant, car, même si certains chantiers sont effectivement engagés ici et là, tout reste encore dans les limbes et de surcroît soumis à des pressions multiples. Lors d'une récente rencontre organisée par la GSW - l'équivalent de nos grands offices d'ILM - entre un groupe de personnalités de la Ville de Berlin et leurs homologues berlinois, représentant des instances tant privées que publiques, cette dualité entre un rêve trop rapide et une réalité parfois trop lente apparaissait clairement. Qu'il s'agisse du projet berlinois pour le nouveau quartier de Berlin capitale, ou pour le projet du Reichstag («le Monde Arts-Spectacles» du 27 mai 1993), on perçoit sinon clairement, au moins fortement les divergences qui opposent les élus de Bonn et le groupe protéiforme des inventeurs du futur Berlin.

Des conflits similaires sont, on le sait, apparus entre les grands investisseurs pour le projet de la Potsdamer-platz et le Sénat de Berlin. Curieusement, à peu près tout le monde est d'accord : Berlin ne doit pas céder aux charmes des gratte-ciel, elle doit préserver son gabarit traditionnel (encore qu'il ne soit pas si facile de dénichier cette tradition dans la ville réunifiée). Berlin doit se méfier des grands travaux à la parisienne.

Berlin doit donc être Berlin, vaste espace bourné d'espaces verts, cinq fois grand comme Paris pour moins de 3 500 000 habitants. Des conflits aussi, quelquefois des exaspérations sont apparus chez les spectateurs ou les commentateurs professionnels de la ville. En règle générale, le sénateur Volker Hassamer, chargé de l'urbanisme, reste crédité de la force de conviction et de la volonté nécessaires à la reconstruction d'un aussi vaste ensemble urbain. En revanche, son homologue Wolfgang Nagel, responsable pour la construction, ou le secrétaire d'Etat berlinois Stimmann, tout en étant proches des conceptions d'Hassamer, sont crédités d'une capacité à l'indécision, parfois à la faiblesse qui, pour leurs adversaires, les rendent peu aptes aux parties de bras de fer avec Bonn ou avec les grandes firmes industrielles. Bien évidemment, d'autres commentateurs encore mettent les trois hommes, et avec eux le maire de la ville Eberhard Diepgen, dans un même sac, trop audacieux pour les uns, trop timorés pour les autres.

Et pourtant tout va quand même très vite. La cathédrale sur l'île des Musées, construite à la fin du dix-neuvième siècle (1894-1905), réduite en ruines à la fin de la guerre, vient d'être restaurée, sorte de Palais Garnier de l'Eglise luthérienne, mais davantage propice à l'audition de Bach qu'aux transports architecturaux et à la contemplation esthétique. Elle a été à nouveau inaugurée il y a à peine trois semaines. L'idée de reconstruire l'ancien Palais de Presse a elle aussi fait son chemin. Devant l'immeuble construit à son emplacement pour le Parlement de la DDR vient d'être installé un formidable échafaudage métallique recouvert de toiles peintes destinées à tester le goût des Berlinois pour les diverses formes de leur passé plus ou moins partagé.

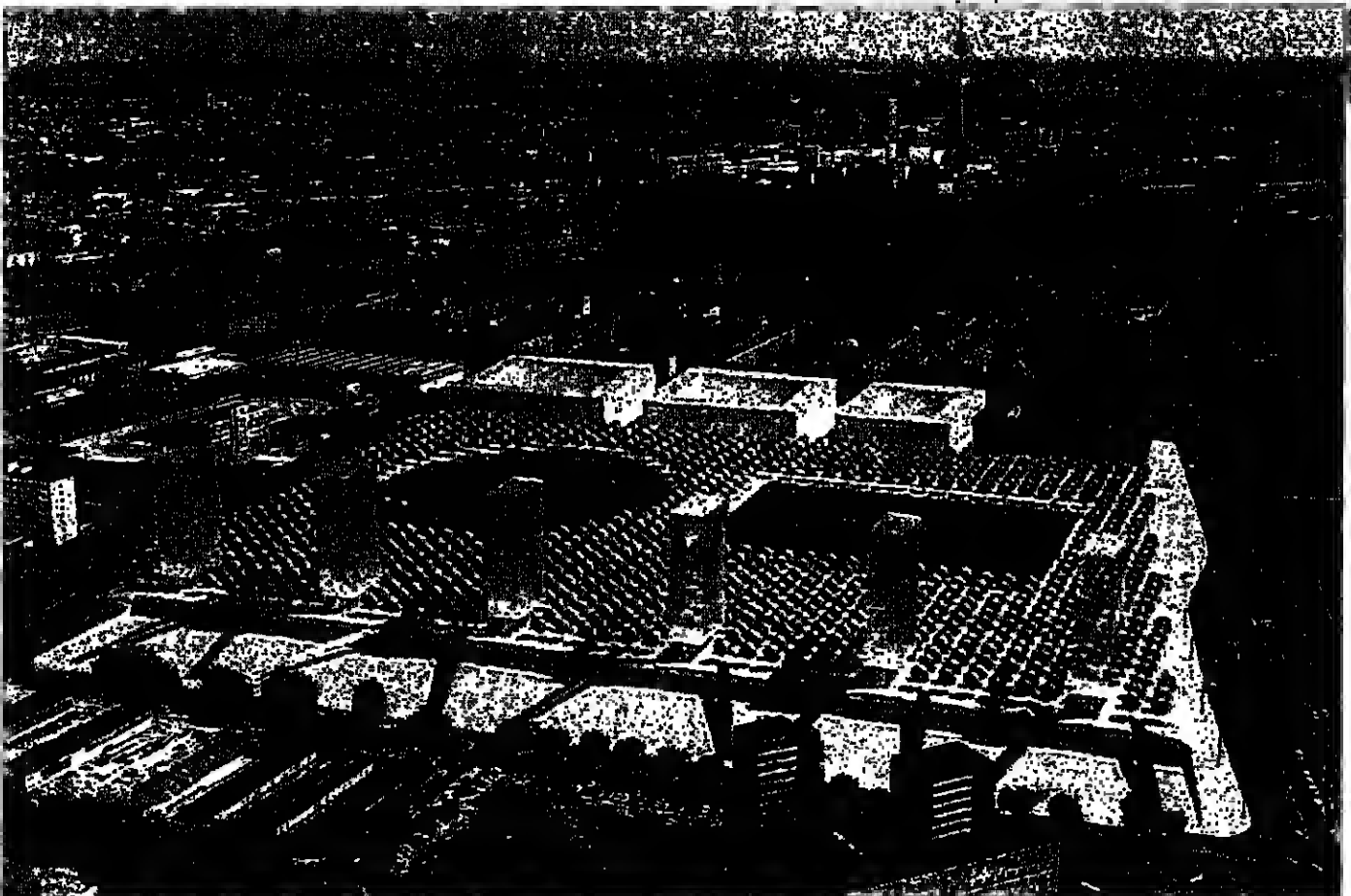
Les fonctionnaires de Bonn n'ont pas voulu du bâtiment, inapproprié selon eux par rapport aux conditions de travail que leur offrait la capitale de la République fédérale. Les Berlinois de l'Est seraient cependant d'un mauvais œil la disparition de ce bâtiment qui était aussi un palais pour le peuple avec ses cafés et ses loisirs à la mode socialiste. La pression est vive, en revanche, chez ceux pour qui l'effacement des traces de la guerre et du mur reste un objectif majeur : eux continuent de demander une reconstruction à l'identique de l'ancien palais.

Dans l'immédiat, comme d'habitude, un rêve chargé de sens et une réalité vide de tout occupant se côtoient bizarrement sur l'île, sans qu'il soit guère possible d'imaginer la décision de l'avenir. Et c'est là qu'on retrouve une autre caractéristique surprenante de l'esprit berlinois actuel, à laquelle se heurtent notamment les équipes d'architectes français qui ont débarqué là, un peu trop pleines d'espoir et d'assurance. Là où l'on s'attend à voir régner ce que l'on pense être l'esprit prussien, à voir s'imposer des décisions simples, rapides et efficaces, des contrats solidement bouclés et définitivement tenus, les investisseurs et les architectes rencontrent d'inhabituels atermoiements, des hésitations qui perdurent au-delà des contrats les plus solides, des remises en cause de projets acquis. Tout cela fait qu'avant d'être la nouvelle capitale de l'Allemagne, et peut-être la capitale olympique, Berlin est bel et bien la capitale du rêve et de l'imaginaire architectural et urbain.

On ne s'étonnera donc pas qu'à la longue liste des concours engagés, jugés et parfois déjugués, s'ajoute aujourd'hui un nouveau, celui de la rénovation d'Alexanderplatz, centre historique de l'ancien Berlin-Est et, depuis la guerre, centre métaphysique de la ville pour tant d'écrivains et tant de cinéastes. Là encore, il sera passionnant d'étudier comment les Berlinois se jettent à l'eau.

FREDÉRIC EDELMANN

(1) 1 mark = 3,36 francs.



Photomontage du projet de l'architecte Dominique Perrault pour le complexe sportif.

seul tenant, dont le poids sera supérieur à celui de la tour Eiffel et dont l'ingénierie a d'ailleurs été confiée au digne successeur spirituel de la firme Eiffel qu'est le groupe anglais Ove, Arup and Partners. L'architecte français, spécialiste de la quincaillerie raffinée, recouvrira ce toit d'un voile d'acier tressé, sous les franges duquel entreront les spectateurs. Programme similaire pour la piscine olympique, à cela près que, durant les Jeux olympiques, la toiture sera surélevée de quelques mètres, grâce à des vérins, afin d'accueillir les quelques sept à dix mille passionnés de crawl ou de brasse papillon escomptés.

La natation sera en tout cas un élément essentiel des jeux, mais la natation dans une forêt de chiffres. Cent huit variantes de calculs ont été effectuées, tendant toutes à prouver la rentabilité des Jeux. Selon la plus probable, entre les entrées, le tourisme, les droits de retransmission TV, etc., les dirigeants de la ville attendent en effet 3,47 milliards de marks de recette pour un coût de 3,28 milliards de la même monnaie, soit un bénéfice de 190 millions de marks (1). En principe, que la ville qui sera alors devenue capitale soit ou ne soit pas choisie par le comité olympique pour les Jeux de l'an 2000, la plupart des projets, dont celui de Perrault, devraient cependant voir le jour, ne serait-ce d'ailleurs que parce que le Sénat berlinois, l'équivalent de notre Mairie parisienne, est décidé à renouveler sa candidature pour ceux de 2004.

An demeurant, comme à Barcelone, dont la municipalité berlinoise s'inspire pour son projet olympique, en espérant à la fois un moteur de rénovation urbaine et bien sûr un symbole de grandeur et de respectabilité retrouvées, une bonne partie des infrastructures spor-

tives existent déjà, dans l'ex-Ouest, ou dans cet ex-Est qui s'était fait une fameuse réputation pour la musculature de ses nageuses. L'une de ces installations, récemment achevée à deux pas du parc des fameux Jeux de 1936, offre au moins déjà la garantie de la qualité architecturale, même s'il n'est pas sûr qu'elle accueille des épreuves. Elle sert de gymnase aux jeunes Berlinois qui peuvent en même temps y apprendre les jules de la construction. La résille métallique du toit, d'un seul tenant comme il se doit, apporte une rare qualité de lumière à ces espaces ailleurs volontiers glauques, mais davantage encore la partie du bâtiment où sont rassemblés vestiaires, bureaux et toutes sortes de nécessités que le sport exige sans doute. Celle-ci offre un jeu d'escaliers, de courbes, de portes surprises, pas toujours très utiles, au moins des plus pittoresques pour l'amateur d'architecture.

Mais c'est bien sûr le grand stade, ou pour être plus précis, tout l'ensemble du parc sportif construit sur 130 hectares entre 1934 et 1936 par l'architecte Werner March, qui focalise l'attention dans cet immense projet pour le tournant du siècle. Les exigences du comité olympique d'alors étaient moindres, qu'il s'agisse du nombre de spectateurs, du rôle des médias, de la diversité des disciplines. Rescapée des bombardements, c'est assurément une œuvre remarquable, par son architecture, mais également en ce qu'elle aura aussi bien pu être le lieu de la célébration du sport que celui des plus grandes démonstrations du régime hitlérien. On arrivait au stade, on y arrive toujours par une vaste allée qui butait sur deux tours. Derrière, le stade proprement dit pouvait accueillir quelque 120 000 personnes (il a

de garder la mémoire du tragique passé de l'Allemagne hitlérienne, et chacun peut toujours voir, à l'emplacement de la Prinz-Albert-Strasse, le centre de documentation sur la Topographie de la terre, où est conservée la mémoire de la ville depuis la résistance atrocement réprimée, ou l'exil, des premiers antifascistes allemands, jusqu'à l'annéantissement des 9/10 de la ville sous les bombardements alliés, en passant par la description détaillée des mécanismes et des réalités de l'Holocauste. Il s'agit ici d'archéologie, mais un peu plus loin dans la ville le souvenir est toujours présent puisque le Musée juif de Berlin voit s'achever ces jours-ci l'agrandissement bizzarroïde que lui a destiné l'architecte Daniel Libeskind et sur lequel nous aurons sans doute l'occasion de revenir.

Est-ce ici le lieu de souligner que, depuis la tour du grand stade, on aperçoit outre l'unité d'habitations de Le Corbusier, construites en 1958, les collines aujourd'hui verdoyantes formées par les millions de tonnes des débris de Berlin bombardé, en particulier la bien-nommée Teufelsberg, la montagne du Diable. On aperçoit aussi l'extravagant sarcophage du Centre de conférences international, à cheval sur une autoroute, celui-là même où a eu lieu récemment la conférence internationale sur le sida et dont les deux principales caractéristiques sont les suivantes : il y est strictement impossible de passer d'une fonction ou d'un lieu à un autre sans emprunter au moins un escalier, et presque aussi difficile d'avoir accès à la lumière du jour ou dehors des lieux, intimes, où l'on s'attend plutôt à ne pas trouver de fenêtre. C'est ici, et dans le parc des expositions qui le jouxte, dominé par une pittoresque petite tour Eiffel, que serait installé le centre de presse des Jeux olympi-

transfert du pouvoir
remis en ca

Jeux
espeux

Jeux
espeux

Jeux
espeux

Jeux
espeux

Jeux
espeux

Jeux
espeux

Jeux
espeux